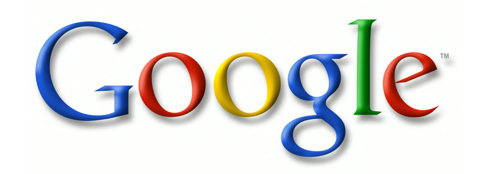
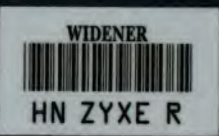



WIDENER
HN ZYXE R


INSIGNIA ACADEMIAE HARVARDIANAE CANTAB: NOV: ANGLIAE
VE RI
TAS
The Gift of
Mary Bryant Brandegee
in Memory of
William Fletcher Weld
HARVARD COLLEGE LIBRARY


INSIGNIA ACADEMIAE HARVARDIANAE CANTAB: NOV: ANGLIAE
VE
RI
TAS
The Gift of
Mary Bryant Brandegee
in Memory of
William Fletcher Weld
HARVARD COLLEGE LIBRARY

LA

GUERRE NATIONALE

1870-1871

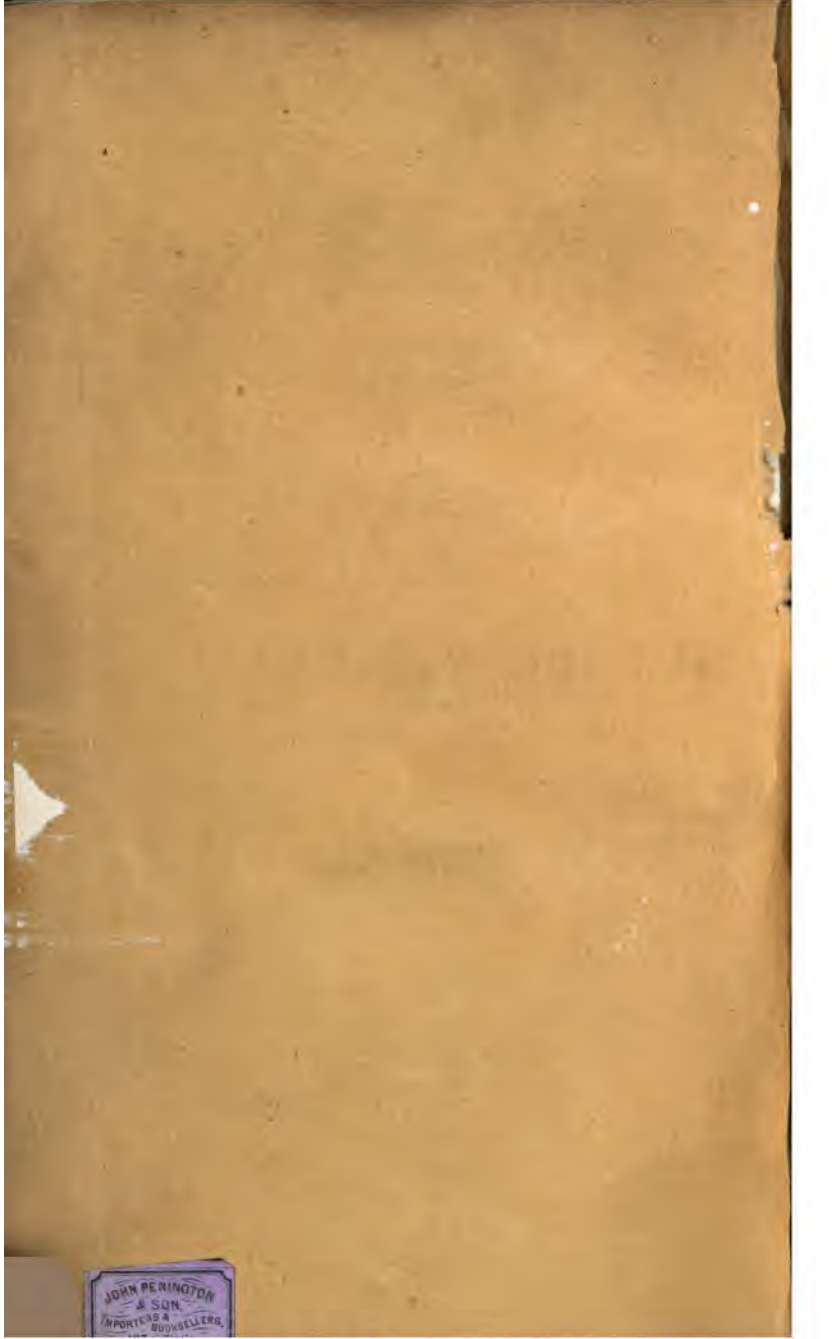
PAR

JULES CLARETIE



PARIS
ALPHONSE LEMERRE, ÉDITEUR
47, PASSAGE CHOISEUL, 47

1871



LA

GUERRE NATIONALE


IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

LA
GUERRE NATIONALE

1870-1871

PAR

JULES CLARETIE



PARIS
ALPHONSE LEMERRE, ÉDITEUR
47, PASSAGE CHOISEUL, 47

1871

A MON AMI

ALPHONSE HIRSCH.

Tu te rappelleras longtemps sans doute, comme moi, ce lugubre soir de novembre où, tandis qu'on se battait encore du côté de Champigny, et que les mitrailleuses craquaient vers Bry-sur-Marne, nous assistions, navrés, au défilé des mobiles de la Vendée, repoussés des hauteurs de Montmesly, et se mettant à l'abri, se massant comme des troupeaux, sous le feu de la redoute de Gravelle.

Ces pauvres gens, braves et résolus, venaient avec les mobiles de l'Ain de recevoir presque à bout portant la fusillade de plusieurs régiments prussiens. Ils s'en retournaient lentement, la tête basse, avec cet air affaissé et ce regard fixe et vague que donne la bataille à l'homme, fût-il vainqueur. La fatigue alors surmonte la bra-

voure, la lassitude semble anéantir l'héroïsme.

Les mobiles, harassés, regagnaient le bois de Vincennes, tandis que devant nous, au loin, vers Villiers, nos fantassins, abrités derrière les maisons, se tenaient prêts à soutenir nos artilleurs grimpant et poussant leurs pièces à travers les vignes roussies par l'hiver. Avec quel serrement de cœur et quelles angoisses, tu t'en souviens, nous regardions tour à tour ceux qui continuaient le combat, repoussant l'ennemi, et ceux qui se repliaient, écrasés; ces bataillons décimés, ces compagnies réduites à quelques hommes! Plus d'officiers, quelques soldats sans armes, presque tous sans leurs sacs, jetés en hâte. C'était une simple retraite, et on eût pu croire à une déroute.

— Allons! Il en est toujours ainsi, te dis-je, depuis Forbach! Et je regardais, attristé, le soleil qui descendait, rougi, vers le couchant, embrasant encore d'un reflet de forge ce paysage illuminé d'éclairs, ces bois, ces buissons d'où partaient les coups de feu, vraie fournaise rendue plus ardente par ces derniers rayons.

Il y avait, — je le vois encore, — parmi les mobiles qui redescendaient le coteau, un vieux à cheveux blancs, portant le képi de capitaine. C'est

lui qui ramenait les bataillons épars, son commandant ayant été tué au moment même où un éclat d'obus jetait à terre le général Renault. Cet homme, calme, triste, marchait comme au hasard, le visage impassible. Tu t'approchas de lui : « Mon capitaine, vous n'avez plus assez d'officiers! Voulez-vous nous accepter sous vos ordres? Nous sommes prêts à ramener au feu ces compagnies, si vous voulez les reformer. »

Il hocha la tête d'un air de doute, il remercia. Il nous demanda, non des cartouches ou des chefs pour ses soldats, mais du pain pour les malheureux qui, ayant jeté leurs vivres, allaient camper sans manger dans le bois de Vincennes. Et pourtant le combat continuait toujours, malgré le crépuscule, malgré cette ombre encore embrasée et qui se faisait plus épaisse, malgré la nuit, une nuit d'hiver sèche et froide. On pouvait lancer sur l'ennemi ces jeunes gens, ces mobiles ainsi ramenés *par l'infanterie prussienne! — Je vous remercie, fit le capitaine. Il semblait ajouter : — A quoi bon?*

Te rappelles-tu encore combien nous nous sentions irrités devant ce calme singulier, quelle fièvre nous saisissait, et quel âpre besoin de lutte nous

secouait alors? Tu étais, pour ta part, tout feu, tout flamme. C'est une si bonne chose que se dévouer à une idée grande! Ensemble, et plus d'une fois, ce soir-là, et plus tard au Bourget, en décembre, nous avons échangé bien des espoirs; nous les avons vus devenir brusquement des désillusions! Et qui nous eût dit que ces tristes journées ne seraient point les plus cruelles, et qu'après les horreurs de la guerre d'invasion nous aurions les hideurs de la guerre civile? Notre génération, mon pauvre ami, n'est point favorisée du sort, et il lui aura été donné d'assister aux plus détestables spectacles de l'histoire : la folie en temps de liberté et la servilité aux heures de despotisme. Heureusement que plus d'une chose nous reste : la foi en l'idéal, l'amour du beau, le culte du bien. Que de fois nous sommes-nous consolés avec ces rêves, qui seront des réalités demain! Je ne hais pas le rêve. Lorsque la terre est inclémente à l'homme, il regarde les nuages errants, et il y voit, le fou, — ou le sage, — l'image même et la personnification de ses chimères.

Mais quoi! la vérité seule et l'histoire sont assez belles, malgré leurs défauts, pour nous consoler de tout. Il y a d'assez nobles et d'assez fières

pages dans les annales de la guerre qui vient de finir, pour nous permettre de garder le front haut et de croire toujours fermement aux destinées de la patrie. Ces pages, j'ai essayé de les réunir dans ce livre, la Guerre Sainte, *la Guerre nationale,* — pro aris et focis, — *et j'ai voulu te les dédier, en souvenir de ces journées du siége où nous échangions nos angoisses et où grandissait notre amitié.*

JULES CLARETIE.

PRÉFACE.

Le livre que nous publions aujourd'hui complète, avec les volumes précédemment écrits par nous sur la guerre de 1870-71, l'histoire de l'invasion, tracée à un point de vue personnel. Nous avons tenu, en allant prendre, après le combat, nos informations sur les endroits mêmes, à ajouter ce récit de la *campagne de France* aux précédents chapitres tracés durant la lutte, et qui, sous ces titres : *la France envahie*, *le Champ de bataille de Sedan*, *Paris assiégé*[1], donnent comme une sorte de vue d'ensemble sur les opérations militaires du 15 juillet 1870 au 31 janvier 1871.

1. Ce sont là trois ouvrages distincts : *la France envahie* (1 vol. in-18); *le Champ de bataille à Sedan* (brochure in-18); *Paris assiégé* (1 vol. in-18).

Nous croyons fermement que les pages qui suivent pourront être utiles à l'historien à venir de cette triste guerre. Tout incomplètes qu'elles sont, elles forment, comme celles que nous avons écrites auparavant, un tableau vivant, et elles montrent, en quelque façon, le côté intime de la campagne. L'auteur avait vu presque toutes les batailles qu'il racontait dans les volumes qui ont précédé celui-ci. Quant à celles dont on trouvera le récit dans ce livre, il les a étudiées, pour ainsi dire, sur le champ de bataille même, sur le terrain encore chaud et sanglant de la lutte. Il a fait parler les témoins, il a interrogé les acteurs, il a recherché patiemment et ardemment la vérité. Que s'il s'est trompé, on pourra accuser sa mémoire, non sa bonne foi.

La *Guerre nationale* raconte donc les batailles livrées hors Paris, du mois de septembre 1870 au mois de janvier 1871, comme *la France envahie* racontait les préparatifs de la guerre, la défaite de Forbach, les journées du camp de Châlon et le désastre de Sedan, comme *le Champ de bataille de Sedan*, cette visite à la mort, montrait l'horreur de ces coteaux pleins de cadavres, comme *Paris assiégé* tenait jour par jour le lec-

teur au courant des espoirs, des défaillances, des héroïsmes et des combats de ce siége superbe, dont les épouvantes de la guerre civile survenue depuis, et qui ont semblé effacer cette gloire sous une couche de sang, ne feront pourtant pas oublier la grandeur morale.

Le livre actuel voudrait maintenant témoigner que la lutte soutenue par un peuple sans armée et presque sans armes contre la plus formidable puissance militaire du monde n'a pas été, malgré le dénoûment, sans dignité et sans valeur. Il voudrait indiquer, — à grands traits, car le détail demanderait des volumes, — ce qu'ont fait, essayé, et réalisé parfois, ces corps d'armée improvisés de la province. On y verra que, même aux heures les plus douloureuses de l'histoire française, l'idée de devoir et de sacrifice n'était point tout à fait morte dans les âmes, tout imprégnées qu'elles fussent encore de l'habitude du despotisme. On y verra surtout ce que peut le courage et ce que coûte la guerre, ce que le danger met de colère au cœur des braves, et aussi, hélas ! d'effarement au cerveau des lâches.

Que de fois nous sommes-nous senti prêt à quitter la plume en écrivant ces sombres pages,

toutes remplies de nos revers ! Que de fois, dans notre chambre, il nous a semblé voir se glisser une ombre, l'image de la patrie mutilée, et qui semblait nous dire : A quoi bon remuer ces souvenirs sinistres et agiter le linceul des morts ? — Nous l'avons fait cependant, pour donner aux survivants la haine plus profonde de l'agression injuste, de la conquête féroce et de l'horrible guerre. Nous avons ouvert et sondé les plaies. Nous avons secoué sur la tête du vainqueur la poussière chaude des maisons incendiées et des villes bombardées. Nous aurions voulu faire de ces pages un réquisitoire contre la force, contre la brutalité triomphante, la victoire stupide, et aussi un plaidoyer en faveur de la paix, du travail, de l'humaine fraternité et de la justice.

Hélas ! nous écrivions ce récit loin de notre cabinet de travail habituel, et nous entendions, semblait-il, à nos oreilles, le lugubre écho des canonnades parisiennes, — l'écho, le triste écho de la guerre civile. Fraternité, Raison, Amour, Résignation, tous ces mots dictés par le devoir à la conscience semblaient tout à coup dénués de sens, et, dans le naufrage épouvantable de tout ce qui était notre espoir, nous nous deman-

dions si l'heure présente n'était pas l'heure du plus grand abaissement de la patrie. Et justement nous nous souvenions alors du titre de la brochure d'un martyr, *l'Allemagne dans son plus grand abaissement*, éditée, sinon écrite, par le libraire Palm. Lorsqu'il faisait, à Nuremberg, paraître ce pamphlet, lui aussi, le pauvre Palm, pouvait croire que sa patrie garrottée et morcelée par Napoléon ne se relèverait pas de sa chute et de sa honte. Il la croyait vouée peut-être à l'éternelle servitude. Cependant elle s'est affranchie, elle s'est unifiée, fortifiée, affirmée par la victoire; plus que cela, car je méprise la victoire, elle s'est relevée par la pensée. Est-ce que de notre *plus grand abaissement* même, pour prendre le mot de Palm, ne naîtra pas notre régénération; est-ce que de notre chute, ô chère France, ne viendra pas une autre Renaissance?

Je l'espère, je le crois, je n'en doute pas. Je veux n'en pas douter, je veux m'en convaincre moi-même pour oublier les atroces scènes traversées et les sanglantes journées de ces derniers mois! Oui, toute cette honte, toute cette fange, toute cette folie, tout sera oublié, effacé; oui, la France sortira de ce fumier!

Et voilà pourquoi je n'ai pas hésité à raconter ses douleurs et à compter ses larmes. Voilà pourquoi je publie ce livre de deuil, qu'on trouvera plein d'amour, j'espère, pour notre malheureuse patrie, plein de reconnaissance et d'admiration pour son passé, plein de foi dans son avenir, plein de filiale tristesse à la vue de ses douleurs présentes, — douleurs passagères que feront oublier le travail, l'honnêteté, la patience et la liberté !

J. C.

Saint-Quentin (pendant l'occupation allemande),
avril et mai 1871.



LA GUERRE NATIONALE

CHAPITRE PREMIER.

LA GUERRE.

I.

Ce livre a été écrit, je le redis encore, pendant une des plus douloureuses époques de notre histoire, à l'heure où Paris, assiégé naguère par les Prussiens, était assiégé de nouveau par les Français. L'auteur, profondément affligé, navré par les événements parisiens, éprouvait le patriotique besoin de chercher dans l'étude des principaux événements de la guerre étrangère une diversion aux horreurs de la guerre civile.

L'invasion, hélas! avec toutes ses plaies, mais avec tous ses dévouements et ses héroïsmes, le consolait en partie des atrocités d'une lutte fratricide ou du moins parvenait à les faire quelquefois oublier. Sur les champs de bataille où s'étaient entre-tués les Germains et les Francs, il parvenait à ne plus entendre le sombre écho des forts et des bastions de Paris. Il se disait qu'après ces horribles journées la patrie aurait besoin de savoir ce qu'avaient fait ses enfants, non durant les heures de guerre déshonorante, c'est-à-dire de guerre française, mais aux journées terribles de la guerre sainte, de la guerre contre l'étranger. « Peut-être, se disait-il, le spectacle des héroïsmes ignorés consolera-t-il des tueries de la rue et des batailles où le même sang coule des deux côtés! » Il achevait donc l'œuvre commencée, il allait jusqu'au bout de la tâche imposée, interrogeant les acteurs des drames d'hier, et, mieux que les acteurs, les éloquents témoins de ces massacres : les champs, les fermes, les villages, puis lisant, annotant les documents officiels ou personnels, les relations, les justifications, les accusations, ou les plaidoiries des victimes ou des coupables. C'est à peine s'il arrivait, étouffant volontairement la clameur venue de Paris sous la plainte effroyable des victimes de l'invasion, à ne plus entendre l'épouvantable écho de la guerre civile. Pour mieux dire, il n'y parvenait point. Ce bruit à chaque instant le frappait au cœur. Mais il n'en continuait que plus obstinément son travail, voulant

écrire, à côté d'un écœurant chapitre de notre histoire, un chapitre consolant dans son amertume, revivifiant dans son horreur — le chapitre de la lutte de la patrie contre l'injustice, de la France écrasée contre la Prusse arrogante et du droit éternel contre la force passagère.

C'est ce que j'appelle la Guerre sainte.

Dans un autre livre très-prochain, je montrerai jusqu'où les appétits et l'affolement peuvent pousser un peuple dont le césarisme avait fait une plèbe; je m'efforcerai de rechercher la vérité dans l'histoire farouche de la Commune, et, célébrant la liberté, flétrissant la terreur, je m'efforcerai de découvrir les égarés à côté des criminels et des incendiaires. Je raconterai, en un mot, la *guerre sociale*. Ce sera le triste pendant de la *guerre nationale*.

Donc la guerre, ce fléau, cette peste, cet assassinat en grand, ce meurtre colossal, cette gigantesque tuerie, la guerre peut être sainte! Elle peut avoir son heure légitime! Le sang qu'elle répand peut être versé sans remords; les cadavres qu'elle entasse peuvent être jetés à la chaux sans révolter la conscience humaine! Certes, oui. Hélas, oui!

Lorsque l'étranger pousse ses canons sur la terre maternelle, lorsque le sabot de ses chevaux s'enfonce dans les sillons, lorsque ses obus fauchent les blés, lorsque sa torche incendie les fermes, lorsque, donnant un lugubre exemple aux fous et aux misérables, il promène le pétrole sur nos maisons et nos palais,

lorsque les monuments de l'art, lorsque les bibliothèques s'écroulent sous ses projectiles, lorsque les livres brûlent, lorsque les femmes meurent par le fer et les enfants par la faim, lorsque la fureur monte aux yeux, lorsque le désespoir entre au cœur, oui, la guerre pour le foyer, la guerre pour la patrie, la guerre pour l'indépendance devient la guerre sainte; et, même vaincus, ceux qui combattent alors ce fier et bon combat, ceux qui se plantent, fusil en main, devant la frontière forcée comme devant une mère insultée, ceux-là, fussent-ils écrasés, dispersés et battus, ceux-là, obéissant à cette voix trop oubliée, la voix du devoir, méritent la reconnaissance de l'histoire, car ne pouvant sauver la liberté, ils sauvent du moins l'honneur.

La guerre devient sainte lorsque le père défend son enfant, lorsque le fils défend sa mère, lorsque le paysan s'arme pour disputer le sol qui le nourrit, lorsque le citoyen combat et meurt pour arracher à l'ennemi la ville qui l'a vu naître ou la terre qui le verra reposer. Où la guerre cesse d'être militaire et devient civique, où la guerre commence, au dire du roi Guillaume, à devenir *impie,* elle devient sublime. Sacrilége aux yeux de l'oppresseur et de l'envahisseur, elle est sainte aux yeux du peuple, elle est sainte devant la loi morale et le droit éternel. Guerre sainte, celle que fait tout homme qui aime sa patrie, son foyer, sa femme, ses enfants, à celui qui vient lui arracher tout cela, à celui qui menace, à celui

qui frappe, à celui qui pille, à celui qui tue. Guerre sainte. Alors l'arme de meurtre devient l'arme de justice, le glaive est sacré, la mort ne frappe pas, elle exécute. Mais tout ce qu'il y a de meilleur au fond de l'âme humaine se révolte à cette idée que l'étranger peut s'asseoir en maître au foyer attristé, à la table de famille, ordonner, insulter, tuer à son gré; tout palpite, et la main crispée saisit l'arme pacifique et s'en fait une arme sanglante. Guerre sainte est celle que poursuit un peuple envahi contre l'envahisseur sauvage. Et c'est la seule guerre où le bras frappe sans remords, où l'arme vile soit bénie, car l'homme alors combat pour tout ce qu'il y a de plus sacré dans ce monde, pour cette chose qui est la virginité des nations, l'honneur des peuples : pour la liberté, l'indépendance, l'affranchissement de la patrie.

Guerre sainte, il n'y a pas d'autre mot. La guerre de tout un peuple pour son affranchissement ou pour la défense du sol est sainte, comme la guerre d'un roi ou d'un empereur pour la conquête d'un territoire est sacrilége.

Elle est sainte avec ses horreurs, avec ses hideurs, avec ses maux épouvantables et ses plaies. Être contraint d'appeler la guerre une chose « sainte » ! Et cela est, pourtant. Il n'est pas un peuple, pas un homme, je le répète, qui ne le sente au bouillonnement de ses veines et au battement de son cœur. Sainte, la guerre ! Mais aussi, en même temps qu'on donne une telle

épithète à cette chose, de quel mot faut-il qualifier ceux qui suscitent ses fureurs ou ceux qui les font durer? Aujourd'hui que tous, ou presque tous les Français ont vu de près les champs de bataille, il pourrait paraître superflu d'analyser la rouge fumée de meurtre, la vapeur de sang qui s'en dégage et qui s'appelle, dit-on, la fumée de la gloire. Pourtant, même dans ce pays tourmenté, miné, effondré à demi par l'invasion et la guerre civile, il se trouve encore quelques heureux qui ne savent point ce que sont ces carnages. Il y a des coins insouciants et fortunés de la patrie qui ignorent, — et qui, le sort le veuille, ignoreront toujours, — ce que pèse sur la poitrine le talon de l'étranger, ou quel sifflement strident produit une balle française traversant une rue. Il en est qui ont vu, sur leur place publique, le Prussien compter, peser dans la balance, puis cercler dans ses barils le million de contributions qu'il enlevait à la cité. Il en est qui ont entendu, durant de longs mois, la botte d'un dragon saxon ou d'un chasseur rhénan faire craquer le parquet au-dessus de leur lit. Il en est qui sont demeurés enfermés au logis, tandis que les obus pleuvaient autour d'eux ou que les boîtes à mitraille dispersaient avec fracas les tuiles de leurs toits. Il en est d'autres qui ne connaissent que par les journaux et les dépêches ces souffrances et ces misères qui n'ont eu que l'écho de ces sanglots et le lointain spectacle de cette ruine. Que ceux-là descendent en eux-mêmes et, tout en se félicitant d'avoir

échappé à de tels maux, qu'ils sachent plaindre du moins ceux qui les ont supportés.

Ceux-là sont nombreux. Un tiers de la France sait à présent ce que veut dire ce mot : l'invasion. Des lignes de Wissembourg aux bords de la Loire, de la plage de Dieppe aux glacis de Belfort, que de désastres et de souffrances! Combien de pillages, de meurtres, d'incendies, de réquisitions! Le livre du savant, la vache du paysan, la robe de la femme, ils ont tout pris. « C'est la guerre. » Il faut qu'une armée vive. « C'est la force. » Il fallait ne pas se laisser vaincre.

Le fameux axiome : *La guerre doit vivre de la guerre,* équivaut à celui-ci : *Le meurtre doit vivre de la mort.* Il fait partie de ce code singulier qui autorise, au nom de la nécessité présente et du succès final, tout ce que réprouve la morale. Et voilà bien pourquoi la guerre est haïssable. Elle justifie l'iniquité, elle encense le meurtre, elle couronne la violence. Elle jette le monde hors de ses gonds.

La guerre et le duel, deux formes de l'assassinat. La guerre surtout. L'espionnage, la délation, la ruse sauvage, le guet-apens, toute félonie y est permise. Ajoutez le pillage, l'incendie, le meurtre. La guerre légitime tout. Elle corrige horriblement et à son profit jusqu'au dictionnaire, le mot *vol* devenant le mot *réquisition* et le *meurtre* s'appelant *victoire.* On ne saura jamais combien profondément et pernicieusement dix mois de guerre influent sur l'humanité : la somme moyenne d'honnêteté acquise par le monde en est

bientôt considérablement diminuée. Un boucher versera le sang d'autrui d'une main plus facile qu'un laboureur. Habitué à tuer, on tuera. Il ne faut pas, dans l'homme, éveiller le tigre qui dort. Je ne vais pas trop loin, et ce n'est point là un paradoxe. Je ne sais combien de fauves instincts dorment comprimés dans la poitrine humaine. Une senteur de poudre les éveille et un bruit de bataille les excite. Pauvre humanité ainsi vouée au meurtre incessant et qui, le croyant enseveli, voit renaître ce spectre : le carnage!

On croyait pourtant ces sanglantes fièvres bien oubliées, bien apaisées! Les congrès de la paix se multipliaient; penseurs, orateurs, poëtes, jetaient à l'envi leurs paroles d'amour. Autant en emportait le vent. Des hommes veillaient, cuvant leur gloire et couvant leur victoire. Comme il leur fallait des conquêtes, il leur fallait des morts. Chacun d'eux suivait son programme, l'un aiguisant son glaive pour poser sur son front la couronne impériale, l'autre pour la conserver.

Alors, carnage, écrasement, ruisseaux de sang, cervelles jaillissantes, membres broyés, ventres ouverts, crânes fendus, boyaux traînants, victoire! « Vos mâchoires vont craquer, dit Aristophane dans la *Paix,* et vos cités malheureuses seront râpées comme ce fromage! » Ah! en vérité que voilà un beau lac de sang et une belle bouillie humaine! Ces cadavres pâlis, ces faces rouges, ces yeux vitreux, ces dix lieues de morts et ces casernes de mourants, encore un coup cela s'appelle la gloire!

Il y a cependant des éclairs de remords dans la vie de ces carnassiers. Le roi Guillaume après Kœniggraetz défend qu'on poursuive les fuyards autrichiens et trouve qu'il y a assez de cadavres. M. de Bismarck à son tour est ému. « Après Sadowa, il dit à un ami que l'aspect du champ de carnage l'avait pendant quelques jours rendu insensible à la jouissance de son triomphe[1]. »

Et Napoléon Ier, qui voulait substituer, comme plus économique, un uniforme blanc aux fameux habits bleus « par la victoire usés », ne dit-il pas, après la tuerie d'Eylau : « Nous nous en tiendrons à l'habit bleu. Le sang se voit trop sur les habits blancs! » Une fois encore qu'il visitait le champ de bataille de Magdebourg, il fut frappé, dit le comte Rapp dans ses *Mémoires*, « à la vue des monceaux de cadavres qui entouraient ceux de quelques-uns de ses soldats; il s'approcha et reconnut les numéros du 32e : « J'en « ai tant fait tuer, dit-il, de ce régiment, en Italie, « en Égypte, et partout qu'il n'en devrait plus être « question! » Mélancolie, remords ou indifférence. Je veux croire au remords. C'était pourtant ce même homme qui, après Moscou, après Lutzen, après Bautzen, disait, lors de l'entrevue de Dresde à M. de Metternich qui lui offrait la paix : « Vous n'avez pas l'âme d'un soldat! Vous n'avez pas appris à mé-

1. *Monsieur de Bismarck*, par Louis Bamberger (1868), page 188.

priser la vie d'autrui ! Que me font, à moi, deux cent mille hommes ! »

Et en effet deux cent mille hommes c'était peu pour un conquérant qui a livré soixante batailles, dix de plus que César, et qui a coûté à l'humanité, chiffres relevés au ministère de la guerre, un million sept cent mille morts[1].

Au reste, je ne sais rien de plus épouvantable que la lecture d'une brochure du temps du premier Empire, *les Sépulcres de la Grande Armée*, par M. J.-B. Hapdé, qui avait été directeur des hôpitaux militaires en ces heures de bataille où, selon le mot de Chateaubriand, un blessé était un fardeau. Sur les hospices de Mayence où jusqu'à cinq cents individus mouraient par vingt heures, sur le service des ambulances, sur les horreurs de 1812 et 1813, il n'est pas possible d'apprendre de plus sinistres détails et de moins connus. La quantité des cadavres était telle à Mayence, qu'on payait jusqu'à 60 francs par jour des fossoyeurs. « Ils périrent tous, le Rhin alors devint la tombe générale. »

N'a-t-on pas vu vingt fois, dit Hapdé, conduire à toute bride des fourgons d'ambulance pleins de soldats qu'on venait d'amputer? N'a-t-on pas vu (ce trait fait frémir

1. De 1808 à 1812, Napoléon avait laissé 300,000 hommes en Espagne. Sur 533,000 hommes qui passent le Niémen, 300,000 restent en Russie, tués par le feu, le froid et la misère. Le nombre des morts russes est à ajouter à ce total.

d'horreur), n'a-t-on pas vu, immédiatement après le massacre de Lutzen, toute la maison de Bonaparte, composée de plus de soixante voitures, traverser ventre à terre le champ de bataille, fouler aux pieds des chevaux, écraser sans pitié même les blessés français ?

Eh bien, les cris affreux, déchirants ; ces corps mutilés, se roulant pêle-mêle, se hâtant de traîner après eux des membres en lambeaux, cherchant encore la vie sur le champ de la mort; l'effroyable craquement des os et des crânes, le sang et les cervelles qui jaillissaient jusque sur les écuyers, rien ne put ralentir la course meurtrière de ces barbares valets! »

Et cet écrit n'est pas un pamphlet, c'est la déposition sincère d'un témoin. Nous l'entendons aussi, d'ailleurs, ce craquement des os des blessés dans la *Correspondance* de Stendhal, et les équipages de Murat écrasent plus d'un mourant en fuyant au galop, ventre à terre, avec effroi, les rues de Moscou incendié.

Cet épouvantable exemple, ajoute J.-B. Hapdé, fut donné, pour la première fois, lors de l'entrée de Bonaparte dans la ville d'Eylau : les rues qui conduisaient au château étaient encombrées de morts et de mourants. Sa propre voiture écrasa, broya tout ce qu'elle rencontra sur son passage. Les cours du palais, semblables à celles de Brienne, étaient jonchées de blessés et de cadavres : *Otez donc ce spectacle de devant mes yeux !* dit Bonaparte en mettant pied à terre. Pour exécuter cet ordre, un grand nombre de fourgons, destinés à recevoir ordinairement chacun *six* blessés, arrivèrent aussitôt : on eut la cruauté d'en jeter jusqu'à

vingt, les uns sur les autres, morts ou vivants, sans distinction. Ce n'est pas tout : pour étouffer les cris, les hurlements, on *ferma ces fourgons,* qui partirent au galop. Arrivés aux divers hôpitaux, éloignés de trois ou quatre lieues d'Eylau, sur huit cents blessés, cent cinquante respiraient encore.

Les blessés n'eurent pas seuls à souffrir horriblement dans cette même campagne, glorieuse pour nos armes, désastreuse pour l'humanité. Auprès du Pultouss, un escadron, s'étant enfoncé dans un marais, ne put jamais s'en retirer. Après quelques jours de vains efforts et de désespoir, le froid le plus rigoureux se déclara tout à coup : la terre gela, serra, comprima tellement, pendant la nuit, les corps de ces malheureux que le lendemain on les trouva tous immobiles, debout, mais à demi enterrés et dans toutes les attitudes de la rage. Leurs yeux, leurs traits étaient effrayants. Enfin, pour dérober aux soldats cet affreux tableau, on fit mutiler ces cadavres. Pendant tout l'hiver, néanmoins, on vit ce funeste marais parsemé de troncs humains[1].

Ne dirait-on pas la réalisation de ce funèbre rêve où Dante recule devant la vision des traîtres plongés dans un lac glacé, Beccheria, Tebadello, Ganellone, Camiccione, de' Pazzi et les autres : *Les ombres plaintives et livides étaient plongées dans la glace jus-*

1. *Les Sépulcres de la Grande Armée ou Tableau des hôpitaux pendant la dernière campagne,* par J.-B.-A. Hapdé, ex-directeur des hôpitaux militaires (3e édition, Paris, Eymery et Dentu, — 1814).

qu'à cette partie du visage où se montre la honte et faisaient craquer leurs dents comme des becs de cigogne... Les larmes qui auparavant leur remplissaient les yeux tombèrent sur leurs cils et le froid les y condensa. » Imagination farouche du poëte ou réalité affreuse de l'histoire, tout s'égale. Le lac glacé de Pultouss, c'est le neuvième cercle de l'enfer dantesque. Et *l'Enfer* du Dante, c'est la guerre!

La guerre moderne est encore, semble-t-il, rendue plus hideuse par l'appareil de civilisation qui l'entoure et qu'elle emploie. Il faut avoir vu les blessés et les morts entassés dans les wagons, les cadavres transportés dans les tapissières ou les omnibus pour comprendre plus cruellement encore l'atrocité de ces massacres. Tout ce qui servait en temps de paix à la joie ou à l'utilité de l'homme est transformé soudain en quelque chose de funèbre et d'ironique. Des morts qui sont transportés en fiacre prennent, dirait-on, un aspect plus douloureux et plus sinistre. Lorsque la guerre coudoie la civilisation qu'elle détruit, elle paraît cent fois plus barbare.

Encore a-t-elle ses rayonnements et ses griseries. La poudre du combat cache tant de crimes et tant de sang! Mais, à ses lendemains, lorsque de la lutte il ne reste que les débris et de la gloire que les victimes, alors la guerre est bonne à contempler froidement et la morale y gagne, car elle se dégage, implacable, des puanteurs du champ de bataille. Ce n'est pas seulement la conscience humaine qui se révolte

alors, c'est encore l'odorat et ce sont les sens. Tout l'être charnel répugne à voir de près ces horreurs que plus tard célébreront les poëtes et les peintres. Lorsque les corbeaux fouillent la terre des fosses de Champigny et mettent à nu les pourritures, on comprend ce que coûte aux peuples l'ivresse de la victoire. Je ne connais rien en ce sens de plus éloquent, en faveur de la paix, que le rapport présenté le 15 mai 1871, à Bruxelles, au Comité pour l'Assainissement des champs de bataille, par le prince Orloff, président du comité, et M. le docteur Guillery, membre délégué. Cela est affreux et vrai, et les rapporteurs, après avoir visité le champ de combat de Sedan, font passer dans leur écrit quelque chose de cette odeur nauséabonde qu'ils ont respirée et qui soulève le cœur en ranimant la colère. Tant de cadavres humains, de détritus de chevaux, tant de chair rongée par la chaux! La Meuse a des cadavres encore envasés depuis septembre, et le curé de Mouzon racontait au prince Orloff cette journée sombre où, pour fuir, nos soldats se noyaient en se jetant dans le fleuve, et le fleuve, même jusqu'aujourd'hui, a conservé leurs corps:

Nous allions nous séparer, disent les rapporteurs, lorsque nous voyons arriver un ouvrier. « Tenez, dit le garde champêtre, voilà Launoy; il vous dira, lui, qu'il n'y a pas un seul cadavre dans la Meuse. » Nous interrogeons Launoy, qui nous répond immédiatement: Comment, pas de cadavres dans la Meuse! je les ai encore vus, il y a trois jours.»

L'un de nous lui dit vivement : « Si vous les avez vus, vous pouvez les montrer. Nous voulons les voir à tout prix. — Je vais vous les montrer, répond Launoy. Suivons le bord de la Meuse à gauche pendant que le garde champêtre ira à droite dire à l'éclusier de venir nous prendre dans sa barque. »

Nous marchons pendant une demi-heure dans une prairie que borde le fleuve, et nous nous arrêtons au niveau de l'extrémité inférieure d'une écluse de canalisation. L'éclusier vient nous prendre dans sa barque et Launoy nous conduit sans hésiter en un lieu qu'il doit parfaitement connaître : il regarde attentivement le fond de l'eau et il nous dit : « Je les vois! » Nous apercevons effectivement, à plus d'un mètre de profondeur, des surfaces blanchâtres que des observateurs non prévenus auraient prises pour de larges pierres calcaires. Une surface plus petite que les autres semble s'élever au-dessus d'elles : « C'est une main, dit Launoy. » Ces assertions deviennent vraisemblables; mais elles ne nous suffisent pas.

M. Trouet, dans le but de faciliter nos recherches, avait déposé dans la barque un trident en fer courbé sur le plat et monté sur un manche de bois long et solide. Nous demandons à Launoy d'en faire usage et de détacher, si c'est possible, un de ces corps des matériaux, vase et cailloux, qui l'enchâssent. A peine le trident a-t-il imprimé un mouvement au corps blanchâtre, qu'un volume considérable de gaz se dégage, monte à la surface et infecte l'air que nous respirons. L'eau perd sa transparence; des flocons de putrilage sont entraînés par le courant. Ce n'est que quelques instants après que nous reconnaissons une forme humaine, c'est le cadavre d'un soldat français encore

recouvert de son uniforme. Le drap a mieux résisté que le tissu organique; partout où le drap les recouvre, les membres sont restés entiers; où le drap manque, les os sont dénudés. Une main se détache de son avant-bras par la seule force du courant. Nous combinons nos efforts et nous parvenons à déposer le cadavre sur le gazon de la rive.

Nous nous hâtons de retourner au village pour y prendre des matières désinfectantes et une toile d'ensevelissement. Chemin faisant, Launoy nous explique comment les choses se sont passées. Le 30 août, jour de la bataille, les eaux étaient tellement basses qu'une partie du lit de la Meuse était à sec. Douze ou treize cadavres étaient réunis au bord du fleuve; Launoy se chargea de leur inhumation et crut bien faire en creusant leurs fosses dans cette partie du lit que les eaux avaient abandonnée. Les fosses n'étaient pas profondes et chaque cadavre fut recouvert des matériaux extraits de la sienne. A la débâcle du printemps, la force du courant nivela le fond du fleuve : les abdomens ballonnés furent dépouillés de la partie de vêtement qui les recouvrait; c'est là ce que nous avions aperçu sous l'apparence de grosses pierres blanchâtres.

Nous avions rencontré dans Launoy l'auteur d'un des faits les plus antihygiéniques que nous ayons constatés; mais nous nous empressons de le dire : par sa franchise et sa bonne volonté il mérite bien qu'on lui pardonne. Ces cadavres en partie cachés sont dangereux dans l'eau, ils le seraient plus encore si la sécheresse les mettait à découvert.

Ailleurs, autour de Metz, on s'occupe également de

lutter contre la peste que peuvent dégager tous ces cadavres. Les morts menacent les vivants. Et ce sont encore là les fruits de la guerre. On fait ouvrir les fosses et l'on met les cadavres à nu, sans toutefois les déranger; puis on fait verser, selon la quantité de cadavres amoncelés, du goudron de houille, de façon à les recouvrir d'une couche très-épaisse. Une fois le goudron infiltré partout, on fait arroser les cadavres à l'huile de pétrole, puis on y met le feu et l'on active les flammes à l'aide de bois de mélèze. Le feu s'étend ainsi partout et pénètre jusqu'au fond des fosses. Après trois heures de combustion, il ne reste plus de ce qui fut des êtres humains qui pensaient, rêvaient, espéraient, de ce qui fut des héros, il ne reste que des os tout à fait réduits.

Pendant le temps de l'opération, les commissaires font des dégagements de chlore. Après la calcination des cadavres, il s'est formé, paraît-il, au-dessus des fosses une couche solide de braise, qui à elle seule est capable d'empêcher les exhalaisons.

En dépit de cette couche qui rassure, les délégués belges, d'accord en tout avec le conseil supérieur d'hygiène de Sedan, font semer du chlorure de chaux sec dans les fosses et les font recouvrir de terre et de chaux vive, de façon à former ce qu'ils appellent de « bons tumulus. »

Quel *post-scriptum* épouvantable aux dépêches victorieuses du roi Guillaume que ces détails écœurants

et cette lettre d'un pionnier de la landwehr de Berlin à la *Nouvelle Presse libre* :

Quelque féroces qu'aient été les combats de l'année dernière, Borny, Gravelotte ou Mars-la-Tour, quelque terrible qu'ait pu se présenter alors l'aspect des champs de bataille, couverts de milliers de morts et de blessés, quelque funeste qu'ait pu être, pendant le siége, l'influence des miasmes s'élevant de tombes immenses, plates et mal couvertes, il n'est pas possible que le dégoût et l'horreur aient pu égaler ce que nous éprouvons depuis trois semaines, jour par jour, que nous sommes occupés aux travaux de désinfection.

Rehausser des tombes mal couvertes qui dégagent des gaz délétères et parmi lesquelles apparaissent çà et là des parties entières de cadavres, cela peut être considéré comme un travail facile et peu rebutant en comparaison de la tâche pénible qui nous est échue d'ouvrir ces vastes fosses, d'enterrer à une plus grande profondeur ces corps estropiés et décomposés, de les couvrir de chaux, de rechercher certains cadavres, surtout ceux d'officiers, de les transporter à plusieurs kilomètres de distance, ou encore de trier tout le contenu d'une grande fosse creusée dans un terrain rocailleux, pour le déposer dans un endroit mieux approprié, si l'on ne préfère enduire les corps, en masse, de goudron et d'huile de pétrole pour les brûler.

Cette dernière méthode a été employée à différentes reprises, et est préférable au point de vue sanitaire. Ces travaux sont certainement nécessaires, autrement toute la contrée deviendrait inhabitable.

Nous ne savons pas encore ce que nous ont coûté

de morts et de blessés les dix mois de tueries que nous venons de traverser. Aux pertes de l'invasion déjà bien difficiles à préciser, il faudrait ajouter les victimes de la guerre civile et le calcul serait ici plus difficile encore. Mais les Allemands n'ayant perdu que des soldats de l'armée régulière ont pu, dès le 18 mai 1871, relever le chiffre de leurs morts et de leurs blessés. Ce chiffre est loin de s'élever à un demi-million d'hommes comme le disait Gambetta dans une de ses dépêches, mais il est déjà considérable. Les Allemands ont perdu : 4,991 officiers, tués et blessés, et 112,038 sous-officiers et soldats. Ils doivent, en additionnant les pensions, payer aux blessés ou aux veuves des officiers et soldats tués : 59,880,000 thalers pour les officiers ou veuves d'officiers, et 172,260,000 thalers pour les sous-officiers et soldats blessés ou veuves de sous-officiers et soldats.

Ce que coûte la guerre! on l'a calculé approximativement, car on ne saurait donner le total de ses maux.

En hommes et en argent, les guerres contemporaines dans un espace de quatorze ans ont coûté : de 1853 à 1867 :

Hommes tués sur le champ de bataille ou morts soit de leurs blessures, soit de maladies :

Crimée.	784,991
Italie.	45,000
A reporter. . . .	829,991

Report.	829,991
Sleswig-Holstein.	3,500
Amérique (Nord)	181,000
Amérique (Sud)	519,000
Guerre de 1866	45,000
Expéditions lointaines et guerres diverses	65,000
Total.	1,643,491

En nombre rond : 1,650,000 hommes.

Pertes financières.

Crimée.	8 milliards		500 millions	
Italie.	1	—	500	—
Sleswig-Holstein.	23	—	500	—
Amérique (Nord).	11	—	500	—
Amérique (Sud).	»	—	180	—
Guerre de 1866.	1	—	658	—
Expéditions lointaines.	1	—	»	—
Total . . .	47 milliards		838 millions	

En nombre rond : 48 milliards.

En ajoutant aux pertes ci-dessus celles de l'épouvantable guerre qui vient de cesser, on peut admettre que, de 1853 à 1871, c'est-à-dire en dix-sept ans, on arrive aux pertes effroyables de DEUX MILLIONS D'HOMMES et d'environ SOIXANTE MILLIARDS[1].

1. Un mathématicien, M. Flammarion, a calculé que le total des hommes tués depuis les origines de notre histoire asiatico-européenne peut être évaluée *douze cents millions*. « Songeons,

Quelles faillites matérielles et morales pour l'humanité! Que d'efforts, d'intelligences, de pensées, réduits à néant! Que de moelle cérébrale liquéfiée et coulant perdue comme un fleuve! Supposez toute cette puissance humaine utilisée dans une œuvre commune, qui sait, en dépit des théories de Malthus, quel progrès en résultait pour le monde entier? Il y a déjà longtemps que Salluste a dit éloquemment et vainement : « Si les rois et les chefs des nations voulaient déployer dans la paix la même force d'âme que dans la guerre, les affaires humaines seraient sujettes à moins de variations et d'instabilité! *Quod si regum atque imperatorum animi virtus in pace ita uti in bello valeret, æquabilius atque constantius sese res humanæ haberent.* »

II.

Mais elle nous haïssait donc bien, cette Allemagne qui, non contente de défendre sa frontière comme elle le devait faire, devant les turcos de l'empereur, peu satisfaite d'avoir renversé un trône et désarmé

ajoute-t-il, qu'il n'y a que 36,525 jours par siècle, et que, pour égorger 40 millions de ses enfants dans ce même espace de temps, l'humanité est constamment à l'œuvre, ne lâche pas un seul instant son couteau, et tue plus d'un millier d'hommes par jour, environ onze cents, c'est-à-dire presque 1 par minute : 46 par heure. » (*La Folie humaine.*)

un redoutable peuple, s'est acharnée ainsi, durant de longs mois, à faire que cette gloire sanglante devînt gigantesque et que le lac de sang devînt une mer?

L'Allemagne! Nous l'avions depuis longtemps personnifiée dans cette fée du Rhin, la *Lorely* des poëtes, et nous l'apercevions rêveuse, assise au versant d'un coteau où grimpait la vigne et doucement, au bruissement harmonieux du ruisseau, regardant un petit bouquet de myosotis moins bleus que ses grands yeux. La *Germania* au front couronné de *wergiss mein nicht* n'existe plus, hélas! et la déesse de ce peuple, c'est la forte fille aux cheveux blonds épars, au sein cuirassé, au bras chargé du glaive. O rêve évanoui! Vous avez vu sans doute au fond des aquariums de ces fleurs charmantes, aux formes bizarres, aux couleurs claires et nacrées comme les reflets d'un coquillage, roses, vertes ou bleues. Elles ouvrent, caressées par l'Océan, leurs pétales doucement agités par les flots : on croirait que les sirènes vont cueillir ces vivants joyaux pour leur couronne. Mais tout à coup, brusquement, horriblement, la plante happe au passage un poisson qui nage; les pétales vivants l'enserrent, le calice l'engloutit. Il disparaît, avalé par cette chose ravissante, poétique et vorace. Quel étonnement! La fleur admirée était un monstre, et cette rose aux doux reflets se nourrit de chair. Ainsi de l'Allemagne. Le *wergiss mein nicht* était farouche et la fée du Rhin suce le sang des nations, comme un vampire.

Et pourtant l'Allemagne est la grande institutrice, la terre de la libre pensée, de la discussion hardie, des conclusions radicales, la terre de la critique et de la science, la nourricière et l'initiatrice, *Germania mater!* O stupidité des despotismes et de la force qui contraignent à haïr ce qu'on admire et à repousser ce qui vous attire!

Nous l'avons, il est vrai, tant de fois menacée et battue. Le Rhin fut à nous et l'éperon de Condé « déchira sa robe verte. » La haute tour écroulée d'Heidelberg proteste contre la guerre française. Nos soldats ont incendié ses burgs. Quel éternel accusateur et quel agent de haine qu'une poutre brûlée dont le charbon semble dire sans cesse : Celui qui a fait cela, c'est l'étranger, c'est l'ennemi. L'incendie de Saint-Cloud répond, à travers les siècles, à l'incendie du Palatinat. L'incendie de Saint-Cloud aura peut-être dans cent ans sa réplique. La guerre engendre la guerre.

Et puis, ce qui fit la haine de l'Allemagne, ce fut la peur. Elle craignait la France. Elle se savait, par ses divisions, faible et ouverte à l'invasion. Elle connaissait notre vieil espoir chauvin : la revanche de Waterloo et la conquête des provinces rhénanes. Hélas!

Cette vieille chimère de la rive gauche du Rhin nous a coûté bien du sang et bien des larmes. La démocratie avait pourtant depuis longtemps répudié ce rêve et flétri cet injuste espoir. Je ne sais guère que

deux hommes, mais des plus éminents, il est vrai, qui aient toujours nourri ces illusions de la conquête du Rhin, de la frontière naturelle. C'est Barbès et Victor Hugo : Barbès, patriote jusqu'à l'âme et dont le grand cœur se consumait d'un feu ardent pour la France ; Victor Hugo, fils de soldat, esprit militaire et dont le secret désir fut toujours l'annexion de cette rive où il avait, au fond des vieux châteaux, évoqué l'ombre des Burgraves. Nous avons payé cher cette espérance popularisée, acclamée par la crédulité des foules.

J'ai relu ce livre, le *Rhin* de Victor Hugo, à la lumière sinistre des derniers événements. Quel chef-d'œuvre littéraire et quel paradoxe historique ! Le poëte, dans son ardeur française, — chauvine, puisqu'il accepte et parfois revendique le mot, — écrit de ses phrases que le monde nous rejette avec colère ou avec ironie. Le livre tout entier est écrit pour la revendication de cette rive gauche du Rhin, de cette France rhénane, comme l'appellent les vieilles chartes carlovingiennes, *Francia rhenana*. Il nous faut le Rhin, telle est la conclusion : « *Qu'on réfléchisse à ceci,* dit Victor Hugo, *l'Europe ne peut être tranquille tant que la France n'est pas contente.* » Et n'est-ce pas donner raison, au moins en apparence, aux paradoxes de M. du Bois Reymond, — qui représente la France comme un brûlot insupportable, un éternel boute-feu, une perpétuelle menace d'incendie pour l'humanité, — et aux proclamations sauvages du prince Frédéric-Charles ?

Puis, que d'erreurs, hélas! et combien le poëte, qui aime l'Allemagne, se trompe sur l'intime sentiment de l'Allemagne à l'égard de la France : « Le voyageur, écrit-il au début de son livre, put constater deux choses : la première, c'est que le Rhin est beaucoup plus français que ne le pensent les Allemands : la seconde, c'est que les Allemands sont beaucoup moins hostiles à la France que ne le croient les Français. » On a vu, par expérience, ce qu'il faut penser de cette Allemagne qui, dit encore Victor Hugo, a la « liberté de la rêverie ! » Rêveur, lui, ce peuple pratique, laborieux, ami de la réalité, ne se payant ni de mots ni de phrases, âpre et rude? O poëtes, quels cruels démentis donne la vie à vos visions de songeurs! Ce qui faisait croire à Victor Hugo que les Allemands des bords rhénans aiment la France, c'est qu'il trouvait partout, accrochées aux murs des tavernes comme une *protestation muette*, dit-il, les portraits de Napoléon et les images d'Austerlitz. Autant dire que les Anglais aiment Napoléon Ier, eux aussi, parce que le buste en marbre du vaincu de Waterloo se rencontre dans tous leurs monuments et attend le visiteur à la porte du National Gallery. Après tout, c'était un généreux rêve que celui de l'auteur du *Rhin*. Il conseillait l'alliance intime et profonde de l'Allemagne et de la France : *L'Allemagne est le cœur, la France est la tête, l'Allemagne sent, la France pense* (c'est tout le contraire), et il conseillait cette alliance contre l'Angleterre, dont les événements ont fait, justement, non pas une alliée (la boutiquière égoïste n'a

point bronché), mais une vaincue comme nous. Cette haine de l'Angleterre, bonne en 1840, aveuglait alors le voyageur, absolument comme son âpre désir de boire le Rhin, désir qui le poursuit encore, on l'a bien vu lorsque, avant la signature du traité de paix, il parlait encore à Bordeaux de reprendre et Coblentz, et Cologne, et Mayence !

Cela nous a coûté cher.

Nous avons payé de l'Alsace et de la Lorraine ce qu'un publiciste appelait *les rodomontades d'une patrouille de héros qui veut, à tout prix et à tous risques, donner à la France ses frontières naturelles et nécessaires.* Mais faut-il le reprocher à Victor Hugo seul, n'est-ce pas aussi, n'est-ce pas surtout aux publicistes contemporains, aux conseillers et aux flatteurs de la dernière heure de l'Empire qu'il faut demander compte de nos revers? Quand on lit aujourd'hui les articles des journaux agréables de juillet à septembre 1870, on est stupéfait de tant d'ignorance et de tant d'aplomb. Leurs coups de clairon nous coûtent des milliards. Parmi eux et au-dessus d'eux se distinguait M. de Girardin, ce théoricien des frontières nécessaires, ce patriote qui croyait qu'il suffit de hurler « à Berlin ! » dans un journal, et d'agiter son chapeau à l'Opéra lorsque Marie Sass chante la *Marseillaise.* « Le Rhin est donc plus difficile à apprendre qu'à prendre? » criait-il au chanteur Faure, qui s'excusait de ne pouvoir chanter le *Rhin allemand* de Musset, ne le sachant pas encore. Ah! poëtes et gazetiers! Il n'est

pas jusqu'au vieux Béranger qui ne nous ait précipités dans le gouffre :

> Le Rhin lui seul peut retremper nos armes,

avait-il dit.

Et le bonhomme ajoutait :

> Dieu, mes enfants, vous garde un beau trépas.

Beau trépas, hélas! dans les vignes de Wissembourg, dans les bois de Spickeren ou sur les collines de Sedan. O lugubres chansons belliqueuses, radotages sublimes des stupides chauvins! Mieux valait chanter la Sainte-Alliance et la poignée de main des peuples qu'attiser cette vieille haine et conserver ces sombres souvenirs des défaites du despote.

Et puis (on ne saurait trop le répéter à un peuple dont l'infatuation a causé en grande partie le malheur) nous ignorions complétement l'Allemagne. « On a dit, écrit Charles Vogt dans ses *Lettres politiques* très-sages et très-libérales, que la guerre au sujet du Rhin était très-populaire en France. Mon Dieu! je parierais que les quatre cinquièmes de la population ne savent pas où coule le Rhin, et que la moitié se demande si c'est un fleuve ou une montagne. » Il y a un fond de vérité dans cette boutade. *Le mal, en France, vient d'ânerie,* disait Montaigne, et ce qui était tristement juste pour le XVI[e] siècle l'est encore pour le XIX[e]. L'Allemagne de M[me] Staël, cette Allemagne toute faite, d'un bleu tendre et d'une douceur de harpe

éolienne, nous suffisait. Nous n'en voulions pas voir, pas étudier d'autre. Or, l'Allemagne, positiviste et non idéaliste, était depuis longtemps devenue quelque chose comme un peuple de *Yankees* européens que nous nous obstinions à la prendre encore pour une nation de chanteurs de *lieds* et de *minnesingers*.

L'Allemagne, je le répète, qu'on nous a trop longtemps représentée comme un peuple de rêveurs, toujours prêts à courir après tout nuage, est au contraire attachée, liée à la réalité stricte et froide. Ce n'est pas chez les Allemands que les folles théories deviennent jamais des faits odieux. La chimère demeure la chimère, et sur ces cerveaux sages, un peu lents à concevoir, mais plus lents encore à s'échauffer pour l'impossible, le nébuleux n'a point de prise. L'Allemand, par exemple, fait plus que personne la part de ce besoin d'amélioration, de cette soif du mieux qui agite l'homme, l'attire par un invisible besoin de justice et aussi, malheureusement, l'affole parfois. Il fait cette part comme il ferait la part du feu. *La fièvre chimérique,* pour l'appeler par son nom, n'est pas en Allemagne une maladie contagieuse. On a un nom pour ceux qu'elle atteint, on les appelle des *esprits fous*. Remarquez qu'une illuminée comme Mme de Krudener ou un exalté comme Jung Stilling ont eu beaucoup moins d'influence en réalité sur l'Allemagne que sur la France. Où, dans quel pays pourrait-on écouter professer tout haut et le plus simplement du monde, sans que nulle émeute ne naisse de là, un *Cours de barricades?* C'est

pourtant à Heidelberg qu'on a entendu un professeur donner gravement des leçons sur un tel sujet.

Nous avons marché dans cette guerre, de juillet en janvier, d'étonnements en étonnements.

Il m'est resté de ces événements bien rapprochés et qui pourtant semblent aujourd'hui séparés de nous par des siècles, un curieux et cependant bien banal souvenir, mais caractéristique. Pendant les premiers mois du siége de Paris (c'était, je crois, au lendemain de l'affaire de Bagneux) on amena à l'état-major de la place un Bavarois, un uhlan, qu'on avait fait prisonnier. Gros garçon paisible, l'air hébété, cet Allemand fut interrogé et fouillé. On le désarma, on lui enleva son sabre et son ceinturon, on lui vida ses poches, on lui prit tous ses papiers, son portefeuille, ses lettres intimes; peut-être y trouverait-on quelque renseignement précieux. Lui regardait machinalement, sans un pli de muscles, sans un mouvement de paupières ou de lèvres, tous ces papiers qu'on lui prenait. Il semblait étranger à cette fouille. Ces choses qu'on entassait pour les traduire et les publier ne le regardaient pas. Tout à coup, dans une poche de son gilet, quelqu'un découvrit un petit paquet contenant, dans du papier, on ne savait quelles grenailles, des choses bizarres, noires ou rouges, quelque matière bonne sans doute à charger des obus. Lorsqu'on lui prit cela, le Bavarois fit soudain de grands gestes de désespoir et poussa des petits cris qui suppliaient. Il parlait allemand, on ne le comprenait point, mais on

devinait que ce morceau de papier contenait certainement quelque chose de précieux. On fit venir l'interprète. Le Bavarois, navré, malheureux, contemplait son petit paquet de grenaille avec une anxiété profonde. L'interprète arrivé, le uhlan s'expliqua. Le paquet qu'il regrettait, qu'il admirait, auquel il tenait plus qu'à tous ses objets intimes, plus qu'à ses lettres, plus qu'à ses armes, ce mystérieux paquet contenait une graine de toutes les plantes inconnues en Allemagne et qu'il avait vues en France. Il s'était fait donner ces graines sur son chemin pour les semer en Bavière, au retour. Et de là, son désespoir lorsqu'il avait vu qu'on lui arrachait ce trésor, autrement précieux pour lui que ses papiers, sa lance ou son sabre. On lui rendit son paquet de graines, et je ne pouvais m'empêcher d'admirer cet homme qui dans le désastre ou le triomphe de l'invasion ne voyait qu'une chose — quelques graines, quelques plantes ajoutées à son jardin.

Ce sont là des traits caractéristiques d'une race. Nous avons certes le défaut en France de trop généraliser. Nous concluons sans scrupule de l'exception à la règle. Mais, pour dire vrai, je crois qu'une armée où les uhlans ramassent des plantes, tout en galopant comme le faisait celui-ci, mérite qu'on l'examine de près. Quoi qu'on en ait dit, ce ne sont pas seulement des esclaves qui marchent en criant *Kœnig und Vaterland*, il y a aussi des hommes et nous devrions l'avoir appris à nos dépens.

On a dit, c'est M. Jules Simon, avec une apparente exagération, mais avec vérité en somme, que le vainqueur de Sadowa, ce ne fut point le fusil à aiguille, mais le maître d'école, l'instituteur. On pourrait dire avec plus de raison encore que le vainqueur de 1870, ce ne fut point le canon Krupp, mais *le caractère*. Soumis à de vieilles et féodales idées, courbé sous une forme vermoulue du dévouement, le soldat de l'Allemagne n'en obéit pas moins à l'inflexible règle du devoir. C'est là le trait qui tout d'abord frappe en lui : la discipline. Et la discipline est à une armée ce que la force de caractère est à un homme. Puis vient ce caractère particulier à chaque homme qui faisait que le uhlan prisonnier, horticulteur sans doute, s'intéressait à des graines, comme le peintre aux tableaux et le négociant aux filatures. Non-seulement ils *combattaient* en soldats, mais ils *voyageaient* et *étudiaient*. Donc, personnalité quant au caractère, effacement complet et absolu de l'individu, quant au but. Ils se soumettent tous à l'idée royale, et tandis, par exemple, que chacun de nos généraux combattait non point pour la patrie, mais en quelque sorte pour lui-même, les officiers prussiens résumaient leur devoir dans les trois mots de leur cri de guerre : Dieu, le roi et la patrie. Je n'admire point cet écrasement de l'être humain, de la personnalité civique devant un seul homme, je constate qu'elle donnait à cette armée allemande une irrésistible puissance, et qu'elle assura sa victoire. Mais j'insiste aussi sur le caractère égoïste

de la guerre telle que la faisaient chez nous les chefs de corps; il semblait, en vérité, que chacun voulût tirer son épingle ou plutôt son épée de ce jeu sanglant, et jouer son rôle. Point d'ensemble, des partisans résistant çà et là, des chefs de corps essayant d'obtenir une victoire *personnelle,* la chasse à la *réclame* autant qu'à l'affranchissement du sol. Au contraire, du côté des Allemands une soumission absolue, et parfois l'anonymat dans le succès. On sait, en effet, que M. de Blumenthal, chef d'état-major du prince royal, fait les plans de bataille du prince; mais ni M. von Blumenthal ni personne ne songerait à priver « notre Fritz » de l'auréole de la victoire.

La discipline ou le renoncement en faveur du but à atteindre est si fort, si puissant en Prusse, qu'il domine même le roi, et que le roi s'y soumet. On l'a bien vu, au début de cette guerre. Le vieux Frédéric-Guillaume avait demandé pour son ami particulier, le général Herwarth de Bittenfeld, un commandement actif à M. de Moltke. Mais, lors de la campagne de 1866, le général Herwarth de Bittenfeld avait assez mollement, paraît-il, exécuté une des marches qui lui étaient ordonnées. Le conseil des généraux, sur l'avis du chef d'état-major général, M. de Moltke, refusa tout commandement à M. Herwarth de Bittenfeld; cela, en présence du roi. Le roi se montra non pas furieux, mais navré. Il est entêté; il revint à la charge. Le lendemain il priait littéralement M. de Moltke de lui accorder ce qu'il demandait, et il sou-

mettait la question au conseil. M. de Moltke fut inflexible, et encore une fois il fit rejeter la demande du roi. Le vieux Guillaume sortit attristé et alla trouver le général Herwarth de Bittenfeld, qui attendait, anxieux, la décision du conseil :

« Hélas ! mon ami, lui dit-il, les larmes aux yeux, vous n'avez pas de commandement. J'ai tout fait pour vous en obtenir un, mais M. de Moltke a insisté, et vous le savez, je ne suis, au conseil, qu'un général comme vous. »

Confiance absolue du souverain dans ses serviteurs, dévouement absolu du serviteur au maître. Que de choses on fait avec cette dure et froide règle, et avec ce sentiment farouche de l'obéissance !

L'auteur des *Salons de Vienne et de Berlin*, raconte qu'un étranger demandait un jour à un grand personnage allemand, en parlant du futur vainqueur de l'Autriche et de la France, alors régent de Prusse, en attendant qu'il devînt empereur d'Allemagne : « Qu'est-ce donc que le prince de Prusse ? — Le prince de Prusse, répondit-on, c'est un Prussien. » Le personnage est en effet défini par ce seul mot, et non-seulement lui, mais en même temps tous les Prussiens de Prusse, tous ces êtres rudes et forts, implacables, vrais barons du moyen âge, qui pourraient et sauraient porter l'armure de fer de leurs aïeux, et qui, pareils au souverain, sacrifient leurs ambitions et leurs personnalités à la royauté qui représente l'Allemagne.

Et maintenant, ce roi de Prusse, qui, lors de la tourmente de 1848, quittait précipitamment, effaré, le sol de la patrie allemande, et demandait à la libre Angleterre un asile contre la révolution qui passait, ce prince royal, rude et militaire, frère de ce roi mystique et lettré, de ce dilettante raffiné qui aimait, en compagnie du vieux Tieck à applaudir sur le théâtre de Potsdam l'*Antigone* de Sophocle ou le *Songe d'une nuit d'été* de Shakspeare avec les accompagnements de musique de Mendelssohn, ce roi de Prusse, succédant à son frère devenu fou, — ce roi, sur qui s'abat la victoire, et qui médiocre restera illustre grâce à un ministre, ou plutôt à un complice de génie, — ce roi bourgeoisement honnête, religieux, et présidant en soupirant aux massacres des hommes, ce roi est empereur d'Allemagne, et sa rude figure prendra place, par le droit de l'épée, au Rœmer, dans cette galerie que Napoléon Ier avait close, de par le droit de la force.

Lorsqu'il est revenu à Berlin, M. de Bismarck s'est présenté à lui, et à la descente du wagon, l'a salué par ce cri : *Vive l'empereur d'Allemagne!* Et, tout ému, le vieil empereur, — l'empereur Kaporalimus, comme pourrait l'appeler le *Kladderanatch* si l'esprit en Prusse était libéral ou libre — l'empereur a embrassé en pleurant à chaudes larmes ce ministre qui l'a fait si grand, au prix de quelles tueries [1] !

1. Un journal belge raconte ainsi la rentrée du roi à Berlin :
« Arrivé devant le palais où se serraient plus de cinquante mille personnes, l'empereur reçut une ovation homérique. Il

Nous, nous n'avons qu'à faire sur nous-mêmes un douloureux retour et à sonder nos plaies afin de les guérir. Plus de phrases toutes faites, plus de mots, plus de chauvinisme aveugle, plus d'adoration stupide de soi-même. Tout peuple s'abêtit à suivre l'exemple de Narcisse ou celui des fakirs. En haut les cœurs! Et demandons à la science, à l'étude, au travail, à la liberté, le remède à nos maux, demandons-leur aussi non l'oubli de toutes ces souffrances et de toutes ses hontes, mais le pouvoir de les laver et de les venger. Un vengeur, nous en avons un déjà, et c'est l'histoire.

Une autre puissance perpétuera la haine, c'est l'art. Peintres et poëtes ont maintenant des sources profondes, vives et douloureuses d'inspiration. Déjà la légende commence. La génération qui nous suit sera

entra pour se montrer quelques instants après au balcon.

« Ce balcon est très-élevé et spacieux. Ses bords sont à jour, de façon à ce que les personnes qui s'y trouvent peuvent être vues dans toute leur hauteur.

« Quand l'empereur s'y est présenté, suivi de l'impératrice, sa belle stature et son port droit m'ont frappé.

« Quel tableau! Devant lui, face à face, l'altière statue de Frédéric le Grand, qu'il a saluée; à sa droite, le bronze effacé du vieux Blücher, l'homme de Waterloo; à sa gauche, dans le lointain, au-dessus de la porte magistrale de Brandebourg par où les Français sont entrés à Berlin, les chevaux de la victoire, capturés par Napoléon, ont été remis en place; à sa droite le vaste Zeughaus qui regorge des dépouilles ennemies, et sous lui tout un peuple qui lui criait ce grand cri : *Der Kaiser!* ce cri que l'on croyait éternellement enfoui dans le cercueil de Barberousse! »

nourrie de mâles récits comme les générations allemandes qui sucèrent le lait belliqueux des Uhland et des Kœrner. Et, plus que la poésie, plus que la peinture, la photographie peut-être, cette banale et prosaïque photographie, dira, répétera tout ce qu'ont fait les envahisseurs. Elle n'est point lyrique ni brillante, mais elle a l'âpre éloquence d'un acte d'accusation rédigé par un greffier. Et quelle éloquence plus souveraine, il est vrai ! Cela est cruel et cru comme la réalité. — Un peintre, Muller, le mélodramatique auteur de *l'Appel des Condamnés,* a exposé deux tableaux d'une inspiration meilleure : l'un s'appelle *la Force et le Courage.* Des Prussiens ont envahi un village, les paysans se sont défendus, il se défendent encore. A travers la fumée de leurs maisons qu'on incendie, les Alsaciens font feu sur l'étranger. Une femme a ramassé, arraché à la main d'un mort son fusil, et elle a voulu, elle aussi, combattre. On l'a arrêtée, garrottée, placée contre une muraille, et un peloton allemand couche ses fusils sur cette poitrine de femme. L'officier, avant de commander le feu, regarde par-dessus l'épaule de ses hommes la figure que fait la malheureuse. Pâle, le regard assuré, l'ironie à la bouche, intrépide et se redressant devant ses bourreaux, elle leur jette encore une suprême et sublime injure. Elle ne tremble point, elle ne supplie point, elle brave ces Teutons farouches. — Qu'on la tue, peu importe ! elle est vengée d'avance : elle a tué — et elle a un fils !

Le pendant de ce tableau est le deuxième acte du drame : la guerre est finie, les victimes sont oubliées, l'herbe a poussé sur les fosses. La fille de la morte n'a point quitté le village et lorsque son frère, le soldat, revient, elle le mène au petit mur tragique et lui montrant dans le plâtre les trous sinistres des balles : « C'est là qu'ils ont fusillé notre mère ! » Lui, le fils, un jeune homme, le bras droit en écharpe, un blessé des derniers combats, serre convulsivement le feutre de franc-tireur qu'il vient d'ôter avec respect devant cette terre trempée du sang de la martyre. Il regarde cette place d'un œil fixe, sans pleurer, sans rien dire. Mais sa mâchoire inférieure s'avance avec des appétits et des rages de tigre. Ce fier et beau garçon debout, à côté de cette jeune fille, c'est la vengeance à côté de la piété.

La foule est grande devant les reproductions de ces tableaux qui saisissent plus encore par le dramatique du sujet que par l'exécution. Cela captive comme un drame. Le feu de colère en est attisé dans les cœurs. Mais qu'est cela comparé aux photographies toutes simples, toutes sinistres, des champs de bataille, des villages saccagés, des villes bombardées ? Qu'est cela à côté de ces rues de Bazeilles qui sont des ruines, de ces places de Strasbourg qui sont des cimetières, de ces cours de Saint-Cloud qui sont des déserts, de ces monuments de Mézières qui sont des écroulements, de ces champs de Gravelotte qui sont des charniers ? Voilà qui est affreux, sauvage, irritant ;

voilà qui enfièvre et exalte! Bazeilles, une ville entière brûlée, pillée, des victimes vivantes dévorées par les flammes, un inutile et barbare carnage. Regardez le château qui reste encore debout parmi ces ruines, fièrement, avec ses murailles qu'a léchées l'incendie : c'est le château où fut allaité Turenne. — Le vainqueur du Palatinat a reçu, lui aussi, la visite de la torche. —La grande rue n'est qu'un tas de décombres, de plâtras, d'horribles gravats, poussière de maisons détruites où l'on trouverait peut-être des ossements humains calcinés.

Voilà qui perpétuera l'idée de vengeance. Pensons d'abord, songeons seulement à l'idée de reconstruction, de labeur et de devoir. Avant de reconquérir ce qu'on nous arrache, il faut revivifier ce qu'on nous laisse. A d'autres générations le soin de refaire la patrie.

Pour nous, la tâche est de panser doucement les blessures de cette mère. C'est un devoir de rechercher dans ce triste et douloureux passé tout ce qui peut effacer par le spectacle de vaillants efforts et d'un dévouement viril la honte ou l'amertume de la défaite. Dieu merci! cette sombre histoire a ses coins lumineux, et la France peut encore sans rougir contempler son image. Le peuple, le bourgeois, l'humble citoyen a payé de son sang le droit de dire encore : Je suis du pays de France!

Nul ne regrette plus que moi le sang du soldat versé pour la patrie, la mort de tant de gens, pauvres gens,

braves gens, arrachés au travail, à la charrue ou à l'atelier et jetés tout vivants à la bouche des canons. J'en ai tant vu mourir de ces obscurs servants du pays menacé ! J'ai vu tant d'agonies au coin des maisons bombardées, dans les fossés, derrière les haies ! Dormez, vous qui, là-bas, sans murmure, avez su faire votre devoir ! Mais rien ne m'émeut, je l'avoue, comme la mort d'un bourgeois, d'un ouvrier, d'un paysan qui tombe en défendant son indépendance. A la Chapelle, après Sedan, un casque de pompier de village, casque troué par les balles, me faisait songer à tout ce que cet humble martyr, qu'on ne forçait pas à combattre, avait souffert de patriotiques angoisses avant de marcher à la mort. A Buzenval, lors de la dernière sortie des Parisiens (dernière sortie contre les Prussiens, nous devions, hélas ! en connaître d'autres), lorsqu'on relevait un cadavre et que sous la capote grise ou bleue on trouvait un médaillon de femme, un portrait-carte, un portefeuille, une chemise à petits plis, l'émotion me montait à la gorge et m'étouffait. Une goutte de sang d'un *pékin* versé pour la patrie, d'un franc-tireur fusillé au coin d'une haie, d'un enfant écrasé par un obus, pèse plus dans la balance accusatrice qu'un rouge ruisseau coulant à travers le champ de bataille[1]. Et cela est si

1. Oui, ne l'oublions pas, les Prussiens, contre tout droit, toute justice, fusillaient les francs-tireurs qui pourtant n'étaient autres que le libre *landsturm* français, ce landsturm dont la réglementation fut ainsi fixée lors de la *guerre sainte* allemande, par

vrai, que la mort de Palm a plus fait contre nous, en Allemagne, que peut-être Tilsitt. Elle a fait ce que tout à l'heure j'appelais la légende vengeresse.

Il faut lire cette sombre histoire de Johann-Philipp Palm dans le livre qu'a publié la famille du libraire. Un homme fusillé pour avoir expédié, de Nuremberg à Augsbourg, une brochure [1] ! Et fusillé, comment, dans quelles circonstances et avec quel raffinement de cruauté, quelle hypocrisie de légalité? Caché chez lui, le libraire Palm, que la fureur de Napoléon Ier voulait atteindre, n'avait pas été pris. On se doutait pourtant qu'il était là. On lui envoie un enfant, un gamin suivi de quelques voltigeurs cachés et, comme Palm était bon, sachant qu'un pauvre petit demande l'aumône, il sort de sa cachette. Alors on envahit le logis, on entraîne le libraire. Palm est emmené par les voltigeurs.

La brochure de Palm s'appelait, on le sait, *l'Allemagne dans son plus grand abaissement.* Le titre seul, aux yeux de l'empereur, était un crime. Palm n'en

ordonnance royale du père de l'empereur actuel : « Le landsturm a pour destination spéciale *de couper à l'ennemi ses chemins et sa retraite,* de le tenir sans cesse en éveil; d'intercepter ses munitions, ses approvisionnements, ses courriers, ses recrues, d'*enlever ses ambulances, d'exécuter des coups de main pendant la nuit ;* en un mot de l'inquiéter, le fatiguer, le harceler sans relâche, de l'anéantir par troupes ou en détail de quelque façon que ce soit, etc., etc. » (Article 8.)

1. Le titre de cette brochure est *Deutschland in seiner teifen Erniedrigung* (1806).

voulut pas nommer l'auteur. Mais Napoléon tenait l'éditeur sous bonne garde. C'était assez. « Qu'on le juge! » La commission militaire savait ce que l'ordre voulait dire. On jugea le libraire Palm.

Le jugement, rendu sur l'ordre venu de Paris, par une commission de colonels nommée par Berthier, est signé des noms suivants : *G. Latrille,* président; *Autré, Lemarois, L'Huillier, Faure-Lajonquière, Chauvel* et *Nicolas,* colonels, juges; *L. Binos,* rapporteur; *Chafon,* greffier[1].

Palm avait été condamné à mort sans avoir eu, quoi que dise le jugement, de défenseur. Il fallut, sur les glacis de Branau, où on le conduisit dans un chariot attelé de deux bœufs, il fallut s'y reprendre à plusieurs fois pour le tuer. La main des soldats tremblait. Palm venait de remettre à un prêtre le mouchoir blanc avec lequel il essuyait ses larmes : « Pour ma femme, » avait-il dit. Puis, à genoux, les yeux bandés, il avait attendu le feu. Après tout, les soldats d'Iéna n'étaient pas des bourreaux. Six coups de feu partirent à la fois, Palm tomba, mais il n'était point mort. Il fallut que six autres balles atteignissent le pauvre Palm. Alors le malheureux cessa de gémir. Mais, comme il râlait encore, on s'approcha de lui et, d'un coup dans l'oreille, on lui cassa la tête. Cette fois, le libraire Palm ne remua plus.

1. Voyez Jules Barni (*Napoléon Ier et son historien M. Thiers,* pages 189 à 197).

Près de Saint-Sebald, à Nuremberg, on lit, gravée en lettres d'or sur une plaque de marbre, cette inscription remarquable : *Ici habitait Jean Palm, libraire, mort en 1806, victime de la tyrannie de Napoléon.* — O justice ! qu'est-ce que l'agonie théâtrale de Sainte-Hélène à côté de la lugubre et féroce tragédie de Branau? Et que voulez-vous que de pareils actes, de si sanglantes blessures au droit, à l'humanité, à la pitié, n'aient point laissé des pensées sombres de vengeance dans les âmes allemandes, chez les neveux de Palm, de Staps ou d'Andreas Hofer?

Nous n'avons point, parmi nos victimes, un martyr comme J.-P. Palm. Mais nos morts ont aussi et garderont des noms illustres, Henri Regnault, Gustave Lambert, sans compter la foule inconnue. Le soir du 1er septembre, à Sedan, j'en vis un de ceux qui tombent et qui meurent bien.

La plupart des cadavres étaient enlevés déjà. Près de la haie d'un jardin, au pied de roses trémières, sur une touffe d'herbe, un homme était encore étendu, le nez contre terre, les mains en dehors, le corps revêtu de l'uniforme noir, de la vareuse des francs-tireurs Laffont-Mocquard ; ses pieds nus sortaient, blancs et ridés, de son pantalon souillé de boue.

« Je n'avais pas encore vu celui-là, » me dit le capitaine.

Il se penche, prend le coin de la vareuse du franc-tireur et, imprimant au corps glacé un mouvement de rotation, il fait tourner ce cadavre face au ciel, les

yeux vitreux et la bouche ouverte. C'était un homme solide et jeune encore; sa poitrine nue était trouée d'une balle. On apercevait, entre l'échancrure de la chemise, la plaie béante, pleine d'un sang noir coagulé. M. S... se pencha sur ce corps, fouilla les poches et en tira des papiers, un portefeuille, des parchemins. C'étaient des lettres intimes, une feuille de route, des diplômes de franc-maçonnerie.

« Tiens, *il avait vu fleurir l'acacia,* dit le capitaine, dans la langue des maçons. Pauvre diable, fit-il en se relevant, il pue déjà! »

Autour de nous, dans ce petit jardin paisible, le soleil illuminait les fleurs, les feuilles; il y avait sur les plantes des bourdonnements d'insectes, des vols de papillons; près du mort les mouches arrivaient en essaims. De loin un soldat prussien nous regardait, assis et mangeant des raisins.

« Il était imprimeur, » me dit le capitaine en regardant les papiers. Et il lut le nom : Jules Juteau.

Nous gardâmes ces lettres pour les envoyer à la famille. Avec quelle émotion, je m'en souviens, lorsque je revins à Paris, je vis, comme par un tragique hasard, au bas d'une affiche, lue sur une muraille, cette ligne : *Jules Juteau et fils, imprimeur, passage...* On l'attendait encore, et le martyr reposait, là-bas, dans un coin du pays de l'Ardenne.

Maintenant que les Allemands ont laissé en France de tels souvenirs, qu'ils ne s'étonnent point si la cordialité française se fait sévère et devient, pour des

siècles, froideur et haine. Nous sommes devenus ce qu'ils étaient, les incendiés et les domptés. Nous avons au cœur la même douleur et le même espoir. A eux la pléthore de gloire qu'avait la France après 1804 et 1806. A nous les amères pensées et les sombres rancœurs du vaincu. Mais, qu'ils le sachent, la misère est salubre et la gloire militaire est malsaine. Austerlitz et Iéna nous ont coûté cher. Gravelotte et Forbach leur coûteront plus cher encore. Déjà tout ce qui pense en Allemagne gémit de la réaction qui monte. « Nous avons pris aux Français, dit Karl Vogt, leur prépondérance à l'extérieur, leur asservissement à l'intérieur! » Un autre Allemand a dit : « Nous venons de faire la conquête de notre esclavage. »

Ils ont aussi semé le vent et ils récolteront les tempêtes. Est-ce que la guerre est finie pour eux? Elle commence. C'est la fatalité même de ces massacres qui s'engendrent les uns les autres. Cette guerre durera longtemps peut-être, et nous nous entre-tuerons de nouveau. O rêves pacifiques de l'abbé de Saint-Pierre, strophes où Lamartine abaissait, abattait les poteaux des frontières! *La fraternité n'a pas de patrie!* Sans doute, et nous le disions et le croyions. Puis le fracas des mitrailleuses et du canon Krupp nous a éveillés en sursaut. Il a fallu, il faudra combattre encore. Les États-Unis d'Europe sont loin. Et pourtant une heure sonnera où la guerre sera impossible, où les intérêts et l'affection uniront indissolublement les peuples. La guerre s'agrandit pour mourir. Elle se fait plus colos-

sale pour devenir plus impossible. Jadis des communes s'entre-déchiraient, aujourd'hui ce sont des masses d'hommes. Mais la réconciliation viendra entre les peuples comme entre les peuplades et de même que les provinces, autrefois rivales, ont formé les nations, de même les nations, longtemps hostiles, formeront l'union gigantesque des États. Ce n'est pas là une vision, et si ce résultat n'est pas acquis, le monde continuera d'osciller entre la paix et la guerre, le travail et la bataille, le bonheur et la misère — le progrès continuant toujours d'ailleurs sa marche ascendante et en dépit des hommes souvent, comme, à travers les événements et les siècles, le juif de la légende marche toujours.

Mais pourquoi la paix, l'alliance étroite et éternelle entre nations ne viendrait-elle pas un jour, comme elle est venue entre les contrées diverses des pays? Armagnacs et Bourguignons s'appellent aujourd'hui des Français. J'ai passé, en avril dernier, sur un vieux champ de carnage entre Lille et Douai, près de Thumeries, un village du Nord laborieux et riant. J'ai regardé, évoquant l'histoire lointaine. Quelle paix! quelle impression de bonheur tranquille!

Cette campagne flamande, aux arbres éveillés par l'effluve, par le bouillonnement de séve du printemps, toute pacifique, gaie, aux haies verdissantes, aux arbres fleuris, c'était pourtant un champ de bataille! Là, ceux qui s'appelaient déjà les Français et ceux qui se nommaient encore les Flamands s'étaient entre-

tués, se ruant à la mêlée, poitrines contre poitrines et masses de fer contre longues épées. Là-bas, dans l'atmosphère limpide et douce, dans cet horizon bleuâtre comme les fonds paisibles des tableaux de Breughel de Velours, on apercevait au versant du coteau quelques maisons et une sorte de tour carrée. Ce n'est pas loin de là que la chevalerie de France sut ce que pesait la lourde main des *communiers* de Flandre, de ces braves gens qui avaient brisé une roue de chacun de leurs chars pour se couper eux-mêmes la retraite, se condamner à la victoire, et qui, le soir, harassés se *boutaient le pommeau* de leurs épées dans la bouche pour trouver un peu de fraîcheur contre la soif. Oui, c'est là-bas Mons en Pévèle, *Mons en Puelle,* comme disent nos livres de France; c'est là que Philippe le Bel fut arrêté par de bons citoyens qui défendaient leurs droits contre lui, comme plus tard ils le devaient faire contre l'Espagne. Les communes de Bruges et de Lille avaient fourni les meilleurs combattants. Six cents hommes de Douai, tous possédant en la cité droit de bourgeoisie, étaient partis pour combattre la noblesse de France. Aucun d'eux ne revint, et c'est en mémoire de la mort de ces six cents braves que, dit la tradition, le blason de la ville de Douai porte six gouttes de sang vermeil.

Quel étonnement! Lillois et Douaisiens luttaient alors contre nos pères et les échos de la forêt voisine, la forêt de Phalempin, ont retenti de furieux coups d'estoc et de tragiques soupirs d'agonie. Et que reste-t-il

de ce carnage? Ce qui restera dans des siècles des coins de terre où l'on brûle maintenant les cadavres pourris que la chaux n'a pas dévorés. Les arrière-petits-fils de ceux qui s'égorgeaient se donnent la main, parlent la même langue et, sous le même drapeau, obéissent à la même loi. Le sol même a dévoré les ossements des morts de Mons en Puelle. Depuis des siècles déjà on ne trouve plus même ici de débris d'armures. La forêt s'étend, riante, sous la première caresse du printemps, les papillons éveillés voltigent, les pervenches et les primevères apparaissent parmi les premières pousses de l'an neuf et les vieilles feuilles de l'an passé. Cette terre, rafraîchie par une pluie tiède, ces prairies d'un vert puissant et sain, cette herbe drue et nourrissante, ce gras terrain flamand semble avoir été baigné toujours par la rosée, jamais par le sang.

Et voilà ce que deviennent les champs de bataille! L'impassible sourire de la nourricière nature succède au déchaînement féroce des fureurs humaines, et Flamand et Français visitent, en amis, le lieu de carnage où se sont entre-tués leurs aïeux.

CHAPITRE II.

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

SUR L'ENTRÉE EN CAMPAGNE.

On n'a pas encore tout dit — et l'histoire aura longtemps à instruire les intéressés, — sur les causes et les débuts de cette guerre follement entreprise, vrai songe-creux de somnambule.

On a montré les hésitations, les tâtonnements, les effarements des généraux cherchant leur brigade et des soldats demandant leurs généraux aux échos du chemin. Des papiers ont été publiés, des dépêches livrées à la discussion, qui enseignent jusqu'où pouvaient aller la précipitation et l'incurie de ceux qui gouvernaient l'État ou qui guidaient nos soldats à l'ennemi. On y voit l'empereur s'occupant, avant toutes choses, de la composition de sa suite, de la valeur de ses cuisiniers, de l'heure de ses repas et du costume de ses aides de camp. Durant ce temps, le général Michel courait après son corps d'armée, et plus tard, l'empe-

reur lui-même, commandant en chef, demandait à un maire de village la route qu'avaient prise nos troupes marchant sur Mézières. En vérité, l'incroyable, le fantastique et l'impossible ont présidé à cette entrée en campagne, dont tous les efforts de la défense nationale n'ont pu, plus tard, atténuer les résultats.

Ce fut un grand malheur pour la nation française que cette déclaration de guerre qui éclata tout à coup en juillet 1870; ce fut une grande ineptie pour l'empire, et ce fut une injustice impardonnable aux yeux de l'Europe. Le César, mécontent du résultat pourtant inespéré du plébiscite, vouait, grâce à sa politique tortueuse, la France entière à la défiance et à la colère du monde. En déclarant la guerre à l'Allemagne, nous étions sans excuse. C'était là un de ces coups d'audace et de force qui avaient tout d'abord réussi à Bonaparte, mais qui, depuis le Mexique, tournaient à sa confusion. Nous ne pouvions avoir pour nous, il faut être sincère, aucune sympathie. Hélas! il nous a fallu la défaite pour que l'Europe nous accordât une sorte de pitié platonique plus insultante que la haine! Une seule chose pouvait donner à l'agression impériale une raison d'être, c'était la certitude du succès. Mais qui eût pu croire à une telle folie entreprise dans d'aussi déplorables conditions?

Le 18 janvier 1869, à l'ouverture de la session du Corps législatif, l'empereur n'avait-il pas déclaré hau-

tement que, grâce à l'organisation nouvelle de l'armée, le pays était « en mesure de faire face à toutes les éventualités! » Et on le croyait sur parole. On payait assez cher le budget de la guerre pour espérer qu'une telle dépense pouvait tout au moins nous mettre à l'abri de l'invasion. « *Notre armement perfectionné,* ajoutait Napoléon III, *nos arsenaux et nos magasins remplis, nos réserves exercées, notre flotte transformée, nos places fortes en bon état, donnent à notre puissance un développement indispensable.* » Chaque mot, dans cette fantastique énumération, semble aujourd'hui terriblement ironique. Bonaparte concluait : « *Le but constant de nos efforts est atteint : les ressources militaires de la France sont désormais à la hauteur de ses destinées dans le monde.* » Cela dit un an avant Forbach, un an avant Reichshoffen.

Cet homme, évidemment chimérique, en quelque sorte visionnaire, passait à travers la vie dédaignant la réalité pour le rêve, *soniando,* comme disent les Italiens, et, dans son illusion gigantesque, apercevait des mirages de places fortes inexpugnables, de bataillons invincibles, là où il n'y avait que des forteresses incomplétement armées et des cadres vides. Le mirage de César nous a coûté deux provinces.

Peu de gens en France, lorsque M. de Gramont vint faire sa belliqueuse déclaration, se rendaient compte de la pauvreté de nos ressources et de la désagrégation de notre armée. Notre pays manque surtout de gens pratiques et de gens renseignés, au

courant des choses. Aussi qu'on se souvienne du *tolle* soulevé par M. Thiers, au Corps législatif, dans la séance du 15 juillet. Et pourtant quelle bombe terrible venait-il donc de porter à la tribune? Aucune, à peine quelques observations d'un bon sens et d'une prudence patriotiques. Effrayé de la responsabilité prise par l'Empire, et sachant avec quel adversaire nous allions nous mesurer, il essayait, au nom de la France, d'éclairer, d'avertir la nation. « Messieurs, voulez-vous qu'on dise, voulez-vous que l'Europe tout entière dise que le fond (le retrait de la candidature Hohenzollern) était accordé et que, pour une question de forme, vous vous êtes décidés à verser des torrents de sang! » Mais, qui l'écoutait? Les représentants de la gauche, suspects comme lui. Qui lui répondait? Les rumeurs et les couteaux à papier de la majorité bonapartiste, et, tandis que Cassagnac lui répliquait : « Nous savons tout cela, nous avons nos enfants à l'armée », M. de Piré jetait avec violence à M. Thiers, à cet homme qni toujours, avant tout, fut Français, cette injure qui retombe aujourd'hui de tout son poids sur le vieux marquis : « Vous êtes la trompette antipatriotique du désastre! Allez à Coblentz [1] ! »

Et le soir, si on ne l'a pas oublié, tandis que les mêmes gens qui brûlaient les balais des balayeurs allemands de nos rues avec du pétrole, — en atten-

1. *Journal officiel*, séance du 15 juillet.

dant qu'ils missent le feu aux bibliothèques du Louvre, — tandis que les blouses blanches de Piétri allaient briser les vitres de l'hôtel de M. Thiers, place Saint-Georges, les journaux *patriotes* imprimaient froidement qu'à l'issue de la séance où l'illustre homme d'État avait déconseillé la guerre il avait reçu, comme remercîment, la carte du roi de Prusse. Il est toujours dangereux, dans ce pays de France, il est quelquefois mortel d'avoir raison trop tôt.

L'histoire, au surplus, doit être équitable envers tout le monde. Cette épouvantable guerre, Napoléon la déclarait, certes, et dans des conditions doublement impardonnables, — sans avoir, de son côté, ni le droit, qui donne la sympathie, ni la force, qui assure la victoire; — mais le roi de Prusse et le chancelier de la Confédération du Nord ne l'avaient-ils pas rendue nécessaire, inévitable? Inévitable, non. A coup sûr, tout en se préparant énergiquement à une guerre qu'elle croyait défensive, l'Allemagne, même avec son formidable armement, ne nous eût jamais attaqués. Un politique sans hésitation eût laissé se former l'unité germanique qui pouvait, à un moment donné, devenir, par son alliance avec la France, une barrière entre le monde européen et l'empire russe. Au fond, Napoléon eût volontiers gardé, vis-à-vis de son élève devenu son maître, M. de Bismarck, un *statu quo* presque sympathique. Ses ministres nous avaient dit, plus d'une fois, au Sénat ou à la Chambre, que l'unité de l'Allemagne ne pouvait nuire en rien à

notre pays, et qu'elle était inévitable, comme en 89 l'unité française. Ce qui jeta l'empereur dans la bagarre, ce fut l'appétit de batailles et de conquêtes de son entourage, l'infatuation de ses généraux, l'ignorance de ses conseillers, la superstition de l'impératrice, hostile à la Prusse protestante, et persuadée d'ailleurs, assurée de la victoire. Des gens du château ont entendu ce mot plusieurs fois répété par l'ex-régente : « La guerre d'Allemagne, c'est *ma guerre!* Je la veux! Il me la faut! Je sens qu'elle sera glorieuse! C'est *ma guerre!* » Et tant et si bien et si fort que l'empereur céda.

Bonaparte était, au surplus, fort irrité contre M. de Bismarck, qui l'avait brutalement joué à Biarritz, et contre le roi Guillaume, qui, tout en l'appelant « mon bon frère », exerçait les levées prussiennes et unifiait les contingents du Sud contre lui. Guillaume, mécontent lui-même peut-être d'avoir été en quelque sorte arrêté à Nikolsburg, en 1866, par l'intervention française, voulait, de son côté, prendre sa revanche. Il est en effet prouvé que l'armistice devant conduire à la paix ne fut signé entre l'armée prussienne et l'armée autrichienne que sur les instances du prince royal de Prusse, le roi ne voulant, en dépit de ses démonstrations amicales, tenir qu'un compte restreint des propositions de Napoléon III. Habile, sournois aussi avec sa bonhomie colorée et riante, le roi de Prusse était toujours, en 1870, ce même homme qui, en 1866, après avoir signé un traité d'alliance avec

l'Italie, affirmait que ce traité n'existait pas[1]. Qui pourrait douter, en somme, qu'il ne nourrît contre la France des projets de conquête et de revanche? M. le comte de Clermont-Tonnerre semble affirmer dans des lettres diplomatiques que le roi ne se laissa entraîner par Bismarck, en 1866, dans une guerre contre l'Autriche qu'avec le secret espoir que le sang allemand qu'il allait verser, presque contre son gré, serait un jour effacé par du sang gaulois. « Quant à la guerre présente, écrit ce diplomate, personne n'a

1. « Il est, écrit M. de Clemont-Tonnerre, de petites choses qui ne méritent cependant pas moins d'être connues. Vous classerez, je l'espère, avec moi dans cette catégorie celle dont je viens vous entretenir ici. Le colonel de Schwenitz, aide de camp du roi (de Prusse), repart pour Pétersbourg où il est attaché militaire, emportant une lettre de Sa Majesté pour l'empereur de Russie. Le roi lui a dit en lui remettant sa lettre : « Je ne sais pa pourquoi l'on m'importune avec ces prétendus arrangements italiens; *il n'y en a pas*. J'écris à l'empereur que je n'ai pas de traité avec l'Italie. » Je tiens ce détail de source certaine.

« Je ne puis douter non plus que semblable assurance n'ait été donnée par le roi lui-même à M. d'Oubril, ministre de Russie à Berlin.

« Le fait que je signale est peu important en lui-même. Comment cependant se défendre d'une impression pénible en voyant jusqu'où peut conduire une situation embarrassante aux prises avec un caractère faible? Une si petite finesse et envers un parent dont on n'a qu'à se louer! Quelle explication le roi donnerait-il de sa signature reniée, si demain elle était mise sous ses yeux, si l'on imprimait le traité à Vienne où il est connu? Quelle confiance placer dans un esprit capable de pareilles petitesses? Qui pourrait répondre que, après un premier échec, le même homme ne souscrira vingt fois pis qu'Olmütz? »

(Lettre de M. de Clermont-Tonnerre, Berlin, 7 mai 1866.)

d'illusion sur les haines profondes qui en seront le fruit. Le gouvernement prévoit tout le premier que, au lendemain d'une paix heureuse pour la Prusse, les complications extérieures ne tarderont pas à naître; mais il compte sur ces complications mêmes pour servir à cette époque de dérivatif aux haines intestines de l'Allemagne. Tourner contre la France l'exaltation qui survivra à la guerre actuelle sera une tâche facile pour les vainqueurs, ou, au moins, telle est leur conviction. Je ne crois pouvoir mieux faire, pour mettre ce point en lumière, que de citer, au lieu d'impressions personnelles, un mot *dont je garantis l'authenticité*. Le roi disait, il y a quelques semaines, à un diplomate allemand, chef de mission et militaire : « Si nous avons maintenant la « guerre entre nous, nous nous réconcilierons plus « tard en faisant une autre guerre en commun. » Ce mot n'a pas besoin de commentaires (20 juin 1866). »

Ce qui n'empêchait point le roi de Prusse de déclarer deux ans après, au Reichstag, le 20 juin 1868, que l'œuvre fédérale, l'unité allemande, se fortifierait « avec les bénédictions de la paix ». Mais, en vérité, si le gouvernement impérial connaissait ou devinait ainsi les intentions secrètes du souverain allemand, ne devait-il pas, dans l'intérêt non plus seulement de la gloire, mais de l'indépendance même du pays qui se fiait trop aveuglément à lui, ne devait-il point, pour notre sécurité, veiller à ce que

notre prospérité et notre force apparentes devinssent réelles, s'occuper activement de notre défense, de la liberté de nos foyers et de nos frontières? Il n'y pensait guère, on l'a vu. Les rapports alarmants du colonel Stoffel étaient pris, comme les discours de M. Thiers, pour des déclamations de Cassandre. On semblait s'attacher à volontairement fermer les yeux sur la puissance militaire de cet ennemi qu'on prétendait non-seulement vaincre, mais asservir, et, tout en rêvant la conquête du Rhin, on s'amusait, dans l'intimité, à railler spirituellement ce qui devait nous écraser plus tard. L'empereur, paraît-il, s'amusa beaucoup, en 67, d'un couplet de vaudeville que M. de Massa se plut à glisser dans les *Souverains à Paris,* une revue en deux tableaux de l'année 1867. Il s'agissait du canon Krupp, du fameux canon Krupp de l'Exposition, et le compère de la revue s'écriait gaiement devant ce colosse terrible : *Mais il a l'air d'être bâti par les Romains,* puis il chantait (et nos souverains de rire) :

Pour cette pièce ayez de l'indulgence,
Tant de kilos ont droit à des égards!
Il ne faut pas juger sur l'apparence.
Si le calibre a troublé vos regards,
Ce canon-là, loin de jeter l'alarme,
Est là pour dire aux peuples effrayés :
« Mes chers amis, tout le monde désarme,
« Tous les canons désormais sont... *rayés !* »

Or, à l'heure de ces frivolités et de cette politique

de coulisses, le vieux Guillaume montait à cheval, botté, casqué, passait des revues, essayait la trempe des nouveaux sabres de cavalerie, assistait aux écoles de bataillon, modifiait l'armement, tandis que son ministre resserrait davantage les liens qui unissaient, malgré eux, les États du sud de l'Allemagne aux États du nord, et usait insensiblement la résistance des pays annexés en développant avec habileté chez eux la peur de ce spectre d'outre-Rhin, qu'il eût pu appeler le spectre de la France. Puis, un beau matin, cette nation de rudes et lourds soldats, conduits par des mathématiciens, et cette armée de pittoresques troupiers, guidés par d'élégants sceptiques, se trouvèrent en présence. Quelle guerre! Notre pays pouvait tout y perdre, et la civilisation ne pouvait rien y gagner.

Mme de Staël avait caractérisé, ce semble, la campagne de 1870, lorsque après le retour de l'île d'Elbe, elle disait à M. de la Valette : « *C'en est fait de la liberté, si Bonaparte triomphe, et de l'indépendance nationale, s'il est battu.* »

Notre indépendance, en effet, a subi une atteinte profonde, et la patrie, saignante, en demeurera longtemps démembrée. Pauvre Alsace! chère Lorraine! Pays français de cœur et d'âme, bois profonds, vertes et sauvages collines, villages paisibles aux fumées bleuâtres, pays de Kléber et de Fabert, quand reviendrez-vous à votre mère, la France? — Et de quelle amertume ne se sent-on point envahi lorsque, cette

épouvantable catastrophe à peine terminée, on voit reparaître sur la scène, et parader, et chercher à jouer encore leur rôle les mêmes hommes qui nous ont jetés, par intérêt personnel, par ignorance ou par infamie, dans un gouffre aussi profond! Comment n'y a-t-il pas eu dans ce misérable pays, je ne dis pas un courant, mais un torrent de colère contre tous ceux, journalistes ou boursiers, plaisantins de gazettes ou fracasses de boulevard, qui ont sonné le clairon de la défaite et, spéculant sur nos désastres, fait bouillir en quelque sorte leur marmite, aux flammes de Strasbourg et de Mézières?

J'ai cité ailleurs le mot que disait à M. Louis Blanc, le soir même de la déclaration de guerre, le représentant de la Bavière à Londres : « L'Allemagne vient de tirer l'épée, et elle a loin d'elle rejeté le fourreau. »

C'était une guerre de deux années peut-être que l'Allemagne craignait d'avoir à faire, et, malgré les proclamations de Bonaparte, le gouvernement impérial croyait n'avoir à mener à bien qu'une guerre de quelques semaines, moins que cela, une guerre de quinze jours.

« J'ai emporté avec moi trois chemises, me disait un officier, une chemise de flanelle pour la campagne, une chemise de coton pour changer de linge, et une chemise de toile pour l'entrée à Berlin. »

Presque tous raisonnaient ainsi, et surtout l'état-major de l'empereur. Devant une telle assurance, la

Prusse, quoique certaine de sa force, se sentait menacée. L'attaque avait été soudaine, et il fallait à l'Allemagne vingt-deux jours pour mettre toutes ses forces sur pied. Pris, non au dépourvu, mais à l'improviste, M. de Moltke avait impérieusement demandé ses vingt-deux jours. Jusque-là, jusqu'au moment où l'on pourrait efficacement prendre l'offensive, ordre avait été donné aux généraux prussiens d'abandonner la frontière, de livrer même la ligne de la Moselle. L'empereur pouvait, s'il avait été prêt, se donner facilement le luxe d'une petite promenade militaire. Il eût pris sans difficulté et sans danger l'attitude d'un conquérant, conquérant d'une terre abandonnée; mais il n'était pas prêt, et l'effarement fut grand au quartier général lorsqu'on se vit avec cette affaire sur les bras: la guerre et point de ressources dans la main. Bonaparte, qu'un rapport du docteur Sée, trouvé aux Tuileries (et non publié par la commission des papiers), nous montre affaissé, affaibli, pleurait. Il voulut brusquer les choses, comptant qu'une première victoire déciderait peut-être de la campagne, et un matin, après déjeuner, il partit de Metz pour Forbach. Il livra ce ridicule, presque odieux combat de Sarrebrück, où un bataillon prussien fut attaqué par quatre ou cinq régiments français. On espérait, par ce petit succès (que nous appelions nous-mêmes, naïfs et dupes, *le Montebello rhénan*), décider la Bavière, la Saxe, les États du Sud, à se séparer de la Prusse, à fausser compagnie au roi Guillaume. De là

les exagérations, la grosse caisse battue autour de ce fait d'armes. On transforma en épopée cette anecdote. On célébra copieusement l'action meurtrière, inouïe des mitrailleuses, de ces mitrailleuses que les artilleurs, peu exercés, maniaient en réalité fort mal, et dont ils disaient : « Nous aimerions mieux des pièces de quatre. » Ce coup de théâtre belliqueux avait pour Napoléon III tout l'intérêt d'un coup de Bourse. Il voulait effrayer l'Europe, et peut-être conclure, dès ce moment, la paix avec la Prusse, en achetant à l'Allemagne le bassin houiller de Sarrebrück, rien de plus.

C'est ce qui explique, je le répète, *la réclame* dont on entoura cette manœuvre militaire, cet engagement de Sarrebrück, qui d'ailleurs eût certes pu nous devenir important par l'admirable position qu'il nous assurait (le champ de manœuvres même des Prussiens), position que Frossard abandonna justement, et par une inconcevable sottise, la veille même de la bataille du 6. Réclame, ai-je dit. Il n'y a pas d'autre mot. Les journaux dévoués célébrèrent sur tous les tons ce combat, que dis-je! cette *prise* de Sarrebrück qu'on n'avait même pas abordé. *Le Gaulois* imprimait en toutes lettres : « Sarrebrück *n'est qu'un monceau de cendres.* » Et nos obus avaient à peine effrité la gare Saint-Jean. Quant aux journaux anglais, ils étaient purement lyriques. Je parle des journaux soldés par l'Empire, de ceux qui, plus tard, et pour le besoin de la cause impériale, inventèrent ce roman,

terrible comme un chapitre d'Ann Radcliffe, de tout un corps d'armée allemand englouti dans les carrières de Jaumont « à la grande fureur du prince Frédéric-Charles, dont la raison s'était un moment troublée devant un aussi épouvantable désastre. » Ces journaux faisaient de la bataille de Sarrebrück un récit aussi pittoresque, aussi fantastique — et aussi vrai — que des carrières de Jaumont et des six mille morts engloutis sous la chaux.

— J'ai ordre, me disait un *reporter* anglais, de ne télégraphier à mon journal que les victoires de l'armée française. —

Le roman des carrières de Jaumont fut, paraît-il, payé très-cher par le ministère Palikao, un Mécène de nouvelle espèce. J'aime à croire que les amplifications à propos de l'affaire de Sarrebrück furent payées d'un aussi bon prix.

Et voilà pourtant avec quelles fables et quelles muscades on pensait tromper l'Europe ou l'effrayer, cette Europe qui venait d'apprendre (et avec quel étonnement et quel mépris !) que M. de Bismarck mettait en montre à l'usage des curieux, sur la promenade des Tilleuls à Berlin, l'exemplaire autographe du projet de traité entre la France et la Prusse — à propos de la Belgique — le tout de la main de M. Benedetti. Quand on songe que toutes ces combinaisons, disons mieux, tous ces tripotages politiques, aboutissaient à des massacres, à des tas saignants de cent mille cadavres, on éprouve un dégoût immense

et une immense colère — colère contre ceux qui traînent l'humanité à ces hécatombes, dégoût contre l'humanité qui se laisse conduire de la sorte à l'abattoir et qui, la pécore, acclame ensuite son boucher.

Il était bien facile à ceux qui assistaient à ces préparatifs fiévreux de se rendre compte du résultat et de craindre pour leur pays. C'est ce qui explique les mesures prises alors contre la presse. Tandis que les journalistes allemands étaient reçus à l'état-major prussien, les journalistes français couraient risque d'être arrêtés aux alentours du camp français. Et pourtant M. de Bismarck n'est pas tendre pour la lettre moulée. Mais il comprend que la vérité et la publicité sont des forces et que la presse, en somme, malgré ses erreurs, les habitudes et le personnel hybride de ces dernières années, est et sera toujours un instrument de lumière.

Seulement, il en use en la détestant.

La presse, M. de Bismarck certes et son roi ne l'aiment pas. En 1866, ils faisaient des avances aux journalistes français, par politique plus que par politesse. M. Vilbort, qui suivait la campagne de Bohême, était traité, choyé au quartier général prussien comme une puissance. Il y représentait le *Siècle*. Mais depuis, les sentiments du souverain et du ministre ont changé. En 70, au moment de la capitulation de Paris, M. de Bismarck voulut (par ironie ou par conviction, on ne sait) que le gouvernement livrât un certain nombre d'otages aux Prussiens qui redoutaient un piége lors

de l'occupation des forts, et craignaient, par exemple, qu'Issy, Vanves, Montrouge, ne fussent minés.

— Ces otages entreront les premiers dans les forts et y demeureront, disait le chancelier, jusqu'à ce que les troupes allemandes s'y soient complétement établies, après avoir visité les casemates.

Or ces otages, que M. Jules Favre refusa, étaient les maires de Paris d'abord, puis les journalistes. Le ministre des affaires étrangères fut stupéfait. Des journalistes! Mais quels journalistes?

— « Vingt pris au hasard, répondit M. de Bismarck. Sa Majesté le Roi est indigné contre la presse française tout entière qui l'a calomnié et insulté. »

On fit pourtant comprendre au roi que cette demande était à la fois barbare et insensée. Mais comme on reconnaissait bien là ces gouvernants qui ont procédé, durant toute cette campagne, par l'arrestation des journalistes libéraux, en Allemagne aussi bien qu'en France, et qui faisaient conduire les écrivains, à pied, dans la neige, les menotes aux mains, le pistolet aux tempes et la crosse aux reins, jusqu'au fond des forteresses! La presse allemande a eu son martyr, M. Eichholz, rédacteur en chef d'un journal du Hanovre, le *Journal du Peuple*. Traîné sur la route de Silésie, harassé, maltraité, il est mort en février 71, des coups de crosse reçus et des souffrances endurées.

L'homme de la terrible politique prussienne de ces dernières années ne doit pas en garder de remords.

Ce comte de Bismarck-Schœnhausen, aujourd'hui

prince, seigneur de Kniephof et de Jarchelin, semble taillé dans le granit des hommes du moyen âge. Grand, solide, l'œil profond d'un bleu d'acier, les cheveux roux, toute sa rude personne est faite pour la lutte incessante, implacable et sauvage. On dit qu'il a connu dans sa jeunesse les tortures de la tendresse malheureuse, on assure qu'il a rencontré à son âge mûr les joies douces et réparatrices du foyer. Ce serait alors, quelle étrangeté! le Werther de Gœthe ou le père de famille de Diderot, se cachant sous l'armure de Gœtz de Berlichingen. Non. C'est le hobereau altier, à la fois sinistre et railleur, qui a regardé la vie en face et, jeune, n'ayant eu d'autre souci que le plaisir, vieux n'a d'autre culte que la force. L'étudiant tapageur, ferrailleur et casseur de réverbères et de chapelles, *den tollen Bismarck,* « Bismarck l'extravagant, « comme on l'appelait, est devenu l'acharné partisan de la politique sanglante. « Ce n'est point par le raisonnement que se décident les grandes questions, mais par le fer et le feu. » Son être tout entier est dans ces paroles qu'il a osé jeter comme on jetterait un gant au monde moderne étonné. D'ailleurs dur à lui-même et aux autres, arrachant un jour de maladie le moxa qu'on vient de lui poser, et avec le moxa la peau elle-même et la chair de sa jambe, élevant des oursons dans son appartement d'ambassadeur en Russie, et s'amusant à lutter avec eux à bras-le-corps; bohème avec cela, donnant parfois des audiences en pleine rue, à Berlin; ôtant sa tunique de

cuirassier pour boire et fumer au fond d'une brasserie ; passant, à Paris, plus d'une soirée au bal Mabille, et, à Versailles, s'amusant à causer avec le barbier chez qui il se rendait, les mains dans les poches, avec un paletot noisette. Un Wallenstein gouailleur et cynique, un chevalier d'autrefois, terrible comme un Borusse, un diplomate d'aujourd'hui, tantôt rude et franc comme un bouvier narquois, tantôt hypocrite comme un tartufe protestant, l'incarnation solide, indomptable, vigoureuse de l'esprit du passé se dressant, plein de menaces, devant l'esprit moderne et jugulant l'idée de sa main de fer, ou l'écrasant sous les boulets creux. Moderne malgré tout, s'occupant, lorsqu'il dicte la paix de Nikolsbourg, de la création de chemins de fer et de la liberté de l'industrie ; pratique, spirituel, collaborant au *Kladderanatch,* le *Charivari* de Berlin, et méprisant tout en les flattant les journalistes et la presse. Homme de génie, à coup sûr, la moelle cérébrale puissante et le muscle solide, mais homme de génie comme tout ce qui tue la pensée, effare et consterne la pitié humaine.

D'ailleurs à la fois terrible et, comme eût dit son ancien partenaire de Biarritz, « providentiel » pour un peuple.

Un jour qu'on blâmait devant lui Otto de Bismarck, l'empereur d'Autriche s'écria dans un élan d'enthousiasme : « Ah ! si je l'avais pour ministre[1] ! »

1. *Le comte de Bismarck,* par Alfred Michiels (Bruxelles, in-8°, 1871).

Bismarck méprisait un peu la foule française qui se pressait sur son passage, en 1867, regardant et criant *v'là Bismarck,* comme il le faisait remarquer lui-même. Et il ajoutait ironiquement : *C'est presque aussi flatteur que de crier : Vive Bismarck.* Il déteste la France aussi parce qu'elle représente, malgré ses chutes, la révolution, la liberté, le droit et la souveraineté populaires, toutes choses détestables à ses yeux et dont le passager triomphe, en 1848, le faisait, au dire de son biographe officiel, M. Georges Hessekiel, *pleurer de rage.* La fameuse bannière *rouge, noir et or* de l'Allemagne démocratique lui déplaît aussi fort que le drapeau de Valmy ou celui d'Iéna. C'est lui qui disait en 1849 au Parlement : *L'armée prussienne, messieurs, n'a pas d'inspirations tricolores.* On pourrait dire de lui qu'il a la haine du tricolore, du tricolore allemand aussi bien que du tricolore français. « *La bannière tricolore est l'enseigne de nos ennemis.* »

M. de Bismarck affecte, dans ses conversations mêmes, cette franchise cynique et railleuse, qu'il apporte à la tribune; il gouaille, il gasconne, il prend aussi un peu de ce bagout parisien dont il s'est armé jadis. Ses plaisanteries, qui n'ont pas du tout la lourdeur germaine, prennent au contraire une allure boulevardière et sans façon. Il vantait, après Buzenval, le courage des gardes nationaux de Paris à M. Jules Favre :

— Oh ! ce sont des gens très-braves, *très-crânes !*

Quand ils vont au feu, ils sont si heureux d'y aller qu'ils nous en préviennent une heure d'avance! Ils chantent, ils fument, ils font même de la musique! C'est fort joli, seulement nos troupes, prévenues par eux, s'apprêtent alors à les recevoir! Ils sont d'ailleurs superbes sous les balles. »

L'ennemi rendait d'avance ainsi aux gardes nationaux un hommage que M. Trochu devait leur refuser plus tard, à la tribune[1].

Une autre fois, M. Jules Favre se plaignant des déprédations et des dégâts commis par les Prussiens dans la banlieue de Paris, et de Saint-Cloud fumant avec une odeur de pétrole, M. de Bismarck l'interrompit et dit doucement :

« Monsieur Jules Favre, il y avait une fois une petite ville d'Allemagne, calme, ignorée et dont vous ne connaissez pas le nom. Dans cette ville un vieux gentilhomme habitait une maison modeste. Un jour, les grenadiers de Davoust entrèrent dans la petite ville et la mirent à sac. On la brûla. On brûla aussi la maison dont je vous parle. C'était celle de mon père. J'y étais et j'ai vu cela. »

Puis il n'ajouta pas un mot.

Cette facilité dans la riposte, ce je ne sais quoi de

1. Dans son discours de juin, le général a beaucoup parlé de l'*orgueil* de la garde nationale. Noble orgueil après tout, il en conviendra, qui consiste à vouloir combattre et à risquer de mourir.

délié et de brutal, de moderne comme un boulevardier et de roide comme un reître, cette humeur particulière qui distingue le chancelier de la Confédération du Nord, toutes ces qualités doublées de défauts se retrouvent dans les lettres intimes de M. de Bismarck à sa femme, lettres qu'on a publiées et où il se peint tout entier en voulant peindre les hommes et les choses.

Ofen, 23 juin 1852.

... L'empereur a eu la bonté de me faire donner un logement dans son château, et je suis maintenant assis devant la fenêtre ouverte d'une grande salle voûtée d'où j'entends les cloches du soir de Pesth. D'ici la vue est ravissante. Le château est situé sur une hauteur; à mes pieds coule le Danube, traversé par un pont suspendu, derrière lequel se trouve Pesth, et bien au delà la plaine sans fin nageant dans les vapeurs bleues du soir. Sur la gauche de Pesth, je vois le Danube; loin, bien loin sur ma gauche, c'est-à-dire sur la rive droite, il est bordé d'abord par la ville d'Ofen; derrière les montagnes bleuâtres, rougies à leur sommet par le soleil couchant. Entre les deux villes, comme à Linz, s'étend le large miroir de ses eaux, coupées par le pont suspendu et une île boisée... Figure-toi l'Odenvald et le Taunus rapprochés l'un de l'autre et séparés seulement par le Danube. Le côté désagréable du voyage était le soleil : *Il semblait qu'on eût pu faire pousser le tokay sur le pont du bateau.*

Ce dernier trait, tout littéraire, donne le ton de

plaisanterie habituel à M. de Bismarck. Je détache ce qui suit d'une autre lettre :

24 juin.

Après avoir bien dormi, quoique sur un matelas dur comme du bois, je te souhaite le bonjour; le paysage entier devant moi est tellement inondé par un soleil brûlant, que je ne puis regarder sans être ébloui. En attendant le moment de faire mes visites, je déjeune et je fume, seul dans un grand appartement de quatre pièces, dont deux de la grandeur de notre salle à manger; des murs épais comme à Schœnhausen, d'immenses armoires en noyer, des meubles en soie bleue; le plancher est couvert de grandes taches noires qu'une imagination plus exaltée que la mienne prendrait pour du sang, mais que moi je déclare décidément n'être que de l'encre : *l'endroit a dû être occupé par une âme d'écrivain bien maladroite ou par un nouveau Luther, lançant d'immenses encriers contre ses contradicteurs.*

Encore un coup de boutoir à ces malheureux littérateurs qu'il exècre. Notez qu'il est littérateur sans le vouloir et que je sais peu de descriptions de la Hongrie qui vaillent celle que M. de Bismarck nous donne en courant. J'ai vu la Hongrie et je la revoyais en lisant ces lignes, vivantes et vraies comme une aquarelle de Th. Valerio :

Représente-toi une prairie unie comme la table, et sur laquelle on n'aperçoit jusqu'à l'horizon lointain que les

grands arbres écorcés servant de balanciers aux puits creusés pour les chevaux et les bœufs à demi sauvages; des milliers de bœufs au poil blanc-brun, aux cornes longues comme le bras, et s'enfuyant comme des bêtes fauves; des milliers de vilains chevaux à longs poils, gardés par des bergers à cheval et à demi nus, armés de grands aiguillons; d'interminables troupeaux de porcs, parmi lesquels se trouve quelquefois un âne portant la pelisse du porcher ou le porcher lui-même; enfin de grandes bandes d'outardes, de lièvres, près de quelque étang saumâtre, et des vols de vanneaux, d'oies ou de canards sauvages. Nous avons eu ce spectacle pendant trois heures [1].

Cela n'est rien, et pourtant où est l'homme d'État qui sait à la fois peindre ainsi, railler de la sorte, duper un empereur et en faire un autre?

Au surplus, lorsqu'on met en regard les hommes d'État allemands et les hommes d'État français, et les généraux des deux pays, M. de Bismarck faisant face à son partenaire et le maréchal Le Bœuf essayant de tenir tête à M. de Moltke, on conçoit que le dénoûment du drame devait être fatalement, infailliblement celui que nous avons vu. Mais on n'en doit qu'accuser davantage les chercheurs d'aventures qui ont précipité dans un tel tourbillon de malheurs ce grand pays qui fut, qui redeviendra la France.

1. Traduit par A. Beckmann.

CHAPITRE III.

STRASBOURG ET METZ.

I.

Les défaites allaient vite. Après Wissembourg, Forbach, après Forbach, Wœrth. Le combat de Borny ou de Longeville avait, un moment, réveillé la victoire; la bataille de Gravelotte, glorieuse et terrible, n'avait amené pour nos armes aucun résultat décisif, et Bazaine, à demi vainqueur, n'en était pas moins rejeté ou rentré sous le canon de Metz. Mac-Mahon rassemblait à Châlons, au camp, les débris de son armée et en reformait une nouvelle; puis, malgré sa volonté, — obéissant aux ordres d'un souverain qui, en cas de défaite près de Reims, avait Soissons et Paris pour se replier, mais qui redoutait Paris, — le duc de Magenta remontait vers l'Ardenne et cherchait à dégager Bazaine. La confiance, une imperturbable

confiance, persistait au cœur des Français, et, malgré les méchantes ou douteuses nouvelles, on rencontrait par les rues des gens bien informés qui, tout souriants, se frottant les mains, vous disaient bien haut : Nous sommes sauvés! La jonction est faite! Les deux maréchaux ont déjeuné ensemble ce matin!

Pendant ce temps, le bombardement de Strasbourg commençait et l'investissement de Metz continuait.

Pauvre ville de Strasbourg où nous allions en juillet, au moment de la déclaration de guerre, rassurant nos angoisses par le spectacle viril d'une population patriotique, résolue aux sacrifices, prête à la lutte et certaine, hélas! de la victoire! Qui nous eût dit alors qu'elle serait prussienne avant un an? Les habitants étaient si rassurés en voyant défiler à travers leurs rues ces troupiers africains, bronzés, ardents et vifs, ces zouaves aux tournures herculéennes, ces turcos qui riaient, montés sur de petits mulets arabes et laissaient pendre leurs jambes jusqu'au pavé! On se sentait rassuré en regardant ces rudes soldats, et l'on oubliait que le plus indomptable courage ne vaut rien sans la discipline. Strasbourg ne devait point tarder à l'apprendre. Le désastre de Wœrth jetait pêle-mêle dans ses murailles cette magnifique, mais trop peu nombreuse armée de Mac-Mahon, que j'avais vue défiler superbe allant au combat, et que M. Delmas nous montre dépenaillée, effarée et sinistre après la dé-

faite [1]. Les Strasbourgeois, navrés, regardaient d'un œil fixe ces horribles débris. C'était la déroute dans toute sa hideur, et c'est à peine si quelques héroïques et vivants exemples contrastaient avec l'affreux tableau offert par ces troupes démoralisées soudain par ce coup de foudre inattendu d'un revers.

Dans la soirée du 6 août, au moment où une partie du corps d'armée du maréchal Mac-Mahon était en déroute et que les turcos du deuxième régiment luttaient avec courage et désespoir, ne voulant pas abandonner leurs positions, le colonel avait donné l'ordre à son porte-drapeau de se retirer et de gagner au plus vite Reichshoffen. Cet officier était le lieutenant Valès. Il s'engagea dans la forêt et parvint, après mille difficultés, à se dérober à la vue de l'ennemi qui l'environnait et à atteindre le village que bombardaient déjà les Prussiens. Surpris sur la route de Haguenau par un peloton de uhlans, il put leur échapper, grâce aux nombreux fuyards, parmi lesquels quelques-uns firent feu sur les cavaliers ennemis qui passèrent ventre à terre.

Arrivé à Strasbourg dans la journée du 7 août, il porta le drapeau au bureau de l'état-major; le colonel l'orna aussitôt d'une couronne de lauriers et le déploya du haut du balcon de la place Kléber, devant une foule considérable qui l'accueillit par des bravos et les cris de : Vive la France! vive les turcos! Déjà le patriotisme de la cité alsacienne se réveillait plus

1. Voyez son remarquable livre : *De Frœschwiller à Paris.*

fort après le premier moment de stupeur. Et la vue de ce drapeau sauvé de l'ennemi enthousiasmait les âmes [1].

Le 8 août, le corps badois faisait déjà vers Strasbourg une pointe menaçante. Le 9, on apercevait les colonnes ennemies du haut des remparts. Le 12, les régiments ennemis se massaient autour de la ville et de cette forteresse menaçante à laquelle Vauban donnait pour devise : *Servat et observat*. Les Badois étaient alors commandés par M. Von Beyer, dont la résolu-

1. Ce drapeau et celui qui le portait ont leur histoire.

« Durant le siége, écrit M. Salvères, cet étendard faillit deux fois être dévoré par les flammes; aussi pour le mettre en sûreté, fut-il confié au commandant du régiment de marche, sous les ordres duquel se trouvaient une centaine de turcos casernés à la citadelle.

« Dans la nuit qui précéda la reddition de la place de Strasbourg, le chef de corps remit au lieutenant Valès le drapeau de son régiment, lui demandant ce qu'il pensait en faire.

« Le sauver, lui répondit-il. Il a tenu parole. Brisant la hampe et la jetant au feu, il roula le drapeau autour de son corps et cacha l'aigle en lieu sûr.

» Le lendemain, il défilait devant les lignes des armées prussiennes avec la précieuse relique sur sa poitrine.

« Resté six mois en Allemagne sans que les Prussiens se soient jamais doutés que ce noble étendard était au milieu d'eux, il est de retour en France et désormais hors de danger, plus heureux en cela que ceux livrés à Sedan et à Metz, lesquels feront l'ornement de l'avenue des Tilleuls.

« Ce qu'un maréchal de France n'a pas su faire, un simple lieutenant l'a osé.

« Rentré d'Allemagne, le lieutenant Valès, du deuxième tirailleurs, a remis aujourd'hui, 10 avril, à M. le ministre de la guerre le drapeau de son régiment. »

tion ne parut pas assez complète à l'état-major prussien, et qui fut remplacé bientôt par ce Von Werder, dont le nom barbare est aujourd'hui tristement illustre. M. de Werder fit commencer le bombardement, non point des fortifications, mais de la ville même, le 15 août au soir. Il déclara le lendemain, rapporte M. Marchand, que ces troupes avaient tenu à célébrer, « à leur manière, la fête de l'empereur et à tirer un feu d'artifice en l'honneur du 15 août. » A la vérité, il tirait, non sur les glacis, mais sur les maisons; il tuait, non des soldats, mais des citadins, des innocents et des faibles. Déshabitués de ce mode barbare de guerroyer, le capitaine Rœderer, que l'évêque de Strasbourg devait suivre, se rend au camp allemand, demande l'autorisation de faire sortir de la ville les femmes et les enfants. — « Non, certes, répond Werder, car les femmes et les enfants une fois saufs, la ville pourrait ne pas se rendre ! »

Irritée, la garnison essaya de faire, vers Ostwald, une sortie furieuse; mais, devant des forces considérables et une formidable artillerie, elle se replia. Mais le général Uhrich, devant le bombardement de la cité, déclara au général Werder que, si les obus attaquaient, non les remparts, mais les maisons de Strasbourg, à son tour il bombarderait et raserait Kehl. Le Badois ne tenant pas compte de l'avertissement, l'artillerie française ouvrit le feu sur les constructions de grès rouge et les brasseries de cette grande rue qui s'appelle Kehl. Des deux côtés du

Rhin, les paysans, les pauvres, les petits payaient pour l'ambition des souverains et la colère des capitaines.

L'armée assiégeante se composait d'environ 45 à 50,000 hommes, division badoise, 1re division de réserve prussienne, division de landwehr de la garde, artillerie et génie. L'artillerie de siége était commandée par le général Von Decker, et le génie par ce major général de Mertens, qui avait fortifié Kiel et Dresde, et conduit les travaux d'approche en 1864, devant Düppel, lors de la campagne de Danemark. Troupes aguerries, compactes, officiers d'élite. Le siége fut mené avec cette promptitude patiente, cette lourdeur mathématique et calme qui donnent plus de résultats parfois que notre activité. En une seule nuit, par exemple, du 29 au 30 août, la première parallèle ouverte contre Strasbourg s'étendait sur une longueur de trois quarts de lieue, 4,500 pas.

La garnison assiégée comptait à peine, au contraire, 10 ou 12,000 hommes de troupes sans homogénéité, formées de recrues de dépôts, de fuyards de Frœschwiller, de soldats de tous corps et de toutes armes. Un seul régiment complet et solide, le 87e de ligne; puis, par hasard, de bons servants d'artillerie, des marins, de ces héroïques marins qui se sont taillé une inoubliable renommée pendant cette cruelle campagne de France. Ceux-là, venus pour servir les canonnières du Rhin, s'étaient vus bloqués dans Strasbourg, les chaloupes destinées à manœuvrer sur le

fleuve « se trouvant encore dans les chantiers de construction ! [1] »

On n'a plus à faire remarquer l'incurie du gouvernement qui venait de déclarer la guerre et du ministre qui se proclamait « prêt, cinq fois prêt. » Quand on songe que Strasbourg, la ville la plus menacée, se trouvait dans un tel état de faiblesse et d'abandon; quand on songe que le ministre de l'intérieur, deux jours après la déclaration de guerre, le 17 juillet, télégraphiait au préfet du Bas-Rhin : *Il n'y a pas lieu en ce moment d'organiser et d'armer une garde nationale à Strasbourg et dans les principaux centres;* quand on se dit que, moins de dix jours après, les Allemands *grouillaient,* selon l'expression d'un espion, dans les profondeurs de la forêt de Haguenau, et que notre frontière et nos places fortes étaient aussi peu défendues, on se prend à douter de la raison des gens qui nous ont conduits, comme de gaieté de cœur, à une telle ruine.

Le 24, le bombardement commencé devenait plus

1. *Général commandant 6e division, à guerre. — Paris.*

Strasbourg, le 11 août 1870, 8 h. 55 m. soir.

L'effectif de la garnison de Strasbourg se compose de 297 officiers des corps stationnés à Strasbourg; 123 officiers de la garde nationale mobile, 45 officiers isolés rentrés après la journée de Frœschwiller; 7,043 hommes de troupes des corps stationnés à Strasbourg, 3,170 hommes de la garde nationale mobile, 1,598 hommes isolés rentrés après la bataille de Frœschwiller; 730 chevaux des corps stationnés à Strasbourg; 408 chevaux rentrés avec les isolés. Je fais former des bataillons et des esca-

sérieux. La ville et la citadelle étaient à la fois attaquées. Dès le 25, l'arsenal était brûlé, le général Uhrich quittait la citadelle bouleversée, et des habitants tombaient frappés dans les rues ou mouraient écrasés dans leurs logis. Le 19, sept grandes maisons du faubourg National avaient déjà été incendiées; le 20, à sept heures du matin, cinq enfants étaient tués par un seul obus; les bombes à pétrole pleuvaient sur Strasbourg, toujours héroïque, et qui, confiante, répondait aux fusées incendiaires et aux boulets rouges par un cri de : *Vive la France!*

Ces journées sinistres, ces épouvantables nuits du bombardement, ces explosions incessantes, ces détonations meurtrières, nous les avons connues aussi, nous savons combien douloureusement retentirent dans la poitrine de chaque assiégé ces coups de canon qui effondrent les bâtiments, trouent, mutilent, écrasent les monuments et broient les membres et les crânes. Mais nulle cité de France n'a plus atrocement ressenti ces maux et ne les a plus vaillamment supportés que cette cité d'Alsace qui pouvait maudire ceux qui la détruisaient dans la langue de ses bourreaux. Il faut voir aujourd'hui ces longues rues désertes, ces tas de maisons rasées, ces amas de décombres et de ruines sur lesquelles se prolonge l'ombre noire d'un caporal prussien pour savoir quelle horreur apporte

drons provisoires avec les isolés, dont un grand nombre sont entrés sans armes et sans équipement.

(*Papiers des Tuileries*, livraison 15.)

avec lui le bombardement. Quelles nuits, illuminées parfois par la flamme perçante du zinc qui jetait ses gouttelettes et ses lueurs autour du clocher de la vieille cathédrale! Que de morts, que de misères : les hôpitaux brûlés, la bibliothèque incendiée, le théâtre détruit, le musée anéanti, la Krutenau, la rue du Dôme, la rue de la Nuée-Bleue, le Marais-Kagenek, des quartiers effondrés ou rasés! « Strasbourg est perdu, écrivait le général Uhrich au général Douay à Belfort, perdu si vous ne venez immédiatement à son secours. » Nul ne venait et la cité résistait encore. « On redoute l'affolement de la population », ajoutait Uhrich dans une autre dépêche. Mais, virile, résolue, calme dans son affreux malheur, la population, loin de s'affoler comme le craignait le général, semblait se roidir contre le sort et, tandis que quarante ou cinquante soldats en moyenne étaient quotidiennement tués sur les remparts, les gardes nationaux, les bourgeois, les gens du peuple payaient aussi leur sanglante dette à la patrie. On a compté leurs morts. Là, plus que partout ailleurs, la population civile a su mourir.

Elle a su souffrir aussi. Sur 80,000 habitants que comptait Strasbourg, après trente-huit jours et trente-huit nuits de bombardement, plus de 12,000 citoyens se trouvaient sans logis, sans abri, errant par les rues. Les projectiles tombaient partout, bouleversant jusqu'aux cadavres qu'ils déterraient. « Dans quelques jours, écrivait, à la date du 3 septembre, le maire de

Strasbourg au ministre de la guerre, Strasbourg ne sera plus qu'un monceau de ruines. Schlestadt, qui vient d'être investi, subira sans doute le même sort. N'avons-nous donc personne pour venir au secours de notre malheureuse Alsace? »

Personne, hélas! et les espoirs des assiégés, — ces espoirs chimériques, espoirs de malades qui se raccrochent à la vie, — se volatilisaient pour ainsi dire de jour en jour comme des bulles de savon. La misère du peuple était grande, la pénurie de projectiles était incroyable. L'incendie de l'arsenal (20 août) ayant détruit 35,000 fusées métalliques, le général avait à peine maintenant de quoi charger ses obus. Et comment répondre alors au feu de l'assiégeant? « Pour ne pas désarmer la place en une semaine, je ménageais ces fusées comme la prunelle de mon œil [1]. » Il en demanda à Paris. Ordre est donné de lui en expédier de Besançon. Après une station à Schlestadt, elles devaient être envoyées sur le Rhin par bateau et arriver au Petit-Rhin où le général les ferait prendre. Les Allemands avertis saisirent ces fusées, et M. de Werder prévint ironiquement le général Uhrich qu'ayant pris livraison de cet envoi, il se chargeait de le lui faire parvenir lui-même *à son jour et à son heure..*

A la fin de septembre, après avoir, lentement, mais à coup sûr, grâce à leur nombre et à leur puissante

1. *Une visite au général Uhrich,* par Antoine Campaux (brochure imprimée à Genève).

artillerie qui leur permettaient de repousser les sorties bravement entreprises par les soldats et les mobiles au cimetière de Sainte-Hélène entre autres, les assiégeants couronnaient le glacis intérieur de la place (27 septembre). Depuis le 24 ils occupaient le glacis de la première enceinte et marchaient à la sape volante jusqu'à la crête du glacis de la demi-lune que leurs sapeurs couronnaient le 25. Dès le 27, leurs batteries de brèche faisaient trou dans le mur d'enceinte. A midi, la brèche était praticable. Les colonnes d'assaut se préparaient. Strasbourg, dont la garnison avait perdu 4,000 hommes sur moins de 12,000 combattants, Strasbourg, qui avait vu plus de 3,000 de ses enfants écrasés par les bombes, la pauvre ville éventrée allait-elle subir encore les horreurs d'un assaut? Elle eût accepté ce duel suprême, les Alsaciens étant de ceux, comme l'a dit un des leurs, M. Seinguerlet, qui tout en parlant allemand se battent en bons Français. Mais l'honneur était sauf, et le général Uhrich pouvait dire, comme il l'écrivait le 19 mars à M. Humann, ancien maire de Strasbourg :

Oui, j'ai capitulé, j'ai rendu Strasbourg, mais après deux brèches ouvertes au corps de place et après que le conseil de défense eut déclaré, à l'*unanimité*, que la résistance ne pouvait pas être prolongée davantage et qu'il y avait lieu d'entrer immédiatement en négociation. Oui, j'ai eu la douleur de capituler et de rendre Strasbourg, après toute satisfaction donnée au devoir et à l'honneur militaire, et j'ai agi ainsi, afin d'éviter à cette cité, déjà si à plaindre,

les horreurs d'un assaut que sa garnison était impuissante à repousser.

Vous dites que c'est *douze* jours après le 15 septembre (date de l'intronisation du nouveau maire, M. Küss) qu'a eu lieu cette capitulation qui vous a tant surpris et que vous cherchez à flétrir; mais vous oubliez donc, monsieur, que *trois* jours après cette même date du 15 septembre, vous oubliez que, le 18, la commission municipale, composée de 45 membres, prenait, à l'*unanimité moins deux voix*, une délibération dans laquelle elle m'exposait les malheurs qui avaient frappé la ville de Strasbourg : elle ajoutait que l'honneur militaire était sauf, que le nouveau gouvernement de la France ne pouvait compter sur l'appui d'aucune puissance étrangère, que je ne pouvais moi-même espérer aucun secours extérieur, et qu'elle me priait, au nom de l'humanité, de mettre fin, par une capitulation honorable, aux souffrances de la population strasbourgeoise.

Depuis le 24 septembre, Strasbourg avait subi le feu de 146 canons rayés de divers calibres et de 83 mortiers.

A deux heures du matin, le 28 septembre, la convention qui mettait fin au siége de Strasbourg était signée, et à huit heures les Allemands prenaient possession des portes de la ville. « Fermons les yeux, si nous le pouvons, disait le général Uhrich dans sa proclamation d'adieu aux habitants de Strasbourg, sur le triste et douloureux présent et tournons-les vers l'avenir; là nous trouverons le soutien des malheureux : l'espérance. — Vive la France à jamais! »

On a surtout reproché au général Uhrich de n'avoir pas, dès le début et avant l'investissement de la place, occupé Schiltigheim et Kœnigshoffen, positions importantes qui lui eussent permis, selon les critiques de retarder le bombardement de la ville. Le général a répondu par l'énumération de ses troupes. Pouvait-il livrer bataille? Et l'artillerie prussienne d'une si forte portée ne l'eût-elle point délogé de ces hauteurs? A cela je ne répondrai pas, mais si je ne défends point le général là-dessus, je lui sais cependant gré, pour ma part, d'avoir, sans attendre le vent, comme Bazaine, subordonné, dès qu'il apprit la proclamation de la république, la question dynastique à la question nationale. Il était bonapartiste; il servait l'Empire avec chaleur. Mais avant tout il était Français et voulut servir la France. Strasbourg tombée, ce ne fut pas à Wilhemshœhe, où se trouvait l'empereur, ce fut à Tours qu'il se rendit pour rendre compte de sa conduite. Voilà, dans tous les cas, une circonstance atténuante.

M. Campaux rapporte d'ailleurs des paroles qui, si elles sont authentiques, rendent le général sympathique et complètent sa physionomie rude et cordiale à la fois, dit son biographe. Un jour, on lui vint annoncer, au quartier général, que son hôtel était envahi, et que des patriotes impatients, furieux, jetaient contre lui des cris de mort. Un officier lui proposait pour le garder de renforcer son piquet : « Comment! dit Uhrich à son état-major, je n'ai pas assez

d'hommes pour garder mes remparts, et je doublerais mon piquet pour mettre en sûreté ma personne! Ma foi, non! Faites ouvrir les portes, et que personne ne tire sur les arrivants. Entre le peuple de Strasbourg et moi, je ne veux ni une balle ni une baïonnette. Ils peuvent prendre ma peau, s'ils la veulent, je m'en soucie comme d'un vieux chiffon; quant à mon honneur, ils ne le saliront pas. »

Le général Uhrich a un fils. Capitaine d'état-major, après avoir combattu à Frœschwiller, il s'était, au lendemain de Sedan, retiré en Algérie, prisonnier sur parole. Souffrant de ne pouvoir défendre son pays, de ne pouvoir surtout combattre sous les yeux de son père, le fils du général écrivit alors au comte de Moltke cette lettre que M. Campaux a publiée dans sa brochure, et qui m'a ému par sa mâle vaillance. Il faut la relire. La voici :

Monsieur le comte,

Je suis fils du général Uhrich, gouverneur et défenseur de Strasbourg.

Capitaine d'état-major, fait prisonnier à Sedan, j'ai engagé ma parole de ne plus porter les armes contre vos troupes pendant cette guerre et je me suis retiré à Alger.

Je suis aujourd'hui dans une mortelle inquiétude au sujet de mon père, exposé journellement aux plus grands dangers. Convaincu que la défense de Strasbourg inspire de l'estime pour celui qui la dirige, je viens vous mettre à même d'en donner une preuve à mon père en vous priant

de demander à S. M. le roi de Prusse de me rendre ma parole et de me faire délivrer un sauf-conduit pour rejoindre mon père dans Strasbourg et y combattre à ses côtés. Une poitrine de plus ne saurait augmenter la force de la place et vous aurez fait un acte digne de S. M. le roi et de vous en rendant au fils d'un ennemi loyal la liberté d'aller se faire tuer aux côtés de son père.

L'honneur d'avoir combattu vos troupes à Wœrth, Beaumont, Mouzon et Sedan, est un titre suffisant, je n'en doute pas, pour appuyer ma demande auprès de vous.

Je ne demande un sauf-conduit que pour moi et pour mes armes. Qu'il soit seulement assez explicite pour que mon entrée dans Strasbourg me soit octroyée sans difficulté par le général qui commande vos troupes devant cette place.

Adresse : à M. Uhrich, capitaine d'état-major, chez M. Camoin, libraire à Marseille. L'arrivée du sauf-conduit me sera signalée par le télégraphe, ce qui m'évitera les deux jours de retard qu'apporterait la traversée de Marseille à Alger.

Veuillez croire, monsieur le comte, que j'ai pour vous le profond respect qu'un général émérite inspire toujours à un militaire.

Le capitaine d'état-major,

J. UHRICH.

M. de Moltke n'a-t-il point reçu la lettre de ce soldat prêt au dévouement? L'ayant reçue, n'a-t-il pas cru devoir faire droit à cette demande d'un fils qui tremble doublement pour son père et pour sa patrie? L'âpre consigne prussienne défendait-elle, même au

roi de relever un ennemi de son serment? Toujours est-il que le capitaine J. Uhrich attendit vainement une réponse favorable, et même une réponse. Sa lettre n'en a pas moins la valeur d'un acte, d'un de ces faits de courage privé qui consolent de la décadence publique. Quant à la conduite du père, un écrivain strasbourgeois seul pourrait prononcer en dernier ressort.

Eh bien, malgré les souffrances dont parle le général, la population de Strasbourg ne voulait point capituler. Elle ne pardonnera jamais à Uhrich d'avoir capitulé. Tandis que nous couvrions de fleurs, à Paris, la statue de Strasbourg, et que ce nom d'Uhrich prenait place, pour nous, parmi ceux des héros, les Strasbourgeois lui reprochaient violemment son inaction, son insouciance, le peu de précautions qu'il prenait; elle mettait au nombre de ses griefs l'espèce de fatalisme avec lequel le gouverneur semblait laisser glisser la ville vers la reddition. Le jugement définitif de l'histoire viendra bientôt. On a vu tout à l'heure, on verra plus loin comment il se défendait de ces accusations qui persistent encore à Strasbourg, et que l'on entend renouveler par tous les habitants. Mais si le chef hésita, se montra faible, inactif, et ne fit que strictement son devoir, la population du moins fut superbe et brave. Avant le bombardement, il existait à Strasbourg 3,600 maisons, renfermant une population de 65,000 habitants, soit une moyenne de 18 habitants par maison. Environ 10,000 per-

sonnes se trouvèrent donc sans abri le 28 septembre. Où loger ces malheureux? On commença par leur ouvrir les établissements publics; ceux-ci, à leur tour, furent incendiés. Quand le théâtre brûla, toute une population se trouva jetée dans la rue. On loua les locaux; on disposa des salles de l'Académie, abandonnées par les autorités universitaires; on mit en réquisition les maisons et les logements, dont les propriétaires avaient fui. Mais que pouvait la charité publique en présence de la grandeur des malheurs qui s'abattaient sur la ville ?

Quelques mois après la capitulation, dit un journal suisse l'*Helvétie*, les établissements de bienfaisance essayèrent de se rendre un compte exact des malheurs causés par le siége; on voulut dresser la liste de ceux qui étaient morts, de ceux qui avaient été brûlés, ruinés, dénués de tout; et il se trouva alors que des familles entières avaient disparu, disparu de la plus absolue façon, sans que personne pût savoir ce qu'elles étaient devenues. Le mari avait été ouvrier; la femme et les enfants étaient restés dans leur maison quelque temps encore; la maison avait été détruite; qu'étaient devenus ceux qui l'habitaient? Nul ne pouvait le dire. Sous ces décombres amoncelés, on découvrira un jour les cadavres oubliés de ces infortunés; on découvrira des ossements humains dans les talus des remparts; on en découvrira dans les cours et dans les jardins des faubourgs. Il y a eu là une accumulation de désastres à faire frémir le plus insensible, à faire reculer d'horreur les petits-fils de ceux qui bombardèrent Strasbourg.

Strasbourg! Uhrich! Tout cela est loin, semble-t-il, et ces deuils sont bien dépassés en misère! Depuis que les Prussiens, après l'entrée solennelle à Strasbourg, ont célébré le service divin au temple Saint-Thomas, les malheurs se sont accumulés sur notre France. Pendant ce temps, les Allemands germanisaient ou essayaient de germaniser l'Alsace, la *porte de Pierre* est devenue *stein Thor*, et ainsi des autres. Les affiches à Strasbourg ne sont plus écrites qu'en allemand. « Mais à chaque affiche nouvelle, dit le *Times*, de petits groupes se réunissent silencieusement, et la seule protestation que rencontrent ces ordres germains est le cri de ; *Vive la France!* tracé au crayon sur le placard. » Un jour, un dimanche, pendant un orage, le vent et la pluie mirent en lambeaux les deux grandes bannières allemandes qui flottent insolemment au sommet du Munster. « Dans dix ans, dans vingt ans, qu'importe! un autre jour viendra, disaient les Strasbourgeois, où les drapeaux prussiens seront enlevés, et on ne les replacera pas. »

Et la ville est toujours en ruine. « Pour la première fois, écrivait en mars, un *reporter,* pour la première fois de ma vie, j'ai trouvé les journaux au-dessous de la vérité dans les descriptions que j'ai lues.

« Des quartiers entiers n'ont plus pierre sur pierre. Tous les édifices publics sont ruinés ou presque irréparables. Toutes les maisons, à une trentaine près,

ont été criblées par les éclats d'obus, par les boîtes à balles, par les balles des fusils de rempart. Toutes les façades portent les cicatrices, et quelques-unes en sont couvertes comme à dessein.

« Dans les faubourgs et dans la ville, les fouilles continuent et amènent les découvertes les plus étranges. Hier je voyais retirer des décombres fumants d'une maison de la rue du Dôme un perroquet encore en chair et en plumes, que la chaux et les cendres avaient conservé tout entier. En remuant les débris de l'effondrement d'un magasin de céréales au quartier Kageneck, on a mis à découvert un brasier qui, depuis près de huit mois, couvait sous un amas de grains carbonisés. »

Pourtant la flèche de la cathédrale de Strasbourg, qui fut frappée à sa base par une bombe le 15 septembre 1870, et dont la chute ne fut empêchée que par les fils du paratonnerre, s'élève de nouveau, comme auparavant, sur le faîte de la pyramide du clocher. L'architecte de la cathédrale, M. Klotz, décrit, dans un rapport au maire, les dispositions techniques moyennant lesquelles on a entrepris et mené à bonne fin ces réparations. Peu de jours après la prise de la ville, le 3 octobre, cette entreprise dangereuse était commencée, elle dura jusqu'à la mi-janvier. Le 21 du même mois, on put enlever l'échafaudage. Le tout a pu être soldé avec la modique somme de 4,200 fr. Le *Courrier du Bas-Rhin* annonçait, l'autre jour, qu'un à-compte de

dix millions de francs est envoyé de Berlin pour la reconstruction des bâtiments de la ville de Strasbourg [1].

Mais cet argent donné par le vainqueur n'effacera que la trace matérielle du bombardement. La haine restera dans l'âme des parents, des amis de ceux qu'ont broyés les obus prussiens. Que si la France sait demeurer libre, l'Alsace redeviendra française. La Prusse le sait bien et, prudente, elle commence déjà à fortifier les environs de Strasbourg. La ligne de la défense s'étendra, paraît-il, à une distance de sept mille pas autour des remparts actuels jusqu'au Rhin, et comprendra Kehl. Mittelhausbergen, d'où la ville a été bombardée, deviendra un point principal, et des plus grands forts y seront établis. Au nord, les fortifications s'étendront jusqu'à Hœhnhom, au sud jusqu'à Illkirch.

Les pièces actuelles n'ayant guère d'effet à une distance de plus de trois mille pas, mais pouvant rarement être placées plus près que deux mille ou trois mille pas des forts, il sera impossible de bombarder Strasbourg. Quelques îles du Rhin seront également fortifiées, de sorte que l'investissement même de cette place de guerre serait très-difficile.

La ligne avancée de défense se composera d'une

1. C'est peu de chose. Les pertes de la population civile s'élèvent à près de 200 millions. A la fin du siége, 500 maisons étaient brûlées, 10,000 personnes sans asile, 200 habitants tués, 3,000 blessés.

vingtaine de forts et d'ouvrages. Ce serait alors un camp retranché, une place de guerre qui ne pourrait être comparée qu'à la place de Metz.

Puis, les Allemands, avec le bronze des canons qu'ils nous ont pris, se proposent d'élever dans l'île des Épis, à côté et peut-être à la place du tombeau de Desaix, un monument gigantesque représentant l'*Allemagne veillant sur le Rhin.* L'Allemagne a raison de veiller. Tant qu'il y aura une France, une âme française, un cœur français, on songera, chez nous, à ramener à la patrie française cette terre d'Alsace et de Lorraine rouge du sang de nos amis. Tant que la nationalité que 89 a formée subsistera dans le monde, nous songerons à l'affranchissement de Strasbourg bombardé et de Metz affamé!

Les Alsaciens condamnés à ce supplice d'être liés à l'Allemagne ont, dès les premiers jours, affirmé leur inébranlable volonté de demeurer attachés à la France. On vous l'avait bien dit, on l'avait répété, *l'Alsace sera une Vénétie;* et voilà en effet que déjà les Alsaciens se redressent sous l'oppression prussienne comme les Vénitiens jadis sous la menace autrichienne. Les gens du peuple, qui ne parlaient que leur patois germain, qui n'entendaient point le français (et c'est la faute impardonnable de la France de n'avoir pas popularisé en Alsace la langue nationale), ces braves gens ont aussitôt appris une phrase française, une seule et qu'ils répètent à tous les Prussiens qui leur adressent la parole en allemand:

— Je ne comprends pas. Je ne sais pas l'allemand, monsieur.

Est-ce tout? Non. A Colmar, dans les familles de petite bourgeoisie, on parlait volontiers l'allemand. On n'y parle que le français. Les Alsaciens gardent leur connaissance de la langue allemande pour insulter courageusement à la force victorieuse. Ils font comme celui de leurs compatriotes qui vient de publier, à Genève, en allemand, au grand scandale de la Germanie lettrée, un volume de vers adressés à l'Allemagne conquérante et qui s'appelle *les Chants de la haine.*

Et que nous contait un publiciste, l'autre jour? Que les dames strasbourgeoises attendent à la gare les soldats français blessés ou prisonniers qui reviennent d'Allemagne par Kehl et que là, leur distribuant du café, du tabac, des cigares, elles saluent ces malheureux d'un grand cri : *Vive la France!* Un jour, les officiers prussiens présents à l'ovation se fâchèrent, agitant leur sabre et roulant de gros yeux. Alors une de ces dames, seule, s'avançant vers les Allemands : « Vive la France, » dit-elle. Et elle ajouta : « A bas la Prusse ! » On la saisit alors, brutalement on la conduit au poste militaire. On la condamne à recevoir vingt-cinq coups de schlague. C'est Haynau bâtonnant les Italiennes, c'est le Russe fouettant jusqu'au sang les Polonaises. Vingt-cinq dames de Strasbourg s'offrirent aussitôt pour recevoir entre elles les coups de schlague auxquels on condamnait la malheureuse, pour partager le supplice, ayant partagé *le crime.* Un coup de

schlague pour chacune, les Prussiens ainsi y trouveraient leur compte. M. de Bismarck-Bôhlen, gouverneur de Strasbourg, intervint à temps pour empêcher cet odieux supplice.

Le fait, tout romanesque qu'il est, est-il strictement exact? Je le crois. Ce qui est indéniable, en tout cas, c'est le lien qui unit la pauvre France à la chère Alsace. Un matin, à Bordeaux, devant le cercueil du dernier maire français de Strasbourg, Gambetta rappelait que la force ne saurait déchirer ce qui est attaché par la reconnaissance et l'amour, et, parlant au cadavre de l'intègre docteur Kuss, il le chargeait, ce mort, de porter à Strasbourg et aux Alsaciens l'ardente expression de nos vœux. « Dites à vos compatriotes, s'écriait éloquemment le tribun, dites qu'ils soient et qu'ils demeurent républicains. Être républicain, c'est avoir en soi, avec la science de la justice, l'esprit d'immolation et le mépris de la mort. L'Alsace républicaine, c'est l'Alsace en lutte morale avec l'Allemagne, c'est l'annexion empêchée à son point de départ, c'est le césarisme allemand limité dans sa puissance, c'est le maintien de toutes les affinités sociales qui unissent le membre amputé au tronc sanglant de la patrie ; ce sont les deux mains tendues l'une vers l'autre jusqu'au jour où la revanche permettra l'étreinte suprême... » Gambetta oubliait la Lorraine, il oubliait Metz, qui ne nous oublie pas [1].

1. Voir à l'*Appendice* le document A.

II.

Le siége de Metz fut moins glorieux, hélas! que celui de Strasbourg, et Bazaine n'aura point dans l'histoire la place que, tout contesté et tout accusé qu'il soit, y occupera Uhrich. Uhrich a été faible; Bazaine fut coupable.

Un général, honnête et héroïque à son heure, le héros de la retraite de Constantine, montait récemment à la tribune de l'Assemblée nationale pour y défendre la conduite du maréchal Bazaine. Le général Changarnier a directement touché le but opposé à celui qu'il voulait atteindre. Lorsque, parlant d'un général en chef, on dit, comme l'a fait M. Changarnier : « Il n'eût malheureusement pas le bonheur d'assister à la bataille de Gravelotte », la plus grande du siége, on ne défend pas, indirectement on accuse. Sans aller plus loin, pour les bonnes gens, pour les plus simples en l'art de la guerre, un général en chef qui, par insouciance ou par une sécurité trop complète, est absent du champ de bataille n'inspirera jamais qu'une médiocre confiance [1].

1. Le curé de Beaumont (en Argonne) a publié un curieux livre sur l'*Armée de Mac-Mahon et la Bataille de Beaumont*. J'en détache cette simple anecdote, strictement caractéristique :

« Pendant la bataille de Beaumont, trois officiers supérieurs

Il faut s'entendre, il est vrai, sur les mots et ne les point grossir outre mesure. « Vous avez eu grand tort, me disait un officier supérieur prussien, de parler si vite de trahison à propos de vos généraux. Ce fantôme de la trahison déconcerte le soldat qui, n'ayant plus confiance, se démoralise et se laisse battre. » C'est que ce fantôme est un fantôme tout français. Nous avons vécu, depuis Waterloo, sur la légende de Grouchy. L'armée française étant déclarée invincible par le chauvinisme national, tout vaincu devient nécessairement un traître. Les Carthaginois avaient aussi cette façon de comprendre la guerre. « Nous sommes trahis. » Ce sont les trois mots que j'ai le plus souvent entendu prononcer depuis le début de la campagne jusqu'à la fin. Je les avais entendu courir comme un frisson la division Montaudon, massée à Sarreguemines, le matin de Forbach. Je n'oublierai jamais l'expression de colère et de dégoût avec laquelle les soldats les prononçaient. Fatigués, ballottés, harassés par les marches et contremarches, allant de Saint-Avold à Bitche, de Bitche à Haguenau, etc., les soldats, se sentant mal dirigés,

se trouvaient dans un salon de Mouzon (à deux lieues au nord de Beaumont); l'un d'eux était au piano : *il continuait à toucher tandis que la canonnade redoublait.* Il ne cessa que sur la prière ferme, pour ne pas dire l'injonction de son hôtesse. La même personne dit : « Pourquoi ne vous portez-vous pas sur le « champ de bataille? — Il répondit : « Nous ne recevons pas « d'ordre. » Comment aurait-il pu en recevoir, dans un salon, lors même qu'on en aurait donné? »

devinant le manque de plan et l'incertitude des chefs supérieurs à l'inquiétude et à la mauvaise humeur des officiers, ils poussaient, avant même les premiers combats, le cri des soirs de défaite : « Nous sommes trahis ! » Une sorte de méfiance, de *mal'aria* morale planaît sur l'armée.

C'est la faiblesse du soldat français. Il n'a point la force de caractère voulue pour supporter la défaite. Sa fantaisie habituelle y devient bientôt de l'indiscipline et du soupçon. Le jour où, dans une armée, tout homme serait réellement un homme, *vir,* intellectuellement, moralement, les fantômes de trahison n'effrayeraient plus personne et cette armée serait invincible. La force d'âme est le grand ressort de salut dans toutes les entreprises humaines.

Quant aux chefs, à ces généraux qui capitulent, qui rendent à l'ennemi plus de cent mille hommes à la fois, des arsenaux entiers, des drapeaux par centaines et des canons par milliers, songeons que leur conduite ne devrait pas simplement être jugée par l'histoire. Un capitaine de navire, lorsqu'il perd son vaisseau, passe en jugement. De ce jugement il peut sortir la réputation nette et même au lendemain obtenir de l'avancement. Sil est prouvé qu'il n'a pas fait son devoir, il est condamné ; s'il est prouvé qu'il n'a fait que strictement son devoir, il est blâmé. Pour que de cette épreuve il sorte pur, il faut que ses juges eux-mêmes déclarent qu'il a fait plus que son devoir,

le premier au péril, le dernier sur le bateau de salut [1].

Est-ce le cas du général Uhrich? Est-ce surtout le cas du maréchal Bazaine?

J'ai lu tout ce qui a été écrit sur Metz, les brochures, déjà fort nombreuses, publiées en France et en Allemagne, les correspondances, les polémiques plus nombreuses encore insérées dans les journaux prussiens ou belges, et je voudrais résumer, en leur empruntant les traits les plus caractéristiques, cet ensemble de documents auxquels chaque jour, on peut le dire, ajoute une page nouvelle.

Juger le siége de Metz, c'est juger Bazaine. Jamais homme eut-il, dans sa vie, une meilleure occasion de s'illustrer à jamais par une victoire sauvant la patrie ou par une obstinée résistance sauvant l'honneur messin que l'ancien général du Mexique? Je l'avais vu arriver à Metz, au début de la guerre, petit, rond, le visage placide, l'air débonnaire, sous un paletot gris, traçant des dessins du bout de sa canne sur la poussière de la gare de Frouard. J'avais, comme tant d'autres, une absolue confiance dans ce soldat qui semblait prêt à faire la guerre en pantoufles, d'un air dégagé et certain de la victoire. La France, on peut le dire, comptait sur lui comme sur le sauveur. Pouvait-il arriver à un autre dénoûment que la capitulation? Oui, le 16 août, au soir, il pouvait, d'un effort puissant, trouer l'armée qui allait l'étreindre et ga-

1. Voir à l'*Appendice*, pièce B, l'opinion de l'archiduc Albert d'Autriche sur *la Responsabilité dans la guerre*.

gner la route de Verdun. Voilà ce qui est certain, au dire même des officiers allemands. Et plus tard encore, en sacrifiant un peu de cette garde impériale qu'il conservait pour la réserve, il pouvait passer. Mais, disait un colonel bavarois, *il fallait du génie pour concevoir un plan!*

De l'étude sincère, impartiale, de toutes les pièces officielles ou signées de noms de témoins autorisés que j'ai compulsées, il résulte en fin de compte que le commandant en chef de l'armée de Metz a sinon paralysé la défense, du moins laissé couler vers une pente douce ce siége qu'il pouvait relever, en le faisant glorieux, d'un brusque mouvement. Le témoignage du général Deligny, général de division, commandant la première division d'infanterie de la garde (voltigeurs) est, ce me semble, irréfutable là-dessus[1]. N'ayant pas donc tout tenté, tout osé, tout risqué, pour sauver l'armée, le général en chef de l'armée de Metz n'a pas fait son devoir. Entre le surnom de glorieux Bazaine que lui donnait Jules Favre et l'épithète de traître que Gambetta lui jetait à la face, il y a la vérité — et le verdict de l'histoire est terriblement sévère, sans aller pourtant jusqu'à l'injustice.

Dans le *Rapport sommaire* sur les opérations de l'armée du Rhin, du 18 août au 29 octobre 1870, le maréchal Bazaine a pris soin de se défendre officiellement contre ses accusateurs. Le maréchal y veut

1. *Armée de Metz*, par le général Deligny (Munster et Paris).

prouver que, du 14 août, jour du combat de Borny, jusqu'à la fin d'octobre, il a constamment subi des échecs ou s'est constamment heurté à des difficultés si grandes qu'il lui a été impossible soit de se retirer sur Verdun au 15 août, soit de rejoindre Mac-Mahon au 31, soit de se jeter vers Thionville en septembre, soit de tenter un nouvel effort en octobre.

Le résumé des opérations est celui-ci : le 14, bataille de Borny. L'empereur nous la donne, pour sa fête, comme une victoire. En réalité, bataille indécise et même inquiétante, la concentration de nos troupes sur le plateau de Gravelotte ayant été interrompue par l'attaque de l'ennemi. Le 16, bataille de Rézouville. « *Bataille gagnée,* » télégraphiait Bazaine en août. Aujourd'hui, le maréchal nous dit que ses vivres et ses munitions étant épuisés, il lui était impossible de profiter, le soir du 16 août, de ses avantages. Donc, bataille inutile. Comment, à quelques kilomètres de Metz, se trouver sans vivres suffisants et sans cartouches sur un terrain disputé et presque arraché à l'ennemi. Le 17, Bazaine évacue ses blessés sur Metz et aligne ses vivres, tandis que l'ennemi se masse, formidable, et reçoit de terribles renforts d'artillerie qu'il n'avait pas (le maréchal l'avoue lui-même) le 16 au soir. Le 18, attaque des Prussiens, l'ennemi nous repousse. Le 19, l'armée se replie sous les forts de Metz, et *dès ce jour* (rapport de Bazaine) *elle resta sur la défensive.* Dix jours se passent. Le 31, Bazaine essaye de rejoindre Mac-Mahon. Deux jours de combat.

Le 31, nous enlevions Servigny; le 1er septembre, l'ennemi nous le reprenait et forçait le maréchal Le Bœuf à abandonner Noiseville. Bazaine ne semblait pas s'en émouvoir. « Cette opération, qui dura deux jours, dit le général Deligny, et qui nous coûta au delà de 2,000 hommes mis hors de combat, n'avait été ni préparée avec soin ni bien conduite, et le général en chef ne s'était proposé aucun but sérieux, car celui qu'il a laissé entrevoir eût été obtenu s'il l'avait poursuivi avec la volonté de l'atteindre. Il lui eût suffi de commencer l'action deux heures plus tôt, le 31... et de donner des ordres dans la matinée du 1er pour que l'offensive fût vigoureusement reprise. »

Cette bataille de Servigny ou de Noisseville fut la dernière que livra Bazaine. Je ne compte plus les petits combats de Chieulles et de Peltre, même le combat de Ladonchamps. Il était évident que, désespérant de rompre le cercle qui l'enserrait, Bazaine laissait aller comme au gré du hasard le siége de Metz *l'Inviolée*. Il ne prenait même pas la peine de se montrer à ses soldats, de leur adresser souvent de ces proclamations qui relèvent, réveillent, stimulent le moral d'une armée. Au lieu d'électricité il semblait ne distribuer que de l'opium. Tous les témoignages des officiers de l'armée du Rhin s'accordent là-dessus. Un officier supérieur prussien a publié une brochure fort bien composée, pour prouver que l'armée prussienne ne pouvait point ne pas vaincre l'armée du Rhin et que général en chef, officiers et

soldats de Metz ont fait leur devoir [1]. Le témoignage est certes d'un ennemi généreux, mais j'eusse été fort étonné d'y apprendre que Frédéric-Charles n'était pas enchanté de la tournure que prenaient les événements.

A coup sûr l'inaction de l'assiégé ne déplaisait pas au prince. Il était enchanté que nos généraux tinssent ainsi nos soldats au repos. Les siens n'avaient à braver que l'épidémie. On lui prêtait même, dans l'armée, cette plaisanterie : il aurait donné ordre à ses tirailleurs d'épargner les généraux français qui lui rendaient trop de services. Propos de caserne ou de campement, plaisanterie inventée par quelqu'un de nos grenadiers, quelque loustic. Ne la prenons pas au sérieux, mais peut-on nier qu'elle ne caractérise l'esprit même de notre armée et ne montre ses sentiments de défiance à l'égard des chefs?

Ces malheureux soldats souffraient, en effet, et voyaient chaque jour croître leurs souffrances. Ils s'usaient, se débilitaient dans l'oisiveté atroce d'un campement malsain. La pluie, le froid s'abattaient sur ces misérables tentes dont les vents d'orage arrachaient les piquets et faisaient voler les débris. Ces mêmes soldats qui supportaient les plus dures misères dans les tranchées, devant Sébastopol se désolaient de leur inaction, au Ban-Saint-Martin, et se plaignaient avec amertume de tous ces maux; c'est

1. *La Guerre autour de Metz,* par un général prussien (Cassel, 1871). Conclusion : *Le maréchal eut raison de capituler.*

qu'ils attaquaient en Crimée et que devant Metz ils se défendaient. Le caractère français veut la marche en avant, le succès, — le succès, cette fumée qui ne va pas toujours au plus digne. Puis, les estomacs avaient leurs douleurs après les âmes. Mauvaise nourriture et insuffisante. Le rationnement, cette famine dissimulée, affaiblissait les plus robustes. Les muscles et l'esprit étaient las. Quelles tortures! Mais la lutte, la bataille, la mort, eussent été cent fois préférables à ces soldats enfermés dans leurs fossés pleins de vase. Verser leur sang les eût moins effrayés que patauger dans cette boue. Cependant les jours passaient, la famine croissait, la maladie venait, et Bazaine n'agissait pas.

Alors que d'angoisses, de misères, de tiraillements de la faim plus effroyables que les frissons de la blessure!

N'ayant pas de vivres, les soldats devenaient maraudeurs. La guerre n'a peut-être jamais été aussi durement flétrie que par ce double rapport, à propos de quelques tirailleurs des nôtres à qui des Polonais des avant-postes ennemis avaient donné quelques gouttes de rhum, du café, du riz :

« Malgré un cordon serré de tirailleurs, dit Canrobert dans un rapport, un grand nombre d'hommes, trompant toute surveillance et se faufilant à travers le bois de Woippy, se sont trouvés en présence d'un poste prussien de quatorze hommes près de Sainte-Agathe : ce poste les a appelés par signes. Nos

hommes ont répondu à cet appel, et les ennemis, qui sont du duché de Posen, leur ont offert à boire, leur ont fait manger de la soupe, et ont arraché pour eux des pommes de terre. Je donne des ordres pour que ce fait ne se renouvelle plus. »

Et M. Ch. Fay, lieutenant-colonel d'état-major, écrit, à ce propos, dans son intéressant journal :

« Seulement comment arrêter des hommes poussés par la faim? C'est du moins l'avis de quelques bonnes âmes comme celle de ce soldat de la landwehr prussienne malheureusement tué ces jours-ci aux avant-postes : « Les Français nous font pitié, écrivait-il à sa femme dans une lettre trouvée sur lui, ils meurent de faim, et ils viennent gratter la terre devant nous pour avoir des pommes de terre et des racines. Nous les laissions faire. Mais le prince Frédéric-Charles, qui a eu connaissance de tout cela, a donné l'ordre d'empêcher cette récolte, et force nous est de tirer sur ces malheureux[1]. »

Pauvre armée française, ainsi réduite à ce métier fauve, à ces rapines cachées, à cette récolte frauduleuse des fruits poussés en terre française ! Et pendant que ces maux croissaient, le maréchal s'occupait à je ne sais quelles intrigues qui forment à côté de ce drame sombre une sorte d'ironique vaudeville, à peu près ignoré en France, mais qui a fort égayé, à nos dépens, l'Angleterre. Peut-être est-il bon de le

1. *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, page 233.

raconter ici. Les faits de guerre survenus autour de Metz sont connus, les petites intrigues de l'intérieur de la ville sont plus ignorées.

L'incroyable frivolité de nos anciens gouvernants, de nos généraux, de tout le personnel politique et militaire de l'Empire, apparaît surtout, et à un incroyable degré, dans l'épisode invraisemblable, quasi-fantastique du sieur Régnier. Il n'est pas probable que l'histoire offre un exemple aussi frappant du rôle que peuvent jouer dans les grands événements les infiniment petits. Le décousu, le côté bohème du dernier régime, y apparaissent sous une forme épique.

Ce M. Régnier a publié à Bruxelles, à propos des négociations entreprises par lui, une brochure qui ressemble à un libretto d'opéra-comique sorti d'un cerveau mal pondéré. Je ne sais quel est cet homme dont le nom demeurera vraisemblablement historique, à côté des agents célèbres et des illustres chercheurs d'aventures des temps passés, Fauche Borel, ou le chevalier d'Eon. A lire sa brochure (1), on devine ou l'on suppose en lui un de ces personnages entreprenants qui, par conviction souvent autant que par intérêt, tentent de mener à bien les plus invraisemblables choses. Il se déclare, dans une préface, satisfait de ses vingt mille livres de rente et de la

1. *Quel est votre nom? Une étrange histoire dévoilée.* (Bruxelles, 1 broch. in-8°, 1870.)

maison de commerce qu'il gère depuis six ans sous le nom de sa mère. Il est né, dit-il, en 1822, à Paris, et il a étudié, sans intention de les exercer, la médecine et le droit. Au physique, le portrait qui accompagne sa publication nous montre un homme solide, la moustache et les cheveux gris, et blanchis avant l'âge, une ronde bonhomie empreinte dans sa physionomie qui rappelle, par son ensemble, l'expression bourgeoise du visage de Bazaine. Mais à quoi bon s'occuper de la personnalité même de M. Régnier? Il n'est qu'un agent subalterne de la destinée, agent volontaire soldé, et, dans tous les cas, en remplissant dans ce terrible drame son rôle de comparse ou plutôt d'*utilité,* il aura pour sa bonne part, contribué à la chute de Metz, cause principale de la suprême défaite de la patrie.

Le 4 septembre avait vu fuir les plus fidèles servants de la dynastie impériale. Presque tous avaient quitté la partie lâchement : ces condottieri et ces conspirateurs fuyaient. Ceux qui n'insultaient pas leurs anciens maîtres étaient rares. Après avoir filé sur la Belgique, qu'elle traversait en hâte, celle qui avait été l'impératrice de France cherchait un asile en Angleterre, à Hastings, avec quelques fidèles groupés autour d'elle, pleins d'amertume et de regrets. Il est assez facile d'approcher les souverains tombés et de se faire, pour les servir, pour préparer leur rentrée ou leur revanche, l'inventeur de quelques machinations. M. Régnier écrivit à Mme Lebre-

ton, dame d'honneur de l'impératrice et sœur du général Bourbaki, une lettre qu'il la priait de remettre à l'impératrice : M. Régnier conseillait à la *régente* de faire valoir ses droits en dépit de la révolution du 4 septembre, et si elle ne pouvait se trouver en sûreté dans un département français, de se rendre à bord de la flotte, « de cette flotte qui a reçu l'impératrice avec tant d'enthousiasme à son départ pour la Baltique, » et de faire, là, preuve de gouvernement *de jure et de facto*.

« La régente, disait M. Régnier, ne doit pas quitter le territoire français. *Mais la flotte impériale est le territoire français*. Que l'impératrice régente date donc de la flotte quatre proclamations : aux gouvernements étrangers, à la flotte, à l'armée et au peuple français. » A la flotte elle confiera ses destinées et celles de l'Empire ; un navire, comme la frêle barque antique, portera César ou plutôt le césarisme et sa fortune ; à l'armée, on montrera qu'elle doit s'unir pour combattre les hommes du 4 septembre, les *quelques avocats associés à ces conspirateurs perpétuels qui dirigent tous les bas-fonds des états*. M. Régnier, on le voit, raisonne déjà comme va tout à l'heure raisonner le maréchal Bazaine. Il est même possible que ce soit lui, cet obscur comparse, qui ait développé dans l'esprit du maréchal ces rêves de restauration et de combat pour l'*ordre*.

M. Régnier, dès le début, se charge au surplus de tout arranger, et le consentement de l'impératrice

une fois obtenu, d'aller trouver l'empereur à Wilhemshœhe après avoir fait viser son passe-port par les autorités prussiennes. C'est un entrepreneur de traités de paix, une sorte de commis voyageur en restaurations bonapartistes. D'ailleurs, ardent, insinuant, infatigable, une sorte de Figaro d'un nouveau genre. La tête toute bouillante et gonflée de ses projets, il arrive le 14 septembre à Hastings, descend à Marine-Terrace, demande Mme Lebreton, s'efforce de voir l'impératrice, qui ne reçoit pas, qui d'ailleurs ne croit pas à la possibilité de réussir et répète la leçon qu'elle va tant de fois redire : qu'elle ne bougera point, n'agira point, que l'intérêt de la France passe avant celui de la dynastie. Au fond, elle a peur de la France. On l'a vu, par ses lettres à Napoléon, son idéal est le peuple turc :

« Quand on voit les autres peuples, on juge et apprécie bien plus l'injustice du nôtre ! » Régner sur des fellahs, c'est tentant en effet. On peut les gouverner même sans avoir recours aux plébiscites, manœuvre immorale et fausse, donnant un résultat factice, une infidèle image du pays, *instrumenta regni*, renouvelés de Commode et de Caracalla.

Aux scrupules effrayés de l'impératrice, M. Régnier réplique, dans une nouvelle lettre toujours remise à l'impératrice par l'intermédiaire de Mme Lebreton, que la dynastie a deux refuges. Lesquels ? *La Corse et la flotte*[1]. Peine perdue.

1. Tous ces détails sont empruntés à l'étonnante brochure de M. Régnier.

L'impératrice, paraît-il, ne voulait rien entendre. Elle se refusait ou elle hésitait à accréditer M. Régnier auprès de son époux. M. Régnier pourtant tenait à son projet. Lorsqu'on s'est mis en tête de sauver un empire, fût-ce par les moyens romanesques par lesquels les mousquetaires de Dumas prétendaient sauver Charles Ier, on y tient. M. Régnier s'adressa à M. Filon, le précepteur du prince, l'auteur de la dernière dépêche de l'Empire s'évaporant. « Ah! si MM. Rouher et Jérôme David pouvaient décider l'impératrice à vous écouter! » dit M. Filon. Mais bah! M. Régnier avait bien besoin de MM. David ou Rouher, il était seul et, seul, voulait réussir. Médée n'était pas plus confiante. *Moi, dis-je, et c'est assez.*

« Il était neuf heures et un quart du soir, raconte M. Régnier, et je fis à M. Filon (entre parenthèses, il l'appelle *Fillion*), qui devait à neuf heures et demie assister au coucher du prince, la demande suivante : « Je vais vous apporter une grande photographie « d'Hastings que j'ai à l'hôtel ; vous prierez le prince « impérial d'y mettre un mot pour son père. Ce sera « pour moi le motif apparent de mon voyage et me « servira de présentation ; vous en parlerez ce soir à « Sa Majesté. Si elle y consent, vous me la remettrez « demain à sept heures du matin ; si elle s'y refuse, « vous la déchirerez. » Il n'y vit pas d'inconvénient, présenté sous cette forme, et dix minutes après, je lui remis une parcelle contenant une vue photographique de Hastings et deux vues stéréoscopiques du même

endroit. Le lendemain 17 septembre, à sept heures du matin, je me présentai dans sa chambre à coucher, comme il avait été convenu, et de son lit il me remit la photographie au bas de laquelle se trouvaient les mots suivants : « Mon cher papa, je vous envoie les « vues d'Hastings; j'espère qu'elles vous plairont », et les deux vues stéréoscopiques derrière lesquelles étaient signés les mots « *Louis Napoléon.* » Il me dit que Sa Majesté l'impératrice avait consenti à ce que ces papiers me fussent remis, mais qu'elle avait ajouté : « Dites à M. Régnier qu'il doit y avoir du dan- « ger à exécuter son projet; que, donc, je lui conseille « de ne pas le mettre à exécution. »

Mais M. Régnier n'était pas homme à s'arrêter devant une observation pareille. Il a du sang des grands tripoteurs d'affaires dans les veines; le danger excite de telles gens. Il voulait mettre au service de l'impératrice le dévouement qu'eut jadis pour la reine le chevalier de Rougeville, plus célèbre sous le nom du *chevalier de Maison-Rouge,* et qui, lui, était en outre un espion [1]. Ce n'est point sans dessein que je rapproche M. Régnier de tous ces héros de roman.

1. Une commission militaire formée à Reims, dit le *Journal de l'Empire,* a condamné à la peine de mort le nommé Rougeville, émigré rentré, accusé et convaincu d'intelligences avec les armées russes. Une lettre qu'il adressait au prince Volkouski, et qui a été interceptée par un détachement français, a prouvé jusqu'à l'évidence la trahison de cet individu. Au moment de son arrestation, on a d'ailleurs trouvé dans ses papiers la minute de

M. Filon remettait à sept heures du matin cette signature du jeune Louis : cela suffisait à M. Régnier pour s'introduire au camp prussien et au château impérial. C'était le *Sésame, ouvre-toi* des deux antres. A sept heures trois quarts, sans plus tarder, cet homme actif partait pour Londres.

Comment il put de là passer en France, de Charing-Cross gagner Calais, de Calais Amiens et d'Amiens

cette lettre que nous croyons devoir faire connaître, pour apprendre à tous les Français de quelle manière les Russes récompensent ceux qui sont assez infâmes pour servir les ennemis de leur patrie.

« Prince,

« Deux fois j'ai été assez heureux d'être utile à vos combinaisons dans les reconnaissances que vous avez ordonné de faire le 17 à Épernay, et le 23 sur Villers-Cotterets. Deux fois j'ai accompagné volontairement l'officier de cosaques, parce que d'abord je connaissais les chemins et tout ce qui a rapport à des démarches aussi importantes, comme ancien officier de cavalerie, et ensuite parce que je suis plein de zèle pour vos armées. Mais c'est avec douleur, mon prince, que je rappelle à votre souvenir que le 17, pendant que j'étais absent et que je vous étais utile, on m'a totalement pillé à ma campagne de Bas-Lieux, et pour surcroît, avant-hier 23, on m'a mis chez moi, en ville, le corps de garde du général Woromzof, tandis qu'il devait être vis-à-vis son logement dans une maison qui est vaste et libre.

« Si Votre Excellence a la bonté d'apprécier le zèle et l'ardeur qui me guident pour ses armées ; si elle a aussi la bonté de les approuver, je ne lui demande pour toute grâce que de me faire restituer mes six chevaux de labour qu'on m'a pris, et ensuite de donner ordre que l'on me retire de chez moi le corps de garde pour être placé dans la maison n° 4, vis-à-vis la demeure du général.

(*Journal de l'Empire,* lundi 14 mars 1814.)

Meaux, où il comptait trouver le chancelier de la Confédération du Nord, il faut le lire dans sa brochure même. Au moment où il arrivait à Meaux, le maire, M. Geoffroy, lui apprenait que M. de Bismarck venait de partir avec le roi pour Ferrières, où les attendait M. Jules Favre. Les heures valaient donc des siècles. M. Régnier se précipite chez un loueur de voitures et le prie, le supplie de le conduire à Ferrières. Il y arrive le mardi 20 septembre, à dix heures du matin. Ce jour-là justement, à onze heures, devait avoir lieu entre le représentant du roi de Prusse et celui du gouvernement de la défense nationale l'entrevue fameuse qu'a racontée M. Jules Favre dans ses circulaires. M. de Bismarck, fort empêché de la situation nouvelle que faisait à l'Allemagne la proclamation de la République, combattu par le double désir de conclure la paix et d'écraser avec la France la démocratie et la forme républicaine, hésitant, ennuyé, pris entre les besoins de repos de l'armée et de la nation et les velléités conquérantes du roi et du parti militaire, M. de Bismarck se demandait s'il allait traiter, avec qui traiter, et hochait la tête en se disant que traiter avec l'Empire était impossible et que faire la paix avec la République était ennuyeux pour un gouvernement féodal. Or M. Régnier se jetait au milieu même de ces préoccupations. C'était, on l'avouera, arriver à propos.

M. Régnier se présente; on le fait attendre, il insiste, il prononce le nom d'*Hastings* aux oreilles de M. de Hastfeld. Le comte écrit un mot, et cinq minutes

après, M. de Bismarck descend, salue M. Régnier et le conduit lui-même, *tête nue*, dans son cabinet au premier étage.

« Il s'assit devant son bureau et me pria d'en faire autant. J'ouvris mon grand portefeuille, en tirai la vue photographique d'Hastings sur laquelle le prince impérial avait écrit : « Mon cher papa, je vous envoie « ces vues d'Hastings; j'espère qu'elles vous plai« ront. *Louis Napoléon.* » et la lui montrai. Après qu'il l'eut considérée quelque temps, je le regardai fixement et je lui dis : « Je viens, monsieur le comte, vous demander une passe qui puisse me permettre de me rendre à Wilhemshœhe et de remettre cette photographie à Sa Majesté. » Il me regarda fixement aussi, me prenant évidemment pour un envoyé très-discret de la régente; il y eut un moment de silence, puis il dit : « Monsieur, notre situation est celle-ci : « Que peut-on nous offrir? Avec qui pouvons-nous « traiter [1]?... »

Et M. de Bismarck réédite à l'usage de M. Régnier la théorie toute prussienne des *garanties* territoriales. M. Régnier glisse doucement dans l'entretien que Metz et Strasbourg capitulant au nom de l'empereur, et l'armée du Rhin étant spécialement destinée à rétablir en France l'*ordre et l'Empire,* la paix sortirait facilement d'une telle situation. Eh ! sans doute. Le ministre prussien le voit bien. Mais pourquoi M. Ré-

1. Voy. la brochure en question (5e édit., page 22).

gnier vient-il si tard? Quel dommage! car M. Jules Favre est là qui attend. L'heure du rendez-vous est même passée. M. de Bismarck regarde sa montre : il est en retard, il clôt l'entretien. M. Régnier lui laisse le premier numéro du journal bonapartiste de M. Hugelmann, *la Situation*, et, sans plus de façon, s'en va sabler le château-la-rose et le moët frappé que lui fait servir M. le comte de Hastfeld. Raconté-je un roman? Non pas, encore une fois; ceci, comme dirait Diderot, n'est pas un conte.

M. de Bismarck ne me paraît pas avoir été fâché de l'arrivée de l'émissaire. C'était peut-être, non le dieu, certes, mais le *nebulo ex machinâ* qui pouvait terminer la guerre. Le lendemain il lui envoyait par son lieutenant de police un laisser-passer en bonne forme, avec recommandation spéciale du quartier-maître général [1].

1. M. Régnier a, s'il vous plaît, fait autographier l'original en allemand :

« Je requiers les officiers commandants des troupes alliées de laisser passer sans empêchement M. Régnier, et de lui facilite son voyage autant qu'il sera possible.

« Ferrières, 20 septembre 1870.

« VON BISMARCK.

« Tous les détachements de troupe sont requis d'exécuter ce qui est ci-dessus.

« Quartier général, Ferrières, le 20/9 70.

« *Le quartier-maître général,*

« Prince PODBIELSKI. »

M. Régnier, partant aussitôt pour Metz dans une voiture appartenant à M. de Rothschild et réquisitionnée par les Allemands, demandait alors à M. de Bismarck l'autorisation de laisser sortir de Metz, au moyen d'un déguisement et d'une ruse qu'il indiquait, un des généraux sous les ordres de Bazaine. Il fallait bien que, la promesse du maréchal une fois obtenue, l'ex-impératrice pût être avertie et donnât son consentement. M. Régnier proposait de laisser sortir de Metz ou Canrobert ou Bourbaki. Si M. de Bismarck consentait à la sortie du maréchal Canrobert, il n'avait qu'à télégraphier à M. Régnier, à l'état-major de l'armée allemande à Metz, ces mots : « *Vous avez égaré des papiers.* »

Pour la sortie du général Bourbaki, M. de Bismarck télégraphiait : « *Vous avez égaré des effets.* »

Cette autre phrase : « *Vous n'avez rien égaré du tout,* » équivaudrait à un assentiment pour une sortie au choix de M. Régnier. Pas de télégramme signifiait un refus.

Quels bizarres arrangements entre cet homme et le tout-puissant chancelier de la Confédération du Nord ! M. de Bismarck répondit à M. Régnier qu'il n'avait égaré ni ses lettres, ni ses papiers, ni ses effets, ce qui signifiait : « *Faites sortir de Metz qui vous voudrez !* » — M. de Bismarck me paraît, dans toute cette affaire, terriblement pressé de conclure la paix et, comme il devait le dire plus tard, de *tuer la bête.* Il ne s'inquiète guère de la façon dont M. Régnier fera

sortir de Metz un général français. Mais sur ce point, comme sur tant d'autres, M. Régnier a son idée — fort originale :

« Je quitterai, écrit-il à M. de Bismarck, vos postes avancés près de Metz en ordonnant à la voiture de m'attendre ; je serai enveloppé d'un châle qui me cachera une partie de la figure et j'annoncerai mon retour pour six heures du soir. On pourrait ne pas regarder de trop près lorsque je sortirai. Dans le cas où le maréchal Bazaine accéderait à toutes mes conditions et que le maréchal Canrobert ou le général Bourbaki, auquel j'ai donné l'indication exacte de tout ce qui doit s'exécuter pour la réussite de mon plan, consentirait à l'appuyer de toute son influence sur l'armée, il pourrait sortir avec mes papiers, vêtu de mes habits, enveloppé de mon châle, après avoir donné sa parole qu'il ne serait pour personne au monde, excepté pour Sa Majesté l'Impératrice, que M. Régnier. Il résiderait dans ma famille à Hastings, et ne sortirait que le soir, sur la jetée. »

Ce règne est plein de ces déguisements, de ces travestissements de vaudeville. On n'a pas oublié M. Émile Ollivier se glissant à Compiègne, un cache-nez sur le visage pour voiler ses lunettes, et entrant auprès du souverain par la petite portée dérobée discrètement entr'ouverte par Piétri. O divertissements d'une opérette terminée en tragédie ! Petits revers des médailles de plâtre !

M. Régnier est d'ailleurs singulièrement indiscret en divulguant toutes ces intrigues, lui qui, en adres-

sant la lettre qu'il imprime à M. de Bismarck, s'en rapporte à l'honneur du Prussien du soin de la brûler : « *J'aime mieux m'en remettre à l'honneur de Votre Excellence du soin de la brûler une fois lue.* » M. de Bismarck a-t-il brûlé? On l'ignore. Toujours est-il que M. Régnier ne brûle pas : il imprime et il publie.

Je tiens à le redire, à le répéter encore, n'est-ce pas là une bouffonnerie incroyable, une de ces farces hyperboliques comme en ont inventé tant de fois les amuseurs du second Empire? Quel pêle-mêle étonnant et quel amalgame bizarre de personnages, grands et petits!

Quoi! c'est ainsi qu'est faite l'histoire? Un inconnu de médiocre intelligence, comme ce Régnier, peut s'amuser à tenir les fils d'une intrigue où dansent, devenus marionnettes, des pantins qui s'appellent Bazaine, Bourbaki et même Bismarck!

En vérité, cette parodie stupéfie. Ces maréchaux, ces ministres, ces généraux, ces diplomates, cette impératrice jouant un rôle dans la comédie inventée par cet homme! N'y a-t-il pas là de quoi divertir le philosophe, ou plutôt n'y a-t-il pas de quoi amèrement, profondément, à jamais l'affliger, lorsqu'il songe que cette pantalonnade atroce, cette comédie sinistre, cette parade incroyable se joue aux dépens de la France? Oui, c'est le sort de la patrie, c'est la vie de millions d'hommes que tiennent dans leurs mains ces personnages! C'est la fortune de Metz investie, c'est la liberté de Paris assiégé, c'est le salut de nos pro-

vinces dévastées, rançonnées, égorgées! Et voilà la plaisante aventure où se lancent ses anciens maîtres, ses défenseurs et ses bourreaux! Pauvres peuples livrés à de tels gens! Et n'en vient-on pas à mépriser l'histoire et à railler le sort quand on voit de quelle trame l'une est tissée et quels doigts agitent et font mouvoir la destinée! Soyez donc un génie, — génie funèbre, soit, mais cerveau puissant, — comme Bismarck, pour être ainsi dupé, ou plutôt non, pour servir de compère à un diplomate d'aventure, et soyez le peuple de France, si grand jadis, si malheureux aujourd'hui pour être vendu, acquis ou troqué par de tels acheteurs!

Malgré la passe accordée par M. de Bismarck, M. Régnier n'était point encore dans Metz. Il lui manquait, pour y entrer, l'assentiment du généralissime de l'armée allemande, le prince Frédéric-Charles. Celui-ci, devant le désir de pénétrer dans une citadelle assiégée, exige au moins des renseignements sur le but de la visite. « Je lui expliquai, écrit l'agent, l'utilité qu'il pouvait y avoir à ce que le gouvernement de la régence traitât lui-même de la paix, en s'entourant, dans une ville française non envahie, des Chambres, du Sénat et d'une partie de l'armée avec un maréchal de France à sa tête. Il m'accorda d'entrer de suite à Metz. » Un colonel offre sa voiture à M. Régnier, qui, certes, n'a pas à se plaindre de l'ennemi; on fait huit kilomètres de chemin, on arrive aux avant-postes, on fait les sonneries d'usage. Les

clairons français répondent. Voilà le parlementaire dans nos lignes.

Enfin M. Régnier arrive à Metz. C'est le 23 septembre. On le conduit au quartier général. Le maréchal Bazaine, « *qui était en très-bonne santé et faisait sa partie de billard,* » l'introduit dans son cabinet. On cause. Le maréchal proteste de son dévouement à l'Empire, assure à M. Régnier que l'armée de Metz est bonapartiste [1], et lui montre, entre temps, ses lettres à Frédéric-Charles et les réponses du prince prussien. Que dire (en passant) de ce chef d'armée qui entre en correspondance suivie avec l'ennemi et reçoit et envoie des billets, tandis que ses soldats reçoivent et envoient des balles?

D'ailleurs, Bazaine comprend parfaitement et vite ce que M. Régnier demande. « Au bout de deux heures, tout était nettement résolu, tracé; le maréchal me donnait carte blanche. » L'agent volontaire d'Hastings s'est repenti, plus tard, de n'avoir demandé au maréchal qu'une signature au bas de la fameuse photographie, à côté du nom du prince impérial. Il croyait que ce simple autographe de Bazaine suffirait à M. de Bismarck pour que le chancelier de la Confédération vît en lui, Régnier, le représentant de l'armée française. Mais, après tout, on ne prend point M. de Bismarck sans vert, et le Germain ne s'en rapporta point à la parole de M. Régnier.

1. On l'a bien vu par les protestations des officiers français contre toute restauration impériale.

M. de Bismarck télégraphie donc au maréchal : « *Le maréchal Bazaine autorise-t-il M. Régnier à traiter de la reddition de l'armée de Metz?* » — A quoi M. Régnier fit ajouter : « En restant dans les conditions convenues avec ce dernier. » (Ce qui signifiait : en réservant la garnison de Metz.)

Le lendemain, le maréchal répondait : « Je ne puis répondre affirmativement à ces questions. J'ai dit à M. Régnier que je ne pouvais disposer de la capitulation de Metz. » Réponse évasive. Il n'avait été convenu, prétend M. Régnier, que *de l'armée sous les murs de Metz.*

Dès qu'il y a confusion, ambiguïté, M. de Bismarck se retire. Il cesse les négociations. Que M. Régnier aille mieux faire valider et expliquer ses pouvoirs. Jusque-là, bouche close. Mais le temps presse; M. Régnier insiste, persiste. Seulement M. de Bismarck n'entend plus rien. M. Régnier n'hésite pas : il retournera à Hastings; il y retrouvera le général Bourbaki, sorti de Metz, non pas sous le cache-nez de M. Régnier, mais en bourgeois et parmi des ambulanciers internationaux qui avaient obtenu d'entrer à Metz et d'en sortir pour soigner et emmener des blessés. Pauvre général Bourbaki! On lui dit : Chislehurst vous demande, allez à Chislehurst. Mais c'est quitter son poste! c'est abandonner la ville où le devoir doit le retenir! — Après tout, il s'agit du pays. On le démontre clairement au général, dont la tête est peu faite pour les combinaisons et les com-

plications diplomatiques. Le maréchal Bazaine le presse d'ailleurs. Bourbaki accepte, il partira ; Canrobert aussi serait parti à la place de Bourbaki, mais il boitait. Sa jambe le retenait au rivage. Ainsi poussé et conseillé, Bourbaki sortit de Metz.

Bourbaki arrive à Cambden-Place, près Chislehurst. Il se présente à l'ex-impératrice, étonnée, stupéfaite. Le général se croyait attendu.

— Vous m'avez demandé, me voici !

— Mais personne ne vous demandait. On ne vous attend pas. Que venez-vous faire?

Voilà un général écrasé, furieux, dupé et terriblement mécontent.

Il écrit à lord Granville, le priant d'intercéder auprès du roi de Prusse pour lui demander la permission de traverser de nouveau les lignes ennemies et rentrer dans son commandement. (*Standard* du 5 octobre.) Il jette feu et flammes contre ce M. Régnier, qui l'a fait sortir de Metz. Il écrit aux journaux, il tempête, il réclame. M. Régnier réplique. C'est un feu continu d'articles dans la presse anglaise. Et M. Régnier, coupable de n'avoir pas réussi, est conspué par ceux qu'il a prétendu servir, et seul, cuvant sa défaite, il en est réduit à publier des mémoires justificatifs, tout en se disant que peu s'en est fallu, grâce à lui, que Bazaine fût le grand connétable d'une régence de France. A quoi tiennent les empires !

Tout cela au fond est lugubre, et je veux oublier, pour n'en point trop souffrir, qu'il s'agit de la patrie,

et que ces intrigants s'agitent sur son corps mutilé, comme grouillent des vers sur un cadavre. Les heures cependant passaient, et tandis que Paris organisait sa défense, et que se formait, s'exerçait et se disciplinait l'armée de la Loire, nous espérions que l'armée de Metz, tenant l'ennemi en respect, le fatiguant, le combattant, trouverait le moyen de passer à travers les rangs des assiégeants. Le maréchal pouvait le faire dans les premiers jours du blocus; à la fin, l'œuvre était ou trop dangereuse ou impossible. Mais, dès le début, après l'insuccès plus apparent que réel des premières affaires, et surtout après le 4 septembre, Bazaine sembla désespérer du succès final, et, loin de songer à forcer les lignes d'investissement, il s'occupa dès lors à faire de la politique. Bonapartiste absolu, son but était d'assurer une armée à l'Empire. Les protestations des officiers publiées par l'*Indépendance belge*, et réunis depuis en brochure, ne laissent point de doutes là-dessus. L'armée devinait, sentait ces menées sourdes. On a imprimé dans un journal (le *Gaulois*) le texte d'une note qui aurait été communiquée au prince Frédéric-Charles, le 12 octobre 1870, par le maréchal Bazaine, et où le commandant en chef de l'armée de Metz propose au prince prussien de laisser libre la garnison de Metz pour combattre « le parti violent » de Paris. Je veux douter de l'authenticité de cette pièce, mais ce qui est plus grave, c'est que la *Gazette de la Croix*, qu'on peut prendre en pareil cas pour bien informée, dit, à propos des négocia-

tions du général Boyer avec Bismarck, que Bazaine négociait non-seulement indépendamment du gouvernement provisoire, mais en contradiction avec le gouvernement [1]. Ce gouvernement, né, non pas d'une révolution politique et d'un coup de main, comme veulent le faire croire aujourd'hui les bonapartistes (les mêmes qui l'acceptaient le 4 septembre au soir), ce gouvernement, né d'une révolte inévitable de la conscience nationale et d'un soubresaut de l'honneur français blessé au cœur à Sedan, Bazaine ne le reconnut jamais. Le drapeau impérial demeura sur l'hôtel de ville de Metz pendant une grande partie du siége. Un jour, le 11 octobre, des officiers de la garde nationale arrachèrent l'aigle du drapeau et le jetèrent sur la place. « *Cette manifestation,* dit le général Coffinières de Nordeck, *m'attira une dépêche assez dure du maréchal.* » C'est ce que Bazaine appelait ne point faire de politique.

On peut suivre pas à pas la marche lente de l'armée vers la capitulation en feuilletant ces journaux que s'arrachaient les officiers et les soldats et qui ranimaient chaque jour dans Metz le patriotisme et l'esprit de résistance. J'ai entre les mains l'*Indépendant de la Moselle,* de M. Mayer, qui fut, en novembre, prisonnier des Prussiens. Pauvre journal, imprimé sur

1. *Papiers du gouvernement du 4 septembre*, publiés par la Commune. La Commune n'y a guère trouvé d'intéressant que ce qu'elle a appelé le *Dossier Bazaine* (page 15).

une seule feuille de papier, jaune ou vert, gris ou bleu, papier d'affiches, le papier blanc faisant défaut! Plus d'une fois ses colonnes sont presque vides, montrent des trous, des places blanches, traces de lambeaux d'articles, de phrases, supprimés par la censure militaire! Des lettres, des communications importantes ne peuvent paraître. On organise, non la défense, mais le silence. Et pourtant le journal collabore, lui aussi, à toute œuvre patriotique. Il est un peu le clairon de la bataille. L'*Indépendant* rappelle aux soldats de Metz les grandes gloires du passé, les sièges soutenus par *Metz vierge* et comment on résiste, comment en 1552 recula l'ennemi, comment Charles VII de France et Charles-Quint d'Espagne apprirent tour à tour ce que vaut le courage messin, et comment, à défaut de héros superbes, un pauvre diable, le boulanger Harelle, sauva la cité dans une nuit d'avril de l'an 1473. Hélas! peine inutile : les gloires du passé ne devaient pas nous éviter les hontes du présent. On sentait venir le dénoûment lugubre. Écrasée par l'inaction, l'armée luttait vainement contre la famine. Faire une trouée n'était déjà plus possible. On avait bien des chefs que désignaient les soldats, Ladmirault, Clinchant; mais les troupes épuisées pourraient-elles suivre? Les chevaux s'affaissaient à la corde et frappaient douloureusement la terre « à l'heure où naguère on leur donnait l'avoine [1] » ; quels

1. *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, page 245.

spectacles! Et, tandis que la maladie fauchait les soldats par milliers, des bruits inquiétants ou absurdes couraient la ville et donnaient aux malheureux assiégés des vertiges de colère ou d'espoir.

Le mercredi 26 octobre, l'*Indépendant de la Moselle* publiait ce qui suit :

« La paix serait, dit-on, déjà signée. D'après le traité, nous conservons nos frontières, et la contribution à payer à la Prusse est de quatre milliards, sans compter le Luxembourg, que nous achèterions pour le compte de la Prusse. De plus on assure que la famille d'Orléans est remontée sur le trône en la personne du comte d'Eu. Ces importantes nouvelles auraient été envoyées à Metz par le général Boyer. »

Trois jours après, les habitants de Metz apprenaient la vérité sur tous les bruits qui passaient, vagues et menaçants, sur la cité! Metz capitulait. Bazaine se comparait, dans sa proclamation dernière, à Masséna, Kléber et Gouvion Saint-Cyr, qui avaient « éprouvé le même sort. » Il oubliait Dupont et Baylen. A ses soldats irrités il ordonnait d'éviter « les actes d'indiscipline, comme la destruction d'armes et de matériel. » Il ajoutait, ce qui était mensonger, que « l'armement ferait retour à la France après la paix. » J'ai sous les yeux ce dernier numéro, encadré de noir, où l'*Indépendant* donne le texte de la capitulation. De vieux soldats, des officiers pleuraient. La veille, un parent de ce Bouchotte qui jadis, avec Carnot, avait

organisé les armées républicaines, M. Bouchotte, riche minotier, recevait du maréchal la croix de la Légion d'honneur; il la refusa : « Je ne veux pas, dit-il, accepter une décoration de la main qui a signé la capitulation de Metz. » Alors commencèrent les essais de révolte contre l'ordre militaire; les gardes nationaux voulaient combattre; des soldats, les larmes aux yeux, demandaient des chefs; le général Bisson, celui-là même qui vient d'être mis en disponibilité pour avoir, à Bordeaux, conseillé à ses soldats de voter aux élections de juillet pour des républicains, proposait de percer les lignes et de sortir par Ars avec dix mille hommes choisis. D'autres, furieux, parcouraient les rues. La grosse cloche communale, *la Nutte,* sonnait le tocsin dans la nuit. Livrer ses armes, ses drapeaux, se jeter, se donner à l'ennemi, quelle honte! Généraux et soldats avaient la fièvre et voulaient tenter une lutte suprême, éperdue, désespérée.

A dix heures du soir, les généraux de division recevaient cette lettre confidentielle :

Général,

Veuillez donner des ordres pour que les aigles des régiments d'infanterie de votre division soient réunies, ce soir, dans le logement que vous occupez. Demain matin, à sept heures, elles seront transportées, par les soins du général commandant l'artillerie, dans un fourgon fermé, sous l'escorte d'un officier et de maréchaux des logis d'artillerie, à l'arsenal de Metz; elles devront être enveloppées de leurs étuis et vous préviendrez les chefs de corps que ces

aigles SERONT BRULÉES à l'arsenal. Le directeur de cet établissement les recevra et en délivrera les récépissés aux corps.

Le maréchal de France, commandant le 6e corps d'armée.

Par ordre :

Le général, chef d'état-major général,

HENRY.

« C'était un nouveau mensonge, ajoute le général Bisson (qui commandait la 2e division du 6e corps) ; les aigles n'ont pas été brûlées, mais bien livrées à l'ennemi comme le dernier trophée de notre honte. » Elles seront suspendues sans doute à Potsdam, au-dessus du tombeau du grand Frédéric, à côté de ces aigles des régiments de la garde du premier Empire, aigles que les soldats de Blücher arrachaient du moins aux mains crispées de nos grenadiers morts.

L'agitation de la nuit, la colère des gardes nationaux, les résolutions des soldats tombèrent peu à peu devant le spectre livide de la famine et aussi devant le manque d'unité et de direction qui rend inutiles toutes ces généreuses crises. La défense désespérée que rêvaient les plus résolus devint une désespérée tristesse. Metz capitula. Le soleil blafard du 29 octobre éclairait, à travers une froide petite pluie fine, ce camp français où, dans la boue visqueuse, mornes et le cœur gros, les soldats de Crimée, d'Afrique et d'Italie préparaient leur sac et prenaient dans le faisceau ce fusil qu'ils allaient donner à l'ennemi.

C'étaient de braves gens, dont quelques-uns avaient senti crouler sous leurs pieds les pierres de Malakoff fumant; qui, aux jours ensoleillés de Magenta et de Cavriana, avaient vu fuir les habits blancs dans les vignes italiennes, et, sous le ciel plombé du Mexique, perdus dans les Terres-Chaudes, au bout du monde, avaient bravement donné la chasse aux *chinacos!* La montée de l'Alma, le ravin d'Inkermann, l'assaut de Sébastopol, la tour de Solferino, les couvents crénelés de Puebla, que tout cela était loin! Comme toutes ces victoires étaient effacées par cette défaite! Il fallait se rendre, il fallait connaître cette chose sinistre : la capitulation, et cette douleur : la prison et l'exil, les baraquements de Mayence ou la forteresse de Spandau.

« Bientôt le clairon retentit, dit un témoin, un soldat[1], il sonne, encore une fois, le refrain du régiment. Ce refrain, comme on l'a entendu dans les grands jours des batailles; dans la vie paisible de la caserne, que de souvenirs il rappelle! Il sonne aujourd'hui la dernière heure du régiment! Les rangs se forment encore une fois, on répond à un dernier appel! Quelques régiments reçoivent les adieux de leurs chefs! Puis les compagnies ont fait à droite et défilent silencieuses. Alors les larmes, les sanglots contenus, éclatent. Le front courbé, l'œil humide, les soldats se suivent, fléchissant sous le poids de leur sac! »

1. *Trois mois sous Metz,* par un officier d'infanterie à l'armée du Rhin (Lille, A. Degans, éditeur).

Ils pleuraient, ces soldats, ces naïfs et ces humbles, ils pleuraient sur l'honneur sali, sur le régiment prisonnier, sur ce chiffon à trois couleurs qu'on leur volait; sur leurs souvenirs de cantine, sur leurs vieilles histoires de conquêtes! Ah! pleurs sublimes des petits, des inconnus et des pauvres, pleurs du soldat qui veut mourir et qu'on condamne à vivre, larmes dévorées avec rage ou bien avec je ne sais quelles voluptés amères, larmes que nulle main ne recueillera, que nul ne comptera, ne peindra, n'essuiera, larmes de patriotisme et de fierté vraie, larmes du soldat songeant au pays, que vous effacez de hontes et que vous lavez de défaites[1] !

Quelles souffrances! Demandons à nos ennemis eux-mêmes dans quel état les généraux avaient laissé tomber ces malheureux et héroïques soldats de Gravelotte et de Mars-la-Tour.

« Il faut avoir vu cette misère pour s'en faire une idée, dit la *Gazette de Weser* du 2 novembre, en parlant de la garnison de Metz prisonnière et campée à Ars-la-Quenexy. Le premier jour, dans la boue, sous la pluie, il en tomba plusieurs sans vie sur la route; après la première nuit de bivouac, on dut retirer cent dix cadavres de leur camp. Ils crient tous famine, et si on leur donne un peu de pain, ils le dévorent et

1. L'armée de Metz a livré, du 14 août au 29 octobre, 3 grandes batailles, tenté 2 sorties, perdu (tués ou blessés) 25 officiers généraux, 2,099 officiers et 40,339 sous-officiers et soldats. Elle a souffert; elle ne demandait qu'à souffrir encore.

en redemandent encore. Il est douloureux de voir souffrir ainsi tous ces braves gens; il est des barbes grises qui pleurent et crient à la trahison. Beaucoup donnent leurs croix, leurs médailles, pour avoir à manger. D'autres cependant conservent dans ce malheur une noble fierté : ainsi un sergent-major de chasseurs s'est approché de moi, et, réduit à me demander du pain, a voulu absolument me le payer... »

Ainsi tombait la plus forte citadelle de France, après un siége de deux mois et demi ou plutôt (car il n'y eut pas de siége) après le blocus, sans qu'un projectile eût atteint ses murailles, sans « nul bombardement, nul assaut, nulle tranchée ouverte, nulle parallèle. » Strasbourg, au moins, lorsque Uhrich se rendit, n'avait plus à défendre que ses remparts battus par le canon et ses rues étaient couvertes de ruines. Metz tombait sans attaque, intacte, comme jadis, mais non plus invaincue. « La *puissance de la France,* disait Frédéric-Charles dans son ordre du jour daté de Corny, 27 octobre, *est brisée à jamais.* » Non certes, mais son honneur et sa sûreté étaient cruellement atteints. Avec Strasbourg c'était l'Alsace qui succombait, avec Metz la Lorraine venait de se rendre.

L'histoire sera sévère pour ceux qui ont conduit ce siége. Dans une lettre rendue publique, le maréchal Canrobert demande au maréchal Bazaine qu'il se soumette « à la justice du pays », au jugement de l'Assemblée. Canrobert est aussi, paraît-il, de ceux qui

dans l'intimité accusent Bazaine[1]. Toujours est-il que l'article 209 du code militaire promulgué le 9 juin 1857 punit de mort avec « dégradation militaire tout gouverneur ou commandant qui, mis en jugement, après avis d'un conseil d'enquête, est reconnu coupable d'avoir capitulé avec l'ennemi et rendu la place qui lui était confiée sans avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait, et sans avoir fait tout ce que prescrivaient le devoir et l'honneur. » Il fut un temps où, seul, sans être accusé, un général vaincu eût demandé hautement l'absolution du pays tout entier et eût voulu mettre avec fierté sa conduite en pleine lumière. Combattant la légende à coups de preuves, il eût pris à tâche d'éclairer l'histoire. Et ce tribunal dont le menace un code militaire, il l'eût réclamé lui-même, lui-même il l'eût exigé de la patrie. Ce temps est loin.

Aujourd'hui, dédaigneux du jugement de ceux qu'on a perdus, fatigué, comme le dit de Bazaine le général Deligny, *fatigué de mener son armée aux*

1. Bazaine prétend que le 1er septembre il n'a pas pu sortir; « Je crois qu'il ne l'a pas su, » me dit le maréchal Canrobert (lettre d'un correspondant, Stuttgard). Ainsi Canrobert laisse échapper des reproches, Changarnier aussi, quoique à la tribune il dise autrement. La garde nationale de Metz demandait, au moment de la capitulation, qu'on mît le général Changarnier à sa tête. « Ce fait m'a toujours surpris, dit le général Coffinières de Nordeck dans une lettre à l'*Indépendance belge* (Hambourg, 21 novembre 1870), parce que la garde nationale était républicaine *et que le général Changarnier était un des plus chauds partisans de la régence.* »

champs, débarrassé de ce lest encombrant, on demande à l'Espagne, aux chalets de la Suisse ou aux villas d'Italie un peu de fraîcheur et d'ombre ; on est là, souriant, comme on était jadis au château où l'on dormait, loin de son armée mourant de faim ; et, faisant la sieste après la bataille, se consolant de Metz avec le Mexique, on rêve, on cause, on rit, on oublie...

Et le drapeau blanc au grand aigle noir, maigre et farouche, flotte avec ses plis lugubres de suaire sur la flèche dentelée de *Metz la Pucelle* devenue (pour combien de temps?) *Metz la Prussienne.*

CHAPITRE IV.

LA FRANCE RETROUVÉE.

D'ORLÉANS A BORDEAUX, COULMIERS, ARTENAY ET PATAY.

I.

Durant le siége de Paris, une population de deux millions d'êtres humains avait été séparée par le blocus du reste du monde. Hommes, femmes, enfants vivaient d'une vie nouvelle sur cet immense radeau qui s'appelait la grande cité. Point de nouvelles, point de consolations, point de secours. Quelquefois un homme traversait, au péril de ses jours, les lignes prussiennes, apportait aux assiégés des renseignements fantastiques bientôt démentis par les faits, un pigeon laissait tomber de ses ailes des paroles d'espoir qui duraient moins que ne durent les roses; la vérité, nul ne la connaissait, nul ne la connaît encore tout à fait aujourd'hui.

Nous savions vaguement que 418,000 (chiffre officiel) de nos soldats étaient prisonniers en Allemagne, que toute l'armée de Bourbaki, moins le corps de Bressolles, s'était, disait-on, réfugiée en Suisse, et que Belfort, vaillamment défendue par le colonel Denfert, résistait encore. C'était tout; c'était assez, hélas! Lorsque l'armistice fut conclu, Paris se précipita avidement vers la vérité ignorée.

Jamais, je crois, peuple ne ressentit une émotion pareille à celle qui agita la France lorsque après la capitulation de Paris et la conclusion de l'armistice, il fut donné au pays coupé en deux tronçons, à Paris séparé du reste du monde et à la France, décapitée de Paris, de se retrouver, de se serrer dans une étreinte que la communauté des souffrances eût dû rendre fraternelle et que la rivalité de la province et l'exaspération de Paris rendirent aigre et douloureuse. Après tant de jours de lutte, après des mois de souffrance et de séparation, on allait donc reprendre la vie commune, jeter un regard sur cette chère France qu'on ne connaissait plus, apprendre enfin, apprendre la vérité tout entière sur ce qui s'était passé dans le pays durant le blocus de Paris. On pouvait,— quel étonnement! — sortir, s'échapper, respirer l'air, voir des arbres, des champs! Jamais prisonniers délivrés, voyant tomber devant eux les portes de la prison, ne ressentirent, n'éprouvèrent une joie et un étonnement plus profonds. Le bien-être en quelque sorte physique de la griserie et de la fuite étouffait,

pour un moment, l'âpre douleur que l'idée, la morsure de la capitulation mettaient au cœur.

Tout d'abord, la curiosité, cette passion qui faisait seule vivre l'Angély, nous aiguillonna. On ignorait tout, ou ce qu'on savait — et c'était peu de chose — on le savait vaguement, par bribes, par ces dépêches bizarres, exagérées au point de départ, torturées au point d'arrivée, batailles douteuses ou victoires qui ressemblaient à des défaites, plans de campagnes, marches ou contre-marches que nous avions tant de peine à suivre clairement sur la carte. Nous ressemblions à un enfant qui épelle. En toute sincérité, sur les événements qui s'étaient écoulés en France pendant l'investissement de la capitale, nous en étions encore à l'alphabet.

J'ai noté — sur le vif — mes impressions lors de ce premier voyage à travers la France retrouvée et, dans leur abrégé, ces notes mêmes ont leur intérêt de vérité et de pittoresque.

2 février 1871.

Je pars demain matin. Quelle France vais-je retrouver? Ces contrées parcourues en juin dernier, brûlées du soleil, mais superbes encore, dans quelle misère vais-je les revoir? L'invasion a passé par là, sinistre, dévorante. Je connais mieux la Chine que le pays que je vais voir; je connais mieux l'histoire fabuleuse de l'Inde que l'histoire française que je vais apprendre! Quels visages vais-je retrouver ou

ne pas retrouver, hélas? Voyage vers l'inconnu. A la garde du sort! Mais quel plaisir aussi de quitter la grande ville devenue prison, et de ne pas assister au spectacle qu'elle nous donne! Élections sans morale jusqu'ici, une sorte de fusion sans bonne foi de républicains et de parlementaires. Sur la même énumération, un homme qui a écrit les *Misérables* et un autre qui a voté l'expédition de Rome; ces élections se font dans le brouillard. On ne choisit pas, on accepte. En outre, elles se traitent selon la tradition de l'opposition à l'Empire. On fait du mandat de représentant une sorte de *décoration*. Tel s'est fait remarquer par une belle action ou un scandale. Vite à la Chambre! Mais est-il républicain, orléaniste, bonapartiste? qu'importe! Il a commandé un corps de francs-tireurs ou un fort de Paris; il s'appelle Poulizac ou Saisset! A la Chambre! Des chefs de bataillon ont posé leur candidature sous les balles. Affronter un obus, c'était faire une profession de foi. Vive le courage! il est rare, même en France. Mais on ne fait pas de la politique d'une pareille façon. La mission de député exige non-seulement de l'énergie, mais de l'intelligence et du savoir, non-seulement de l'intrépidité, mais de la science. La république n'appelait ni Kléber ni Marceau sur les bancs de la Convention. Hélas! aujourd'hui les hommes sont si rares qu'on les prend ou plutôt qu'on les cherche partout et sans en trouver nulle part. On porte peu de jeunes gens. La jeunesse est comme la joie, elle fait peur. Tant

mieux; le parti de la France jeune, ardente, résolue, demandant, exigeant des hommes nouveaux, des idées nouvelles, une refonte complète du monde routinier, ce parti — le parti de l'avenir à la condition qu'il soit honnête — sera plus fort dehors que dedans.

Juvisy, 3 février.

La convention conclue avec les Prussiens porte : *Qu'on pourra circuler, avec un laisser-passer, de six heures du matin à six heures du soir.* Nous étions à six heures à la porte d'Italie. Nuit bleuâtre, tiède; des silhouettes de maisons noires sur un ciel pâli. Avant de faire un pas, nous rencontrons déjà deux obstacles (on en trouve partout en France et en toutes choses). D'abord nous ne pouvons sortir avec notre cheval qu'avec un permis spécial; ensuite les portes ne s'ouvrent qu'à sept heures, quoi qu'en dise officiellement le texte de la convention. Nous ne franchirions point les fortifications sans l'officier de service au 9e secteur, un de ces officiers de marine polis, élégants et sympathiques adoptés par le peuple entier de Paris.

La porte franchie, nous suivons cette route de Villejuif que je parcourais durant le siége, plein d'espoir, alors qu'elle était sillonnée par les mobiles, les spahis et les chasseurs d'Afrique. Des gens qui sortent à pied, marchant dans la boue, nous suivent, le sac au dos et le bâton à la main. Ce sont ou des candidats ou des négociants qui se hâtent. Ces ombres noires s'agitent dans la pénombre de l'aurore. A six cents

mètres de l'enceinte, nous rencontrons les avant-postes prussiens. Une barrière, des chaînes et des chevaux de frise barrent la route, et derrière les palissades marchent lentement les sentinelles prussiennes, le fusil en bandoulière. A gauche, vers Nogent, de grandes roues de carriers se découpent sur le fond rouge du ciel, sur l'horizon labouré de rides saignantes. Un officier sort d'un café dont l'enseigne bizarre est celle-ci : *Au Café de mon oncle*. Il nous demande nos laisser-passer pour les faire viser par les autorités allemandes. La foule grossit à la barrière, un peu étonnée, presque respectueuse, hélas! en regardant les Prussiens qui, d'un pas lourd, montent leur faction. Ces soldats sortent de partout, des logis, des baraquements. Uniformes soigneusement astiqués, casques luisants à pointes jaunes. Un détachement du génie, en rangs serrés, s'avance, forme ses carabines en faisceau et travaille. Je retrouve là ces mouvements automatiques, mécaniquement et admirablement réguliers qui sont la caractéristique de l'armée prussienne. La foule est décidément surprise et demeure muette devant cette discipline et cet ordre. Quelques individus même poussent ce sentiment si loin qu'il devient lâche. Après la fanfaronnade exagérée, l'extrême platitude. Un vieillard, un fermier de Choisy-le-Roy, caresse la manche d'un officier prussien et le supplie de le laisser passer. L'officier retire brusquement son bras. Comme on reproche au paysan sa vilenie :

« Eh bien, quoi! dit-il, ne sont-ils pas nos maîtres maintenant? »

C'est un maraîcher, un de ces exploiteurs qui n'ont ni patrie, ni haine, ni amour national. Figure souriante et rasée. Je me détourne de lui avec colère et dégoût.

L'officier revient, appelle les noms de chacun. On passe. Nous montons jusqu'à Villejuif, jusqu'à cette briqueterie où je causais un jour avec les mobiles de l'Ain. Le fort de Bicêtre détache ses arêtes vives sur l'horizon. Mais, au lieu de la silhouette d'un alerte marin en sentinelle, on aperçoit maintenant une lourde ombre d'Allemand. A l'endroit où l'on a enterré les morts de Villejuif, la terre laisse échapper une odeur écœurante de cadavre. Les morts empestent l'air. Tout près de là, alignés au cordeau, des Prussiens font l'exercice. Plus loin ils démolissent la barricade élevée par nous et qui défendait le village. Puis vient la campagne, plate, lugubre, désolée, la route où l'on enfonce jusqu'aux chevilles dans la boue, les arbres sciés, les tranchées coupant les champs dévastés, tout cela fondu dans une atmosphère jaune, pluvieuse, pénétrante. De temps à autre nous croisons quelque train d'équipage allemand, quelques cavaliers, quelque voiture étroite et longue venue jusqu'ici du fond de l'Allemagne ou des Vosges, et regorgeant de soldats. Tout ce monde nous regarde d'un air curieux ou fatigué, sans insolence. La route, à partir du chemin de Choisy, était coupée de fossés profonds, ravinée d'obstacles; ainsi les Prussiens, tout

en nous assiégeant, se fortifiaient, prévoyaient la retraite. Jamais on ne fit la guerre avec plus de prudence.

Nous nous arrêtons à Juvisy, descendons de voiture et entrons dans une auberge. Ah! quel étonnement et quel cri de joie! Je n'oublierai jamais notre gaieté d'enfants. Tous, en même temps, nous crions : « Du pain blanc et frais et du fromage de Brie! » Qui pourrait croire que cela est pour nous un régal inappréciable? Le pain surtout, ce pain frais, savoureux, à odeur de noisette, si différent du pain noir, gluant et plein de paille que nous dévorions à Paris!

Les Prussiens ont beaucoup pillé les maisons vides. Ils prennent les couteaux, les fourchettes, les meubles, les tapis des billards. Une vieille femme, ridée et cassée, me disait :

« En 1815, ils étaient *plus polis.* »

C'est à Juvisy qu'on prend le chemin de fer pour Orléans. Les Prussiens l'exploitent. Cela est écrasant de voir cette ligne française occupée méthodiquement, froidement par des soldats allemands, desservie par des wagons venus d'Allemagne, militairement dirigée, les ingénieurs, les machinistes, les hommes d'équipe, les employés se mettant à l'œuvre. Cette raideur correcte, cette science incroyable de la vie pratique, ce sang-froid admirable vous stupéfient. Ces gens-là sont chez eux, non point en conquérants, mais en occupants, en exploitants, mi-partis ingénieurs et négociants. C'est de l'américanisme militaire. Il y a du Yankee dans l'Allemand. Ajoutez que dans les

wagons de marchandises on aperçoit vaguement des chaises, des canapés, des rideaux entassés et que, sans se gêner, le plus naturellement du monde, les vainqueurs expédient sur l'Allemagne. Avec quelle sûreté de main le tour est fait!

On paye 10 francs de Juvisy à Orléans. La monnaie qu'on vous rend est allemande; le billet jaune porte :

Fahr billet
von
Juvisy nach Orléans
10 francs
Eisenbahn betriebt Commission.

Des officiers vont et viennent, saluent, s'excusent et semblent demander pardon de la liberté grande qu'ils ont prise de nous envahir.

J'écris ces lignes sur la table à toile cirée d'un petit cabaret situé au bord de la Seine, tout près du pont stratégique construit par les Bavarois, et où, l'an dernier, en été, on venait gaiement manger des fritures de goujons. Aujourd'hui le cabaret bruit, plein de propos, de clameurs, de gens et d'uniformes. Des voyageurs causent des élections prochaines, côte à côte avec des Poméraniens qui se disputent pour quelques groschen. Des chasseurs bavarois trinquent, des officiers prussiens boivent au comptoir des petits verres d'eau-de-vie. Le vin bleu coule, le fromage est dévoré en hâte. Ces ennemis mangent coude à coude

sans rage. Là-bas, sur la rive, un détachement de Prussiens tire de l'eau, et près de la grève entasse, pour l'emporter ou le brûler, tout un chantier de bois navigué. Tableau pittoresque et triste que celui de cette salle où l'on s'empile, voyageurs le sac à l'épaule, soldats de la landwehr le sabre au côté. Des affiches des fêtes de l'an dernier pendent tristement aux murs salis. Une lumière assombrie pénètre dans le logis. On aperçoit, du côté de la porte, un coin de ciel gris, d'arbre dénudé, et, à l'horizon, une maison sans portes et sans volets. Une petite servante, accorte, pétulante, va des Français aux Prussiens, rude à ceux-ci, plus rude à ceux-là, versant le vin, le café ou le rhum, et disant :

« Je voudrais bien voir partir ces lourdauds de Prussiens, mais je suis persuadée que les francs-tireurs eussent été encore plus ennuyeux qu'eux. »

La discipline prussienne a étonné et conquis, semble-t-il, ces pauvres gens tremblants devant le pillage et l'incendie.

Nous sortons. La gare est encombrée de wagons chargés de bagages, regorgeant de blessés. Ce sont des soldats de l'armée de Frédéric-Charles. Ils viennent du Mans. La plupart d'un certain âge, dans leur maturité et leur force, portent la barbe longue et appartiennent à la landwehr. On expédie sur le quartier général de Versailles des voitures entières de cigares et de tabac. Un seul soldat ivre dans cette foule. Aussitôt un sous-officier le prend par le bras et l'em-

mène. Les maisons de Juvisy, je l'ai dit, sont pour la plupart vides et pillées.

Orléans.

Nous montons en wagon. Le service est fait avec lenteur. A Étampes, je descends vivement, oubliant un moment l'occupation prussienne et humant l'air. Quand je remonte en voiture, un officier m'arrête; il faut montrer mon laisser-passer qu'il examine à la lumière d'un bec de gaz; puis il me le rend. La vapeur nous emporte à travers les plaines du Loiret. Nous entrevoyons, dans la nuit éclairée par les reflets lunaires, les haies arrachées, les murs criblés de Toury, d'Artenay et de Cercottes. Un officier allemand explique, à côté de nous, comment les Français allaient écraser les Bavarois, lorsque, brusquement, intervint une partie du corps d'armée de Frédéric-Charles.

Aux gares, de gros Allemands nous regardent passer, ruminant et fumant en paix leur pipe de porcelaine. Des soldats montent leur faction dans la banlieue, portant leur fusil Dreyse suspendu par une courroie de cuir et couché sur leur poitrine, comme un enfant qu'on berce. Ils mettent sur votre laisser-passer quelques mots d'allemand timbrés à l'encre bleue, qui produisent l'effet disgracieux de l'estampille sur les livres. On écrirait volontiers sur le passe-port, comme le satirique sur le petit volume de ses *Guêpes :* Page salie par le fisc.

Je reconnais d'ailleurs que ces Germains vous imposent ces petits et gros ennuis avec une politesse stricte et d'une façon point blessante. C'est une chose triste à dire, mais la plupart de nos employés d'administration sont beaucoup plus désagréables, lorsqu'ils vous réclament vos billets, que ces conquérants lorsqu'ils examinent vos papiers. Évidemment il y a de l'affectation dans la tenue des Allemands. Le pillage organisé et le salut correct rentrent tour à tour dans leur consigne. Mais, en France, le régime qui nous a dominés durant vingt ans avait tellement fait de tout fonctionnaire, depuis le garde champêtre et le conducteur de trains jusqu'au préfet, un despote au petit et au grand pied, traitant l'administré ou le client comme un vilain corvéable à merci, que le parallèle vous étonne. Et rien ne montre mieux l'état d'obéissance effroyable — obéissance à l'Autorité et non au Devoir — dans lequel était tombée une nation pourtant si tapageuse et si frondeuse !

Je ne me lasse pas de remettre la tête à la portière et d'interroger les longues plaines, sans accidents de terrain, où se livrèrent, aux mois de novembre et de décembre derniers, les combats de Coulmiers, de Patay, gigantesques batailles dont l'issue pouvait amener la délivrance des Parisiens. Vainqueur, le général d'Aurelles de Paladines entrait, tambour battant, à Étampes. Le dernier de ces combats dura trois jours. Après avoir tâté notre aile droite et notre aile gauche, qui le repoussèrent, Frédéric-Charles en-

fonça notre centre, et le refoula de trente lieues en arrière, tandis que les deux ailes reculaient, l'une jusqu'à Bourges, l'autre jusqu'au Mans. C'est à la suite de ce revers que Chanzy, combattant quatorze jours de suite, opéra cette retraite agressive et furieuse que les Prussiens eux-mêmes appellent *retraite diabolique*. Sur notre route, la terre piétinée, les villages effondrés, les maisons éventrées, les murs crénelés, les haies brisées, les fosses creusées, les squelettes de chevaux blanchissant dans la plaine, les vols funèbres de corbeaux, les spectacles éternels des désolations qui tant de fois, depuis août, depuis Forbach, se sont offerts à nos regards, les scènes cruelles et les vestiges de l'invasion, nous apparaissent sur une terre désolée, que les cultivateurs, un peu entardés, à cette heure, se décident à labourer.

Des gens d'Orléans se précipitent sur nous à la gare des Aubrais, nous demandant des *journaux de Paris*, des nouvelles. Un journal de Paris, c'est la manne pour ces pays conquis, occupés par l'ennemi, condamnés aux renseignements prussiens, séparés du monde !

L'entrée à Orléans est désolée. Une gare vide, occupée par des détachements prussiens. La promenade où, sous les arbres, l'an passé, assis sur un banc, nous regardions les hirondelles voler sur l'horizon rouge du soir, la pauvre promenade ravagée, boueuse, au terrain défoncé, est occupée par des équipages allemands. Des juifs poméraniens, aux vastes houppe-

landes vertes ou jaunâtres, à brandebourgs, vont et viennent avec leurs poches bourrées comme celles de Bertrand. Point de place dans les auberges. Des sentinelles aux portes des principaux hôtels : « Tout est pris par l'état-major de *ces messieurs* », nous répond un hôtelier, avec une évidente admiration de *ces messieurs*. Nous cherchons un abri dans un café, et là, en foule, roulés dans nos manteaux ou nos couvertures, nous dormons, les uns couchés sur les canapés, les autres assis sur des chaises, d'autres encore étendus sur les tables de marbre avec leur sac de nuit pour oreiller.

Les renseignements fournis par les Orléanais nous donnent les nouvelles des batailles de novembre et décembre. D'Aurelle de Paladines, au dire de tous, aurait dû poursuivre von der Tann après la bataille de Coulmiers, et plus tard, dans sa retraite, défendre Orléans après Artenay. Il a péché par manque de décision. Il a permis à l'armée qui assiégeait Metz de venir renforcer le corps d'armée bavarois, et par conséquent de reprendre l'offensive. Quand on songe que ce général ne s'est battu à Coulmiers que sur l'ordre formel de Gambetta, on ne peut s'empêcher de sourire de ce guerrier condamné à la victoire. A Artenay, deux corps seuls furent engagés; on cite un bataillon de chasseurs à pied qui soutint seul le choc de l'armée prussienne lorsque la bataille était perdue, et sauva le reste de l'armée par son dévouement. Il y a toujours de ces faits d'armes qui mettent à couvert l'hon-

neur et consolent des revers. C'était un dimanche. Les fuyards entrèrent à Orléans vers une heure dans la nuit, et le flot s'écoula par le pont d'Olivet. Le lendemain matin les Prussiens revenaient.

A Orléans, les réquisitions sont fréquentes, terribles. L'ennemi prend tout, arrache, fait entrer ses chevaux dans les salons, et change les boudoirs en chenils. On éprouve à voir caracoler dans les rues, les Prussiens élégants et sémillants, un serrement de cœur. Ils ont épargné la Bibliothèque, qu'ils fréquentent assidûment. Ils connaissent notre littérature jusque dans ses curiosités et ses *poetæ minores*. Le poëte qu'ils admirent le plus, c'est Béranger « *parce qu'il est le plus raisonnable.* » Schlegel a prouvé que la raison germaine est sujette à l'erreur, mais cette préférence pour Béranger est significative. Béranger a plus naïvement et plus sincèrement que tout autre chanté la patrie, la raison, le bon sens, la tendresse. L'artiste seul est inférieur en lui; encore sa simplicité lui donne-t-elle la vraie force.

Je vais à travers Orléans, aux environs, cherchant les traces des combats de novembre et décembre. Dans le faubourg Bannier, les maisons sont criblées. Les zouaves pontificaux, lors de la prise d'Orléans, en octobre, s'y défendirent opiniâtrement pendant plusieurs heures, tandis que les troupes de la Motte-rouge se retiraient, et que les Allemands envoyaient leurs grenades jusque sur la place du Martroi. Au sortir du faubourg, dans les vignes, où tomba plus

d'un cadavre, on retrouve encore des débris de ces batailles, une cocarde bavaroise, un bout de ruban d'une médaille du Mexique ; plus loin, après avoir dépassé la gare des Aubrais, criblée de coups de feu, vitres brisées, avec ses palissades destinées à protéger les tirailleurs, on découvre, au bas du talus du chemin de fer, deux tertres de terre boueuse qui recouvrent les morts de ces combats des mois derniers. Le tombeau des Allemands porte une inscription de victoire, mais point de fleurs, point de verdure, tandis que sur la tombe des vaincus fleurit quelque primevère apportée par une main de femme, et flotte un lambeau de drapeau tricolore au-dessous de la croix, où l'on peut lire : *Aux défenseurs d'Orléans, reconnaissance.* Ce sont des mobiles, des marins, des soldats. Ils dorment pour jamais dans la terre qu'ils disputaient à l'étranger.

A Orléans, les habitants ont cette tristesse écrasée que traîne après elle l'invasion. L'air des pays conquis semble étouffant. L'étranger vous prend, semble-t-il, votre part d'oxygène. Il vous prend, dans tous les cas, une part de votre logis, de votre foyer, le coin de secret de la maison, la chère solitude, la liberté, le silence. Les fourriers de l'armée allemande ont écrit sur chaque porte le nombre des soldats qui sont logés dans la maison. Chaque famille a son hôte, dont le sabre retentit sur l'escalier avec son bruit agaçant de ferraille. Il faut bien le subir. Le vieux conventionnel Chasles, qui avait su combattre les Prus-

siens, fut bien forcé d'en loger un en 1814. Ne sachant point l'allemand, il lui dit fièrement, lorsque le Germain franchit son seuil : *Hostis, hostem accipio !*

Il ne faut pas essayer de consoler les pauvres habitants envahis des maux qu'ils souffrent en leur parlant de ceux qu'on a dû supporter. Ils sourient ironiquement. « Oh ! vous, qu'est-ce que c'est que votre malheur? Peu de chose comparé au nôtre. » Et, en effet, toute créature humaine se figure que ce qu'elle souffre n'a pas d'équivalent dans la gamme des douleurs mortelles. Le Parisien parlera au provincial de la famine qui l'étreignait, le provincial répondra par les réquisitions qui le ruinaient. Chacun d'eux croira que la somme de ses malheurs fait pencher de son côté la balance. Ce qui irrite, c'est l'injustice de la province, *non envahie,* envers Paris. Elle semble littéralement avoir espéré que les Parisiens bloqués *débloqueraient,* si je puis dire, la France. « Vous étiez deux millions d'êtres, nous trente-huit millions, vous deviez vous immoler à nous! » Beaucoup ajoutent : « Les Parisiens ont été lâches ! » — Pauvre ville qui, de septembre 1870 à février 1871, a supporté ce qu'aucune ville au monde, dans l'histoire, n'a souffert de misères et de maux !

Sans doute, pour les plus sévères, l'héroïsme parisien fut beaucoup trop passif, mais il est évident, et il fut inattendu.

Il jaillit, on peut le dire, du cœur de Paris entier. La folie du second siége n'a pas fait oublier le courage

du premier. Nous ne fûmes pas seulement, comme l'écrivait un homme d'esprit, *d'héroïques lapins dans un héroïque terrier,* mais encore, quoi qu'on en ait dit, grignotant notre pain noir et mâchonnant notre cheval, bravant le froid, la faim, et lavant dans la neige de ce dur hiver de 1870 les souillures de l'Empire, nous ne demandions qu'à combattre davantage, et nous avons retenu durant cinq mois, arrêté le flot d'une invasion formidable qui n'a même pas osé se risquer sur nos boulevards.

Après Orléans, jusqu'à la Motte-Beuvron, où sont, vers le midi, les avant-postes prussiens, le paysage est désolé, la terre en friche, les plaines peuplées de corbeaux. Il semble que, dès le Loiret, commence la Sologne; ce pays abandonné par la main de l'homme fait peur. De temps à autre, aux murailles des fermes des traces de balles ou d'obus apparaissent. C'est la guerre qui a passé là! L'armée de la Loire en déroute s'y est battue jusqu'à Vierzon. La retraite ressemblait de ce côté à une fuite. Pourtant on se retournait encore, et on faisait tête aux uhlans. Mais le flot des fuyards entraînait les plus braves. A Vierzon, des soldats effarés, prenant les trains d'assaut, ont été écrasés sous les wagons; d'autres, montant éperdus sur la locomotive en marche, se sont broyé le crâne contre la voûte des tunnels. Leur cervelle avait jailli et rougi la brique. A Vierzon, des cantines en plein air; les soldats dirigés sur le camp de Salbris mangent debout une saucisse et boivent un verre

de vin. Les murailles de la ville sont noires des feux de leur bivac. La nuit vient; les tristes auvents des marchands de comestibles, éclairés au pétrole, ressemblent, dans leur masse, à quelque kermesse flamande assombrie.

Le train repart, et, cahin caha, traverse, dans les ténèbres, le Cher et le Limousin. Nous nous réveillons pour voir, le matin, à l'aurore, ces bords charmants de la Vienne, fondus dans un brouillard rose, dans la lumière humide d'un soleil levant. La rivière coule, pittoresque, le long de cette route d'Aixe, qui est un des coins séduisants de la France. Ces coteaux couverts de givre, sous ce ciel d'un bleu doux, paraissent plus beaux cent fois après les mois de siége et l'emprisonnement dans Paris bloqué. Voici le Périgord maintenant. A Périgueux, des wagons blindés sont dans la gare, tous neufs, n'ayant pas plus servi que ces mitrailleuses que nous montrait un jour M. Tresca dans la cour des Arts et Métiers. Les plaques de fonte, les embrasures pour laisser passer la gueule des canons, sont vierges et attendent; wagons et mitrailleuses devaient, moins de deux mois après, servir à la guerre civile et, n'ayant pu tuer des Prussiens, égorger, hélas! des Français. Périgueux dépassé, Mussidan, c'est le Périgord noir, puis le Médoc, puis Libourne. Une grande ville dresse au loin, dans la lumière, ses clochers et ses mâts de navire. On entrevoit vaguement à l'horizon un de ces endroits vivants où fourmillent les hommes : c'est Bordeaux.

Bordeaux est en fête. Bordeaux, la ville coquette, semble mieux attifée encore et plus provocante. La grisette s'est habillée de soie. Quel tableau et quels étonnements ! Imaginez une ville américaine, une cité de Californie, quelque chose d'exotique à la fois et de parisien, le boulevard des Italiens à San-Francisco. Tout se coudoie et s'y rencontre. On salue cent personnes en passant, toutes célèbres. C'est un amalgame de gloires diverses. Des costumes hybrides, des uniformes étincelants, des képis effroyablement galonnés, une cohue de généraux et de colonels. Les simples capitaines foisonnent. Tout cela sémillant, doré sur toutes les coutures, paradant, brossé, lustré, ciré, pimpant, bien cravaté, bien chaussé, bien peigné, charmant et stupéfiant. D'où sortent tous ces uniformes, ces casaques de fantaisie, ces chapeaux à plumes de héron, ces vestes de flanelle, ces ceintures rouges, vertes, bleues, ces décorations, ces constellations, ces soleils ambulants? Nous étions plus sévères, à coup sûr, à Paris, et plus sobres dans nos capotes de de rempart, quoi qu'on en dise ici, où l'on vous aborde avec cette phrase stéréotypée :

— Vous ! ah ! vous voilà? Vous avez une mine superbe ! Allons, tant mieux, je vois que vous n'avez pas beaucoup souffert !

Et qui dit cela? Les Parisiens, ceux qu'on n'a plus revus depuis l'investissement, ceux qui ont pris le dernier train en toute hâte, ceux qui ont gémi sur nos privations en sablant le sauterne et en découpant

des poulets de grain. On les retrouve tous ici, accablés des malheurs de la patrie, et répétant que Paris n'aurait pas fini comme il a fini *s'ils avaient été là !*

Pauvre pays ! chère patrie, ainsi livrée aux charlatans de toutes sortes, à ce que nos aïeux nommaient le *paroistre,* et à ce que nous appelons la surface et la parade !

On a fait du Grand Théâtre l'Assemblée. Le mot *théâtre* est effacé du fronton du monument. Il eût paru fort impertinent pour plusieurs de nos acteurs politiques, qui ont rempli bien des rôles dans leur vie et endossé bien des costumes. La salle est fort belle. C'est un chef-d'œuvre. Il faut aller à la Scala ou à la Fenice, ou encore à Madrid, pour trouver une salle aussi imposante que celle que construisit l'architecte Louit, mort à l'hopital, par parenthèse, pauvre comme la plupart des gens de mérite. On a jeté un plancher sur la scène. La tribune, haute, majestueuse mais en bois blanc, occupe la place du souffleur. Une toile de fond coupe la scène et fait décor. L'orchestre, les fauteuils, le parterre appartiennent aux députés. On les lorgne du haut des loges. Les couloirs servent de salle des Pas-Perdus, et les bureaux se réunissent au foyer, en présence de Molière et d'Eschyle, de Mendelssohn et d'Halévy, qui les contemplent du fond de leurs médaillons.

Et c'était là pourtant, dans cette ville où l'homme qui venait durant vingt ans de jouer la France, avait solennellement prononcé l'historique parole :

L'Empire c'est la paix; c'est dans ce même lieu que la destinée a voulu que l'Empire, qui avait été la guerre, nous imposât le plus douloureux et le plus affreux des sacrifices, la perte de deux provinces françaises et la nécessité de les livrer pour sauver le pays entier.

Si bien que le destin peut répondre, comme un écho railleur, à vingt ans de distance : L'Empire c'est la paix, mais la paix qui est inutile et qui ruine, qui vend Strasbourg pour racheter Bourges, Metz pour sauver le Havre; l'Empire c'est la paix la plus triste qui ait été imposée au pays de France; *l'Empire c'est la paix de Bordeaux.*

II.

Reprenons, où nous l'avons laissé, le récit de nos combats.

Les Parisiens se rappellent une affiche signée de la délégation du gouvernement à Tours (M. Gambetta n'était pas encore parti) qui vint, un matin des premiers jours d'octobre, leur annoncer que l'avant-garde de l'armée de la Loire sous les ordres du général de Polhès avait déjà eu quelques escarmouches avec l'ennemi. Quelle joie! L'armée de la Loire existait donc! Elle pouvait donc nous secourir ! On bénissait M. Glais-Bizoin, signataire de la dépêche et qui devait faire bientôt [1] aux soldats des discours comme celui-

1. Au camp de Conlie.

ci : « Souvenez-vous, mes amis, qu'un Français vaut deux Prussiens et trois Bavarois ! » L'armée de la Loire existait en effet, et les Allemands, qui en doutaient autant que nous, allaient compter bientôt avec elle. Tout d'abord ils la repoussèrent. C'était en octobre. Le 6, à Toury, près d'Étampes, le corps allemand de von der Tann, composé de 13 bataillons du 1er corps bavarois et de 17 bataillons du 7e corps prussien avec 120 canons et deux divisions de cavalerie, en tout environ 36,000 hommes, rencontra les avant-postes français [1] et leur livra bataille. Tout ce pays, Pithiviers, Patay, Malesherbes, accablé de réquisitions et pillé par l'ennemi, était fortement occupé par les troupes allemandes. La première affaire de Toury fut pour nos troupes un combat heureux. On prit à l'ennemi un parc de bestiaux, près de deux cents têtes de bétail, quelques prisonniers; puis le général Reyan, devant le déploiement considérable des troupes de von

1. Je prends ces chiffres dans un livre d'un écrivain belge, M. O. Leconte, *la Guerre franco-allemande*, livre entièrement écrit au point de vue allemand, plus prussien que la Prusse même au besoin, fort mal renseigné sur la composition de nos armées, en revanche sachant à cent hommes près le nombre des soldats de chaque corps allemand. Je croirais volontiers que cet admirateur passionné des soldats prussiens a eu communication des notes de l'état-major allemand. Avec lui on ne peut donc pas se tromper en citant les chiffres des corps d'armée ennemis. En revanche, on commettrait de grossières erreurs si l'on s'en rapportait à M. Leconte sur la force des armées françaises. Je le montrerai en parlant de Faidherbe et de la campagne du Nord.

der Tann, se repliant, voulut essayer de défendre la forêt d'Orléans. Le 10 octobre, l'ennemi continuant sa marche attaquait, près d'Artenay, la 2e division de notre armée de la Loire. En dépit de la résistance de ces jeunes troupes, les Allemands emportèrent nos batteries, nous prenant trois canons et deux mille prisonniers. Le lendemain, le combat continuait, se rapprochant d'Orléans, où l'armée de la Loire se trouvait appuyée, massée entre la forêt et la ville. Le pont fortement gardé, les vignes occupées par les tirailleurs, chasseurs ou turcos, pouvaient offrir une longue résistance. On se battit avec acharnement, les mobiles se montrant plus décidés que les troupes de ligne. Le feu de l'infanterie prussienne se rapprochant pouvait à dix heures atteindre nos troupes. J'aime à prendre des témoignages favorables à nos armées dans les relations de nos ennemis eux-mêmes. « A deux heures environ, dit dans une lettre à la *Gazette allemande* un aumônier du corps bavarois [1], les Français étaient repoussés de tous côtés sur Orléans. Au nord se réunit à Orléans un long faubourg appelé faubourg des Aydes. Dans ce faubourg, les Français s'arrêtèrent pour la dernière fois et firent une résistance désespérée. De deux heures à sept heures du soir, on se battit autour de ce faubourg, et cette bataille ne peut se comparer qu'avec la prise d'assaut de Bazeilles. Là le 3e régiment du prince Charles a horriblement souf-

1. Voy. le *Journal du Loiret* du 18 novembre 1870.

fert. Le lieutenant en 1er Diemling du 10e régiment fut le premier qui se hâta de venir à l'appui de ce régiment avec la 5e compagnie; mais bientôt toutes les autres troupes de la 4e brigade le suivirent. Ici, comme à Bazeilles, on tira sur nos troupes de toutes les maisons, du clocher de l'église et des toits; *aussi mit-on pour cette raison le feu à plusieurs maisons.* » Bazeilles, où, le jour de la bataille de Sedan, les troupes de l'infanterie de marine défendirent pied à pied les maisons contre l'agresseur, a son pendant, les Bavarois le reconnaissent eux-mêmes, dans cette défense acharnée du faubourg Bannier et du faubourg des Aydes par la légion étrangère et les zouaves de Charette. Là succomba le commandant Victor Arago, digne et intrépide soldat, au moment où, devant l'église du faubourg des Aydes, il descendait de cheval pour enlever ses hommes. Un éclat d'obus le tua raide.

Le soir les Allemands faisaient leur entrée dans la ville et, dès le lendemain, les réquisitions, les contributions s'abattaient sur Orléans. La malheureuse cité entre toutes fut saignée à blanc. Les Allemands se savaient en pays riche; ils en profitèrent. Les sabres de cavalerie traînèrent sur le pavé de la place du Martroi, et les chasseurs de Munich fumèrent leur pipe au pied de la statue de Jeanne d'Arc. Pendant ce temps, l'armée allemande continuait sa marche, et nous la verrons bientôt s'emparer de Châteaudun après un combat terrible plus glorieux pour les vain-

cus que pour les vainqueurs. Qu'on ne nous accuse pas de chauvinisme à propos de la défense de la petite ville. Nous sommes de ceux qui trouvent souvent Palafox à Saragosse plus héroïque que Lannes. Vitry, Chartres, furent plus facilement occupés que Châteaudun. Le bombardement de la cité beauceronne allait commencer lorsque Chartres se rendit. Deux mille mobiles, après s'être défendus dans les bois, furent pris en ville et désarmés. Le 25 octobre, les Allemands emportaient Dreux. Von der Tann, demeuré à Orléans, surveillait les bords de la Loire, mais sans craindre d'y voir reparaître les débris d'une armée qu'il croyait définitivement avoir détruite.

L'espoir, en effet, s'envolait des âmes françaises pour y faire place à un découragement profond et à la lassitude. Le pays se sentait aller à la dérive, glisser vers la défaite. Il s'abandonnait lui-même, souriant au mot de patriotisme et regardant curieusement venir l'étranger. « Voulez-vous le mot de ce qui se passe? écrivait un correspondant du journal *la France*. Personne ne se défend. Jugez-en : Étampes avait demandé des fusils, et en avait obtenu. Le soir où quelques uhlans sont signalés, 50,000 cartouches sont jetées à l'eau, et les fusils sont d'avance rangés sur la place de la mairie, pour que l'ennemi n'ait pas la peine de désarmer la population. Ces fusils ont été brisés sur place par les Prussiens. »

Ceci se passait à la fin de septembre ou dans les premiers jours d'octobre. Depuis, l'affaissement pu-

blic était allé croissant. « Le soir du combat d'Artenay le jeune prince serbe Carajorges, sous-lieutenant dans notre armée, frappe à une maison de fort belle apparence pour échapper aux Prussiens. On lui répond : « Tout le mal vient de vous. Heureusement que les Allemands nous débarrasseront de votre présence. Allez-vous-en [1]. » Et pour donner du courage à cette France avilie, habituée par l'Empire à ne marcher que sous la cravache du maître, on venait de nommer M. Crémieux *ministre de la guerre*. Ce n'était pas assez et le pays entier se désintéressait d'une lutte où se jouaient pourtant son existence et son honneur, lorsqu'on apprit tout à coup que M. Gambetta était arrivé à Tours ; il y fut accueilli avec enthousiasme. Les péripéties du voyage dangereux de M. Gambetta ajoutaient à l'effet moral de sa présence. On avait besoin de s'appuyer sur une volonté supérieure et de suivre une direction virile. La France, toujours en quête d'un sauveur, se crut affranchie.

Trois fois, au passage des lignes ennemies, de rudes fusillades avaient été dirigées sur le ballon qui portait M. Gambetta. A Argenteuil, où la première eut lieu, le ballon, autour duquel sifflaient les balles, ne se trouva guère à plus de quatre ou cinq cents mètres de hauteur. Une fois même l'aéronaute, tout près de Pontoise, avait laissé son ballon toucher terre. On était en plein pays envahi. A Clermont (Oise), le ballon

1. Lettre de M. Voisin à la *Défense nationale* de Limoges (30 octobre).

s'était trouvé à 150 mètres seulement au-dessus d'un campement allemand. Heureusement, les fusils étaient aux faisceaux; les voyageurs n'avaient essuyé que le coup de fusil égaré d'une sentinelle.

Lorsque la France apprit que « Gambetta était arrivé »; ce fut un frisson de confiance et d'ardeur par tout le pays. Le jeune tribun, venu de Paris, et que M. Delescluze appelait alors le *fin génois,* l'accusant de fuir la ville envahie, apportait à la patrie son ardeur, sa jeunesse, son audace et sa foi. La France en avait besoin. Encore quelques jours, et elle allait se trouver réduite à quelques places fortes et à quelques restes d'armée. Les forteresses assiégées et prises étaient : Strasbourg, Toul, Schelestadt et Wissembourg.

Allaient capituler ou avaient capitulé : Metz, Marsal, Sedan, Laon, Vitry-le-François et Soissons.

Étaient assiégés et n'avaient pas capitulé : Paris, Phalsbourg, Mézières, Thionville, Bitche, Montmédy, Verdun et Neufbrisach.

Non assiégés mais cernés : Longwy, Carignan et Langres.

Belfort était libre, ainsi que Lille, Givet, Besançon, Grenoble et Maubeuge.

M. Gambetta, en dépit de tout, ne désespéra point du pays et empêcha que le pays ne désespérât de lui-même. Il voulut lutter jusqu'à l'extrémité dernière, à outrance, *jusqu'à extinction,* disait-il lui-même. Extinction, c'eût été folie. Dans une lettre

adressée au préfet de la Charente-Inférieure, capturée par les Prussiens avec le ballon qui la portait, et publiée par eux dans leur journal officiel de Versailles, M. Eugène Pelletan disait : « La situation est celle-ci : *Glais-Bizoin lève les bras au ciel, Crémieux gémit et Gambetta gouverne comme une tête brûlée*[1]. » Mais cette tête brûlée mit le feu au phosphore des cervelles françaises.

Il sembla que l'arrivée de Gambetta détournait de la patrie la malechance qui nous poursuivait. Dès la fin du mois d'octobre, on apprenait qu'un corps de francs-tireurs Liénard s'était battu héroïquement le 25 dans la forêt d'Orléans.

Le 7 novembre avait lieu le combat de Marchenoir.

Les Prussiens s'étaient avancés près de Saint-Laurent-des-Bois pour s'emparer des bois. L'action engagée vers onze heures avec les francs-tireurs de Seine-et-Marne avait été bientôt soutenue par des chasseurs de Vincennes.

A quatre heures, l'ennemi cédait à nos efforts et se retirait devant nous[2].

1. *Moniteur officiel de Seine-et-Oise* (n° 32).

2. Voici le récit officiel du combat. — *Nouvelles de la guerre.* — Dépêche militaire du 7 novembre soir. Armée de la Loire :

« Vers onze heures, une colonne ennemie, composée de deux bataillons, 1,500 cavaliers et 10 pièces d'artillerie, venant de la direction de Baccon et se prolongeant le long de la forêt de Marchenoir, a attaqué successivement nos postes, de Poisly à Saint-Laurent-des-Bois. L'engagement était sérieux à hauteur de Vallière. Un bataillon de chasseurs de pied et deux mitrail-

C'était là un avantage de peu d'importance, mais qui cependant donnait au soldat je ne sais quel sentiment confiant et résolu. Il passait sur l'armée de la Loire, commandée maintenant par un ancien général de Crimée, M. d'Aurelle de Paladines, comme des bouffées de détermination et comme des vents de victoire. Le petit combat de Saint-Laurent-des-Bois devait, ce semble, attirer l'attention de von der Tann. Et pourtant, il me paraît que le général bavarois s'est laissé surprendre.

L'armée de la Loire, reformée par Gambetta, disciplinée par d'Aurelle de Paladines, forte de cent mille soldats, avait passé la Loire à Beaugency, le 8 novembre.. De Mer jusqu'à Orrée s'étendait la ligne française ; nos mobiles et nos francs-tireurs occupaient la forêt de Marchenoir. Averti par ses éclaireurs, von der Tann repartait en hâte d'Orléans, le 8 novembre au soir, et concentrait son corps dans la position entre Coulmiers et Huisseau. Le lendemain, dès l'aube, les Français attaquaient l'armée allemande. Je laisse ici, comme je voudrais le faire toujours, la parole aux témoins oculaires, et je détache du *Journal du Loiret* une vivante description de cette bataille qui arracha,

leuses débouchaient à midi par Saint-Laurent, et refoulaient l'ennemi entre Vallière et Villeciclair. Quelques renforts sont arrivés sur le lieu du combat. L'ennemi, menacé par la cavalerie qui tournait Vallière, se retirait à 3 heures 30 dans la direction de Chanteaume, laissant sur le terrain ses morts et ses blessés : 2 officiers et 50 hommes. Notre cavalerie a fait 64 prisonniers, dont 1 officier.

hélas! un grand cri d'espoir à la pauvre France abreuvée de défaites :

Nos troupes partaient des environs de Cravant et du Bardon, où on les avait massées sur une ligne étendue; elles étaient disposées dans un ordre de bataille qui est resté, pour ainsi dire, celui de la victoire. Elles rencontrèrent devant elles le château de la Touanne, qu'on supposait occupé par les Prussiens. Une batterie est établie : on va bombarder le château, quand on apprend par un paysan que les Prussiens l'ont quitté. On les aperçoit en effet un peu plus loin, à demi dissimulés dans la brume du matin et derrière les arbres.

L'armée française poursuit sa marche sur Baccon. Elle garde, en avançant, la direction qu'elle avait au départ; les divisions se touchent et marchent régulièrement du même pas, du sud-ouest vers le nord-est. Les Prussiens, en effet, ont pris position sur une ligne qui est oblique à la nôtre; ils ont leur front de bataille presque parallèle à cette longue suite de bois qui de Chaingy s'étend jusqu'au delà de Bucy-Saint-Liphard. Ils ont choisi, pour s'y déployer, tout le terrain qui s'offre au regard depuis la ferme de la Renardière, les champs d'Huisseau, les fermes et les petits bois de Coulmiers jusqu'à Rosières et la campagne qui entoure Gémigny.

Les Français rencontrent à Baccon une résistance opiniâtre. Ce sera là que l'ennemi vaincra ou qu'il commencera sa retraite; il a crénelé les maisons et formé des barricades; pas un mur qui ne le protége et qu'il ne défende. Le village de Baccon est bâti sur un mamelon d'où les habitations descendent vers la plaine. De ce point culmi-

nant les Prussiens font un feu meurtrier sur nos troupes. En avant! en avant! crient de toutes parts officiers et généraux; et les soldats se jettent sur l'ennemi avec une impétuosité dont ils comprennent eux-mêmes les heureux résultats : il faut tout de suite emporter ce village changé en forteresse. L'artillerie tonne; l'assaut est donné : les Prussiens cèdent.

Là commença le triomphe. L'armée française reprit sa marche, sans désordre et sans hésitation, précédée de ses nombreux canons : dès dix heures, ce ne fut plus qu'une course victorieuse faite par des troupes contenues et dociles. Deux pièces de siége jetaient le bruit de leur tonnerre effroyable au milieu de cette poursuite. Pour la première fois, nos artilleurs avaient de leur côté la supériorité du nombre et du tir; et hier on entendait, à travers les rangs de l'armée entière, les officiers et les soldats parler avec une reconnaissance pleine de fierté de la précision et de l'adresse avec lesquelles nos pièces étaient pointées.

De Baccon on se porta sur la Renardière, en face d'Huisseau. L'ennemi reculait toujours. Il avait le matin brûlé la ferme de Viard, quand elle allait tomber en notre pouvoir avec les approvisionnements qu'il y avait amoncelés. A la Renardière, les Prussiens brûlent une maison à l'aide de fagots; ils emploient l'incendie pour nous arrêter.

Mais M. de Tann se voit vaincu. A midi, le feu se ralentit un peu de chaque côté; et ceux qui d'Orléans interrogeaient l'écho de ces canons si retentissants craignirent un instant, dans leurs angoisses patriotiques, que les Français eussent perdu le terrain. On changeait les batteries de position. M. de Thann ne soutenait plus la retraite que pour sauver le matériel de son armée, qui gagnait par Ormes la route d'Artenay. Bientôt l'armée française se trouva près

de Coulmiers, son objectif. Vers trois heures et demie, M. de Tann tente une manœuvre qui, plusieurs fois dans la campagne, a réussi aux Prussiens : il cherche à tourner l'aile gauche de l'armée française; mais le général d'Aurelle l'a prévenu : ce sont les Prussiens qu'une de nos divisions tourne elle-même à ce moment-là. L'ennemi recule donc. Cependant il essaye encore une fois de nous arrêter dans le bois qui couvre Coulmiers et derrière les maisons du village. Plusieurs bataillons de chasseurs nous attendent. Les médecins qui visitaient hier ces abords du village ne trouvaient que des cadavres dans les fossés et presque au pied de chaque arbre. Les soldats français sautèrent par-dessus les murs d'un château qui attient à ce bois. Ils sortent de cet assaut, victorieux et libres de se reposer.

La bataille finissait. L'artillerie et quelques régiments continuèrent leur marche sur Rosières et Gémigny. Les Prussiens fuyaient. Ils se débandaient en quittant Coulmiers, et dès lors leur retraite se fit en désordre par Boulay, Bricy, Huêtre et Patay, dans la direction d'Artenay. Le général d'Aurelle voulut achever sa victoire : il lança toute sa cavalerie et ses canons les plus légers à la poursuite de l'ennemi. Hier, jeudi, ils n'avaient pas encore fini de sabrer l'arrière-garde des Prussiens et de ramener des prisonniers.

Chose extraordinaire, on s'est battu près de dix heures, et cependant les pertes ne sont pas effrayantes comme on pouvait s'y attendre. Nulle part la plaine ne porte en tas ces mêlées de cadavres qu'on trouvait au combat d'Orléans. Les morts sont semés çà et là sur les sillons, au bord des routes; funèbre moisson qui recouvre la terre, à peine ensemencée de son blé! Près des taillis ou derrière les

fermes, on ramassait les blessés en plus grand nombre. Mais la bataille n'a pas été une de ces boucheries qu'on a vues à Gravelotte et à Rézonville. C'est qu'elle s'est livrée sur un long parcours, à un ennemi qui de bonne heure a fui; c'est qu'elle n'a guère été qu'un grand combat d'artillerie dont les points extrêmes étaient à une distance souvent considérable. Et la portée des armes nouvelles explique comment une retraite, s'opérant de plus loin qu'autrefois, est plus facile et moins meurtrière à celui qui l'opère.

Ainsi, on le voit, c'était là une victoire importante et indiscutable. Elle était grande, elle pouvait être plus grande encore. La cavalerie chargée de poursuivre l'armée prussienne avait causé de grandes pertes aux fuyards. Peu s'en est fallu qu'elle ne prît tout le parc d'artillerie de M. de Tann. Mais une fausse direction empêcha, dit-on, cette poursuite d'avoir tous les résultats espérés. Durant la nuit, des soldats du train bavarois vinrent audacieusement retirer d'un marais où ils étaient embourbés et où nos soldats ne les soupçonnaient pas les canons des batteries bavaroises et purent les dérober à l'armée victorieuse.

Cette bataille de Coulmiers produisit comme un coup de foudre sur l'armée allemande. Un colonel prussien, s'entretenant à Gémigny avec un des membres de la Société internationale de Secours aux blessés, laissait échapper un aveu précieux et bientôt recueilli.

Il avait, avec les autres officiers, éprouvé la plus

vive surprise dès le commencement de la bataille, quand il avait aperçu dans l'armée française l'ordre parfait où on l'avait rangée.

« En la regardant avec ma longue-vue, disait-il, je ne pus m'empêcher de m'écrier qu'il y avait là un spectacle inattendu pour nous. Une demi-heure après, quand elle eut manœuvré sous nos regards et que nous eûmes considéré le déploiement de son artillerie, les officiers qui m'entouraient se montrèrent fort troublés; nous nous serrâmes la main en nous disant: « C'est une affaire perdue. »

A Versailles, on essaya d'atténuer la portée de la bataille. Le *Moniteur de Seine-et-Oise* n'en parla qu'à son corps défendant. J'ai interrogé, après les journées de Villiers et de Champigny, sous Paris, des soldats saxons, un sous-officier entre autres, qui ignoraient la défaite des Bavarois. On ne manquait cependant jamais de leur lire, à l'ordre du jour, les victoires de l'Allemagne. La presse anglaise, qui ne nous a point gâtés durant cette guerre, célébra pourtant ce retour d'espoir vers nos armes, nos prisonniers de Sedan ou de Metz tressaillaient; au delà du Rhin, pour atténuer le mauvais effet de cet échec, les dépêches officielles du quartier général du roi, en parlaient ainsi :

Versailles, 12 novembre.

Dans les combats du 9 livrés par le général von der Tann, *toutes les attaques de l'ennemi ont été repoussées* en lui infligeant de grandes pertes.

Ce n'est qu'alors que le général von der Tann s'est retiré.

Le 10, une partie des munitions de réserve, avec deux canons de réserve également *bavarois*, sont tombés entre les mains de l'ennemi.

Le 12, aucun mouvement de l'armée de la Loire n'a été signalé.

Ainsi que le faisait remarquer un journal français, quand les Bavarois triomphent, ce sont des Allemands comme les Prussiens; quand ils sont battus, ce sont des Bavarois!

Les Allemands se consolaient d'ailleurs, comme se consolent les vaincus, en disant, par exemple, que le *combat* de Coulmiers leur avait fait *reconnaître plus exactement les forces de l'ennemi*. Ce sont nos consolations amères et chimériques après Wœrth : « Les Prussiens sont en France; tant mieux, ils n'en sortiront pas. » Le général von der Tann, dont la ligne de retraite pouvait être coupée par un plus long séjour à Orléans, quitta cette place et se porta sur la route d'Orléans à Châteaudun. Après avoir « reconnu que l'ennemi était supérieur en nombre », il se replia sur la route Orléans-Paris.

Il s'arrêta près de Toury, où il reçut bien vite des renforts. Von Wittich et le prince Albert l'avaient rejoint le 10 à Chartres, et le grand-duc de Mecklembourg arrivait le 11 de Paris avec ses troupes.

Par quelle inconcevable humeur de temporisation le général d'Aurelle n'avait-il pas poursuivi sa victoire? Il pouvait envelopper le corps bavarois tout

entier et l'écraser ou lui faire mettre bas les armes avant que le vaincu de Coulmiers eût reçu des renforts, avant que l'arrivée des soldats de Frédéric-Charles, l'investissement de Metz, permît aux Allemands de lutter avec avantage. D'Aurelle ne se battit à Coulmiers que sur l'ordre de Gambetta. A-t-il attendu, perdu le temps sur l'ordre de Gambetta? C'est ce que la France est en droit de demander pour faire retomber sur le coupable la responsabilité de la défaite.

Toujours est-il qu'à cette heure et pendant un moment le pays respira. Orléans évacué, douze cents prisonniers, dont six cents avec armes et bagages, deux canons pris, vingt et quelques caissons chargés de munitions, un grand nombre de fourgons et de voitures, de convois enlevés par nos troupes, la pauvre France n'était plus habituée à de telles journées.

Il semblait que la guerre allait entrer dans une phase nouvelle. Le sort funeste était conjuré. Orléans, morne et silencieux aux heures de l'occupation, reprenait sa gaieté, sa vie d'autrefois. Une paysanne exaltée, Catherine Panis, faisait des proclamations aux soldats devant la statue de Jeanne d'Arc. « Le sen-« timent de la liberté se montre sur tous les fronts, « comme dans tous les actes, disait le *Journal du « Loiret;* on parle enfin sans contrainte; des groupes « nombreux couvrent les trottoirs; *les chevaux eux-« mêmes ont reparu dans les rues d'Orléans.* » Le dernier trait est naïf, mais touchant. Il faut avoir été

assiégé pour connaître le prix de la délivrance et comprendre de quel élan on salue le premier coup de clairon français et le premier piaffement de cheval.

Et, comme pour affirmer la vieille humanité nationale, l'avis qui suit était affiché dans les rues :

Le maire de la ville d'Orléans fait appel aux sentiments généreux de la population : il est certain que les blessés et prisonniers allemands seront traités par ses concitoyens d'une manière conforme aux lois de l'humanité.

Orléans, le 10 novembre 1870 [1].

Parmi ces blessés on trouva un grand seigneur allemand, et qui avait été fait prisonnier par les Prussiens en combattant dans les rangs de nos francs-tireurs. Une haute influence seule lui sauva la vie. Notre victoire lui rendit la liberté [2].

1. On s'est plaint à Munich que les chirurgiens bavarois, demeurés à Orléans pour soigner des blessés, aient été considérés comme prisonniers de guerre. Mais on fit pour eux ce que les Allemands ont fait pour nos ambulanciers neutralisés : on les rendit.

2. Je complète ces récits par un extrait d'une lettre d'un soldat au 16e chasseurs, A. Chapeau, publiée par la *Défense nationale* de Limoges : « Le 9, nous sommes partis de Beaugency à cinq heures du matin, à neuf heures nous avons rencontré les Prussiens. L'affaire était finie à six heures.— Le 10, nous ne sommes repartis qu'à neuf heures du matin ; aussi avons-nous profité de la matinée pour visiter le champ de bataille ou pour mieux dire une partie, car notre ligne de bataille occupait plus de 6 kilomètres. Dans un bois de 100 mètres carrés nous avons trouvé 8 Français, 1 sergent-major du 62e, 2 mobiles et 5 soldats de la

La bataille de Coulmiers fut d'abord appelée la bataille de Baccon. C'est à Baccon que la lutte avait été acharnée. Mais Coulmiers avait vu la retraite de l'ennemi. M. Gambetta lançait alors cette proclamation à l'armée :

Tours, le 13 novembre 1870.

Soldats de l'armée de la Loire!

Votre courage et vos efforts nous ont enfin ramené la victoire, depuis trois mois déshabituée de nos drapeaux; la France en deuil vous doit sa première consolation, son premier rayon d'espérance. Je suis heureux de vous apporter, avec l'expression de la reconnaissance publique, les éloges et les récompenses que le Gouvernement décerne à vos succès. Sous la main de chefs vigilants, fidèles, dignes de vous, vous avez retrouvé la discipline et la force; vous nous avez rendu Orléans, enlevé avec l'entrain de vieilles troupes depuis longtemps accoutumées à vaincre.

A la dernière et cruelle injure de la mauvaise fortune, vous avez montré que la France, loin d'être abattue par tant de revers inouïs jusqu'à présent dans l'histoire, entendait répondre par une générale et vigoureuse offensive.

ligne, 3 du 12e et 2 du 39e, qui étaient morts en braves. Dans le même bois nous avons compté 185 Prussiens, dont un capitaine et un lieutenant, et 5 chevaux. C'était affreux. A neuf heures nous avons quitté Coulmiers, repartant en tirailleurs à travers les terres, dans la boue, recevant la neige qui tombait depuis le matin. Le 11, *anniversaire* du jour de notre retraite d'Orléans, nous sommes partis, faisant marcher à la tête de la colonne la musique du 39e, et nous sommes entrés en ville à l'heure à laquelle nous en étions partis un mois auparavant. »

Avant-garde du pays tout entier, vous êtes aujourd'hui sur le chemin de Paris; n'oublions jamais que Paris nous attend et qu'il y va de notre honneur de l'arracher aux étreintes des barbares qui le menacent du pillage et de l'incendie. Redoublez donc de confiance et d'ardeur; vous connaissez maintenant nos ennemis; jusqu'ici leur supériorité n'a tenu qu'au nombre de leurs canons; comme soldats, ils ne vous égalent ni en courage ni en dévouement; retrouvez cet élan, cette *furie française*, qui ont fait notre gloire dans le monde et qui doivent, aujourd'hui, nous aider à sauver la patrie. Avec des soldats tels que vous, la République sortira triomphante des épreuves qu'elle traverse, car après avoir organisé la défense, elle est en mesure, à présent, d'assurer la revanche nationale.

Vive la France! vive la République, une et indivisible!

LÉON GAMBETTA.

On voudrait s'arrêter à cette heure d'illusion et d'espoir. On voudrait, dans ce voyage sinistre dans le passé, faire halte devant ce village de Coulmiers et cette journée de novembre. La France peut-être eut ce jour-là, mais seulement ce jour-là, son salut dans les mains. Qui sait? avec de l'audace, les cent mille hommes de Paladines arrivaient à Étampes, et d'Étampes aux murs de Paris. *Frappez,* avait dit Trochu, et l'*on vous ouvrira.* M. de Moltke comprit bien le danger. Frédéric-Charles étant à Metz, et von der Tann détruit, la route de Paris se trouvait libre. Lorsqu'il apprit la défaite de von der Tann, la retraite du corps d'armée bavarois à Coulmiers,

retraite qui pouvait facilement, le lendemain, se changer en irréparable déroute si le général français eût profité de sa victoire, le roi de Prusse était à table. Il devint furieux en lisant la dépêche qui lui annonçait cet échec, véritablement grave pour les armées allemandes. Se levant tout droit, froissant le papier dans sa main gauche, il frappa du poing droit une glace et s'écriant :

— Ce von der Tann ! triple sot ! Se faire battre, et par des Français !

Il brisa la glace d'un coup violent, et la fit voler en éclats. Que si, encore un coup, je le répète avec amertume, le général d'Aurelle de Paladines, mettant à profit sa victoire, avait anéanti le corps bavarois tout entier — et il le pouvait, — qui sait ce qu'il serait advenu de Paris et de la France !

Une seule fois durant cette guerre fatale, une seule fois, notre patrie put entrevoir le salut et espérer de le toucher bientôt de sa main saignante.

La destinée ne le voulait pas.

CHAPITRE V.

LES VILLES ASSIÉGÉES.

CHATEAUDUN, SOISSONS, VERDUN, MÉZIÈRES, TOUL ET THIONVILLE.

I.

Il y avait, dans cette France envahie, une petite cité paisible, fortunée, vivant heureuse au bord du Loir, qui, dès l'apparition de l'Allemand en Beauce, s'était montrée résolue à résister à l'invasion. Il semblait que la petite ville pacifique voulût donner au pays tout entier un exemple de résolution et de sacrifice. C'est la cité de Châteaudun. Dès la fin de septembre l'*Écho dunois* réclamait le concours de tous les citoyens, l'établissement d'un poste et de factionnaires à la gare, la création de compagnies de guetteurs et d'éclaireurs. Le mercredi 28 septembre, une panique avait fait croire aux habitants que les Prussiens approchaient, et bientôt, avec une fié-

vreuse précipitation, les barricades avaient surgi, les 2e et 3e compagnies de la garde nationale, prenant les armes, allaient garder les passages du Loir à Marboué, tandis que les autres occupaient les postes de la ville et que les communes des environs envoyaient leurs pompiers et leurs gardes nationaux à la sous-préfecture. C'était jour de marché. Les paysans, effarés, voulaient reprendre leurs voitures qu'on réquisitionnait et regagner leurs fermes. Les étrangers partaient en hâte. Et pourtant les Prussiens n'étaient point là et leurs uhlans n'avaient point paru. Le conseil municipal de Châteaudun prit texte de cette panique pour demander au gouvernement de Tours quelques renforts, Châteaudun devant évidemment être attaqué (on le sentait) un jour ou l'autre par l'ennemi, qui s'avançait et allait brûler bientôt les bourgs de Varize et de Civry.

Le 29 septembre, neuf cents francs-tireurs parisiens, sous le commandement de M. de Lipowski, arrivaient à Châteaudun, et dès ce moment Châteaudun donna aux communes voisines l'exemple de la résistance et du patriotisme. A propos de la petite ville qui bientôt allait s'immortaliser par une lutte sans espoir, le *Siècle* (édition de province) s'exprimait ainsi, à la date du 3 octobre : « On signale de plus en plus, et avec de nouveaux détails, l'attitude de la garde nationale de Châteaudun. Bien que cette ville soit complétement ouverte, surtout du côté de la Beauce, quelques compagnies se sont portées au-de-

vant de l'ennemi; les autres ont dépavé la ville et fait des barricades, au son du tocsin. Quand on a su qu'on était décidé à se défendre à Châteaudun, toutes les gardes nationales placées entre cette ville et Vendôme se sont mobilisées d'elles-mêmes pour arriver à la rescousse, et, quand elles ont été sûres que l'ennemi s'éloignait, elles ont maintenu un service d'éclaireurs tous le long de la route. »

Le 10 octobre, des uhlans se montraient devant Châteaudun à trois cents mètres de la barrière du chemin de fer. L'alerte était donnée, les uhlans disparurent. En apprenant la défaite de l'armée française à Artenay et la prise d'Orléans par les Bavarois, le conseil municipal de Châteaudun, pour éviter une résistance désespérée, voulut désarmer la garde nationale, et le désarmement fut commencé; mais les habitants réclamaient bientôt leurs fusils, et des uhlans s'étant montrés de nouveau, des hommes les repoussaient, courant à l'ennemi, des faulx et des fourches en main, à défaut de leurs armes à feu. Le 13, M. de Lipowski, dont les francs-tireurs s'étaient retirés à Courtalain, rentrait à Châteaudun et protestait contre la parole du sous-préfet, qui déclarait que Châteaudun ne se défendrait pas; et le lendemain, 14, la garde nationale, à qui l'on rendait ses fusils et à qui l'on distribuait des cartouches, reprenait possession des postes de la mairie, de la gare et de la caserne.

Quatre jours après, les Prussiens se présentaient,

en colonne serrée, devant la petite ville, et, sans sommation préalable, commençaient à la bombarder.

Cette journée du 18 octobre, terrible pour la malheureuse et courageuse cité, sera pour la France une date de gloire. Châteaudun, hérissée de barricades, les unes faites de madriers et de chars renversés, les autres de véritables murailles, crénelées au moyen de sacs de terre avec fascines à l'intérieur, sacs de sable et revêtements extérieurs faits de pavés, Châteaudun, défendue par une petite troupe à peine exercée (mille trois cents hommes en tout, sept cents francs-tireurs de Paris, cent quinze de Nantes, et cinquante de Cannes, le reste de la garnison étant composé des gardes nationaux du pays), Châteaudun, attaquée par tout un corps d'armée allemand, sous les ordres du général Wittich, accompagné du prince Albert de Prusse et du duc de Saxe-Meiningen, n'hésita pas à disputer avec ses faibles ressources et ses fortifications hâtives le passage aux régiments compactes et disciplinés de Bavière et de Prusse.

La ville ouverte allait donner l'exemple aux villes fortifiées.

Il était midi. Le clairon sonne. La 1re et la 4e compagnie de la garde nationale, qui comptait cinq compagnies chacune de deux cents hommes, se réunissaient sur la place de la mairie, pour aller prendre leurs postes respectifs, un détachement à l'hôtel de ville, l'autre à la caserne, le plus grand nombre aux barricades, lorsque tout à coup le même cri parcou-

rut la petite ville : Les Prussiens ! Ce sont les Prussiens ! « Et de fait, raconte l'écrivain dunois, M. Coudray, à qui nous empruntons ces détails[1], à ce moment même une forte colonne ennemie formant une masse sombre s'avance en bon ordre sur la route d'Orléans et atteint la tuilerie, tandis qu'un autre corps vient par la route de Meung. » On a pu s'étonner à bon droit que les francs-tireurs, envoyés comme éclaireurs aux environs, n'aient pas plutôt signalé la présence de l'ennemi [2]. Quel était le nombre des Allemands ? Disons-le à la gloire des citoyens de Châteaudun, ils ne comptèrent pas. Les jours précédents, l'ennemi avait dévasté, pillé, brûlé les villages voisins, Varize, Menainville, Civry, disant en voyant flamber les pauvres fermes : *Que c'est beau, le feu!* (Historique.) Les habitants de Châteaudun ne songèrent pas que les flammes allaient aussi dévorer leurs logis. Ils songèrent à la seule patrie et au seul devoir. Ils étaient treize cents hommes armés pour la plupart de fusils à piston, sans canons, sans bastions. Les Allemands,

1. *Défense de Châteaudun dans la journée du 18 octobre 1870*, par M. L. D. Coudray (1 vol. petit in-18, imprimé à Châteaudun chez Pouillier-Vaudecraine).

2. Un de ces francs-tireurs, M. E. Bardenat, sergent-major à la 7e compagnie et qui fut blessé le 18, M. E. Bardenat écrivait à un journal de Limoges, son pays : « Le 18, à midi et demi, les sentinelles avancées et des vedettes placées dans le clocher de l'hôtel de ville annonçaient l'arrivée de l'ennemi. Aussitôt les clairons sonnaient le rassemblement et les cloches le tocsin. » — Mais à midi et demi il était déjà bien tard.

au nombre de dix à douze mille [1], traînaient avec eux une artillerie puissante, canons et obusiers. Qu'importe ! les gens de Châteaudun et les francs-tireurs étaient décidés à combattre, et tandis que l'armée du général Wittich investissait la ville sur toute la gauche du Loir, ne laissant libre que la route du Nord (route de Nogent-le-Rotrou) et le faubourg Saint-Jean, les gardes nationaux armaient leurs fusils en chantant bravement : *Mourir pour la patrie.*

Une heure après, les obus tombaient sur l'hôtel de ville, point de mire des artilleurs allemands. Les batteries ennemies ouvraient leur feu, écrasant la mairie, balayant la grand'place, la promenade du Mail, la batterie placée derrière la gare frappant en éventail la partie de la ville qui fait face au railway, tandis que quatre autres batteries, placées entre la route de Vendôme et la route du Mans, battaient les barricades et foudroyaient la petite ville. Trente canons à la fois jetaient sur Châteaudun leurs obus et leur mitraille. Les projectiles lancés sur les maisons, sur les églises, sur l'hospice où furent tués des malades, se comptaient par milliers, et, comme toujours, les Prussiens se servirent de bombes incendiaires. Puis, tandis que leur artillerie écrasait les demeures, leurs fantassins essayaient d'enlever les barricades. Ils étaient repoussés. Ils furent repoussés ainsi, battus

1. C'est le chiffre donné par M. Coudray, témoin oculaire. La dépêche de ambetta à Jules Favre dit seulement 5,000.

et fusillés jusqu'à sept heures du soir. La nuit venait, et, malgré les bombes, malgré l'audace et le nombre des assaillants, héroïque, grisée par le salpêtre et la fièvre du combat, la garnison de Châteaudun tenait toujours.

Et Tours n'était pas si loin pourtant, et le chemin de fer était libre! Et le moindre secours venu du dehors eût peut-être changé ce sublime désastre en victoire!

Livrés à leurs seuls efforts, dans le crépuscule d'un jour d'automne, les défenseurs de Châteaudun luttaient intrépidement. Un moment, trompés par le scintillement des casques des artilleurs bavarois, ils cessèrent le feu devant les haies de Mondoucet, prenant les ennemis pour des pompiers des environs; mais, la surprise passée, la fusillade recommença plus acharnée et plus vive.

Ainsi éclairés par la rougeur sinistre des incendies qui partout éclataient, secoués par l'amour ardent de la patrie, par l'âpre résolution de défendre la fortune amassée, le foyer bombardé, surexcités par la poudre, ces humbles gardes nationaux d'Eure-et-Loir combattaient, luttaient en héros. Tout à coup, vers huit heures du soir, un noir bataillon prussien, après avoir emporté la barricade de la rue de Chartres, arrivait brusquement sur la place Royale. Mais, dit M. Coudray, « une fusillade terrible éclate contre les envahisseurs, au chant de la *Marseillaise*. Elle est immédiatement suivie d'une charge à la baïonnette.

L'engagement dure bien vingt minutes, sans que les assaillants puissent être chassés. Alors les officiers des francs-tireurs, commandant la réserve et quelques petits détachements retirés des barricades, entreprennent de les mettre entre deux feux. Ils réussissent à ce point que l'ennemi est complétement refoulé dans la rue de Chartres, et la place jonchée de ses morts. »

A cette heure encore Châteaudun, secourue, pouvait être sauvée.

Mais bientôt, franchissant les barricades, débouchant par toutes les rues, inondant la ville, — tels que je les avais vus à Forbach, leurs bataillons noirs, pareils à des fourmilières, — les Prussiens, poussant leurs hourras, arrivaient de tous côtés, furieux, affolés, enfonçant les portes, brisant et broyant, rejetant à coups de crosse les habitants hors du logis, pillant, volant et complétant leur œuvre par *la brosse à pètrole et la bougie de campagne.* Incendiaires et meurtriers. On les a vus, et là-dessus la brochure de M. Coudray est terriblement éloquente, on les a vus allumer la paille du lit d'un vieillard paralytique et le brûler sans pitié, le malheureux se tordant dans les flammes. On les a vus forcer, le pistolet au poing, un pauvre vieux à mettre lui-même, de sa main tremblante, le feu à son pauvre logis. Un soldat du premier Empire, regardant d'un œil méprisant ces férocités des soldats, le capitaine Michau, leur dit froidement : « Nous aurions rougi, nous, de faire une pareille

guerre! » Ils étendent roide mort ce vétéran à coups de revolver et jettent son cadavre dans une maison embrasée. Qu'il se carbonise, le grognard! En vérité, cela est horrible, épouvantable, indigne. Les officiers, attablés à l'*hôtel du Grand-Monarque,* mangent, soupent, boivent, et lorsque, en leur apportant le dessert, la maîtresse du logis, effarée, les supplie, disant : « Messieurs, messieurs, il y a des hommes qui veulent mettre le feu à la salle à manger! — Oui, madame, répondirent-ils ironiquement en bouclant leur ceinturon, et il est bien inutile de chercher à l'éteindre en bas, car, si nos ordres ont été exécutés, il doit être déjà mis au grenier. » Ils sortent. C'était vrai : le toit de la maison brûlait.

Sans doute la rage les avait saisis à la vue de tant de cadavres allemands couchés dans les rues de la ville. Deux mille morts, paraît-il; des officiers prussiens, lors de leur passage à Chartres, ont même dit deux mille cinq cents. Mais brûler, saccager, se donner ce plaisir féroce de la plus sauvage vengeance, chercher la revanche dans l'effondrement d'une cité, vouloir, comme Attila, que l'herbe ne repousse plus partout où un coursier allemand a posé son fer, voilà qui est fait pour consterner l'idée innée de justice que chacun porte en soi-même, voilà qui est fait pour éterniser la vengeance française et effarer l'universelle conscience.

Il y avait six mille habitants à Châteaudun. De ceux qui ont survécu beaucoup, après s'être assurés par le

travail du pain pour les vieux jours, ont trouvé la misère, la faim, la maison brûlée ou rasée. Plus de deux cents maisons détruites (deux cent trente-cinq, douze brûlées par les bombes, cent quatre-vingt-treize par le pétrole), *cinq millions* environ engloutis en une seule journée. Et, dès le lendemain, à cette ville pillée et incendiée, le général Wittich demandait encore 200,000 francs de contributions, réquisitionnant en outre 1,500 couvertures, 100 kilos de sel, 100 kilos de café, 400 litres d'eau-de-vie et 20,000 litres d'avoine. Il eût pu brûler la ville entière, ce Schylock à cheval, sans que la ville pût payer. Les habitants avaient fui. Le conseil municipal, « réduit à quelques membres seulement », réunit à grand'peine 52,000 fr., trouva cent dix couvertures, le sel et le café. Le vainqueur donna froidement un reçu *à valoir en compte*. Il y a un roman allemand, de G. Freytag, qui s'appelle : *Doit et Avoir*. Ce pourrait être le titre vrai de l'histoire de cette épouvantable guerre.

Encore s'ils avaient, dans la victoire, la générosité qui touche et console le vaincu ! Mais ils raillent, et, tandis que Châteaudun brûle et qu'ils font prisonniers non-seulement les gardes nationaux valides, mais les vieillards et les impotents, ils s'amusent à plaisanter avec cette lourdeur qui caractérisait au temps de Heine, et caractérisera toujours le Berlinois : « Le beau spectacle qu'une ville incendiée! — Nous ruinerons ainsi tout le pays! — Tout y passera! — Mais pourquoi tirez-vous avec tant d'acharnement

sur le clocher de Saint-Valérien? — Pour écraser beaucoup de maisons [1]. »

Les Prussiens demeurèrent ainsi jusqu'au 20 octobre dans la petite ville égorgée et dont les habitants, fuyant à travers bois dans les villages voisins, recevaient de Tours des chariots de vêtements et de couvertures. A quatre heures du matin, le jeudi 20, les Allemands partaient du côté de Chartres. Les Dunois purent à la fois reprendre possession de leur ville et juger de la désolation que les soldats de Wittich semaient derrière eux.

Le tableau tracé par l'auteur de la *Défense de Châteaudun* est, en ce sens, superbe de réalisme répugnant [2] :

Toutes les maisons que l'incendie ne dévore pas sont ouvertes, et des bougies ou des chandelles, fichées dans des bouteilles, éclairent les intérieurs ignoblement salis et saccagés. Le parquet des pièces et le pavé des corridors sont jonchés de bouteilles cassées, de vin répandu, de chandelle, de bougie, de papiers maculés, de linge d'une saleté révoltante, de chiffons noircis, de débris de verre, de noix écrasées sous les pieds et d'os à moitié rongés, tandis que les meubles sont couverts d'assiettes pleines de

1. On a vu, à Châteaudun, des soldats prussiens jeter par les fenêtres des blessés français, les amputés et les mourants; ils les prenaient à deux par la tête et par les pieds, les balançaient et les précipitaient (*Recueil de documents*, Bordeaux, Ferret, éditeur).

2. Voy. la brochure de M. Coudray.

débris de festin, de graisse, de blanc d'Espagne, de coupes à moitié vides et de vases de cuisine noirs et graisseux. Ajoutez à cela une odeur âcre, *sui generis*, qui vous monte à la gorge et vous agace horriblement les nerfs olfactifs.

Et ce ne sont pas seulement les maisons qui portent les traces de la dévastation et du pillage; la place elle-même est remplie de bouteilles cassées, de fusils brisés, d'ordures de toute sorte, avec accompagnement de deux cercueils prussiens près de la fontaine.

La défense de Châteaudun est peut-être le plus glorieux épisode de cette campagne où, à côté d'épouvantables défaites, la France peut revendiquer encore des journées honorables et des efforts dignes de respect. La délégation de Tours décrétait, le 20 octobre, que la ville de Châteaudun avait *bien mérité de la patrie*. Paris assiégé écrivait sur une de ses rues ce nom : *Châteaudun*, et la petite ville beauceronne entrait tout à coup dans l'histoire avec un renom d'héroïque fierté.

Les divers articles publiés sur la journée du 18, le récit du *Times* aussi bien que la dépêche du *Moniteur* prussien[1] sont inexacts. J'ai voulu connaître, de

1. Voici cette dépêche. Elle laisse percer le dépit et le courroux :

On a appris la nuit dernière qu'il y avait eu, aux environs de Châteaudun, un engagement dans lequel le corps de Wittich avait battu un corps de troupes françaises commandées par un

l'homme qui a si bravement commandé la garde nationale de Châteaudun au 18 octobre, quelques détails spéciaux, et le commandant Testanière, dont on annonça la mort, bientôt démentie, et qui, survivant à sa blessure, peut maintenant jouir de la réputation qu'assure toujours le devoir accompli, m'écrivait de Romans (Drôme) la lettre qui suit. Elle vaut d'être publiée, car elle contient sur le combat de Châteaudun quelques éclaircissements qui appartiennent à l'histoire :

Romans, 22 mars 1871.

Monsieur,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire m'est arrivée dans le Dauphiné, où je suis venu chercher un climat plus doux, nécessaire à la guérison de la grave

officier polonais[1]. *Des mesures sévères vont être prises contre les étrangers qu'on trouvera armés.*

C'est le pendant de la dépêche par laquelle le *Moniteur* prussien palliait la défaite de von der Tann à Coulmiers :

« Le général von der Tann, en apprenant que l'armée dite *de la Loire*, avait passé la Loire près de Beaugency, à la date du 9 novembre, a pris position contre cette armée en dehors de la ville d'Orléans. *Après avoir constaté la force numérique des adversaires,* le général von der Tann s'est retiré en combattant vers *Saint-Pernizy*[2]. Les pertes éprouvées dans cet engagement par le corps du général von der Tann sont de 42 officiers et 667 soldats. Les Français avouent dans leurs dépêches officielles une perte de 2,000 hommes. »

1. Le comte de Lipowski.
2. C'est Saint-Péravy.

blessure que j'ai reçue à la défense de Châteaudun le 18 octobre dernier; et malgré qu'il y ait une très-grande amélioration, je ne suis pas encore complétement rétabli après cinq mois de bons soins et de traitement...

... Plusieurs rapports succincts ont paru dans le *Moniteur* de Bordeaux, entre autres celui du commandant des francs-tireurs parisiens; mais il a oublié de dire que, commandant de l'état de siége, et par conséquent responsable des faits de guerre, il s'est laissé surprendre par l'ennemi, puisque, lorsque les Prussiens ont été signalés à 1 kilomètre de la ville, il était tranquillement à déjeuner avec ses officiers[1]. Quand le premier coup de canon a été tiré, vers midi et demi, la garde nationale, faisant le service de la ville, relevait ses postes et avait deux compagnies sous les armes; elles se sont rendues à la hâte pour occuper leur poste de combat, et elles faisaient déjà le coup de feu que le commandant des francs-tireurs parisiens n'avait pas encore un de ses hommes sous la main.

Le même commandant parle de sa retraite sur Courtalain, mais il néglige de faire connaître l'heure à laquelle il s'est retiré, fait très-important et que mon devoir m'oblige à relever. Vers six heures du soir, l'ennemi, cessant le bombardement, dirigea son infanterie avec plus de vigueur contre nos barricades, dont quelques-unes

1. Les francs-tireurs, dont le premier devoir était de bien éclairer les environs de la ville qu'ils voulaient défendre, ont-ils fait tout ce qu'ils devaient à ce égard? Il est bien permis d'en douter. Dans cette guerre où la Prusse a déployé force ruses, il était pourtant déjà bien temps que la surprise ne fît plus partie des bagages français! (*Défense de Châteaudun* dans la journée du 18, par L.-D. Coudray, page 31.)

Je cite deux témoignages à la fois.

commençaient à se dégarnir, et le combat s'engagea alors dans les rues; le commandant choisit ce moment (sept heures et demie environ du soir) pour opérer son mouvement de retraite avec une partie de ses hommes[1], oubliant de prévenir les troupes qui restaient engagées, et de remettre le commandement entre les mains du commandant de la garde nationale.

Nous avons continué la lutte jusqu'à dix heures et demie, sans espoir de vaincre un ennemi beaucoup trop supérieur en nombre, mais animés du seul désir d'en mettre le plus possible hors de combat. J'ai été blessé à huit heures et demie du soir.

Je ne saurais trop vous remercier, monsieur, de l'honneur que vous faites à mes concitoyens en cherchant à mettre en relief le courage et le dévouement dont ils ont fait preuve dans cette mémorable journée qui a ruiné notre petite ville, mais qui lui laisse la consolation d'avoir accompli son devoir au milieu des épreuves de notre chère et malheureuse patrie.

Recevez, je vous prie, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

TESTANIÈRE,
Commandant de la garde nationale de Châteaudun.

Cette lettre, simple et ferme, est digne du soldat qui a eu l'honneur d'attacher son nom à un glorieux fait de guerre désormais historique.

Pauvre Châteaudun, broyé, réduit en cendres, mi-

1. On a vu plus haut que la réserve des francs-tireurs a aidé à balayer la place Royale. J. C.

sérable et dévasté, et dont l'espoir est de renaître, ton exemple est aussi un remords! Les citoyens dunois ont su se sacrifier à une époque et dans une nation jadis superbe, mais où le sacrifice est devenu rare. Tandis que le Midi chantait ses refrains belliqueux, rêvant des séparations impossibles, se ruant aux déchirements funestes, Châteaudun, ne voyant que la patrie, s'écroulait sous les bombes, pendant que ses enfants combattaient avec la *Marseillaise* pour clairon. Ceux-là n'étaient ni des fantaisistes ni des virtuoses qui dans leurs manifestations bruyantes avaient fait à la face du ciel des serments à la manière antique. C'était de braves bourgeois, des vendeurs de grains, des travailleurs et des marchands qui, le fusil en main, sans bravades, répondaient à l'appel de la France en présentant leurs poitrines. Beaucoup sont morts, et le nom de Châteaudun restera dans notre histoire à côté de Strasbourg, de Phalsbourg, de Bitche, de Belfort, de ce grand Paris tant calomnié, — comme pour montrer que, même aux heures sinistres de l'histoire, dans un peuple démoralisé, oublieux de ses devoirs, il se trouve encore des coins de terre où le vieux drapeau des grandes journées françaises peut flotter avec fierté, car il est défendu avec courage.

II.

Bitche et Belfort auront, avec Phalsbourg, leur place dans ces trop rapides récits de la *Guerre sainte*. Ce

sont là des cités alsaciennes dont nous parlerons en racontant la résistance de l'Alsace. Nous avons déjà vu tomber Strasbourg et Metz, nous allons voir à leur tour succomber des villes qui surent aussi bravement combattre. Toul qui, comme Châteaudun, comme Strasbourg, mérita bien de la patrie, avait été investie presque en même temps que la ville défendue par Uhrich.

Le 14 août, les Allemands commençaient cet investissement, et le 16 ils tentaient l'assaut des ouvrages de défense que le canon de la forteresse ne protégeait pas. La faible garnison repoussa l'assaut, les Prussiens laissèrent plusieurs centaines de cadavres, et reculant, bombardèrent la ville, espérant la réduire. Elle résista. Elle devait résister, de façon à stupéfier les assiégeants, jusqu'à la fin de septembre. Toul formait sur la ligne du chemin de fer de Nancy à Paris un obstacle dont l'existence permettait à la capitale de se fortifier et de s'organiser. Que si les fameux canons Krupp qui devaient bombarder nos maisons parisiennes n'arrivèrent pas plus tôt, c'est à la brave garnison de Toul que nous l'avons dû. Et n'oublions point de constater que les plus intrépides défenseurs de cette ville furent les 2,000 jeunes gens de la garde mobile de Nancy. On a accusé Nancy de s'être laissé prendre par quatre uhlans, et certes ce fut là un honteux spectacle, mais il est juste de dire que la jeunesse de Nancy, les meilleurs de cette Lorraine en fleur, furent ceux-là qui, enfermés dans Toul, re-

poussèrent les colonnes d'assaut du colonel Manteuffel, commandant le siége.

Toul fut maintes fois attaquée, jamais emportée de vive force. La garnison repoussa toujours les assaillants. Ceux-ci, mettant en position sur une crête du mont Saint-Michel et sur les hauteurs qui font face au faubourg Saint-Épure des pièces de gros calibre, transportées d'Allemagne, écrasèrent alors sous leur feu concentrique, non-seulement les ouvrages fortifiés, mais la ville elle-même, détruisant la chapelle gothique de Saint-Gengulphe, atteignant la cathédrale, allumant en vingt-trois endroits l'incendie. Il fallut se rendre.

Lorsque les troupes prussiennes entrèrent dans la ville, traînant leurs sabres, roulant leurs canons, nombreuses, avec artillerie, infanterie, corps aguerris, elles furent à la fois irritées et stupéfaites en voyant qu'il avait suffi d'une poignée d'hommes pour arrêter toute une armée. « La garnison, disait un journal anglais, a été trouvée *ridiculement faible.* » C'est héroïquement qu'il fallait dire. Le *Moniteur* prussien la porte à quatre mille hommes. Il exagère. Toul était défendue par soixante cuirassiers, cent hommes de la ligne, quarante gendarmes et deux mille gardes mobiles. « On n'y comptait pas, me dit-on, un seul artilleur régulier. » Les pièces étaient servies par les mobiles. Tous les habitants, au surplus, les gardes nationaux valides avaient fait le coup de feu, au 16 août, pour repousser l'assaut.—La ville avait fait son devoir

Metz, Toul et Verdun, les trois évêchés célèbres! Tous trois tant de fois assiégés, succombant tous trois, mais bien différemment dans cette dernière guerre. Verdun, la première place investie de nos forteresses de l'Est, fut, comme on l'a remarqué, une des dernières à se rendre. Verdun était au surplus une des villes les mieux approvisionnées, et certes, grâce à l'intendance de l'Empire, il lui fallait peu de chose pour se montrer, en ce sens, plus favorisée que d'autres villes de guerre. C'est par Verdun que Bazaine, renforcé des corps Ladmirault et Frossard, devait opérer son mouvement de retraite et de concentration sur Châlons, lorsque le combat de Borny et les batailles de Gravelotte et de Rézonville le forcèrent à demeurer sous le canon de Metz.

Verdun, défendue par mille hommes de troupes régulières, deux mille quatre cents mobiles et quatorze mille gardes nationaux inhabiles, fut attaquée le 24 août par une armée saxo-prussienne (quinze mille hommes), qui pouvait s'appuyer encore sur un corps aussi considérable demeuré non loin de Verdun, à Haudainville. L'armée assiégeante était commandée par le prince Georges de Saxe. — Dès le matin, ses troupes, prenant position sur les collines qui entourent la ville, étaient prêtes à tenter l'assaut. La réserve demeurant massée dans les bois, une colonne s'approcha forte d'environ cinq ou six mille hommes. Les tirailleurs ennemis, à travers les haies des jardins, s'avancèrent jusqu'à portée de fusil des murailles.

Notre mousqueterie les força de reculer, et notre artillerie eût presque en même temps écrasé deux fortes colonnes qui s'avançaient, marchant de front, mais — le croirait-on? — les *pièces n'étaient pas chargées*, et les officiers qui commandaient les bastions n'avaient pas encore reçu les clefs des poudrières de rempart [1]. La fusillade de nos tirailleurs suffit heureusement à arrêter les colonnes prussiennes, et les força à battre en retraite. C'est alors que se présenta un parlementaire allemand, chargé de sommer la place de se rendre. Les conditions étaient douces comparées surtout aux conditions prussiennes d'habitude. Le général Guérin de Waldersbach, commandant la place, cœur intrépidement français avec son nom germain, rejeta ces propositions. Aussitôt l'artillerie prussienne ouvrit un feu violent, et « plus de deux mille cinq cents obus furent lancés sur Verdun.»

Mais cette fois « les vierges de Verdun » n'allèrent pas au quartier général prussien offrir au vainqueur des dragées. Sur ce point, 1870 effaça le souvenir de 1792. La population tout entière, décidée à la résistance, n'eut aucune faiblesse devant cette pluie de fer.

1. Tous ces détails sur le siége de Verdun sont empruntés à une brochure fort bien faite, publiée à Toulouse, et signée *Un assiégé de Verdun*. Je regrette de ne pas connaître, pour le donner ici, le nom de l'auteur de ce travail, qui se distingue du tas de publications hâtives, romanesques et erronées composées sur la guerre.

Le matin du 24 août, à neuf heures, les officiers prussiens avaient dit : « Nous déjeunerons à Verdun. » Le soir, repoussés par nos soldats, ils se vengèrent en bombardant la ville. Ils avaient laissé devant Verdun près de huit cents morts.

Et Verdun, résolue à se défendre jusqu'à l'épuisement de ses forces, redoublait d'énergie. Les gardes nationaux servaient les pièces, les vieillards, « des avocats, des notaires » traînaient la brouette, tandis que le génie rasait les bâtiments qui gênaient le tir, et que les femmes et les enfants, au fond des caves, dont on avait garni les soupiraux « de fascines et de fumiers frais », faisaient de la charpie.

L'investissement de Verdun cessa d'être complet d'ailleurs, au moment où l'armée allemande tout entière se réunit pour écraser à Sedan l'armée de Chalons que l'empereur conduisait fatalement, absolument, aveuglément à la défaite. Après Sedan, des milliers de fuyards (deux mille quatre cents hommes) échappés aux désastres, artilleurs, fantassins, turcos, se réfugiaient, affamés, dans Verdun et apportaient aux assiégés, à qui ils demandaient asile, le secours de leurs bras.

Quelques semaines après, Verdun était attaquée de nouveau. Cette fois, le 26 septembre, au point du jour, l'ennemi prenait pour objectif la citadelle et les casernes. L'artillerie française riposta vigoureusement à l'artillerie prussienne, et dans ce duel elle eut le dessus. Les batteries allemandes furent éteintes

après trois heures de combat. Ce fut alors que, renonçant à l'assaut et à la canonnade, les Allemands s'en tinrent à un blocus complet, tandis que nos artilleurs faisaient feu sur les vedettes lorsqu'ils parvenaient à les apercevoir.

« Il n'était pas rare, dit l'auteur anonyme du *Siége de Verdun*, de voir des obus arriver et éclater juste sur leur tête à 2,000 et 2,500 mètres. Nos pièces de 24 atteignaient les Prussiens dans leurs camps, à 5 et 6 kilomètres. Le canon grondait sans cesse. Quelques centaines d'hommes sortaient à peu près chaque jour, détruisaient les travaux d'approche que notre artillerie avait déjà sérieusement entamés et harcelaient l'ennemi jusque dans ses derniers retranchements. *Les turcos rapportaient, chaque fois, comme trophées, une douzaine de paires d'oreilles prussiennes.* » Ce dernier détail est horrible. Les *hommes noirs* dont avaient si peur les paysans badois, au début de la guerre, combattent en Europe comme dans leurs déserts d'Afrique. Qui les pourrait retenir ? A l'armée de la Loire, les spahis indigènes, faisant métier d'éclaireurs, couraient, au galop de leurs petits chevaux arabes, sus aux uhlans prussiens, et lorsqu'ils les pouvaient tuer, rapportaient leur tête pendue à l'arçon de leur selle. Ils furent la terreur des Allemands, qui s'attachèrent dès lors à les détruire. Décimés, la plupart des spahis périrent dans ces combats. Cela est affreux, ces turcos coupant les oreilles des cadavres, mais, ce qui est plus épouvantable, ce sont les fils ci-

vilisés de la docte Germanie enduisant de pétrole des blessés et les brûlant ainsi ; ce sont les étudiants de Heidelberg ou de Gœttingue forçant les paysans qu'ils fusillent à creuser leur propre fosse, ce sont les « envoyés de Dieu » affirmant leur mysticisme par des meurtres et des massacres.

Octobre venu, le général Botzner, qui commandait devant Verdun, fut remplacé par le lieutenant général von Gayl, officier d'artillerie, vrai Prussien, dur comme fer. Le 13, le 14 et le 15 octobre, un bombardement commençait, mais impétueux, épouvantable, effréné. Le feu dura cinquante-six heures. Et, comme toujours, les incendies, les écroulements, les sinistres fracas de ces jours d'agonie, les flaques de sang dans les rues, la mort des innocents et des faibles.

Goethe, avec son égoïsme de savant, écrivait froidement à propos du premier bombardement de Verdun en 92 : « Des météores embrasés parcouraient tranquillement l'espace, puis tout à coup on voyait un quartier de la ville en flammes. »

Lorsque Verdun eut en 70 reçu des milliers de météores embrasés, alors on voulut répliquer à la force par le courage.

Dans la nuit du 19 au 20, le capitaine Jumeau, suivi de quelques zouaves, chasseurs à pied, artilleurs et soldats du génie, se glissait, silencieux, jusqu'aux batteries prussiennes. « C'est en rampant, par une nuit épouvantable, que ces hommes dévoués arrivaient à la bouche des canons, puis, se dressant

tout à coup, sautaient dans les batteries, renversaient les soldats prussiens et se précipitaient sur les pièces, qui furent enclouées en un instant [1]. » Ces braves avaient tué trente hommes environ à l'ennemi, après lui avoir encloué vingt-six canons, et ils ramenaient sept prisonniers.

Le lendemain, le général commandant Verdun adressait au général prussien cette lettre superbe, qui fait l'éloge de l'homme qui l'écrivait et de la population qu'il défendait :

Général,

Je dois vous exprimer le sentiment qui pénètre chez moi sur la manière dont vous avez attaqué la ville de Verdun. J'avais pensé jusqu'à ce jour que la guerre entre la Prusse et la France devait être un duel entre les deux armées et j'étais loin de m'imaginer que des habitants inoffensifs, des femmes et des enfants, verraient leur fortune et leur vie si injustement engagées dans la lutte. Si vous pensez, général, que cette manière d'agir de votre part, que je me dispenserai de qualifier, peut contribuer en quoi que ce soit à hâter la reddition de la place, vous êtes dans une profonde erreur; car ce que les habitants ont souffert jusqu'à ce jour n'a contribué, vous pouvez me croire, qu'à augmenter chez eux l'abnégation que commandent leur position et leurs sentiments patriotiques.

Ni la pluie des bombes et des boulets ni les privations auxquelles la garde nationale et l'armée peuvent être expo-

1. *Courrier de Verdun.*

sées ne les empêcheront de faire leur devoir jusqu'au dernier moment. Leur plus grand désir serait de se mesurer corps à corps avec les troupes prussiennes. Permettez-moi de vous dire, général, que c'est sur la brèche que nous vous attendons et que nous espérons que vous sortirez un jour de derrière les montagnes qui vous tiennent cachés à nos coups.

Recevez, général, etc.

Le général commandant supérieur,
Baron Guérin de Waldersbach.

Après la bataille de Wœrth, un Français, membre considérable de la Société internationale de secours aux blessés, disait à un général prussien : — Je n'ai pas à vous recommander mes pauvres compatriotes, blessés ou prisonniers, et l'Allemand répondait avec une ironique hauteur : — Soyez tranquille, monsieur, nous ne faisons pas la guerre comme à des Mexicains.

On peut dire que nul peuple n'a fait la guerre comme certains généraux d'Allemagne, et entre autres M. von Gayl, devant Verdun, l'ont faite à des Français [1].

Cette brave garnison de Verdun devait répondre au

1. A propos de Châteaudun, nous avons accusé comme il convenait le général Wittich. Il est convenable, en même temps, de rendre au prince Albrecht la justice de déclarer qu'il donna, dès le lendemain du 18, permission aux Dunois de rentrer chez eux et d'éteindre les incendies qui dévoraient leurs logis.

bombardement par une sortie victorieuse et, le 28 octobre, les batteries prussiennes étaient, à la même heure, sur tous les points à la fois, démontées, les affûts brisés et les munitions détruites [1]. Tout à coup, la pauvre ville assiégée apprit que Metz avait capitulé, que l'armée de Bazaine était prisonnière et que cent mille Prussiens à la fois et l'immense matériel de siége devant Metz allaient être dirigés sur Verdun. Quel écrasement ! quel anéantissement complet de toutes les espérances ! A quoi bon lutter ? à quoi bon combattre ? L'artillerie de Metz et de Strasbourg réduirait facilement en poudre les remparts de Verdun. La grande cité, Metz, entraînait Verdun dans sa chute. Le général commandant Verdun proposa de rendre la ville et demanda les conditions à l'ennemi. Ce fut le roi Guillaume qui répondit :

« En présence de l'héroïque défense de Verdun, disait-il, je suis disposé à accepter des conditions exceptionnelles. »

« On traita donc, dit l'auteur du *Siége de Verdun*, sur les bases posées par nous. » Cette fois le vaincu parlait le premier. La garnison était prisonnière, mais les troupes conservaient leurs sacs et leurs effets, la garde mobile native de Verdun était libre. Les gendarmes, restés libres, gardaient leurs chevaux. Les maîtres ouvriers restaient également libres. La ville de Verdun était dispensée de toute contribution de

1. *Siége de Verdun*, par un assiégé, page 21.

guerre et réquisition. Les troupes allemandes, sauf le cas de passages extraordinaires, seraient logées non chez les habitants, mais dans les bâtiments militaires. Enfin, disait le traité, la forteresse et la ville de Verdun, tout le matériel de guerre, approvisionnements, etc., *seront rendus à la France après la guerre.*

C'est ainsi que capitulent les gens qui ont fait leur devoir.

La fière capitulation de Verdun est la condamnation de la capitulation de Sedan et de la reddition de Metz.

Le 9 novembre, les troupes prussiennes entraient dans Verdun, sans tambour, trompette ni musique. Les rues étaient désertes. Le souvenir des *vierges de Verdun* était oublié.

III.

Qui m'eût dit, lorsque je traversais Soissons au mois d'août, regardant manœuvrer les mobiles du pays, que les fortifications, à peine mises en état de servir, seraient si promptement bombardées? De la fenêtre de notre hôtel nous apercevions les roues des canons de rempart et les glacis de la place. Moins d'un mois après, ces canons tonnaient contre l'étranger et les Prussiens commençaient le siége. Après la déroute de Sedan, Soissons avait vu passer les divisions de Lignières et d'Exéa, du corps de Vinoy, qui

devaient bientôt, battant en retraite sur Paris, se retirer par Compiègne. Il ne restait guère dans la place, lorsque ces troupes furent parties, que le dépôt du 15e de ligne (commandant Dénis, chef de bataillon), un bataillon de mobiles (colonel Charpentier) et les 12e, 14e et 16e batteries d'artillerie des mobiles du Nord, sous le commandement du capitaine du Monéry. M. de Noue, lieutenant-colonel, commandait la place.

Dès le 11 septembre 1870, M. de Noue écrivait au maire de Soissons :

Soissons, le 11 septembre 1870.

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous prévenir qu'un parlementaire prussien vient de se présenter à la porte de Reims et m'a demandé, de la part du maréchal qui commande le corps d'armée, quelles étaient les intentions de la place.

J'ai répondu que le maréchal devait savoir qu'un officier n'avait qu'une ligne de conduite et devait remplir jusqu'au bout la mission qui lui était confiée; que la place était bien armée; qu'elle avait une garnison imposante et animée du meilleur esprit; que les habitants étaient prêts à tous les sacrifices; que tout le monde, en un mot, était disposé à s'ensevelir sous les murs plutôt que de se rendre.

Veuillez agréez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma parfaite considération.

Le lieutenant-colonel commandant
la place de Soissons,

DE NOUE.

On apprenait, presque en même temps en ville, que l'état-major d'un corps prussien était à Vailly. L'attaque approchait, et la garnison décidée et la population opposaient une honorable résistance aux envahisseurs. Dans les premiers jours du siége on eut absolument l'espoir de vaincre. Il semblait que ce ne fût là qu'une épreuve de courte durée. On s'énivrait de ces mensonges consolants qui ont conduit jusqu'à la plus amère déception la malheureuse France. « On annonçait, par exemple, dit l'*Argus* du 18 septembre, la marche vers Soissons du maréchal Bazaine, qui, débloqué de Metz, grâce à vingt-cinq mille Kabyles et à Abd-el-Kader, pourchassait l'armée prussienne à la tête de cent quarante mille hommes. On se répétait que Bazaine se dirigeait sur Lappion, au nord-est de Sissonne, *où il avait commandé des vivres.* » Ah! que nous les connaissons, pour les avoir éprouvées, ces angoisses de l'assiégé qui font voir dans un mirage, au Strasbourgeois monté sur le Munster, les Français qui approchent, angoisses qui font entendre au Parisien l'écho du canon de l'armée de la Loire.

Les volontaires de la garde nationale de Soissons faisaient, le plus souvent possible, des sorties. Ils débloquaient, par exemple, le 24 septembre, les canonniers volontaires de Soissons que l'ennemi entourait, et, ce jour-là, comme le dit un témoin, « si, au lieu d'être deux cents, ils avaient été deux mille, ils eussent pu occuper les hauteurs avec de l'infanterie et

des pièces de campagne, et jamais peut-être Soissons n'eût été pris. »

Soissons ne devait se rendre, au surplus, qu'après trente-sept jours de siége et un bombardement en règle. Dès le premier jour, des femmes étaient tuées. Mme Aubert, se trouvant dans la rue, recevait une balle; c'était la femme d'un fondeur, prisonnier lui-même des Prussiens. « Depuis trois jours, écrivait un assiégé à la date du 29 septembre, la garnison assiste à un spectacle grandiose et triste en même temps. Les faubourgs brûlent sur un long parcours. » Le 12 octobre, le bombardement commençait et atteignait bientôt le *summum* d'intensité. Les Prussiens avaient établi sur les monts de Presles quarante-cinq pièces de gros calibre, correspondant à nos pièces de 24 rayés, et foudroyaient la ville. La manutention et l'hôpital brûlaient dès le second jour. Il y eut alors des choses tristes. On doit les signaler pour les flétrir. *Le capitaine des pompiers donna sa démission, disant que ses hommes n'étaient point faits pour éteindre les incendies sous le feu de l'ennemi.*

Saint-Jean était criblé de projectiles. Durant trois jours et trois nuits le bombardement continua. Le troisième jour les pertes s'élevaient à huit millions. Le conseil municipal, établi en permanence, demande qu'on se rende. Une brèche de trente à quarante mètres était pratiquée déjà au bastion 3. Comment repousser l'assaut? Vingt-deux mille Prussiens étaient là contre quatre mille gardes mobiles ou fantassins

du dépôt, soldats depuis un mois ou deux. Soissons se rendit le 15 novembre.

On avait admiré, durant le siége, les artilleurs de la mobile de Lille, fidèles à la tradition et dignes des vieux canonniers lillois. « Au moment où l'artillerie ennemie passait devant eux, l'officier qui la commandait se pencha sur son cheval et dit d'un ton interrogatif : *Artillerie?* — On lui répondit : Oui, artillerie mobile! — Et il s'écria en battant des mains : Ah! bravo, artillerie mobile, bravo! Et les artilleurs prussiens battaient des mains en criant : *Bravo, artillerie!* »

C'est un Lillois qui le raconte, et il a raison d'en être fier. On emmena la garnison prisonnière. Ces malheureux traversaient un bois, lorsque des coups de feu furent dirigés par des francs-tireurs tapis dans les broussailles sur les uhlans de l'escorte. Ceux-ci se vengèrent en tirant dans le tas, hurlant et effaré, des malheureux mobiles prisonniers. Ce fut un massacre. Que de sang et que de cadavres!

Soissons demeura longtemps, d'après les clauses du traité, occupé par les Prussiens. Soissons occupé, c'est un pistolet chargé sur la tempe de Paris. En trois heures la garnison accourt. Qu'on se hâte donc, oubliant les haines, de payer cet ennemi dont la présence est insultante, et qu'il parte, nous laissant libres de travailler à notre rachat et à notre revanche!

Soissons devait souffrir; mais, plus que Soissons,

les Ardennes allaient supporter le poids étouffant de l'invasion. Soissons fut assiégée; Mézières fut écrasée. M. René Ménard a écrit une brochure sous ce titre : *le Crime de Mézières* [1]. C'est en effet le véritable nom qui convient à un tel fait d'armes. Mézières, que les Allemands semblaient avoir laissée de côté après Sedan, et dont la possession leur était de moindre importance que celle de Soissons, par exemple (Soissons leur livrant le chemin de fer qui va vers Paris par Villers-Cotterets), Mézières, qui avait pu espérer peut-être d'être épargnée depuis que Bonaparte n'avait eu ni l'intelligence militaire ni l'audace de s'y réfugier, au lieu de s'engouffrer à Sedan, Mézières, demeurée en communication avec Givet, et qui pouvait prendre l'ennemi entre les feux des garnisons de ces deux citadelles, Mézières ne fut investie complétement que le 24 décembre 1870. Le siége, à partir de cette date, ne devait pas être long. Le 2 janvier, les Prussiens entraient dans la ville. Mais dans quel fantôme, dans quel cimetière de ville!

Au lieu d'attaquer l'ennemi, de jeter sur lui les trois mille hommes de garnison pour enlever ou bouleverser ses batteries, le commandant de la place laissa passer dans l'inaction la plus complète les journées du 28, du 29 et du 30, pendant lesquelles l'ennemi préparait ses obus et choisissait ses points de mire. Dans l'après-midi du 30, Mézières recevait l'avis

1. Bruxelles, 1871.

du bombardement et, dès l'aurore du lendemain, les incendies commençaient. C'était avec les canons de siége pris à Montmédy que les Prussiens bombardaient Mézières.

Ils le bombardaient de façon à faire bientôt des ruines fumantes de quartiers tout entiers, de maisons et d'églises. On ne pouvait riposter, on était littéralement inondé de fer. Partout le feu; la mort partout. Une maison s'écroulait, celle de M. B..., étouffant sous ses ruines douze êtres humains à la fois. L'ambulance de la ville, incendiée, brûlait sans qu'on pût sauver les blessés; des Français, des Prussiens, couchés côte à côte [1]. Nous avons vu l'image des monceaux de ruines de Mézières. Strasbourg seul peut-être et Châteaudun portent de tels et de si glorieux stigmates. La municipalité, voulant sauver les enfants et les femmes, parla de capituler. L'autorité militaire, demeurée jusqu'alors inactive et muette, répondit : « On avisera. »

Quant à la municipalité de Charleville (ville sœur de Mézières, ville ouverte et seulement séparée de la ville forte par la Meuse), non atteinte encore par les projectiles, épargnée par le feu, elle répondit froidement au maire de Mézières : « Les dégâts de votre ville ne sont pas assez considérables pour qu'on se résolve à capituler [2]. » Mais bientôt, sur cette ville

1. *La Prusse au pilori*, par H. de Condé (Bruxelles, in-18, page 208).

2. René Ménard, *le Crime de Mézières*, p. 10.

sans défense, sur Charleville même, les obus allaient pleuvoir. Dans leur cruauté scientifique, les Prussiens se décidaient, pour réduire la ville assiégée, à hâter le *moment psychologique* en frappant non-seulement Mézières fortifiée, mais Charleville désarmée. Charleville reçut sept ou huit cents obus, et nul doute que la ville n'eût été rasée si le drapeau blanc n'eût été arboré et si Mézières n'eût capitulé. Les parlementaires eurent, pour se rendre au quartier général prussien, de la peine pour traverser les rangs de nos soldats qui voulaient continuer une lutte désespérée.

Le 1er janvier, la ville se rendit. Les Prussiens y entrèrent le lendemain.

Il était réservé à Mézières, pour comble de malheur, dit M. Ménard, de voir pendant les vingt-quatre heures qui s'écoulèrent avant que le vainqueur fît son entrée dans la place, des scènes qui feront la honte éternelle de ceux qui, le pouvant, n'ont pas eu le courage de les prévenir ou de les réprimer. Les approvisionnements de toute sorte furent laissés à la disposition d'une multitude sans frein qui organisa un hideux pillage et gaspilla sans mesure. On spécula même sur ces matières abandonnées. Ceux qui purent en accaparer en assez grande quantité revendirent à vil prix. Des tonneaux de vin et d'eau-de-vie furent défoncés par les soldats. Une partie de la garnison s'enivra. Et pendant que se passaient ces scènes navrantes, l'autorité militaire resta obstinément cachée. Seuls et impuissants contre cette foule, le préfet républicain Dauzon, plusieurs notables de Mézières et de Charleville, indignés mais fermes, et com-

prenant leur devoir, luttèrent et cherchèrent en vain à rétablir l'ordre.

Ce sont là malheureusement les fréquentes scènes qu'ont pu voir de près ceux qui ont suivi la campagne. A Reims, les soldats pillaient; après Forbach, des soldats du train égarés, ivres, fouettaient leurs chevaux en chantant des airs de barrière. Toute idée morale avait fui chez beaucoup de ces prétoriens. Tout sentiment de devoir et d'obéissance était mort. Ceux qui le gardaient encore surent mourir. Les autres avaient besoin, pour se retremper, de l'épouvantable leçon de la défaite.

L'écrivain auquel j'emprunte ces détails accuse le colonel qui commandait Mézières de s'être peu montré, de n'avoir ni harangué ni encouragé ses soldats, de n'avoir point paru sur les points menacés. Les officiers subalternes seuls, et leurs soldats, auraient fait preuve de vaillance. Quant au colonel commandant de place et aux deux lieutenants-colonels sous ses ordres, l'accusation de M. Ménard est si précise qu'on a le devoir de l'enregistrer, ne fût-ce que pour provoquer une réponse.

Le lundi 2 janvier, jour de l'entrée des Prussiens dans Mézières, le hasard, dit l'auteur du *Crime de Mézières* nous fit rencontrer un de nos amis arrivant de Givet et qui, un des premiers, avait pu pénétrer dans Charleville.

« Pouvez-vous me dire où je trouverai le colonel commandant de place? nous demanda-t-il.

— Mais à la citadelle. Pourquoi donc?

— J'ai à lui remettre son brevet de général. »

Reste à savoir si le brevet était bien gagné.

Après Mézières, Rocroi devait succomber. Je détache le récit de la capitulation de Rocroi d'un rapport inédit dont on ne saurait mettre en doute l'authenticité :

Le parlementaire prussien s'est présenté le 5 janvier à la porte de Bourgogne à dix heures du matin ; il a été reçu par M. Mélin, commandant de place, M. Neveux, maire, et M. Alph. Sanier, sous-préfet. Il a sommé la ville de se rendre en la menaçant d'un bombardement qui devait commencer à midi, et en déclarant que si la ville se défendait, les autorités civiles seraient envoyées en Prusse. En présence de ces insolentes injonctions auxquelles le commandant répondit de la façon la plus digne, les pourparlers ne pouvaient être longs, mais de dix heures un quart à midi, il ne restait que sept quarts d'heure pour prendre les dernières mesures et mettre en sûreté les femmes et les enfants, en d'autres termes et sous une apparente modération de formes, c'était un bombardement brutal et immédiat.

A midi juste la première bombe tomba, puis ce fut un feu roulant, quelque chose d'horrible, cinq ou six incendies se déclarèrent, dont deux très-considérables : à cinq heures du soir une vingtaine de maisons brûlaient, le tiers à peu près de la petite ville. Le bombardement se ralentit alors peu à peu, puis cessa tout à fait. A six heures un quart,

le parlementaire prussien se présenta de nouveau et offrit aux autorités les conditions de capitulation de Mézières : garnison, mobiles, mobilisés, douaniers et gendarmes prisonniers de guerre, remise des armes et munitions, garde nationale sédentaire prisonnière sur parole, autorités civiles libres, ajoutant qu'en cas de refus, la ville serait entièrement détruite par la grosse artillerie de siége qui était toute prête. Le commandant déclara qu'il voulait, avant de répondre, consulter le conseil de défense ; il demanda toutefois au maire et au sous-préfet, qui n'en faisaient pas partie, quelle était leur opinion. M. Sanier répondit que, tout en appréciant l'horrible puissance de destruction de l'artillerie prussienne et l'étendue des sacrifices que le bombardement imposait à la population civile, il ne croyait pas encore arrivé le moment où toute résistance était impossible, que tout au contraire la défense utile allait commencer à se produire quand l'ennemi, jugeant la ville détruite, s'approcherait forcément de la place à portée de nos projectiles.

Le commandant affirma qu'il était bien déterminé à prolonger la résistance et consulta le conseil de défense, dont tous les membres étaient jusque-là restés silencieux. C'étaient MM. Dupuis, capitaine d'artillerie; Chereau, capitaine du génie; Lebeau, capitaine des mobiles; et Cornu, capitaine-commandant la garde nationale. Le conseil décida à l'unanimité la capitulation aux conditions de Mézières, les pièces ne portant pas jusqu'aux batteries prussiennes et les remparts n'étant défendus que par une centaine de mobiles incapables de repousser un assaut et dont plusieurs avaient déjà déserté leur poste. D'ailleurs la poudrière n'étant pas suffisamment protégée contre la grosse artillerie prussienne,

il fallait craindre au premier instant une explosion et ses épouvantables conséquences.

Quant au sous-préfet, comme il ne se trouvait pas de francs-tireurs dans la ville, il ne fut point fait prisonnier comme le préfet des Ardennes.

Ce préfet de Mézières, dont il est ici question, avait été particulièrement désagréable aux Prussiens par le mémoire qu'il adressait, le 4 novembre, à M. Gambetta sur les déprédations et les exactions commises au nom du droit de conquête dans les Ardennes. Cette longue pièce, une des plus douloureusement éloquentes du dossier des Prussiens, a été publiée, à son heure, par les journaux de France, et on la pourrait retrouver tout entière dans le recueil belge, *la Prusse au pilori*. Ce sont les dépositions textuelles des personnes lésées, ou martyrisées, faites devant des médecins, des notables, devant M. Berry, président honoraire du tribunal civil de Charleville; M. Angenoux, procureur de la République; M. Regnault, président du tribunal de commerce; M. Rys, négociant belge, etc., etc., constitués en jury d'enquête. Tous les procès-verbaux contre-signés par M. E. Dauzon, préfet des Ardennes. Je ne puis donner place ici à ce long rapport qui grossirait un peu trop notre livre, mais l'histoire dira que les faits commis par l'armée allemande à Neuville et à This, à Rouvroy, à Launois, à Vaux-Villaine, partout dans ces villages de l'Ardenne dont les francs-tireurs terrifiaient les Prussiens, sont

des plus épouvantables qu'aient vu se commettre la guerre. Des gens inoffensifs sont pillés, volés, battus, des malades atteints de la petite vérole jetés hors de leur lit, des fermiers taxés à deux mille francs par un officier qui passe : « Deux mille francs, ou votre maison sera incendiée. » Et lorsque les malheureux assurent ou qu'ils payeront, si on leur donne le temps, ou lorsqu'ils jurent sur l'honneur qu'ils n'ont point logé de francs-tireurs, on leur répond d'un air méprisant : *L'honneur d'un Français, fi donc!* — Le procès-verbal d'enquête, publié par M. Dauzon, mérite d'être placé à côté de la fameuse circulaire de M. de Chaudordy, dont la lecture émut l'Europe, cependant peu tendre pour notre patrie déchirée.

Ainsi, l'une après l'autre, lentement, mais sûrement, nos places fortes tombaient au pouvoir de l'ennemi. Thionville, dont nous n'avons point parlé, avait capitulé le 25 novembre. Comme Verdun, après une vive résistance, elle était contrainte à la chute par la capitulation de Metz. Jusqu'au 13 novembre, la place qui, onze mois durant avec Wimpfen, s'était défendue jadis contre l'Autrichien, avait tenu en respect et même à distance le corps assiégeant. Mais, une fois Metz rendue, la 14e division du 7e corps d'armée allemand, sous les ordres du général von Kamecke, investissait étroitement Thionville et, après avoir en trois jours établi seize batteries de 85 canons, occupé les villages environnants et fait quelques rapides travaux d'approchement, commençait impétueusement

un de ces bombardements farouches, que les Prussiens se vantent d'avoir remis en usage. Vainement le commandant de place avait demandé à M. de Kamecke de laisser les enfants et les femmes quitter la ville. Comme toujours, la réponse avait été que la présence des enfants et des femmes hâterait la capitulation. Le bombardement dura deux jours. Puis, dans la nuit du 24 au 25 novembre, Thionville se rendit. Les Prussiens y trouvèrent 200 canons et 4,000 prisonniers.

Les habitants de Thionville, en entendant retentir sur le pavé de leurs rues le talon lourd des soldats allemands, rappelaient les heures où ils attendaient anxieusement l'arrivée de l'armée de Bazaine, la délivrance, le salut. Maintenant au sommet de leurs monuments, ils allaient voir flotter ce sombre drapeau blanc et noir, qui restera sur la citadelle lorraine jusqu'au jour où une main française y replacera les trois couleurs.

CHAPITRE VI.

LES ASSIÉGÉS ET LES EXILÉS.

Tandis que ces tristes événements se déroulaient en province, Paris investi résistait noblement, comptant sur la province à l'heure où la province comptait sur lui. Pour quiconque réfléchit, il est évident que la brutale séparation, la scission fatale qui s'opéra en France au moment du siége de Paris, ont été la cause des catastrophes qui ont suivi. Il n'est pas sain pour une population de deux millions d'hommes d'être enfermée durant de longs mois. Il est aussi dangereux pour une nation d'être séparée durant le même temps de sa capitale. Les fossés creusés par l'armée assiégeante semblent aussitôt faire d'un même peuple deux mondes profondément distincts.

Ceux qui n'ont vu Paris qu'après la capitulation, les remparts déserts, les gourbis abandonnés, les casemates vides, ne peuvent se faire une idée juste de l'attitude résolue de sa population. La province, mé-

contente d'être troublée dans son repos pour aller au secours de Paris, qu'elle eût volontiers laissé, selon l'expression d'un correspondant du *Journal du Havre*, « cuire dans son jus », en voudra toujours à Paris des efforts infructueux qu'elle a faits. En revanche, Paris gardera longtemps rancune à la province de son injustice et de ses terreurs.

L'idée de la province était celle-ci, qu'on retrouve partout reproduite dans les journaux du Midi et du Nord :

« Le roi Guillaume brisera ses hordes contre le feu écrasant des *seize forts détachés* protégeant une enceinte défendue elle-même *par quatre-vingt-quatorze bastions*. En admettant même que l'enceinte et les forts soient pris par surprise ou à la suite d'un assaut qui ferait perdre à l'ennemi *plusieurs centaines de mille hommes*, le général Trochu a organisé *la guerre des barricades par dix réserves échelonnées*, qui mettront l'ennemi aux prises avec la population tout entière. »

Évidemment la province pouvait croire Paris invincible, et certes, si les Prussiens eussent abordé de front les bastions et les barricades, ils eussent perdu des milliers d'hommes et succombé peut-être. Mais la guerre aujourd'hui n'est ni chevaleresque ni imprudente. Au lieu de risquer la vie des leurs, les chefs prussiens préférèrent nous affamer et nous bombarder, ce qui fit de ce siége un blocus, blocus que pouvait seule rompre l'armée de secours tant attendue.

En réalité, les Prussiens n'ont point pris ce Paris où ils sont entrés piteusement, déposant leurs sabres pour visiter les galeries du Louvre qui n'étaient point dans la *zone* neutralisée, sifflés, bernés et mitraillés par les lazzis des gamins de la rue.

L'attitude de Paris, avant et après la capitulation, avait été digne, et la province eut le mauvais goût et l'ingratitude de le contester. Sans doute elle était déçue dans ses espoirs. Mais ne l'étions-nous pas après le rude hiver, sans bois et sans pain? Et, poussés par notre humeur française, n'avions-nous pas tous, gens de Paris ou de province, été bien loin, trop loin, hélas! dans nos espérances?

Nous nous étions regardés comme sauvés au 4 septembre, parce que, abattant les écussons impériaux et les aigles, nous avions hissé le fier drapeau de la République. Poussée par le peuple, dont le courroux ne raisonnait pas, la députation de Paris s'était constituée en gouvernement provisoire. On avait, malgré elle, proclamé cette République qui venait ainsi, sans bénéfice d'inventaire, prendre la lourde, l'écrasante succession de l'Empire. Jusqu'au dernier moment, quoi qu'en disent aujourd'hui ceux qui parlent bien haut du *crime du 4 septembre,* la gauche avait résisté à l'entraînement populaire. Mais nulle puissance au monde ne pouvait empêcher ce jour-là que la République ne fût pas. Le matin, Paris, rebondissant sous le soufflet de Sedan, criait : *A bas l'Empire!* à midi : *Vive la France!* à deux heures : *Vive la République!*

C'était le courant, le torrent fatal, impétueux, orageux.

Ceux des républicains qui pensaient et voyaient juste ne se sentirent jamais aussi vaincus que lorsqu'ils se virent ainsi vainqueurs.

La République n'avait plus pour résister à l'invasion qu'un tronçon d'épée. Au 10 août, elle eût eu l'armée intacte de Mac-Mahon, au 4 septembre elle n'avait que l'armée démoralisée de Vinoy. N'eût-il pas mieux valu laisser à la régence le soin de recueillir le funeste héritage? « Nous voudrions bien qu'il n'y eût pas de révolution à Paris, me disaient les généraux allemands, sur le champ de bataille de Sedan, la régence nous accorderait tout ce que nous voudrions et la paix serait faite. » Mais la pauvre France, perdue par l'Empire, en appelait à l'idée républicaine, qui l'avait autrefois sauvée. Elle ne raisonnait pas, ne pensait pas; elle se jetait à la République et lui disait : Sauve-moi! — Il fallait que la France, qui en juillet était en retard sur la Prusse de quatre ans au moins, prît brusquement l'avance en septembre. Il fallait que, sans armée, elle résistât à d'innombrables soldats victorieux. Il fallait l'impossible. On le tenta. On eut la sublime intrépidité de le tenter. *Folie héroïque,* disait alors Trochu. Et Rochefort, hochant la tête : « La France, en proclamant la République, me fait l'effet d'un malade qui appelle le médecin à l'heure où l'agonie commence. »

Les *politiques* du parti républicain avaient essayé de laisser aux auteurs de la guerre la responsabilité de la

paix. Gambetta lui-même attendit longtemps avant de jeter la république à la foule électrisée et impatiente qui la réclamait. Il sentait bien que la république allait avoir à soulever le plus lourd des fardeaux. Qu'était-ce que 1792 à côté de 1870! Jamais l'invasion ne s'était présentée sous cette forme mathématique, scientifique, froidement résolue, compassée, méthodique, terrifiante. Ils avaient tout: le nombre écrasant et la précision méticuleuse. La république, pure de cette guerre, allait la continuer, téméraire, insensée dans son héroïsme. Qui le voulut? le pays. La sagesse alors était de laisser au bonapartisme la honte de la paix. Mais Paris, sûr de son courage, de son énergie, de son patriotisme, grisé par les souvenirs glorieux des jeunes volontaires d'autrefois, Paris, en renversant l'empire, imposa à ses successeurs la continuation de la guerre et leur donna pour mandat impératif la victoire.

Généreux, ignorant de la force de l'adversaire et de l'immensité de nos désastres (plus de cadres, plus d'armée), ne demandant qu'à se sacrifier, Paris oubliait qu'il était bien tard, et que, pour sauver la patrie, il eût fallu en saisir le drapeau un mois plus tôt, avant Mouzon, Carignan et la capitulation de Sedan.

La sagesse voulait qu'on fît la paix en septembre; mais qui eût osé alors parler de paix au peuple? Le peuple, lui, ne désespérait pas de la France. Alors commença cette lutte inégale, superbe de témérité,

glorieuse par ses efforts, désolante par ses résultats, mais qui, du moins, aura sauvé, aux yeux du monde, l'honneur de la France !

De plus réfléchis eussent traité. Nous sommes des fous. Mais là du moins cette folie est belle. Nous avons continué la lutte, épuisant nos ressources au lieu de les épargner pour la revanche future, mais nous avons succombé avec gloire. Sauver l'honneur, pour les nations, cela vaut mieux que sauver sa vie, car c'est se donner le droit de vivre dans sa fierté.

Revenu de Sedan, après le 4 septembre, les yeux encore attristés de la vision des morts de Bazeilles et de Givonne, je ne partageais pas alors la confiance inébranlable des Parisiens. J'avais vu de trop près cette machine d'acier qu'on appelle l'armée prussienne. La république était proclamée depuis deux jours quand j'arrivai, regardant sans joie ces affiches où brillaient les mots que j'aime : Liberté, Égalité, Fraternité ! J'étais comme tout homme qui, son rêve réalisé, a peur de le voir s'envoler, et je comptais avec angoisse tout ce qui menaçait la pauvre et chère république naissante. En quelques mois, en quelques heures, il lui fallait réparer les fautes des vingt ans d'empire. Ce qu'elle avait fait en 92 ou plutôt en 93 et 94, après des années de fièvre qui poussaient au dévouement, 1789, 1790, 1791, il fallait qu'elle le refît en 70, après des années d'affaissement et de démoralisation. Était-ce possible ? Les maladies du pays : l'égoïsme, l'abdica tion volontaire, l'amour de la jouissance et l'oubli du

devoir, n'étaient-elles point endémiques, passées dans le sang? Refait-on, en bloc, une armée? Refait-on un peuple? Une heure de fumigation dissipe-t-elle les miasmes amassés depuis des années? Ah! pauvre république, quelle tâche t'imposaient maintenant ceux qui te maudissaient la veille et qui t'allaient calomnier demain!

L'homme qui devait plus tard représenter le patriotisme à outrance, effréné et fiévreux, me parut alors très-perplexe. Gambetta à Paris, comme plus tard à Tours, ne se dissimulait pas l'énormité de la tâche qu'il entreprenait. L'œuvre était lourde à mener, non-seulement à bonne fin, mais à dénoûment. La partie était comme perdue. Dans les premiers jours de septembre, au ministère de l'intérieur, il me parut, je le répète, soucieux et presque accablé! Je ne cachais pas à un de ses plus fidèles combien l'œuvre à accomplir était écrasante.

— Que voulez-vous! me dit-il (c'était M. Spuller), nous n'avons pas pris le pouvoir, nous l'avons ramassé.

Un jour, j'étais — non pas en solliciteur, je me hâte de le dire, car beaucoup sollicitaient alors, même parmi les bonapartistes, — j'étais dans le cabinet de Gambetta, qui me paraissait à la fois affairé et attristé, lorsque tout à coup quelqu'un entre tenant à la main une dépêche :

— Vinoy, dit-il, est arrivé avec son corps d'armée.

— Vinoy!

Gambetta se redressa brusquement et rebondit à ce nom. Il s'illumine, il se frotte les mains.

— Vinoy! Allons, vite, des affiches! Deux mille affiches! Vinoy ramène son artillerie, n'est-ce pas? Mettez qu'il nous apporte ses caissons, ses canons, ses munitions! Vite, vite! des affiches partout!

Il semblait ne pas douter du succès. D'une minute à l'autre, il reprenait espoir. L'arrivée des troupes de Vinoy, qu'il n'avait pas vues et qui entraient à Paris dépenaillées, avec l'aspect de militaires d'hôpitaux, avait tout fait. Trochu, à la même heure, hochant la tête, demandait ce qu'il allait faire de ces soldats harassés et démoralisés, déjà las de se battre avant la bataille, et qui pourtant devaient former le noyau de l'armée du siége.

Voilà la différence des deux tempéraments.

Gambetta est enthousiaste; cette chaleur de sang l'emporte, l'entraîne. Ajoutez-y la facilité et la loquacité méridionales, avec cela l'éloquence toute latine, antique et par conséquent exagérée, éloquence de rhéteur plus que de politique, l'éloquence qu'il fallait d'ailleurs pour remuer les masses, — vous aurez l'explication de ces télégrammes superbes et de ces dépêches énigmatiques, de ces adjectifs, de ces citations, de ces coups de clairon sonnés à l'oreille de la France et qui semblaient faits pour électriser à la fois le pays et l'homme qui les écrivait.

Gambetta, encore une fois, ne croyait pas en septembre à la victoire. Il n'eut une véritable certitude

ou du moins un viril espoir que lors de la bataille de Coulmiers. Cette victoire lui ouvrit l'horizon. Il semblait que la fortune venait de se lasser. Orléans était repris. La cité de Jeanne d'Arc était libre. L'ombre de la brave fille avait, semblait-il, conjuré le sort acharné contre ce *pays de France* qu'elle aimait tant. Là, Gambetta fut heureux, sûr de la victoire. A Tours, dans les bureaux, il rayonnait. Et dès ce moment, il s'acharna intrépidement à cette idée de la *guerre à outrance* qui l'aveugla à la fin, mais qui en somme a fait son renom et sa personnalité.

Pourquoi évoqué-je ces souvenirs effacés? Il n'y a pas un an de passé depuis septembre, et comme tout cela est loin! Je me présentais, le 8 septembre, au ministère de l'intérieur, à l'heure où chacun demandait une préfecture, pour obtenir simplement un laisser-passer pour parvenir jusqu'au général Trochu, à qui je voulais parler. Je me rappelle combien j'étonnai les familiers du ministère en leur demandant cela. Voir le général Trochu! et pourquoi faire? Lui parler! et pour quoi lui dire? En réclamant ce laisser-passer, j'avais l'air de réclamer quelque chose d'impossible. On n'eût pas bronché devant la demande d'une place de préfet, mais ce bout de papier, ce diable de bout de papier! Que pouvais-je bien vouloir au général?

Je voulais simplement lui dire ce que j'avais vu à Sedan et lui donner quelques renseignements militaires dont il pouvait faire son profit. Républicain de

la veille, on voit que j'exigeais peu de chose de la République. J'ai d'ailleurs l'amour-propre de l'avoir, selon mes moyens, servie un moment sans lui avoir coûté ni demandé un centime. Enfin j'obtins mon laisser-passer. Tous les gens qui attendaient, me voyant serrer un papier dans un portefeuille ne doutèrent pas que je n'emportasse quelque commission officielle. L'un des solliciteurs me demanda gravement si je n'étais point nommé directeur du Théâtre-Français. Je dépliai le papier.

— Lisez. Voici tout ce que j'ai obtenu.

Et il lut : « *Laissez parvenir M. J. C... jusqu'au général Trochu. Signé :* Clément Laurier. »

— Ce n'est que cela? dit-il.

— Ce n'est que cela.

Lui fut préfet. Il m'a, je le sentis bien, dès ce moment pris pour une dupe.

Le général Trochu me reçut d'une façon charmante, la main tendue, en homme du monde et en soldat. Il n'ignorait rien, je dois l'avouer, de ce que j'avais à lui dire. Je subis aussitôt le charme que ce causeur aimable, militaire irrésolu, — on le vit bien depuis, — sait donner au tour de la conversation. Il me charma, et m'attrista ; ses espérances avaient les ailes terriblement déchirées par les dernières défaites.

« — Si j'avais une armée de secours, me dit-il, je pourrais vaincre. Je défendrais les environs de Paris, tous ces villages qui, au lieu de me servir de postes avancés, vont servir d'abri aux assiégeants. Ah ! si

j'avais les cent vingt mille hommes de Mac-Mahon autour de Paris ! Mais qu'est-ce que l'armée de Vinoy Nous sommes à la disposition des Prussiens ; avec leur artillerie, s'ils veulent attaquer brusquement, ils prendront un fort, ils prendront deux forts, trois forts, Issy, Vanves, Montrouge ; ils bombarderont le faubourg Saint-Germain, ils mettront le feu çà et là... Enfin, il faut pourtant bien sauver l'honneur et la République, car je suis d'avis que la monarchie, sous toutes ses formes, constitutionnelle ou autoritaire, est usée ! Mais nos adversaires sont gens si pratiques, ne donnant rien ni au galon ni aux démonstrations, sacrifiant tout à l'utilité de l'œuvre entreprise ! » — Et il répétait : « Il me faudrait une armée de secours. »

Il l'eut, un jour, cette armée, composée de la garde nationale parisienne ; mais le jour où il put s'en servir (il le fit trop tard), les armées de province étaient battues et Paris n'avait plus de vivres.

Ainsi nous avions supporté tant de souffrances pour succomber ainsi. On conçoit que Paris en ait pu être aigri, la province mécontente. Et que devaient dire ceux qui, depuis si longtemps, pour se consoler de leur captivité, n'avaient, en pays étranger, que l'espérance de nos victoires? que devenaient-ils ces captifs de Spandau, de Mayence ou de Landau, qui n'avaient supporté les lourdes journées à l'étranger que dans la conviction qu'ils reverraient un jour leur pays affranchi?

Car on les oubliait aussi, de septembre à janvier,

ces braves gens, dont l'épidémie, l'ennui, la maladie et parfois le coup de feu d'une sentinelle éclaircissaient les rangs pressés [1].

Il faut avoir connu cette longue et lente vie d'exil, cette existence loin du pays, ces interminables journées pour comprendre tout ce que souffre l'homme séparé de sa patrie. Les dangers du combat, l'appréhension quotidienne de la mort ne sont rien à côté de ces lourdeurs, de ces torpeurs, de ces angoisses, de ces désespoirs mornes des heures de captivité. Être seul dans une ville inconnue, n'avoir pour compagnons que des camarades de hasard, dont la tristesse augmente votre tristesse ou dont l'absurde gaieté insulte à votre ennui et aux maux de la patrie. *Bâiller sa vie,* comme disait Chateaubriand, mais la bâiller en se disant qu'à ce moment même, dans la patrie déchirée, peut-être la mort pénètre dans le foyer des parents, des amis; écouter avec fièvre les on-dit stupides des nouvellistes de hasard, des flâneurs bien informés; ne pouvoir confier sa douleur à personne et se heurter toujours à quelque indifférent ou à quelque ennemi; regarder, du haut de sa fenêtre, toujours le même coin de petite ville endormie, toujours les mêmes toits, les mêmes murailles, les mêmes pavés, les mêmes passants; aux mêmes heures, le même incident quotidien, la diane sonnée le matin, la mélancolique retraite battue le soir et emplissant les rues de ses coups sourds, les lumières des

1. Voir à l'appendice sur le traitement des prisonniers la note C.

tavernes qui s'allument rouges derrière les rideaux blancs, lorsque descend le crépuscule, le ciel sur lequel se détachent prosaïquement les cheminées voisines, et qui pâlit doucement au couchant, la sentinelle qui va et vient automatiquement devant sa guérite, le crieur de journaux qui jette sa note gutturale et annonce gaiement quelque catastrophe nouvelle; — et cela tous les jours, et cela durant des semaines, durant des mois, sans cesse, sans variations, avec la funèbre uniformité d'un balancier de pendule, voilà l'intime souffrance plus forte que la douleur physique elle-même, que ressent l'être humain arraché au sol natal, privé de lettres, de communications, de nouvelles, d'espérances, et qui, au contact de ce spleen journalier, sent à l'heure où la nuit vient, où quelque inconnue joue près de lui un air entendu autrefois, au temps de joie, sent peu à peu l'air manquer à ses poumons qui gonflent et les larmes emplir ses yeux qui n'aperçoivent plus la pâle étoile contemplée à l'horizon et regardée avec un soupir! O saintes et navrantes nostalgies du captif, pleurs douloureux, sanglots de l'exilé, qui vous comptera et qui vous a compris ou entendus dans l'immense concert de cette dure année?

D'autres, il est vrai, supportaient plus délibérément ces maux.

Un journal allemand publiait alors un petit tableau assez vrai, finement vu et peint à la façon de Meyerheim et de Knauss, d'un campement de prisonniers

français [1]. On y voit l'orgueil du Germain vainqueur, la naïveté béate du lourd Allemand tout bouffi de sa victoire, mais on y trouve une leçon à l'adresse de notre vanité nationale. Ayons le courage de subir de telles vérités :

On a établi un camp de prisonniers français près de la petite ville de Wesel, dans le Rœmerwaard, île du Rhin entourée par un bras du fleuve étroit et souvent à sec pendant les basses eaux. Là sont de longues rangées de tentes élevées, dont chacune loge quinze hommes.

Le camp est entouré de baraques de bois qui servent d'ambulances provisoires, de boutiques, d'abattoirs, de cuisines, etc. Sur les retranchements de la forteresse sont postés des canons dont la bouche est tournée vers le *camp pour bien faire comprendre aux prisonniers leur position*.

Des sentinelles sont postées tout autour, de distance en distance, et *il n'y manque pas même le uhlan redouté,* qui se montre de temps en temps aux prisonniers et fait le tour du camp à cheval.

Cette petite ville militaire offre un tableau aussi animé qu'intéressant.

La plupart des rues sont ornées de petits jardins que les habitants de chaque tente ont dessinés et plantés en vrais descendants du célèbre Le Nôtre. Ces jardins offrent toutes espèces de dessins, d'arabesques et de figures, où celle du « cœur » domine.

1. Voy. n° 32 du *Moniteur officiel* du département de Seine-et-Oise. (*Versailles, bureau général de vente, chez Mme A. Le Dur, libraire (mise en réquisition), rue de la Paroisse, n° 32.*)

Les bordures sont formées par des pierres de couleurs différentes, là où l'on a pu en trouver, par des fleurs ou des plantes vertes et rampantes.

De gracieux moulins à vent, délicatement travaillés et peints de diverses couleurs, comme on en met dans les champs de lupins, se dressent au milieu des jardinets, et, par le battement de leurs ailes, effarouchent les moineaux.

Un artiste, doué d'un talent original, sans autre ressource que des ficelles et des morceaux de bois, a construit divers petits appareils mécaniques que la moindre brise met en mouvement et qui excitent l'étonnement des nombreux spectateurs.

Devant d'autres tentes, nous trouvons toutes espèces de constructions « monumentales », des pyramides, des colonnes revêtues de gazon vert, des grottes où se cachent divers bibelots élégants.

Au milieu de ces tentes, de ces jardins, de ces monuments, fourmille et s'agite un monde de soldats de ligne, de chasseurs, d'artilleurs, de hussards, toujours en mouvement, où des causeries intarissables sont accompagnées des gestes les plus animés. Dès le lever du soleil, les tentes se replient et leurs habitants s'étendent sur leurs couvertures déployées, les uns écrivant, les autres réparant les dégâts de leurs costumes, d'autres enfin, et c'est le plus grand nombre, se livrent aux douceurs du *far niente*. Nous trouvons un groupe occupé à un *jeu de dames* improvisé. Un autre tue le temps à l'aide d'un jeu de loto non moins ingénieusement arrangé. Quelques-uns jouent avec des boules et des quilles qu'ils se sont fabriquées eux-mêmes. Les turcos et les zouaves ne manquent pas non plus, et nous en possédons même quelques types qui fournissent d'excellents sujets d'études aux peintres de

l'école de Dusseldorf venus exprès pour les voir. Depuis le kabyle bronzé jusqu'au nègre d'un noir foncé, nous avons toutes les nuances possibles dans les turcos. Quelques-uns se promènent aujourd'hui habillés d'une paire de pantalons allemands, parce que leurs larges pantalons-jupons, ayant souffert de graves avaries, ne répondaient plus aux exigences du climat ni à celles de la décence. Le bonnet militaire prussien, enfoncé jusque sur la nuque, fait aussi une étrange figure sur la tête à demi rasée de ces vrais enfants du désert.

Parmi les Français proprement dits, nous rencontrons quelques types splendides du « vieux troupier », dont les médailles attestent qu'ils ont fait les campagnes de Crimée, d'Italie, de Chine et du Mexique. Où sont leurs vaillants capitaines d'alors : Canrobert, Mac-Mahon, Palikao, et Bazaine? Prisonniers eux aussi! D'étranges pensées doivent traverser la tête de ces hommes quand ils ont devant les yeux, tout le long du jour, le Rhin, ce fleuve qui a été le but de leur ardente ambition, et quand ils comparent le passé avec le présent. Encore aujourd'hui, ils veulent à peine croire à la chute de Strasbourg; et, pour ce qui est de Paris, un vieux sergent me répondit, avec un clignement de l'œil ineffablement dédaigneux : « Monsieur, je vous donne une année entière, et vous ne l'aurez pas. »

A côté de ce vrai soldat, il se trouve aussi, dans cette foule bigarrée, quelques types moins héroïques, que nos *landwehrmænner*, chargés de la garde du camp, ne regardent qu'avec un certain mépris. On les voit toujours en mouvement, se glissant par bandes dans les prés, ramassant des racines et des herbes « pour la salade », et remplissant leurs poches de gros escargots, qui sont pour eux un morceau délicat.

Ceux qui font la meilleure impression sont les artilleurs, grands gaillards, calmes et posés, la plupart venus de l'Alsace et de la Lorraine, et qui servent d'interprètes entre leurs compatriotes et les Allemands.

Ces artilleurs rendent de grands hommages à l'artillerie allemande, dont ils louent surtout la sûreté dans le tir et la rapidité dans les manœuvres. « A peine étions-nous en batterie, disent-ils, v'lan : nous voilà démontés. »

Le vrai « chic » français est représenté par quelques jeunes sergents, nets, proprets, tirés à quatre épingles, et qu'on voit se promener les deux mains dans les poches, ce qui paraît de rigueur chez le soldat français. Leur extérieur et leur démarche indiquent bien qu'ils ont reçu une éducation supérieure au *pioupiou,* mais aussi qu'ils ont atteint le plus haut degré de la vanité personnelle.

Au point de vue ethnographique, comme au point de vue militaire, moral et philosophique, cette « réduction » de la nation française offre à l'observateur attentif l'occasion d'études extrêmement intéressantes. Le trait caractéristique est cette incurable légèreté qui enlève à ces hommes le sentiment de leur position et de la situation, plus terrible encore, de leur pays. Une preuve de ce caractère vraiment français est la pièce suivante, adressée au commandant du camp par une société « d'artistes, » qui voulaient établir, dans le camp, un théâtre dont le nom aurait été *Folies-Captives.* Cette pièce était accompagnée d'un dessin donnant assez exactement le modèle de la scène, la liste des acteurs, musiciens, etc.

Rien n'est révoltant comme ces prisonniers bâtissant un théâtre pour donner, dit la lettre adressée au

commandant du camp, une distraction aux soldats exilés, et *une idée complète des mœurs françaises aux distingués visiteurs.* Quel oubli de toute fierté! Des vaincus faisant rire les vainqueurs, comme les Grecs, *Græculi,* amusaient les Romains! Allons, éveillez-vous, vertu, orgueil, mépris, et répudiez ce cabotinage qui s'était introduit dans les mœurs, et qui menaçait de faire de la grande France un peuple d'histrions, avec Paris pour théâtre et pour cabaret!

Je les ai revus, ces prisonniers, à leur retour.

A Busigny, près Saint-Quentin, un train venant d'Allemagne, avec ses wagons couverts d'inscriptions gothiques, tracées à la craie, déposait les soldats qui retrouvaient leur patrie, mais la patrie déchirée et saignante par la guerre civile. Pauvres gens! L'émotion était grande en regardant ces visages maigres, tannés, ces uniformes en lambeaux. Il y en avait de toutes les armes et de tous les corps, des débris de tous nos revers. Les uns avaient été pris à Wœrth, les autres à Forbach, d'autres à Verdun. Képis informes, pantalons frangés, capotes déchiquetées comme les haillons d'un loqueteux, on lisait sur toutes ces faces creusées la souffrance profonde. Tous ou presque tous portaient la barbe longue, barbe poussée depuis la défaite, poudreuse, point peignée. Beaucoup avaient modifié leur uniforme, portaient une casquette d'ouvrier ou une veste bourgeoise. On eût ri de la mascarade si elle n'eût pas été si triste. Presque tous avaient des mots de vengeance à la bouche. Un vieux soldat

du 72e disait : « Ils ont attaché les camarades au poteau, et ils les ont tenus la baïonnette devant le menton durant des heures. Nous qui traitons les prisonniers en camarades ! Laissez faire, à la revanche on s'en donnera du camarade ! » Tout cela entremêlé de quelques mots d'un baragouin semi-germain et de jurons qu'ils prenaient pour de l'allemand.

Des officiers, dans un coin, assis, les galons de leurs uniformes jaunis, fanés, décousus, leurs cabans à doublure rouge salis et fripés, regardaient devant eux et fumaient d'un air ennuyé ; on les envoyait rejoindre, à Cambrai, le corps d'armée en formation pour se rendre à Versailles, et marcher sur Paris. La guerre fratricide après la guerre insensée !

Et voilà dans quel état je devais retrouver ces soldats que je voyais, en juillet 1870, entrer à Metz, et se mettre en ligne, le matin de Forbach. Des troupiers, il y a un an ; des malades, des estropiés aujourd'hui. Mais, sous l'affaissement et dans cette misère même, sous ces vêtements sordides, qui ressemblaient à des costumes d'hôpitaux, je retrouvais l'éclair pourtant, la virilité de la vieille armée d'autrefois, les rudes soldats de France. Il faudrait peu de temps pour que l'âme reconquît ces corps épuisés. La discipline, le sentiment du devoir, le respect du droit, feront le miracle. La valeur gauloise, je l'espère, est toujours vivante. Quelle étrange chose ! Dans ce pêle-mêle de hussards, d'artilleurs, de zouaves, de dragons, de voltigeurs, la vue de quelques musiciens

de la ligne me consola, pour ainsi dire. Il me semblait que l'armée était reconstituée, soudain refaite et vengée. Il y avait des mois que nul régiment n'avait de musique (deux exceptés), ou, pour mieux dire, il y avait longtemps que les régiments n'existaient plus.

Un musicien ! Un soldat inutile ! Celui qui jette la note ardente et le cri du combat, le Tyrtée, si je puis dire, qui lance les bataillons au feu ! Un musicien ! Il y avait encore des musiciens ! L'armée française n'était donc pas morte ? Et il me sembla entendre les accents cuivrés de la *Marseillaise*, la *Marseillaise* d'autrefois, celle de la victoire, qui passaient, réchauffant les vivants et remuant dans les tombes les cadavres des grands inconnus, ignorés, sublimes, tombés pour la patrie.

Ces malheureux n'avaient eu, à l'étranger, des nouvelles du pays que par quelques journaux, tous bonapartistes.

Plus d'un journal, en effet, fit œuvre débilitante durant ces mois tragiques. Le *Propagateur du Nord*, parlant du général auxiliaire Robin, dont le choix fut d'ailleurs malheureux, répétait, par exemple, que les mobilisés *ne devaient point obéir à un tel chef*. Mais c'était là peu de chose. Le découragement était semé, infiltré par les feuilles bonapartistes, la *Situation* d'Hugelmann, le *Drapeau* de Cassagnac, imprimés à Londres — et, à un moindre degré, par le *Gaulois*, édition belge.

Le *Drapeau*, la *Situation* étaient en outre gratuite-

ment servis à tous les officiers prisonniers en Allemagne. Ceux-ci renvoyaient aussitôt le journal. L'*Indépendance* a publié de nombreuses protestations d'officiers contre toute idée de restauration bonapartiste, et j'y trouve des noms historiques de Pontécoulant, Jaurréguiberry, Dupetit-Thouars, des noms illustrés même sous le premier empire, Lannes de Montebello, Pozzo di Borgo, Cuneo d'Ornano, Antomarchi.

En revanche, le *Drapeau* publiait des listes d'adhésion à son programme bonapartiste. Il trouva des approbateurs dans le corps d'officiers de l'ex-garde impériale. Mais combien en put-il rencontrer? Le chiffre est significatif, il en trouva *cinq*.

Ainsi, tous espéraient, tous attendaient, et, en dépit de la reddition successive de tant de places fortes, ils étaient, comme nous, pleins d'illusion sur la fin de la guerre, disant que rien n'était perdu, puisque Paris était debout, et que l'armée de la Loire marchait sur Paris.

Or, un soir de décembre, les Parisiens assiégés purent lire sur leurs murailles cette dépêche d'une politesse insolente que M. de Moltke envoyait au général Trochu :

Versailles, le 5 décembre 1870.

Il pourrait être utile d'informer Votre Excellence que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

Si toutefois Votre Excellence *jugera* à propos de s'en

convaincre par un de ses officiers, je ne manquerai pas de le munir d'un sauf-conduit pour aller et venir.

Agréez, mon général, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Le chef d'état-major,

Comte DE MOLTKE.

Paris n'y voulut pas croire. Et pourtant la dépêche disait vrai.

Tandis que nous combattions à Champigny, l'armée de la Loire combattait à Beaune-la-Rolande, à Artenay ; elle était défaite. Le 2 décembre devenait, une nouvelle fois, fatal à la France.

CHAPITRE VII.

LES BATAILLES AUTOUR D'ORLÉANS.

DE BEAUNE-LA-ROLANDE A ARTENAY.

Le général d'Aurelle de Paladines, qui commandait l'armée de la Loire et dont le nom se trouvait, depuis la bataille de Coulmiers, sur toutes les lèvres, est un homme de soixante-sept ans, petit, la moustache blanche, les cheveux légèrement relevés sur le front en une houppe argentée, et, lorsqu'il met sur son nez ses lunettes, prenant aussitôt l'apparence pacifique d'un bon commis aux écritures. Il y a pourtant dans cet homme une volonté et une énergie. Il avait discipliné et unifié l'armée de la Loire. Il lui avait donné cette impulsion qui, à Coulmiers, avait triomphé de l'armée bavaroise. Général de brigade pendant la guerre d'Orient, puis divisionnaire devant Sébastopol, commandant à Marseille, où son rôle au 4 septembre avait d'ailleurs été douteux, il

avait obtenu cependant la confiance de Gambetta. C'est sur l'ordre de Gambetta que le général avait livré devant Coulmiers la bataille qui avait été une victoire. Comment n'en profita-t-il pas? Comment, dans la boue de novembre, laissa-t-il l'armée s'épuiser, s'affaiblir, supporter impatiemment le poids de l'ennui, lorsque l'armée du grand-duc de Mecklembourg apportait son secours aux 17e et 22e divisions prussiennes, et lorsque l'armée de Frédéric-Charles, victorieuse à Metz, marchait sur la Loire?

Que de précautions à prendre et qui ne furent pas pas prises! Vainement le *Journal du Loiret* donnait à nos généraux ses bons avis :

L'armée de la Loire, disait-il, occupe des campements où la vue peut s'étendre du haut des tours de Sainte-Croix. Pourquoi, dans ces circonstances, ne pas établir sur ces tours un télégraphe aérien qui fournirait à nos généraux les renseignements dont ils ont besoin sans retard? Dans la nuit, un système de feux combinés assurerait les mêmes communications.

Nous signalons ce moyen de correspondre à l'autorité militaire; on pourrait le réaliser aussi vite que facilement.

Nous rappellerons, à ce propos, que, pendant toute l'occupation d'Orléans, des officiers prussiens ont surveillé la campagne du haut de ces mêmes tours, à l'aide de lorgnettes d'un calibre puissant.

On ne s'en inquiétait pas. Les espions nous entouraient. On s'empara plus d'une fois de paysans à

l'accent allemand ou d'hommes déguisés en femmes sur la poitrine desquels on trouva la petite plaque de la police prussienne. Des Français, chose épouvantable à dire, apportaient à l'ennemi le concours de leurs délations et de leur espionnage. On fusilla un meunier du pays dont les ailes de moulin, mises en branle dès que nos régiments s'éloignaient, avertissaient les Allemands des marches et contre-marches de l'armée française.

L'enquête définitive dira qui empêcha durant près d'un mois l'armée de la Loire de marcher sur Paris, et pourquoi d'Aurelle de Paladines ne se mit en mouvement que lorsque l'armée allemande, qu'il pouvait vaincre en détail, était trop formidablement concentrée pour être facilement défaite. Le plan de l'armée de la Loire était d'avancer sur Paris. A la fin de novembre, le centre occupait Terminiers, Nonneville, Villepion et Ruan. Tous ces villages avaient été enlevés avec entrain et marquaient des noms de victoires. A Terminiers, la mobile de la Haute-Vienne avait fait preuve de solidité; à Villepion, dont le château et les fermes avaient été enlevés à la baïonnette, nous avions obtenu un réel avantage. Peu s'en fallut que tous ces combats partiels n'aboutissent à une grande victoire. Mais les Prussiens se massaient, se fortifiaient, et nous épuisions notre armée dans des attaques maladroites, exécutées avec mollesse.

Pour n'en citer qu'un seul exemple, la glorieuse affaire de Beaune-la-Rolande eût pu nous assurer

facilement les résultats de la journée; le corps d'armée du général Crouzat, venant de Gien, passant par Montargis et par Ladon, qui venait d'être brûlé et pillé, se trouvait, après le combat de Juranville sur Maizières, en face de Beaune-la-Rolande. Ce corps, où se trouvaient des zouaves, des troupes de ligne, les mobiles du Loiret, des Deux-Sèvres, formait l'aile droite de l'armée de la Loire. Il lui était facile de canonner Beaune et d'en déloger les Prussiens, et déjà le commandant d'artillerie C... se préparait à incendier la ville et à fouiller les bois de la vallée avec des obus à balles : « *Deux heures après,* disait-il, « *l'armée entrera dans Beaune bombardée, l'arme sur l'épaule droite* [1]. Beaune en effet était fortifiée, barricadée, imprenable. Le général Crouzat ne consentit pas au bombardement. De cinq minutes en cinq minutes, il fit envoyer un obus sur Beaune-la-Rolande, et après avoir, en quelque sorte, averti les Prussiens qu'on allait donner l'assaut, il jeta ses troupes sur le village à l'arme blanche.

Nos soldats s'élancèrent bravement, chassant les Allemands, les battant dans les bois et dans la vallée qu'ils emplissaient, les poursuivant d'un même élan, jusque dans Beaune; mais là, à quatre heures du soir, arrêtés par les barricades, les ouvrages construits depuis longtemps, les maisons crénelées, force

1. *Impressions et souvenirs d'un officier du régiment des Deux-Sèvres* (Niort, in-18, page 39 et suivantes).

leur fut de s'arrêter. A ce moment même, les Prussiens, qui tout à l'heure se disposaient à lever le camp, recevaient un renfort de trois régiments brandebourgeois, flanqués d'une nombreuse artillerie.

Nous avions cependant des canons aussi. Ils se mettaient décidément en ligne à quatre heures du soir seulement, de petites pièces de 4, et les batteries ne comptant que quatre pièces. Depuis sept heures du matin, cette artillerie, placée loin de Beaune à l'arrière-garde, était inactive, les officiers ne recevant pas d'ordre, et assis sur les prolonges, mangeant du poulet, tout en écoutant le bruit d'un combat, dont ils eussent fait un triomphe. En une heure de temps, lorsqu'ils entrèrent en bataille, ils eurent foudroyé les maisons où se blottissaient les Prussiens. Mais il était trop tard. Les attaques à la baïonnette devenaient inutiles, impossibles. Le nombre des ennemis croissait à tout moment. Il faut battre en retraite. A neuf heures du soir, on s'éloignait, le soldat mécontent et maugréant, car il avait en quelque sorte touché du doigt la victoire. On pouvait ce jour-là arriver jusqu'à Pithiviers, où les Allemands entassaient leurs approvisionnements; on pouvait dégager d'Aurelle et Martin des Pallières aux prises avec l'ennemi. Mais il était dit que cette campagne serait, jusqu'à la fin, marquée du même cachet fatal. Il y eut cependant des traits héroïques devant Beaune. Un régiment de lanciers, chargeant à fond de train, avait enlevé, pris à l'ennemi un canon. Deux conducteurs et l'ou-

vrier bourrelier de la 16e batterie d'artillerie ramenèrent la pièce sous une grêle de balles. Qui saura les noms de ces braves?

Jusqu'au matin, dans la nuit, le froid et la boue, le 20e corps d'armée continua à reculer. Il recula jusqu'à Saint-Loup, jusqu'au pont de Jargeau, et le général Crouzat télégraphiait que l'affaire de Beaune était une victoire. Ce ne fut point en effet la faute de l'armée si ce jour nous compta comme un échec.

Le 1er décembre, les batailles continuaient; tout ce pays plat, nu, que le chemin de fer traverse, ces plaines du Loiret où l'œil cherche vainement un accident de terrain et que nous avons vues labourées encore par les obus, creusées par les tranchées, couvertes de carcasses de chevaux, emplies des croassements lugubres des corbeaux, tout ce pays subit, durant ces journées de bataille et d'épouvante, les plus terribles épreuves. Chaque village vit un combat, chaque maison un massacre. Toutes les murailles de ces fermes ont des trous de balles ou de noires traces d'incendie. Leurs granges sont des ambulances, leurs champs de blé sont des charniers. Les moissons seront un jour fécondes dans cette terre trempée de sang et engraissée de cadavres. Partout des combats, bataille à Patay, bataille à Nonneville. Les Bavarois, décimés après Coulmiers, si bien qu'*à peine il restait sous les armes la moitié des fantassins* [1], tenaient la position d'Orgères-

1. Ces mots sont en gros caractères dans un journal allemand traduit dans le *Journal officiel* français du 26 décembre 1870.

Maladrerie. Ce fut le corps de von der Tann qui, devant Toury, supporta le poids le plus accablant du combat, et faillit encore être anéanti.

Mais, sur ce point, c'est à nos ennemis eux-mêmes qu'il faut demander la vérité sur ces rudes combats, où, ils l'avouent dans leurs bulletins, la *furie française* enfin retrouvée les mit un moment si près de leur perte. Voici comment un journal allemand raconte cette bataille digne par son carnage des fusillades et des massacres de Gravelotte :

Von der Tann envoya contre l'ennemi vers Loigny la 1re brigade, afin de s'emparer de cet endroit et d'empêcher ainsi le passage de l'aile gauche des Français. Elle gagna le château de Loigny, le château de Toury, auquel attient un grand parc, et s'y fortifia.

En attendant, le village regorgeait de Français qui s'approchaient en grandes masses, et avec de vives fusillades, du parc et du château de Toury, et serraient de près et violemment les Bavarois. De tous côtés arrivait l'ennemi, soutenant une fusillade terrible, qui vint encore se renforcer d'une grêle d'obus et de biscaïens des mitrailleuses.

Les Bavarois firent de fortes pertes; des centaines tombèrent sur le sol, et chaque minute qui s'écoulait augmentait le péril de voir la brigade ou anéantie ou prisonnière. C'est alors que la 2e brigade s'approcha du parc au pas de course, afin d'arrêter le mouvement offensif de l'ennemi.

Deux régiments atteignent heureusement le parc, prennent possession des murs, des maisons, de la cour. Ils ouvrent un feu meurtrier sur l'adversaire, et lui infligent des pertes sérieuses. Il est forcé de s'arrêter, hésitant de se

replier derrière Loigny pour se réunir. Il revient alors à la charge avec de nouveaux renforts, pour se rendre maître du château de Toury, qu'il vient entourer de tous côtés. Ces masses de fantassins éparpillés s'avancent de plus en plus, et frappent de leurs feux précipités et éloignés nos troupes, qui souffrent de grandes pertes en défendant le parc. Les deux brigades peuvent à peine soutenir l'attaque pendant un quart d'heure, après lequel la résistance devint plus faible, et le reste de la première division était perdue sans le secours opportun qu'elle reçut. Von der Tann avait envoyé en avant les 3e et 4e brigades pour rompre l'attaque de l'ennemi.

Elles accoururent, arrivèrent heureusement jusqu'aux troupes cernées et réussirent à les dégager. Mais lorsqu'elles arrivèrent en terrain ouvert, elles furent accueillies par une terrible fusillade de chassepots. Les canons des Français étaient cachés dans un fossé et au ras du sol; ils criblaient les brigades qui arrivaient, et qu'une épouvantable pluie de biscaïens, de mitrailleuses et d'obus décimait. Des rangées entières de soldats tombaient les unes sur les autres. L'attaque avait échoué, et les deux brigades durent retourner à leurs abris. Là elles se rangèrent de nouveau en ordre, tandis que la 2e brigade se sépara pour marcher sur la gauche de l'ennemi, au delà de Maladrerie, et empêcher le mouvement tournant. Les 1re, 3e et 4e brigades demeurèrent dans le parc et dans les attenants pour soutenir l'attaque de l'ennemi, qui, à chaque instant, devenait plus fort et plus indomptable.

C'est à ce moment qu'un nouvel élan en avant fut tenté. L'ennemi entourait tout entier le château de Toury; sa canonnade s'étendait au-dessus de Loigny, vers Maladrerie; le terrain des environs de Loigny était tout entier dans ses

mains, et les trois brigades étant tournées, presque cernées. Notre artillerie était en majeure partie comprise dans la ligne qui nous enveloppait. Les trois brigades furent alors réunies, et on leur dit qu'il fallait briser le cercle de fer que l'ennemi avait tracé autour d'elles.

Elles s'élancèrent dès lors au galop, s'avancèrent une centaine de pas et lâchèrent plusieurs salves contre l'ennemi qui ne l'ébranlèrent point dans ses positions. Bien au contraire, elles n'en furent que davantage à la portée des balles de chassepot et des boulets de l'artillerie. Les rangs commencèrent à ployer; aussitôt l'ennemi se précipita furieux, et, ne pouvant résister à l'effort de ces masses colossales, nos brigades fortement décimées durent se replier sur les bâtiments et dans le parc, toujours poursuivies par le feu ennemi.

La situation était des plus périlleuses. Les munitions en même temps commençaient à manquer dans quelques régiments; les rangs étaient fortement éclaircis; des bataillons avaient perdu presque la moitié de leur effectif, et l'ennemi s'approchait toujours en masses de plus en plus compactes.

Encore une demi-heure, et le corps de von der Tann était anéanti, et la plus grande partie des canons tombait aux mains de l'ennemi. L'ordre ne se maintenait plus convenablement, les troupes de divers régiments se trouvaient mêlées, et le découragement commençait à s'emparer des troupes[1].

1. Au moment où les Bavarois étaient ainsi écrasés, les Wurtembergeois, sur un autre point, étaient décimés. Les scènes lugubres et déchirantes ne manquent pas dans la présente guerre, écrivait un correspondant de la *Gazette de Weser;* —

C'est alors que les Bavarois entendirent sur leur flanc gauche cette « forte et claire canonnade » qu'ils saluèrent de hourras joyeux. Il était une heure de l'après-midi. La 17e division arrivait à leur secours. Les premiers tirailleurs s'éparpillaient déjà dans la plaine. Nos troupes alors abandonnent un moment les Bavarois pour repousser les nouveaux venus. Ceux-ci canonnent notre position de Bagneux, dont l'artillerie riposte. Mais les Bavarois, par une demi-conversion, donnent, sous le feu épouvantablement meurtrier de nos chassepots, la main aux Prussiens, et cette masse s'ébranle sur Loigny que nous occupons, l'emporte tandis que des assaillants nouveaux, le 90e et le 76e régiments, prennent nos soldats par derrière et que d'autres dégagent le château de Toury. L'armée entière de Frédéric-Charles étant accourue d'Étampes, le corps de von der Tann et celui du grand-duc de Mecklem-

mais un des épisodes les plus tragiques est sans contredit la mort des deux jeunes comtes de Taube. C'étaient les fils du ministre des affaires étrangères de Wurtemberg; ils ont succombé dans cette sanglante journée, si fatale aux Wurtembergeois. Ces jeunes gens marchaient en rang, côte à côte; ils avaient été commandés avec leur détachement pour tenter une attaque contre une redoute. Près des murailles, l'aîné des frères est atteint d'une balle dans le bas-ventre; il tombe; sentant la gravité de sa blessure, il murmure quelques mots à l'oreille de son frère, qui s'était aussitôt précipité près de lui : « Je suis perdu; porte mes adieux à nos parents. » Mais, au moment où le second frère se tenait ainsi penché, il est lui-même frappé d'une balle dans le dos, et tombe roide mort sur le corps de l'autre.

bourg se trouvaient singulièrement renforcés, et le nombre triomphait encore une fois de nos élans. Rien n'était perdu cependant. On pouvait encore espérer de vaincre.

Le 2 décembre, tandis que Ducrot repoussait les Allemands sous Paris jusqu'à Villiers-sur-Marne, l'armée de la Loire continuait à se battre par un temps affreux, dans la neige, sous le vent d'ouest qui sifflait violent et glacé sur ces plaines dégarnies d'arbres. L'armée allemande avait marché une partie de la nuit, et elle arriva bientôt devant Artenay. C'est à Artenay et à Cercottes que le combat fut le plus acharné. Encore une fois, je veux laisser parler nos ennemis; les peintures que leurs écrivains nous ont faites de ces terribles journées montrent mieux encore que nous ne pourrions l'indiquer la vigueur de nos jeunes troupes, de nos pauvres mobiles à peine exercés et que le découragement devait bientôt atteindre.

Artenay, village de quelques centaines d'habitants, est situé dans une plaine plate, sans bois ni forêts, sur une petite éminence. Le village était fortement barricadé; on jugea dès lors opportun de faire agir l'artillerie. Il était dix heures lorsque le général donna l'ordre à l'artillerie réunie de canonner Artenay. Soixante pièces entourèrent en demi-cercle le village et dirigèrent un feu terrible sur lui.

Les Français se retirèrent devant ce feu écrasant d'artillerie, de sorte que les troupes s'emparèrent d'Artenay sans obstacle digne de mention. Il était juste midi quand Arte-

nay fut pris, mais on ne pouvait songer à manger. On continua en avant sans s'arrêter.

La ligne entière s'avança en dehors d'Artenay et prit une nouvelle disposition d'attaque pour déloger l'ennemi, qui s'était fortifié dans les fermes de Chevilly et dans les replis de ce village. On se trouvait ainsi en face de la force principale de l'ennemi, et un violent combat s'engagea. Près du moulin d'Anvilliers, qui se trouve sur une colline dominant la contrée, se trouvait une batterie ennemie qui commandait le pays adjacent et la route principale. Les fermes d'Arblay et de Lagrange regorgeaient d'infanterie qui les défendait vaillamment. Au milieu de la route se trouve le petit village de Croix-Briquet, où se trouvait le gros de l'ennemi. Il y avait là près de 60,000 hommes dans les fermes, le moulin à vent, derrière Croix-Briquet et les petites parcelles de bois, qui recevaient avec force fusillade les troupes à mesure qu'elles se présentaient. De grands fossés garnissaient les deux côtés de la route, et de grosses pièces de marine de 24 envoyaient leurs terribles boulets de calibre jusque dans les rangs des colonnes d'attaque de la réserve.

L'artillerie dut entreprendre à nouveau de frayer un chemin aux troupes d'infanterie. Elle prit position près de Château-Anvilliers, et attaqua la position ennemie par le flanc. La ligne ennemie dut céder devant la terrible canonnade de trente pièces. Les obus frappaient avec une effroyable précision les positions fortifiées des Français. Un grand nombre furent tués; les autres prirent la fuite. Le 2e bataillon du 86e régiment se précipita alors à l'assaut du plateau du moulin d'Anvilliers. Conduit par le major Ziémann, le bataillon avança avec le calme et la précision d'une manœuvre d'exercice. Quoique mitraillé fortement des hauteurs par

l'ennemi, il ne broncha point, et, malgré ses pertes, il s'élança, en lançant des hourras et au bruit de la charge des tambours, sur la position ennemie. L'ennemi n'attendit pas à la baïonnette le bataillon, mais se précipita en fuite rapide du haut du plateau dans Chevilly. La ligne entière s'avança alors, chassant l'ennemi devant elle, le canonnant constamment de notre artillerie et le refoulant de toutes les positions. La position principale qu'il occupait était prise et gagnée. Les hauteurs d'Anvilliers, les fermes de Lagrange et d'Arblay tombèrent aux mains de notre infanterie.

A trois heures, l'ennemi était en pleine retraite. Déjà des masses de bandes de fuyards se ruaient en désordre sur Orléans. Ils traversèrent la ville et les ponts de la Loire en jetant l'alarme et se plaçant sur l'autre rive en disant : « Nous ne sommes pas assez en force, les Prussiens arrivent. »

Il y avait, autour d'Orléans, des pièces de marine que j'ai vues et que les servants, en se retirant, eurent le soin d'enclouer. La gare d'Orléans était défendue par des fossés profonds, par un bastion armé de huit pièces de siége; les poudrières étaient pleines de poudre et d'obus. On ne défendit pas ces positions; cette armée, encore si nombreuse, lutta avec moins d'acharnement qu'en octobre, la poignée héroïque de zouaves de Charette défendant le faubourg des Aydes. Toute notre ligne, il est vrai, était enfoncée et forcée. Sous la neige qui leur fouettait le visage, les Allemands avaient enlevé Cercottes, les bois, les canons de notre artillerie. Il semblait que

[illegible] de vaincre, [illegible] abandonnée par [illegible] revenait [illegible] dé- [illegible] On se [illegible][1]. [illegible] allemand [illegible] femmes [illegible] et de [illegible]

[illegible] avec un [illegible] la plus [illegible] et [illegible] Épinay, [illegible] qui don- [illegible] Saint- [illegible] d'un [illegible] Lon- [illegible] de fer qui [illegible] par cette indi-

[illegible]

cation, il pouvait s'écrier, avec son enthousiasme ordinaire : *Le génie de la France, un moment voilé, réapparaît.* C'est dans cette proclamation que M. Gambetta disait encore dans son rapport où il fait l'éloge de tous : « Le gouverneur de Paris ne passe sous silence que la grande part du général Trochu à l'action. *Ainsi faisait Turenne.* » Puis, s'embrasant encore au feu de son erreur, il ajoutait, emporté par son généreux et chimérique espoir :

L'envahisseur est maintenant sur la route où l'attend le feu de nos populations soulevées.

Voilà, citoyens, ce que peut une grande nation qui veut garder intacte la gloire de son passé, qui ne verse son sang et celui de l'ennemi que pour le triomphe du droit et de la justice dans le monde. La France et l'univers n'oublieront jamais que c'est Paris qui le premier a donné cet exemple, enseigné cette politique, et fondé ainsi sa suprématie morale en restant fidèle à l'héroïque esprit de la révolution !

Pauvre France ! Bientôt qu'allait-elle dire ? Pauvre pays qui attendait de Paris le salut ! Pauvre Paris qui écoutait en vain, qui attendait l'écho de la canonnade de d'Aurelle de Paladines ! Ainsi notre malheureuse patrie enivrée d'espérance et écrasée de déceptions, passant d'un mirage resplendissant à des réalités sinistres, ballottée, trompée par le sort, déchirée, épuisée, saignante, se demandait ce qui lui restait

à faire. Et quelques acharnés, quelques intrépides, quelques fous, disait-on, lui répondaient ce seul mot :

— Ton devoir.

CHAPITRE VIII.

L'ARMÉE DE CHANZY.

LA NORMANDIE ET LA BRETAGNE. — BATAILLE DU MANS.

L'armée française avait perdu dans les quatre journées de batailles livrées autour d'Orléans plus de 2,000 morts, 10,000 prisonniers, 77 canons et 4 canonnières; mais les pertes des Allemands dépassaient de beaucoup les nôtres. Le seul corps du grand-duc de Mecklembourg avait eu, dans la journée du 2 décembre, 3,200 hommes tués ou blessés, chiffre officiel [1]. Il fallut bien que ces pertes considérables donnassent à réfléchir au commandant en chef allemand, car il pouvait poursuivre notre armée et il ne le fit pas. Le général d'Aurelle de Paladines avait été, à la suite des échecs subis, relevé de son commandement, et un officier, inconnu jusqu'alors, célèbre

1. Voyez la *Guerre franco-allemande,* par M. O. Leconte, (Bruxelles).

aujourd'hui, lui succédait. C'est le général Chanzy. Nos soldats battaient en retraite, les uns sur Vierzon, les autres sur Blois et Chambord; d'autres sur Vendôme ou Bourges. On vit jusqu'à Vierzon des groupes de soldats, de fuyards, marcher hâves, effarés. Pour arrêter une telle retraite et une telle démoralisation, il fallait une volonté dure et une foi profonde. A une grande et véritable foi, née du succès de Coulmiers, avait succédé cette prostration, cet accablement, ce dégoût particulier au soldat français et qui faisait dire aux vaincus de Forbach, le matin du dimanche 7 août (je l'ai entendu) : — *Pourvu qu'on fasse bientôt la paix!* Et pourtant ces hommes s'étaient vaillamment, bravement battus la veille! Mais notre tempérament est ainsi fait, passant, descendant ou montant d'un extrême à l'autre.

Maintenant l'armée de la Loire avait perdu tout espoir de revanche. Elle demandait tout haut la paix. Les *soldats de dépôt,* les soldats de ligne, mettaient le désespoir au cœur des mobiles, plus naïfs et plus décidés. Un officier du régiment de mobiles des Deux-Sèvres a entendu, raconte-t-il [1], ce refrain du chant de guerre d'un régiment de marche :

La crosse en l'air!
La crosse en l'air!

Dans une page de son livre, il nous donne l'idée navrante de ce que pouvait être cette armée défaite :

1. *Campagne de France. Impressions et souvenirs.*

« Cinquante mille de ces malheureux soldats s'étaient mis en tête, après la défaite de l'armée de la Loire, de faire une manifestation.

« Nous étions partis de Bourges dès le matin à sept heures, sur la route d'Annoix; il était pénible de voir cette marche : la route était toute couverte de verglas; les soldats avaient peine à se tenir debout; les chevaux de l'artillerie tombaient à chaque instant; on avançait peu; enfin, vers midi, on donna l'ordre de s'arrêter; les régiments entrèrent dans les champs neigeux qui bordaient la route, et bientôt mille feux étincelèrent sur cette plaine blanche. La pluie survint; les hommes déjà fatigués s'irritèrent du nouveau contre-temps; mais rien de grave jusque-là. Tout à coup se répand cette nouvelle : « *Gambetta est au* « *camp!* » Oh! quelle triste scène alors! Les zouaves (de marche) donnent le signal : « *A bas Gambetta!* « *Vive la paix!* » Ces cris, répétés successivement de régiment en régiment, deviennent bientôt universels; des émissaires de la ligne (l'indiscipline était grande) viennent exciter les mobiles; on eût dit à un moment que chacun, mettant son fusil sur son épaule, allait retourner dans ses foyers. »

Ailleurs, un officier de notre armée disait avec une amertume profonde à ses soldats qu'il entraînait au feu : « Allons, *petits Français*, souvenez-vous donc un peu de vos grands-aïeux ! » C'est là surtout, c'est alors que M. Gambetta se montra vaillant et résolu. La délégation, devant l'approche des Prussiens, avait

été forcée de quitter Tours pour se réfugier à Bordeaux. Gambetta suivit l'armée, la refit, la retrempa, donnant du cœur aux généraux, au combat ramenant les traînards des grandes routes, insufflant à ces malheureux soldats écrasés, gelés, meurtris, un peu de sa flamme ardente, allant, venant, se multipliant : aujourd'hui à Bourges auprès de Bourbaki, demain à Lyon suivant le convoi du commandant Arnaud assassiné, un autre jour avec Chanzy, plus tard à Lille, partout enfin où son activité a besoin de se dépenser et d'agir. Voilà ce qui fit de lui la vivante incarnation de l'idée de lutte. Voilà ce qui doit nous faire oublier ces bulletins exagérés aux chiffres grossis, aux faits rendus trop consolants. Puisque l'arrogant vainqueur dictait à la France battue des conditions inacceptables, puisque la diplomatie n'avait pas eu le talent, ou la nation la raison de conclure la paix, puisque la guerre, non pour le salut, mais pour l'honneur, était nécessaire, encore fallait-il que ce pays lassé reçût le coup de fouet de cet enthousiaste. Là fut le rôle de Gambetta, et ce rôle d'inspirateur, il sut le remplir. Il le remplit si bien que toutes ses erreurs, ses illusions, ses fautes, ses chimères sont presque oubliées aujourd'hui, et que de son œuvre une seule image demeure, le pays luttant en désespéré contre l'étranger. Deux choses militent en faveur de Gambetta : la haine qu'ont pour lui les Prussiens, la rancune que lui garde la réaction.

C'est qu'il n'était point facile de contraindre la

France à se battre. Pour moi, je le répète, j'eusse voulu qu'après Sedan la paix se fît. Je la croyais utile, inévitable. Mais .le pays, tout en ne voulant point céder, par amour-propre, et s'avouer vaincu, n'avait pas le grand sentiment du dévouement suprême qui affranchit et qui sauve. Vint cet homme qui le contraignit à marcher. Il eut la foi, et il la communiqua à bien des gens. Or presque tous en manquaient, et surtout dans l'armée, généraux et soldats.

M. R... m'a raconté que, lors des derniers combats, après l'affaire du Mans, il se rendit au quartier général de Chanzy, qu'il trouva triste mais résolu. On dîna et, durant tout le repas, le général se montra plein d'ardeur, plein de foi, un vrai soldat décidé à lutter jusqu'à la fin, et jusqu'à la fin gardant l'espérance de la victoire. Il se retira d'assez bonne heure pour travailler, et M. R..., demeuré avec l'état-major, témoigna vivement de la patriotique satisfaction qu'il éprouvait à trouver le général dans de telles dispositions.

— A la bonne heure, et cela donne, en vérité, l'espoir de vaincre !

— Oui ! oh ! oui ! monsieur, répondirent quelques officiers, le général est enthousiaste, énergique ; il ne doute de rien, mais il est le seul soldat de son armée qui raisonne ainsi !

De cette réponse caractéristique il faudrait rapprocher le mot du général Chanzy lorsqu'il vint à Paris rendre compte de ses opérations militaires au gouvernement de la défense :

— Les soldats ne marchaient point !

— Eh ! dit quelqu'un, que ne les faisiez-vous fusiller?

— J'en ai fait fusiller au début, répondit Chanzy, mais je me suis arrêté. Je ne pouvais pas fusiller toute l'armée !

Il faisait fusiller aussi plusieurs de ces paysans qui livraient nos blessés, vendaient leurs indications à l'ennemi ou, comme en Normandie, démolissaient les télégraphes militaires pour faire, avec les fils télégraphiques, des clôtures à leurs jardins. A une telle race et à une telle armée il fallait des généraux énergiques. Le général Chanzy en était un. Jeune encore (quarante-sept ans), la figure sympathique, militaire et française, il a toute la vigueur du tempérament ardennais, toute l'audace d'un lutteur intrépide. D'abord mousse, puis saint-cyrien, officier de zouaves, chef de bataillon à Solférino, lieutenant-colonel en Syrie, colonel en Afrique, partout il s'était distingué et affirmé. A Coulmiers il avait contribué pour sa bonne part au succès de la journée. Il enlevait, à la tête du 16e corps, les fortes positions occupées à Patay par l'armée ennemie. Mais c'est surtout aux jours cruels de la retraite, par son sang-froid, sa présence d'esprit, son impassibilité et sa résistance, qu'il devait s'illustrer. Gambetta pouvait dire avec raison qu'un tacticien s'était révélé. Un tacticien et un patriote. Jusqu'à la fin Chanzy espéra la victoire, rêva la délivrance de son pays des Ardennes, de son pauvre village de Nouart, ravagé par les

Allemands. Aussi bien il servit vaillamment la République, il tint fermement le drapeau déchiré de la France. Sa retraite, où pendant plus d'un mois presque chaque jour il livra bataille à un ennemi supérieur en nombre, qu'il arrêta presque toujours et qu'il battit quelquefois, a pu être surnommée par l'étranger la *retraite infernale*. C'est au général lui-même qu'il appartient de la raconter.

A Josnes, le jeudi 8 décembre, il attaquait le grand duc de Mecklembourg, que le général Camon avait combattu la veille. C'était devant Poisly et Cravant. Il repoussa les Prussiens, qui, le lendemain, sortaient de Beaugency en masses profondes. Tous ces villages qui environnent la ville, Cravant, Ourcelles, Villejouan, voient des combats terribles où l'armée d'Artenay montre qu'elle existe encore. Les coups sont formidables, et la vallée des Buis a vu tomber et a englouti bien des cadavres allemands. A ces combats glorieux, le général Chanzy avait donné le nom de bataille de Josnes : « *N'oubliez pas que vous êtes les soldats de Josnes !* » disait-il à son armée, la veille de la bataille du Mans. Le général Trochu a écrit qu'une bataille n'est jamais perdue, mais *qu'on la croit perdue*. Chanzy réussissait à donner le mirage et la certitude de la victoire à ses soldats repoussés, mais qui, tout en cédant le terrain, infligeaient de dures pertes à l'ennemi ; oui, cette pauvre et misérable armée tenait tête à Frédéric-Charles, aux meilleures troupes de la Prusse, aux vainqueurs de

Kœniggraetz et de Rezonville. Chaque jour un combat, jamais une défaite. Jusqu'à la déroute du Mans, à travers les bois, les routes, dans les haies, dans la neige, Chanzy tint tête à l'ennemi. S'il n'eût pas livré la grande bataille, qu'il perdit après une journée de lutte où l'action était demeurée non-seulement indécise, mais avantageuse pour nous, s'il avait fait, dans cette contrée créée pour la *guerilla* et la chouannerie, une guerre de tirailleurs et d'éparpillement aux Prussiens embarrassés de leur artillerie dans cette boue et ce pays couvert, nul doute qu'il n'eût jamais été vaincu. Ses troupes firent sentir plus d'une fois leur force aux Allemands, et le général Chanzy pouvait mander au ministre de l'intérieur, en date du Mans, le 28 décembre :

Le général Jouffroy, détaché avec une division de garde mobile, a surpris l'ennemi le 27 décembre et l'a battu après un vif engagement entre Fontaine et Montoire.

Les Prussiens se sont retirés vers Château-Renault, après avoir été poursuivis à une distance de cinq kilomètres au delà de Montoire, laissant entre nos mains cent prisonniers, des bagages et des voitures de munitions.

Le but manifeste de l'ennemi était d'attirer l'armée de la Loire en dehors de ses positions du Mans pour chercher à la battre en détail, ou bien de la bloquer dans cette ville. Le duc de Mecklembourg menaçait le chemin de fer du Mans à Alençon pendant que Frédéric-Charles, après quelques démonstrations sur la rive gauche de la Loire, réunissait son armée entre Vendôme

et Blois, afin de tourner nos positions par la vallée du Loir et de couper la ligne ferrée du Mans à Tours.

Ce fut jusqu'au 10 janvier une suite de combats sur l'Huisne et le Loir, et au sud-est du Mans. Le 10, les armées du prince Frédéric-Charles et du grand-duc de Mecklembourg redoublèrent d'efforts, et une action des plus vives s'engagea. Le 10 janvier au soir, le général Chanzy télégraphiait la dépêche suivante :

Le Mans, le 10 janvier 1871,
11 h. 30 m. du soir.

Général Chanzy à guerre, Bordeaux.

Nous avons eu aujourd'hui bataille du Mans. L'ennemi nous a attaqués sur toute la ligne. Le vice-amiral Jauréguiberry s'est solidement maintenu sur la rive droite de l'Huisne ; le général de Colomb s'est battu pendant six heures avec acharnement sur le plateau d'Anvrous ; le général Bougeard, qui a eu son cheval percé de six balles, a montré la plus grande vigueur, et les troupes de Bretagne ont puissamment contribué à conserver cette position importante. J'ai annoncé au général Bougeard qu'il était commandeur. Au-dessous de Changé, le général Jouffroy s'est maintenu, malgré la fatigue de sa division et les efforts de l'ennemi. La division Roquebrune ne s'est pas laissé entamer sur la route de Parigne. Nous coucherions sur toutes nos positions sans une panique des troupes du général Lalande, qui, cédant sans résister, devant un retour offensif tenté à la tombée de la nuit par l'ennemi, ont abandonné la position importante de la Tuilerie. Le vice-amiral Jauréguiberry, chargé de la défense de Pontlieu, a déjà pris

ses dispositions pour faire reprendre la Tuilerie avant le jour. C'est bien le prince Frédéric-Charles que nous avons devant nous, et qui n'est nullement parti pour l'Est. (Nous avons fait des prisonniers dont j'ignore le nombre; tous l'affirment, citent les divisions de son armée et de celle du duc de Mecklembourg, et évaluent l'ensemble des forces engagées ou en réserve à 180,000 hommes.) Le combat n'a cessé qu'après la nuit venue. Je sais déjà que deux de nos colonels sont grièvement blessés. Je crois à des pertes sensibles, mais j'espère en avoir infligé de cruelles à l'ennemi. Je m'attends demain à nouvelle attaque.

Ainsi s'écroulait, par suite d'une panique des mobiles bretons qui occupaient le centre et qui, en se retirant, le laissaient vide, ainsi avortait un plan de bataille habilement conçu et bravement exécuté. Posté sur les hauteurs qui dominent, à droite de la ville, la route du Mans, Chanzy se défendit encore, disputa la victoire aux Prussiens durant deux jours, le 11 et le 12 janvier. Bataille acharnée et qui ne fut décisive et définitivement perdue pour nous que dans la soirée du 12[1]. Alors le Mans, occupé, sut ce

1. Le général Chanzy en télégraphiait ainsi le résultat :

« Le Mans, 12 janvier, 9 h. 40.

« *Général Chanzy à guerre.*

« Nos positions étaient bonnes hier au soir, sauf à la Tuilerie, où des mobilisés de la Bretagne ont, en se débandant, entraîné l'abandon des positions occupées sur la rive gauche de l'Huisne*.

* La déroute des mobiles bretons fut contenue par la ferme attitude des zouaves de Charetté

que pèse et coûte l'invasion. Pillages, bris de portes et de boutiques, réquisitions, le cortége éternel de la victoire farouche. Des habitants, chassés de leur logis, forcés de coucher dans les rues. Et, pendant ce temps, la retraite de Chanzy continuait vers le Poitou. Je devais rencontrer, en février, les débris de son armée campés devant Poitiers, faibles et accablés. Les dépêches du général au ministre de la guerre ont une terrible et triste éloquence. C'est la ruine et la douloureuse défaite.

... le 14 janvier 1871, 10 h. 2.

Général Chanzy à guerre, Bordeaux.

Le temps est exécrable. Le pays est couvert de neige, les routes de verglas. Une brume épaisse empêche de voir et retarde l'installation sur les positions. La marche pénible des convois sur les rares communications n'a pas permis de réparer le désordre...

... 16 janvier.

Général Chanzy à guerre, Bordeaux.

Le 16e corps, commandé par l'amiral Jauréguiberry, attaqué hier à midi dans sa retraite, a résisté avec succès jusqu'à six heures. Pris vers la nuit par une forte colonne

— Le vice-amiral Jauréguiberry et les autres généraux croient que la retraite est commandée par les circonstances; je m'y résigne, mais le cœur me saigne. »

15.

qui l'a tourné à la faveur de la nuit, il a dû se replier jusqu'à..., ramenant son artillerie.

Le combat a été acharné. Nos pertes sont sérieuses. L'amiral a eu un cheval tué sous lui. Le colonel Bérard, son chef d'état-major, tué à ses côtés. Le temps est de plus en plus mauvais; il a plu toute la nuit; je suis néanmoins forcé de continuer mon mouvement de retraite, qui devient très-difficile.

L'amiral Jauréguiberry, qui se montra, dans ces difficiles circonstances, d'une énergie si virile, était déjà populaire dans l'armée depuis les premières batailles devant Orléans. Impassible sur son petit cheval dont l'amble faisait tressauter sur sa selle le marin, meilleur matelot que cavalier et plus habitué au roulis qu'au galop, l'amiral allait trottant sous la pluie de balles et de mitraille, disant à ses soldats d'un ton d'héroïque bonhomie : « Allons, mes enfants ! allons, un peu d'ardeur, allons ! ce n'est pas plus difficile que cela ! » Physionomie originale que celle de ce Basque bravant la mort avec cette insouciance simple. Les troupiers l'adoraient, et l'histoire ne lui épargnera point, dans le récit de cette rude campagne, une page qu'il a bien gagnée.

L'armée tout entière, malgré sa mauvaise fortune, avait, par sa résistance et son opiniâtreté, bien mérité de la patrie, et le général Chanzy pouvait dire aux soldats de la Loire : « Vous avez tenu tête aux armées les plus nombreuses et les mieux commandées de l'Allemagne... L'ennemi lui-même s'honorera en vous

rendant justice. » (*Au grand quartier général à Poitiers, proclamation du 8 mars 1871.*)

Le camp de Conlie, près du Mans, fut enlevé le 14 par les Prussiens. Il y restait des armes et des munitions. C'était là que les mobilisés des cinq départements de Bretagne s'étaient exercés, et, malgré l'organisation bien incomplète, avaient fait leur apprentissage de soldats. A la fin, la variole sévissant sur les malheureux qui l'occupaient, le camp avait été évacué. Chanzy se retirait sur Alençon et sur Laval. Devant Alençon, un combat honorable fut livré, qui permit à Chanzy d'opérer plus facilement sa retraite.

Une légende s'était formée, à Paris, sur le général Chanzy. Quelques-uns affirmaient que ce nom, *Chanzy,* n'était que le pseudonyme du duc d'Aumale. Nous l'avons entendu affirmer tout haut, pendant le siége, dans une réunion publique. Ce qui avait peut-être donné lieu à cette légende, c'était la présence à l'armée de la Loire du duc de Chartres qui combattait sous le nom de *Robert le Fort,* du duc d'Aumale et du prince de Joinville. Le gouvernement de Bordeaux crut devoir éloigner le prince de Joinville et le duc d'Aumale, et le prince écrivit à ce sujet cette lettre datée de Twickenham, 5 janvier 1871 :

Je suis arrivé de Saint-Malo, il y a quelques heures à peine. Après la campagne d'Orléans, je suis allé au Mans, où se trouvait Chanzy, et, par l'entremise d'un ami com-

mun, j'ai fait la connaissance du général et obtenu de lui ce qui faisait l'objet de tous mes vœux, de faire partie de l'armée. Il m'en a donné l'autorisation écrite, mais sous un nom supposé, bien entendu. « Seulement, m'a-t-il fait dire, j'en informe Gambetta, et lui demande avec instance de confirmer ma décision. » Je me suis donc cru enfin enrôlé parmi les défenseurs du pays; j'ai acheté un cheval, je me suis équipé, et j'ai envisagé mon rôle obscur avec joie, car cette armée dans les rangs de laquelle j'entrais n'avait pas devant elle une carrière de vaine gloire, mais la délivrance de Paris, le salut de la France.

Tout cet échafaudage de rêves n'a pas duré longtemps; le 30, au matin, j'ai été arrêté par un commissaire de police. C'était la réponse de Gambetta! On m'a mené à la préfecture, où, traité avec égards par M. Ranc et le préfet, je n'en ai pas moins été tenu pendant cinq jours au secret, puis expédié sous escorte à Saint-Malo, et embarqué sur le bateau qui vient de me ramener ici. Je ne me plains pas; je ne connais pas la rancune, mais quel amas de tristesse cela n'a-t-il pas remué dans mon cœur! coupable d'avoir voulu servir son pays, le défendre obscurément! et pour cela cinq jours de prison, avec toutes ces ignominies, puis l'exil! — Enfin, rien ne m'empêchera d'aimer ce sol qui nous repousse. Inutile en ce moment, et tant que durera la lutte, de faire aucun bruit là-dessus, d'occuper ce pays de nos personnes. Ranc ne voulait pas me lâcher sans une déclaration écrite que je ne chercherais plus à rentrer en France. J'ai refusé; rien ne m'aurait fait signer mon propre exil. Mais on m'a demandé d'écrire à Gambetta pourquoi j'étais venu en France, et que, mis par ses ordres dans l'impuissance de me joindre à l'armée,

je rentrais dans ma famille pour y attendre des temps meilleurs. Cela, je l'ai fait.

Assez sur mon compte.

L'armée de Chanzy se serait refaite très-vite sans le froid. La nuit de Noël nous a coûté bien des hommes gelés!... Nous avions une artillerie superbe.

Mieux eût valu ne voir dans cette lettre d'un prince qui disait à Victor Hugo : « Je suis le citoyen Joinville » que ce qu'il y a, c'est-à-dire la douleur patriotique et le dévouement d'un Français. Ceux-là étaient dignes de combattre pour la République, car ils n'avaient jamais conspiré contre elle.

Encore une fois, cette armée de la Loire aura marqué sa place et fait son devoir. Il lui manqua ce qui manque à tant d'entreprises humaines : la fortune.

L'*anankè* funeste poursuivait la France, ou plutôt la France songeait trop tard, et quand elle n'en avait ni la force morale ni la force physique, à se relever de son abaissement. Depuis la conclusion de la paix, le général Trochu a fait connaître à la tribune que les opérations sur la Loire ont dérangé ses desseins, et que, au moment où il comptait faire une trouée vers la Normandie, et sortir par la basse Seine, la victoire de Coulmiers l'avait contraint de différer l'exécution de son projet.

« *Frappez et l'on vous ouvrira,* » écrivait-il, nous l'avons dit, à Gambetta. On frappait du côté d'Orléans quand il demandait qu'on frappât du côté de Rouen. Qu'y a-t-il de vrai ou qu'y avait-il de décevant dans ce

nouvel espoir? La vérité est que la Normandie était un grenier d'abondance, qu'il fallait disputer à l'ennemi. Les Prussiens ont avoué depuis que, s'ils n'eussent pas rencontré la grasse et riche Normandie pour se ravitailler, ils eussent été fort empêchés. C'était donc cette province qu'on devait à tout prix leur arracher. Et l'armée de Normandie, levée par Estancelin, ne pouvait-elle du moins disputer son pays à l'invasion? Elle était forte et nombreuse. Mais elle se comporta devant les Prussiens comme l'armée normande, soulevée par Buzot, les députés girondins et commandée par Puisaye, se comporta devant l'armée de la Convention. La Normandie ou plutôt Rouen, car Gisors, Vernon, Étrépagny livrèrent, non sans gloire, de petits combats à l'ennemi, ne se défendit point comme on pouvait l'espérer. Un écrivain rouennais, M. Raoul Duval, a, depuis, montré que Rouen, stratégiquement parlant, n'était pas *défendable*. A première vue pourtant, le cercle de collines qui l'entoure et la protége, Saint-Aignan, Mont-Forbin, la côte de Neufchâtel, Sainte-Catherine, Canteleu, semblent former des fortifications naturelles. La vieille cité de Rollon, des Alain Blanchard et des Montgomery étonna la France par sa résignation assez peu stoïque, et un poëte normand, M. Glatigny, put s'écrier :

Pierre Corneille a vu, sous ses yeux interdits,
Défiler en chantant les soldats de Guillaume.
Bronze auguste! ô Romain! ô sévère fantôme,
O grand homme inflexible en ton honneur abrupt,
Vois ce que ton pays fait de ton : « *Qu'il mourût!* »

Mais l'histoire plus calme prononce avec plus de sang-froid ses verdicts. Le conseil municipal, paraît-il, ce conseil municipal sur lequel le peuple exaspéré allait faire feu, la municipalité rouennaise voulait se défendre. M. R. Duval raconte même que le général Briand, qui trouvait avec raison, dit l'écrivain, la position devant Rouen intenable, eut la faiblesse de prendre « l'engagement formel d'arrêter ses troupes à Taneauville et de s'y défendre énergiquement ». La générale devait être battue le 5 décembre, à 4 heures du matin, pour appeler les gardes nationaux aux armes. Mais tout à coup le général, revenant sur cette décision et ne jugeant pas possible la résistance, donna l'ordre à ses troupes de battre en retraite sur Honfleur et le Havre.

« Cette retraite, dit dans un feuilleton de l'*Opinion nationale* [1] M. Jules Levallois, qui est Rouennais, cette retraite fut désastreuse. Aucune mesure de précaution n'avait été prise. Les vivres manquaient absolument. Le froid sévissait avec une cruelle intensité. Livrés à toutes les horreurs du dénûment et à toutes les rigueurs de la température, vingt mille hommes environ — chasseurs à cheval, hussards, mobiles, soldats de ligne, francs-tireurs — se traînaient péniblement sur les routes. La mort en surprit plus d'un pendant la marche, et bien des corps raidis furent retirés des fossés par les paysans. »

1. *L'Invasion en Normandie*, numéro du 9 juillet 1871.

Le 5 décembre, le général Manteuffel occupait Rouen, et les habitants logeaient et nourrissaient avec colère les vainqueurs.

Le *menu* de ces hôtes devait être celui que le général von Voigt Rhetz a indiqué dans une de ses proclamations :

Les officiers ont droit par jour :

Le matin, un déjeuner au café ou au thé avec du beurre.

A midi, une soupe, un plat de légumes avec de la viande, un rôti, un litre de vin.

Le soir, une soupe, un plat de légumes, de la viande froide et du thé.

Les sous-officiers et soldats :

Le matin, du café et du sucre.

A midi, une soupe, 500 grammes de viande, un plat de légumes, un demi-litre de vin.

Le soir, une soupe, 200 grammes de viande ou de fromage, 100 grammes de beurre, 1 kilogramme de pain.

Plus tard, d'ailleurs, les Rouennais devaient opposer, eux aussi, une résistance toute morale, mais insolente aux Prussiens. On annonçait, dans les premiers jours de mars, que le roi de Prusse devait venir passer à Rouen une revue ; aussitôt le *Journal de Rouen* arborait le drapeau noir, et un grand nombre de boutiquiers suivaient son exemple. Des marchandes de la halle obtinrent du maire l'autorisation de voiler d'un crêpe la statue de Jeanne d'Arc et de faire flotter le drapeau noir sur le pavillon des Halles. Le jour où le roi et le prince royal, venant d'Amiens, arrivèrent à

Rouen, des drapeaux noirs avaient été mis presque partout; le magasin de nouveautés *A la Ville de Rouen* était tendu de deuil; la statue de Jeanne d'Arc était entourée d'immortelles; à ses pieds un étendard noir à larmes d'argent. Sur le pont de pierre, la statue de Pierre Corneille est aussi recouverte d'un crêpe. Dans toute la ville, ainsi qu'aux faubourgs Saint-Sever et Martainville, les magasins sont fermés et pavoisés de drapeaux noirs, les uns avec des larmes blanches, les autres avec des larmes rouges ou des têtes de morts.

Sur quelques magasins on a écrit : *Fermé pour cause de deuil national.* Dans le faubourg Martainville, on lit sur les volets d'une boutique : *Fermée pour cause d'arrivée de la peste;* et sur une autre : *Vous pouvez piller et voler, la patrie nous restera!*

Lorsque les Prussiens mettaient aux fenêtres des logements qu'ils habitaient le drapeau blanc à l'aigle noir, les Rouennais criaient : A bas le drapeau! Un jeune homme fut sabré en arrachant un de ces étendards lugubres. Le journal *l'Indépendant de Rouen,* ayant conseillé le deuil aux habitants, fut frappé par le préfet prussien, le baron de Pfuel, d'une amende de 1,000 francs payables dans les vingt-quatre heures. Le journal était en outre supprimé.

Immédiatement après la notification du préfet, l'affiche suivante était apposée sur la porte du journal condamné :

A partir d'aujourd'hui, et par ordre du préfet prussien, l'*Indépendant de Rouen* cesse sa publication.

Nous sommes, de plus, condamnés à payer 1,000 francs à titre d'amende.

Voici la réponse :

« Notre mépris et pas un sou de notre caisse !

« Vive la France une et indivisible !

« Vive la République ! »

Les journalistes normands étaient d'ailleurs assez durement traités par l'autorité prussienne. M. Boué de Villiers a raconté comment, à Évreux, il fut arrêté, et son odyssée à la fois tragique et bouffonne restera comme un épisode de cette guerre. D'autres furent transportés jusqu'en Allemagne, jetés dans les forteresses en compagnie de condamnés judiciaires [1].

1. Nous publions à titre de document historique, disait alors le *Moniteur du Calvados*, la correspondance suivante échangée entre le général von Bentheim, commandant les forces prussiennes à Rouen, et M. le sous-préfet de l'arrondissement de Lisieux :

Rouen, le 22 février 1871.

Monsieur le sous-préfet,

Je vous préviens par cet ordre que vous êtes destitué de vos fonctions, en ce qui regarde le territoire occupé par des troupes allemandes.

VON BENTHEIM,
général commandant au 1er corps d'armée.

23 février 1871.

Général,

J'ai reçu la lettre par laquelle vous m'annoncez que je suis destitué de mes fonctions en ce qui concerne le territoire occupé

Cependant l'armée de Briand était arrivée au Havre. Les Havrais se disposaient à une résistance acharnée. Briand, remplacé par Mouchez, s'était rendu à Cherbourg. Il y eut encore de ce côté des combats heureux, puis des rencontres moins favorables. Les Prussiens envoyaient de Rouen des renforts. Après un engagement sanglant sur les ruines du château de Robert le Diable, affaire où se montrèrent vigoureux et hardis les mobiles de l'Ardèche, nos troupes qui opéraient dans la boucle de la Seine, débusquées de la forêt de la Londe par des forces ennemies très-supérieures, avaient été forcées d'évacuer Bourgtheroulde et rejetées sur Honfleur et Pont-l'Évêque. Nul autre combat ne devait plus être livré, et l'armistice allait être signé. Mais depuis le mois de décembre l'armée de Normandie, après sa retraite sur le Havre, n'avait-elle donc pu apporter au général Faidherbe, combattant si près d'elle, le secours de ses vingt mille hommes? Nous allons voir justement que le moindre renfort eût assuré au général en chef de l'armée du Nord de signalés avantages.

Il s'en fallut de peu en effet que ses glorieuses batailles ne devinssent des victoires décisives.

par les troupes allemandes; je croyais que le carnaval était terminé depuis mardi soir.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Lisieux,

A. Planquette.

CHAPITRE IX.

ARMÉE DU NORD.

VILLERS-BRETONNEUX, PONT-NOYELLES, BAPAUME ET SAINT-QUENTIN.

I.

La campagne du Nord est à la fois la plus dramatique et la plus remarquable peut-être de cette guerre. Elle comprend plusieurs phases ou plutôt deux parties bien distinctes : la période d'organisation avec Bourbaki, puis, avec le général Farre, la période d'action avec le général Faidherbe. Durant la première période il y eut une action, et terrible, et qui nous fut désastreuse, la bataille de Villers-Bretonneux, mais la véritable campagne du Nord ne commença qu'avec Faidherbe.

Cette Flandre française fut la digne fille de la grande patrie. Lorsque j'y passai en avril, Lille, Valenciennes, Douai, toutes ces villes encore armées, n'avaient entendu que de loin le bruit du canon

prussien. La fortune les a préservées des combats. Mais elles étaient prêtes. Partout des arbres coupés, abattus, des pièces de siége aux embrasures, l'eau dans les fossés. Cette jolie ville de Valenciennes, la cité de Froissard, se souvenait qu'au fronton de son coquet hôtel de ville, blanc, fouillé et sculpté comme une pétrification des dentelles du pays, une inscription porte que, par décret de la vieille Convention, Valenciennes a bien mérité de la patrie. Pacifiques et heureuses communes flamandes, on eût entendu encore siffler les obus autour de ces beffrois ouvragés, de ce superbe beffroi de Douai qui jaillit du sol, droit, élancé, solide, avec ses cloches sonnant presque sous les nuages! La grande place de Lille, aux maisons espagnoles, à fond rouge, contournées comme une phrase de Gongora, la place où se dresse, la mèche à la main, le geste menaçant, cette statue de bronze qui est comme la déesse des canonniers lillois de 92, la place eût vu aussi tomber les bombes. A quoi a tenu que cette campagne flamande ne devînt un vaste champ de bataille?

J'y pensais, non sans émotion, en regardant ces villes heureuses, dont les toits rouges riaient derrière les rideaux d'arbres et dans les fonds joyeux de vertes prairies. Ces villes étaient prêtes, mais de façon différente. Lille préparait ses canons, Roubaix préparait d'avance, dit-on, ses millions pour les Prussiens.

Après la capitulation de Metz, la 1re armée alle-

mande eut pour mission d'observer et de cerner les forteresses du Nord : le 7e corps assiégeait Thionville, le 8e se dirigea sur La Fère, le 1er vint se placer devant Mézières. Nous avons vu comment Mézières fut bombardée. La Fère se rendit le 27 novembre. Le général von Manteuffel poussa droit alors sur Amiens, ayant sous ses ordres le général von Gœben. Il voulait disperser cette armée du Nord dont le commandement avait été confié à Bourbaki. M. O. Leconte, cet écrivain belge qui raconte l'histoire au point de vue strictement prussien, affirme que notre armée du Nord comptait déjà cent mille hommes, échelonnés de Lille à Amiens. La vérité est que cette armée ne comptait guère que vingt mille combattants. On a toujours fort exagéré le nombre de nos soldats. Nos journaux et les dépêches officielles de Gambetta grossissaient ce nombre dans un but facile à deviner. L'ennemi, en effet, lisait en quelque sorte ce que nous écrivions par-dessus notre épaule.

Le général Bourbaki, sorti de Metz comme nous l'avons conté, avait été nommé général en chef de l'armée en formation. Bourbaki arriva à Lille et descendit dans un hôtel de la rue Esquermoise. Il avait eu le tort de s'entourer d'un état-major composé d'officiers connus par leur bonapartisme [1]. Il était inquiet,

1. Dépêche du *Préfet du Nord* à *Intérieur*. Tours.

Lille, 31 octobre.

Bourbaki reçu mal à Douai, très-démonté, voyant qu'il n'in-

hésitant, troublé, s'agitant, se désespérant de la lenteur avec laquelle se formait son armée. Dans sa violence et sa colère il voulait frapper un grand coup, mais frapper à coup sûr. Il sentait que sa réputation en dépendait. Après l'aventure de Metz, il avait bésoin de s'affirmer par quelque action d'éclat. Fougueux, intrépide, mais reculant devant cette cruelle perspective, l'insuccès, la défaite, il avait déjà cette fièvre qui, après Héricourt, devait lui mettre à la main un pistolet et le pousser au suicide.

Il trouva que son armée n'était point suffisante. Il n'osa la lancer ainsi sur l'ennemi. Désolé, il partit, et Faidherbe devait être son successeur. Bourbaki était appelé (18 novembre) au commandement du 18e corps d'armée, à Nevers, et il prenait congé de la population lilloise par une proclamation finissant ainsi : *Sur tous les points de notre chère patrie, les cœurs doivent battre à l'unisson, la même pensée doit nous animer tous : lutter pour chasser l'étranger!* En attendant l'arrivée de Faidherbe, le colonel du génie Farre,

spire pas confiance. Me prie de vous écrire. Fâcheuse coïncidence entre arrivée Lille et capitulation de Metz. Sa proclamation, assez bien vue, n'a pu détruire prévention peuple. On compare sortie inexpliquée Bourbaki avec sortie Boyer. Bourbaki dit avec raison que le moindre échec serait appelé trahison. En deux mots, il demande son rappel, ne trouvant pas ici confiance suffisante. Je crois à sa bonne foi, mais sa position est délicate. Il propose comme remplaçant Durrieu ou Cambriels. Le malheur veut qu'il ait pour aide de camp Magnan, nom mal vu à Lille.

(*Dépêche confidentielle* publiée à Paris sous la Commune dans les *Papiers du Gouvernement du 4 septembre.*)

qui avait organisé l'armée, en prit le commandement avec le titre de général.

Lille était administrée par M. Testelin, commissaire général de la défense pour les quatre départements du nord, démocrate éprouvé, dont l'honnêteté et le civisme à la fois bienveillant et ferme s'imposaient au pays, et par le préfet, M. Pierre Legrand, actif, énergique, dévoué à son œuvre, tout entier à la cause de la patrie et de la liberté comme l'avait été son père. Mais la tâche était difficile. Point d'armes. Les 20,000 chassepots que contenait l'arsenal avaient été expédiés sur Paris. Il ne restait guère que quelques hallebardes et des mousquets datant des Espagnols. Les caissons d'artillerie de l'armée du Nord étaient les vieux caissons, en forme de cercueils, de la vieille armée française de 1815.

Pourtant, à force d'énergie et de foi, on avait mis sur pied, armés et équipés, les 20,000 hommes qui, au moment où Amiens fut menacé par Manteuffel, se mirent en marche pour défendre cette dernière ville. Les Amiénois, si j'en crois une brochure de M. Maxime Lecomte[1], n'étaient qu'à demi patriotes. « A Amiens, on parlait souvent de la défense, mais on n'y pensait pas, et bien des Amiénois voyaient d'un mauvais œil les défenseurs de leur ville. » Le 23 novembre, les avant-postes français rencontraient la cavalerie alle-

1. *Souvenirs de la campagne du Nord*, par M. Lecomte, avocat, lieutenant de mobiles (Avesnes, 1871).

mande d'avant-garde. On se battit à Le Quesnel. Le 27, la rencontre devint, à Villers-Bretonneux, une bataille considérable. Nos troupes tinrent avec énergie jusqu'à quatre heures contre des forces considérables, entre la Selle et la Somme. Ce ne fut qu'à la fin du jour, à l'heure *psychologique* où les Prussiens font converger tous leurs efforts et lancent des troupes fraîches sur leurs adversaires lassés, que les mobiles lâchèrent pied. L'artillerie, dont les batteries comptaient des pièces de 12 et de 4, n'avait presque plus de munitions. On se retira, en désordre, sur Corbie. C'était une déroute. Un officier de l'armée a appelé cette journée douloureuse *Villers-les-Semelles*. Le lendemain M. Testelin prenait un arrêté enjoignant à tous les régiments de mobiles de refaire les élections de leurs officiers. Deux jours après, la citadelle d'Amiens était prise, et une légende, dont je n'ai pu vérifier la source ou l'exactitude, veut que cette citadelle ait été défendue par un seul homme, le commandant, qui, se multipliant, tirant lui-même le canon, allant d'une pièce à l'autre, aurait arrêté l'ennemi durant plusieurs heures. Frappé à mort, les Prussiens l'auraient enterré dans la citadelle même avec les honneurs de la guerre. C'est là un trait héroïque dont je rapporte l'écho, mais que je ne confirme pas.

Les Allemands se sont étonnés de n'avoir pas vu de cavalerie française à l'affaire de Villers-Bretonneux. C'est que l'armée du Nord n'eut jamais de cavale-

rie, tout au plus quelques éclaireurs, une poignée d'hommes. Cette journée entraîna non-seulement la perte d'Amiens, mais celle de Rouen. Moins d'un mois après, cette même armée du Nord, réorganisée, reprenait l'offensive. Cette fois elle avait à sa tête Faidherbe arrivé d'Afrique où, dès le 5 septembre il proclamait la République, et décidé à tenir tête, coûte que coûte, aux envahisseurs.

Cette campagne du Nord a mis pour toujours en lumière ce général, maintenant placé au premier rang. Le général Faidherbe a cinquante-trois ans[1], mais il est vigoureux, nerveux et sec. C'est, en quelque sorte, un officier exotique. Ce qui donne à sa physionomie militaire un caractère tout particulier, c'est un mélange curieux de géographe et de militaire, de savant et de soldat. Il a fort peu habité la France, et il semble y passer au galop de son cheval arabe. Les dernières élections en ont fait un législateur. Nous lui devrons peut-être la réorganisation de notre armée. Au sortir des écoles de Paris et de Metz (École polytechnique et École d'application), officier du génie il va en Afrique, puis à la Guadeloupe, aux Antilles, au Sénégal. Il combat sous Saint-Arnaud en Kabylie, sous le général Bosquet, à l'affaire des Hauts-Plateaux. Soldat énergique, d'une intrépidité élégante, il a cette qualité qui n'est point française : il est colonisateur.

1. Il est né à Lille le 3 juin 1818. On est quelquefois prophète en son pays.

Au Sénégal, sans chassepots, il a fait merveille. Durant quatre ans, combattant les Maures-Trarza, il a installé des comptoirs, des télégraphes, des blockhaus, des forts, annexé les côtes du Sine, du Saloum, la Casamance, le Baol; combattu ce prophète El-Hadgi-Omer qui rêvait la fondation d'un empire musulman de l'Afrique centrale; il a mené cette guerre farouche sous un ciel torride, sur un espace de trois cents lieues, perdu dans une immensité, loin de la patrie, loin de l'attention, loin de la renommée. Ce sont les vrais courages, ceux qui n'ont ni spectateurs ni applaudissements.

Chose singulière, et par un ironique caprice de la destinée, Faidherbe avait été assez intimement lié autrefois, vers 1854, avec un général prussien, alors chargé par son gouvernement d'étudier les différents systèmes militaires de l'Europe. Or ce général, que l'érudition de l'officier français avait conquis, était le général von Gœben, celui-là même que le hasard de la guerre mettait en face de lui, mais avec des forces supérieures. Von Gœben plus d'une fois devait manifester l'estime et en quelque sorte l'admiration qu'il professe pour son collègue devenu son adversaire. « Ce sentiment, dit un écrivain, est partagé par l'état-major prussien [1]. » On est, en approchant le général Faidherbe, tout de suite charmé et conquis.

1. Voici, ajoute cet écrivain, les paroles caractéristiques que nous tenons personnellement d'un officier prussien : « Si tous

D'une taille moyenne, la tournure élégante, maigre, il y a en lui une désinvolture qui plaît et une sévérité sans morgue. On se trouve en présence d'un de ces militaires qui réfléchissent et songent, et qui, pénétrés de la puissance d'une discipline solide et d'une sévère organisation, ne dédaignent pourtant jamais ce redoutable auxiliaire qui s'appelle la force morale. Si la moustache rude et mâle, dans cette physionomie fine est d'un troupier, le front un peu dégarni avec ses cheveux ras, les yeux intelligents, pensifs et d'une résolution à la fois presque douce et très-fière, ces yeux cachés derrière des lunettes rondes, à gros verres bombés, sont d'un mathématicien ou d'un homme d'étude. Je retrouverais dans cette personnalité trois caractères distincts et qui composent un type d'une sympathique unité : le soldat, un de ces officiers chevaleresques et dédaigneux du danger, qui défient élégamment le fer; l'écrivain, j'entends l'organisateur et l'érudit qui se trahissent dans une conversation très-nourrie, et très-simple, sans façons, charmante ; l'homme du monde enfin, qui porte la pelisse bordée d'astrakan à brandebourgs, avec la désinvolture naturelle d'un élégant endossant un frac. C'est à peine si, au cou, et sous la première agrafe de la pelisse, apparaît un bout de ruban rouge ou l'émail

vos généraux eussent valu Faidherbe, et vos armées celles du Nord, nous serions peut-être encore sur la défensive. » — (Voy. le *Courrier populaire du nord de la France,* numéro du 15 avril 1871.)

blanc de la croix de commandeur que le général semble coquettement dissimuler.

C'est là, en somme, un profil militaire tout français et bravement républicain. Le général Faidherbe a eu d'ailleurs cette bonne fortune d'échapper, par la spécialité de ses aptitudes et de ses études, à tout ce qui affaisse et jette hors de la voie. Officier du génie, il adore l'étude. Il dut être ce qu'on appelle à l'École un *bûcheur*. Il aimait la vie pour cette joie qu'on y trouve, le travail. Au Sénégal, il étudiait, cherchait encore. C'est un monument d'un intérêt profond et tout spécial que ses études sur les inscriptions numidiques. Il a reconstruit, en quelque sorte, des fragments littéraires perdus ou non soupçonnés. Ce que M. Flaubert a fait pour la fantaisie, le roman et le rêve dans *Salammbô*, le général Faidherbe l'a fait pour la science, la réalité et l'histoire dans cette très-profonde et très-curieuse étude qu'on s'étonna beaucoup, lors de son apparition, de voir paraître signée d'un nom de général.

Un jour ou l'autre, le soldat de Bapaume entrera à l'Institut.

La campagne du Nord a déjà sa légende. On a conté que le général Faidherbe, n'ayant point de cavalerie, avec peu de troupes disciplinées, ordonnait aux éclaireurs à cheval qui faisaient partie de son armée de se costumer diversement, tantôt en lanciers, tantôt en dragons, aujourd'hui en chasseurs, demain en hussards, de telle façon que la multiplicité des

uniformes fît illusion aux espions et aux éclaireurs ennemis. Ce sont là des inventions fantaisistes à joindre aux dossiers volumineux des contes bleus inventés durant cette douloureuse guerre. Jamais la crédulité publique, jamais les Français, ces gobe-mouches devenus, comme on a dit, gobe-baleines, ne furent plus colossalement pris à la glu des inventions que durant les derniers mois de 1870 et les premiers jours de 1871. Hélas! l'erreur dure encore, grossière, gigantesque et dangereuse.

Ce qui est fort possible, c'est que le général Faidherbe ait suivi contre les Prussiens la tactique rusée des Prussiens eux-mêmes en 1866. Plus d'une fois, pendant la campagne d'Allemagne, Manteuffel entra dans un village, ou plutôt y envoya des uhlans pour dire aux habitants, tous animés de sentiments autrichiens et prêts à trahir la Prusse : — Vous aurez à préparer demain des rations pour un corps de 30,000 hommes! — Le Prussien était certain que le soir même le quartier général en serait instruit. Il immobilisait donc, devant le village en question, un corps d'armée équivalent ou supérieur au chiffre annoncé, et pendant ce temps il attaquait, cernait ou détruisait les divisions ou les corps d'armée dont il venait par cette manœuvre de diminuer l'effectif. Ainsi de Faidherbe, sans doute : plus d'une fois il fit, je suppose, annoncer, de façon à ce que les Prussiens en fussent avertis, l'arrivée d'un corps de 20 ou 30,000 hommes qui n'existait pas.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'il sut fort habilement mettre en ligne les troupes qu'il avait à sa disposition. Son corps d'armée, fort de 60,000 hommes environ, ne comptait en réalité que 35,000 soldats, un tiers de troupes régulières, de régiments formés d'épaves ou des compagnies de dépôt, mais, fort heureusement, avec d'excellents cadres d'officiers, un tiers de mobiles et un tiers de mobilisés. J'ai énuméré et classé là les hommes disponibles selon leur valeur. Les troupes étaient bonnes ; les mobiles, médiocres au début de la campagne, finirent par devenir passables à la fin de la guerre ; les mobilisés furent toujours détestables. Mais encore Faidherbe sut-il s'en servir utilement. Grâce à lui, les mobilisés eurent leur rôle dans la bataille, et, au lieu d'être un embarras pour l'armée, comme le sont d'ordinaire les troupes mal aguerries qui constituent des foules et non des régiments, masses promptes à la panique, au désordre, à la retraite, les bataillons de mobilisés devinrent des auxiliaires tout trouvés. Ils remplirent dans le drame le rôle indispensable souvent de comparses. Leurs baïonnettes figurèrent au loin la réserve de l'armée, et, comme les Prussiens ont l'habitude de conserver pour leur réserve et de n'engager qu'à la dernière extrémité leurs meilleures troupes, ils crurent toujours que Faidherbe agissait de même et que les bataillons qu'il réservait ainsi étaient les bataillons d'élite.

Ainsi, tandis que l'élan des soldats, leur solidité,

et, à de certains moments, la vigueur des mobiles forçaient l'ennemi à reculer, les Prussiens croyaient que non-seulement ils avaient à lutter contre ceux-là qui les attaquaient, mais encore contre ces troupes, bien autrement disciplinées, qu'ils apercevaient au dernier plan. Or ces troupes étaient les mobilisés, que les Prussiens pouvaient culbuter, en enfonçant par une marche violente et une attaque audacieuse nos premières lignes. Cette réserve qui leur paraissait si redoutable ne l'était donc qu'à distance. Cela seul explique pourquoi Faidherbe, vainqueur à Bapaume et à Pont-Noyelles, devait battre en retraite dès le lendemain pour aller se *refaire* dans une place forte. Les meilleures troupes en effet étaient atteintes tandis que les Prussiens recevaient des renforts. Capable de vaincre, son armée n'était pas assez forte, à coup sûr, pour profiter de la victoire. Le soir de la bataille de Bapaume, une canonnade, quelques centaines d'obus eussent suffi pour déloger de Péronne les Prussiens qui s'y étaient blottis; mais, outre qu'il fallait bombarder non-seulement les avancées de l'ennemi, mais les faubourgs de la ville, à quoi cet avantage nouveau aboutissait-il ? L'ennemi battu doublait son effectif durant la nuit et était prêt à prendre, le lendemain, sa revanche.

C'est après Bapaume que se place l'épisode des cuirassiers blancs, épisode qui a donné lieu à une polémique entre le général français et le général allemand. Quoique vainqueur, Faidherbe se repliait.

Il allait refaire ses munitions et ses cadres. Deux escadrons des cuirassiers blancs s'avisèrent de poursuivre notre arrière-garde. Ce qui les enhardissait, c'est qu'ils apercevaient à cette arrière-garde même des soldats revêtus d'uniformes sombres qu'ils prenaient pour des mobiles. Un des escadrons formant réserve, l'autre se mit alors à charger au galop sur les nôtres. Mais ces prétendus mobiles, c'étaient, pour le malheur des cuirassiers prussiens, des chasseurs à pied. Au bruit des sabots de la cavalerie, les chasseurs se déploient sans se troubler en tirailleurs, forment quart de cercle et, lorsque les cuirassiers blancs sont à quarante pas, ils les reçoivent par un feu terrible, assuré, qui écrase et jette le désordre dans l'escadron. Les cuirassiers tournent bride, poursuivis, criblés par les balles, et les débris de l'escadron décimé rejoignent leurs compagnons qui se retirent, laissant le général Faidherbe et les vainqueurs de Bapaume libres d'exécuter leur retraite[1].

1. Les cuirassiers *blancs* n'auront pas été moins illustres dans la guerre que les uhlans. On se rappelle la colossale dépêche de M. de Palikao relative aux cuirassiers blancs de M. de Bismarck. *Il n'en reste plus un!* La vérité est qu'un régiment de cuirassiers a été écharpé, à Gravelotte, par notre cavalerie. On a vu en maints endroits, il est vrai, les cuirassiers *blancs* et parfaitement intacts, mais il faut qu'on sache bien qu'en Prusse *tous les régiments de cuirassiers sont blancs.* Cela seul explique, je pense, pourquoi divers historiens ont pu signaler à la fois la présence des fameux cuirassiers blancs en divers endroits à la fois : à l'armée de Metz, à l'armée de Sedan, à l'armée du Nord.

On regrettera éternellement que l'armée du Nord ait eu un effectif si faible, car, je le répète, en employant son effectif entier, Faidherbe, au lieu de se renforcer, s'affaiblissait. Les mobilisés lui eussent été un obstacle. Mieux vaut un solide noyau, un groupe résolu qu'un troupeau mal discipliné et mal équipé. L'armée du Nord a constamment déplacé et tenu en échec une armée de 30 à 40,000 ennemis. C'était autant de moins que Paris avait à combattre. Que si Faidherbe eût disposé de 100,000 soldats, c'était 120,000 hommes au moins, 150,000 et peut-être 200,000 Allemands qu'il déplaçait et contenait. Après Bapaume, peut-être fût-il parvenu à Compiègne.

Mais, dans l'esprit de Gambetta et du gouvernement, l'armée du Nord ne devait, ne pouvait être que chargée d'une diversion. L'action appartenait à l'armée de la Loire. Le général demandait, réclamait des soldats, mais on lui faisait cette objection qu'en cas de défaite son corps d'armée, rejeté en Belgique comme une partie de l'armée de Mac-Mahon après Sedan, était perdu, tandis qu'en opérant sur la Loire ce même corps d'armée pouvait, battu, se reformer plus loin, à Bourges, à Poitiers ou au Mans. A cela Faidherbe répondait qu'il avait pour refuges, derrière lui, des places fortes, Lille étant le pivot de ses opérations. On lui laissa son corps d'armée peu important, en somme, et que nous croyions à Paris, lorsqu'on en parlait, considérablement plus nombreux, et, disons-le à sa gloire, avec ces 35 ou 40,000 hom-

mes, il réussit à tenir l'ennemi en respect, à l'inquiéter toujours et à le vaincre quelquefois.

Dès le 14 décembre, il écrivait à Gambetta :

Ham, 14 décembre 1870.

Monsieur le ministre,

Sachant combien les moments sont précieux, j'ai commencé dès le 10 décembre les opérations avec la première division de l'armée du Nord, en attendant que les autres fussent prêtes.

Nous avons chassé les Prussiens de toute la ligne comprise entre La Fère et Amiens, à laquelle ils tenaient beaucoup, et repris le château de Ham.

A la prise de Ham, le général Lecointe a tué ou blessé 25 hommes à l'ennemi et fait 200 prisonniers.

Nous avons déjà 350 prisonniers entre les mains. Aujourd'hui, 14 décembre, deux divisions sont en ligne. Dans deux ou trois jours, nous serons sous Amiens avec trois divisions.

Ayant poussé jusqu'à Roye qui est à moitié distance de Lille à Paris, nous étions en bonne situation pour coopérer, autant que notre petit nombre nous l'eût permis à une sortie de l'armée de Paris vers le nord, qui malheureusement n'a pas eu lieu. L'armée du Nord va compter dans cinq jours quatre divisions, la troisième ayant une brigade composée entièrement de mobiles et la quatrième ne renfermant que des gardes nationaux mobilisés sans artillerie.

Cette armée comprend, en outre, les garnisons de vingt places fortes formées de gardes nationaux mobilisés au nombre de plus de 50,000 hommes. Nous espérons créer

très-prochainement des batteries pour la division de gardes nationaux mobilisés.

De telles forces permettent évidemment de former deux corps d'armée actifs de 25,000 hommes chacun, en laissant des garnisons de prévoyance dans les places fortes.

Quelques jours après, il écrivait de Lille :

Lille, le 21 décembre 1870.

Après la reconnaissance offensive d'hier et l'annonce de l'arrivée à Amiens de Manteuffel avec une nouvelle division, nous pensions être attaqués aujourd'hui, et nous avons passé la journée sur les positions que j'ai choisies pour champ de bataille.

Nous n'avons pas vu de Prussiens.

Mais notre armée (quoique à moitié gelée) a pu apprécier la force de la position, et je crois qu'une grande confiance règne dans nos troupes. Demain nous reprendrons nos positions et attendrons encore.

Manteuffel, trouvant notre position trop forte, renoncera-t-il pour le moment à nous attaquer? Ce serait fâcheux.

L'occupation de la citadelle d'Amiens par l'ennemi rend notre situation vis-à-vis de cette ville tout à fait fausse et gênante. Ce n'est pour nous ni une ville amie ni une ville ennemie. Quoi qu'il en soit, si l'on ne nous attaque pas, nous enverrons de droite et de gauche des reconnaissances offensives.

Je veille avec soin sur les passages de la Somme, de Corbie à Péronne, car je crois que l'ennemi a quelque intention de chercher à nous tourner par là. Si, grâce à des

retards, l'ennemi pouvait se renforcer tellement qu'il eût sur nous une supériorité de nombre écrasante, que faudrait-il faire?...

... Les mobilisés se sont, par mon ordre, rapprochés de nous aujourd'hui pour pouvoir prendre part à la bataille que nous attendions à B...

Ils sont cantonnés à Boisleux, Marloy, etc., en seconde ligne.

L. FAIDHERBE.

Le 23 décembre, Manteuffel se décida à attaquer nos troupes. Ce fut à Guerrieux, Pont-Noyelles et Daours. Faidherbe avait choisi pour champ de bataille les hauteurs qui bordent la rive gauche d'un petit ruisseau, la Hallue, affluent de la Somme. Ordre avait été donné à nos troupes de ne résister que faiblement dans les villages. On se canonna d'abord par-dessus les maisons, puis, à la baïonnette, nos soldats délogèrent l'ennemi après lui avoir infligé des pertes et enlevé des prisonniers. Ces jeunes troupes, qui n'avaient pour se soutenir que du pain gelé, attendirent un retour offensif de l'ennemi jusqu'au lendemain, deux heures. L'armée coucha sur le champ de bataille par un froid de 4 degrés au-dessous de zéro, et ne rentra dans ses cantonnements qu'après avoir bien constaté que l'ennemi ne revenait pas à la charge. Comme toujours, à Pont-Noyelles les marins furent audacieusement intrépides. Les Prussiens s'attribuèrent la victoire, comme ils de-

vaient le faire après Bapaume, mais le doute n'est point permis.

Cependant Péronne était cernée, les Prussiens bombardaient la ville, lorsque le 2 janvier Faidherbe attaqua de nouveau l'ennemi. C'était à Bapaume, cette ancienne forteresse dont les remparts avaient été démolis sous Louis-Philippe, pour servir d'étude de siége au duc d'Orléans. Après un combat acharné commencé à 5 heures du matin et terminé à sept heures du soir, combat où constamment nos troupes avaient repoussé l'ennemi, Faidherbe put télégraphier cette dépêche qui nous causa, à nous, assiégés de Paris, une si grande joie lorsque nous la connûmes :

Général à ministre de la guerre et commissaire de la défense à Lille.

Aujourd'hui, 3 janvier, bataille sous Bapaume, de huit heures du matin à six heures du soir ; nous avons chassé les Prussiens de toutes les positions, de tous les villages. Ils ont fait des pertes énormes, et nous des pertes sérieuses.

Avesnes-lez-Bapaume, 3 janvier.

FAIDHERBE.

A cette bataille de Bapaume, lorsqu'un officier d'ordonnance vint lui annoncer que deux régiments de mobilisés, placés en observation sur le plateau de Favreuil, avaient lâché pied devant les obus prussiens,

Faidherbe demanda vivement si ce n'était pas le régiment lillois.

— Non, mon général, répondit l'officier, les mobilisés lillois tiennent bon, malgré la pluie d'obus qui tombe sur eux.

— Tant mieux, le contraire d'ailleurs m'eût étonné, dit-il.

Quelques jours après, le général télégraphiait encore :

Boisleux, 7 janvier, 10 h. mat.

Le général Faidherbe au commissaire général à Lille.

J'espérais que les Prussiens ne contesteraient pas notre victoire de Bapaume ; mais je vois par leurs bulletins que nous venons d'être anéantis pour la seconde fois en dix jours par l'armée de Manteuffel, commandée aujourd'hui par le prince Albert. En maintenant intégralement le récit de la bataille tel que je vous l'ai fait le 4 janvier, je me bornerai comme après Pont-Noyelles à vous signaler les principales inexactitudes matérielles des dépêches prussiennes :

Elles disent que l'armée du Nord a battu en retraite, pendant la nuit même, sur Arras et Douai. L'armée du Nord a couché dans les villages de Grevillers, Biefvillers, Favreuil, Sapignies, Achiet-le-Grand, etc., qu'elle avait conquis sur les Prussiens et n'est allée prendre ses cantonnements, où nous sommes encore, qu'à huit heures du matin sans que l'ennemi donne signe de vie. En fait de poursuite de cavalerie, voici le seul incident qui a eu lieu :

Le 4, vers neuf heures du matin, deux escadrons de

cuirassiers blancs, ayant chargé sur l'arrière-garde de chasseurs à pied d'une de nos colonnes, les chasseurs se formèrent en cercle, firent feu à cinquante pas et anéantirent presque complétement un des escadrons, dont hommes et chevaux restèrent sur le sol, tandis que l'autre s'enfuyait à toute bride. Les chasseurs n'eurent que trois hommes légèrement blessés.

L'armée est pleine de confiance et ne doute plus de sa supériorité sur les Prussiens.

Le général en chef,

L. Faidherbe.

Ce mot de *supériorité* était là pour réconforter une armée qui se battait ainsi par le froid le plus vif et qui réussissait à faire reculer l'ennemi ou à le contenir. Cependant Péronne était rendue. Faidherbe décidait que le commandant de la place serait traduit devant un conseil de guerre. La ville, bombardée, tandis que les fortifications demeuraient intactes, témoignait une fois de plus de la barbarie prussienne, de cette méthode nouvelle, inconnue des peuples civilisés, qui consiste à frapper les êtres désarmés pour arracher une capitulation aux combattants. Faidherbe protesta, mais vainement, comme protestèrent tous nos généraux. Les Allemands continuaient leur système froidement et scientifiquement.

II.

Pendant que devant Amiens et Arras les événements précédents se succédaient, un département voisin, celui de l'Aisne, un des plus éprouvés pendant cette guerre, ce département que le préfet, M. F. Achard, appelait un département *pourri* (il l'a regretté depuis) était et allait devenir encore le théâtre de dramatiques événements.

Presque toutes les villes du département ont subi les plus dures épreuves. Le *Journäl de l'Aisne* publiait dernièrement les éphémérides de l'invasion.

« Une étude sommaire, disait-il, sur l'ampleur et la lourdeur de la contribution de guerre, combinée avec les réquisitions en nature et autres charges résultant de l'occupation de notre département pendant six mois, avec les destructions par les batailles et les siéges :

« Trente-quatre millions cinq cent treize mille francs.

« Ainsi décomposés :

« Arrondissement de	Laon. . . .	9,718,096
—	Soissons [1]. . .	11,779,012
—	Château-Thierry.	4,401,871
—	Saint-Quentin. .	7,193,031
—	Vervins. . . .	420,803

1. Soissons en 1814 avait subi un pillage de six heures.

« Comme en 1814, c'est l'arrondissement de Vervins qui est le privilégié de la guerre. »

Dès le 9 septembre 1870, la catastrophe de Laon semblait désigner le département de l'Aisne à la rigueur des Prussiens. Le garde d'artillerie Henriot, par dévouement et fureur patriotique ou par imprudence, on ne sait, faisait sauter la citadelle, blessait le grand-duc de Mecklembourg et faisait, hélas! plus de victimes parmi les Français que parmi les Prussiens. M. Anatole de la Forge, préfet de l'Aisne, installait, Laon étant occupée, la préfecture à Saint-Quentin. Il y proclamait, du haut de ce bijou d'architecture gothique, l'hôtel de ville, il y faisait acclamer la République. Dès ce moment la ville se préparait à la défense : on faisait sauter les ponts, on construisait des barricades, la garde nationale était pleine d'ardeur. Le 7 octobre, le bruit se répandait que les Prussiens, ayant quitté Laon, se dirigeaient sur Saint-Quentin. Vers minuit, on crie aux armes, on bat la générale, les gardes nationaux vont sous la pluie, à leurs postes respectifs. C'était une fausse alerte, mais le lendemain devait être fiévreux pour la cité. Une barricade partant de l'ancienne maison du receveur de la navigation et allant sur le quai du port Gayant en couvrant l'octroi, défendait le pont qui mène à la ville et qu'on avait coupé. Barricade colossale faite d'arbres et de chevaux de frise, les murs de brique près la gare étant crénelés. Un ami, dans une lettre intime, me raconte simplement et nettement ces heures de bataille :

8 octobre 1870.

C'est aujourd'hui samedi, jour de marché ; la ville est remuante comme à l'ordinaire. Le temps est sombre. De gros nuages noirs courent et traversent rapidement l'atmosphère. Il fait froid. Est-ce parce que je n'ai pas dormi la nuit dernière? mais il me semble que la journée se passera mal.

10 heures. Le tocsin sonne à grande volée. On bat la générale. Les Prussiens sont à 2 kilomètres de la ville. Favorisés par la brume et cachant leur marche à travers les bois, ils sont arrivés aux portes du faubourg sans être aperçus. Les boutiques se ferment précipitamment, les hommes courent prendre leurs fusils et se portent aux lieux de rassemblement. La générale redouble! Le lugubre tocsin sonne de plus en plus, les coups redoublent. On entend la fusillade, c'est la première barricade du faubourg qui est attaquée. Les rues sont pleines de monde, les femmes affolées, les enfants pleurent. Pêle-mêle indescriptible. Tout est sombre. Nous partons pour le cimetière. On a crénelé les murs. Les caveaux, les tombes serviront d'abris ou de blockhaus si l'ennemi veut entrer de ce côté de la ville.

Nous voyons au loin la cavalerie prussienne, sur les hauteurs du Mesnil. L'infanterie un peu plus bas. La mousqueterie redouble d'intensité. Les pompiers pour ne pas être tournés sont obligés de se replier sur la barricade du canal.

Le préfet arrive un revolver d'une main, une épée de l'autre; il encourage les hommes. Les gardes nationaux se portent aux meurtrières de la barricade et tirent sur les Allemands, qui avancent en bon ordre. Bien touchés, ces mes-

sieurs entrent au galop dans les petites rues transversales. Le feu continue. Un pompier est tué d'une balle au front. En revanche, les Prussiens tombent drus, mais ils n'abandonnent pas l'attaque. Ils reviennent à la charge avec fureur. Pendant deux heures on tire de part et d'autre. Ici un mot superbe. Quelqu'un parla de se rendre. Le préfet demande aux gardes nationaux qui l'entourent s'ils y consentaient? *Comment ça,* répond l'un deux, *v'là seulement qu'on commence à s'échauffer!*

Il est deux heures, les Prussiens enlèvent leurs morts et leurs blessés, ils semblent abattus. On nous annonce qu'ils battent en retraite.

La pluie redouble d'intensité.

Cinq heures. Le tocsin sonne de nouveau. Sont-ce les Prussiens qui reviennent? ont-ils tourné la position et rentrent-ils avec des renforts? Non, ils s'éloignent définitivement, mais avant de nous quitter ils incendient un moulin...

Rien de plus beau que la réponse de ce pompier citée dans la lettre précédente : « *V'là au preume qu'cha qu'minche à s'èchauffer.* » Le patois picard lui donne encore un héroïsme plus piquant. M. Anatole de La Forge, chevaleresque et résolu, avait été blessé en dirigeant la lutte derrière la barricade.

Saint-Quentin, ville ouverte qui se permettait de donner l'exemple aux villes fortes, devait payer cher son courage. Le 21 octobre, le colonel von Khalden, à la tête de dragons et de Mecklembourgeois, arrivait, féroce et dur, réclamant la capitulation immédiate, menaçant de piller, de brûler, imposant, réquisitionnant, exigeant la remise de toutes armes, jusqu'aux

cannes à épée, dans un délai de deux heures; cela sous peine de mort. Une vingtaine de voitures de réquisition suivaient cette armée aux types slaves, hideux et farouches, mangeant, tout en demeurant à cheval, des harengs saurs en les croquant par la tête et prenant à pleines mains, dévorant du lard cru. La commission municipale fit bravement son devoir. Elle fut un moment menacée de la prison, et les conseillers attendaient sur la place le départ pour l'Allemagne. On paya. De pauvres gens, des femmes apportaient leurs économies, *deux francs, trois francs,* les quelques sous possédés et cachés.

Saint-Quentin, encore aujourd'hui occupé et menacé[1] du sabre par le général qui commande, a souffert et supporté fièrement, en cité laborieuse et honnête, cette souffrance imposée. Elle est habituée aux siéges, aux douleurs de la guerre, à ces *illustres pillages* dont parle P.-L. Courier. Elle a vu les Espagnols en 1557. Une inscription que j'ai relevée dans son hôtel de ville parle avec raison et fierté de la *fidèle persévérance* de ses citoyens (1653).

A Saint-Quentin, les Saxons en mai allaient et venaient, paisibles, leurs officiers affectant une politesse excessive, les soldats assez attristés de l'occupation et soupirant après le départ. Ceux-là mêmes qui ne connaissent point le français ont appris ce mot *retour* et le prononcent bien souvent, toujours avec un sou-

1. Affiche du 11 juillet 1871.

pir. Beaucoup ajoutent en faisant le geste d'un homme qui caresse quelque tête d'enfant : *Petits, petits,* d'autres disent : *Père, mère* ou *maman,* et plus d'un a dans les yeux des larmes. Voilà la guerre. Elle rue aux carnages des êtres nés pour vivre et pour aimer. Chaque soir, sur la place, les Allemands font de la musique. Avec quel art et quel sens artistique, on le sait. Cela est parfait. Mais nul n'écoute, point de curieux, la place est vide. A peine quelques rôdeurs de faubourgs, ceux que le patois picard appelle des *varrouilleux.* Cette solitude contriste les Saxons, mais ce qui les irrite, c'est l'épithète de Prussiens. Ils haïssent vraiment la Prusse. Il a fallu toute la terreur qu'avait l'Allemagne d'être conquise ou ravagée par la France et tout son besoin âpre et invincible *d'unité* pour qu'elle s'alliât à la Prusse. Le moindre soldat, bavarois ou saxon, proteste dès qu'on l'appelle Prussien. *Kœniggraetz malheur,* disent-ils, en hochant la tête, dès qu'on leur parle de Sadowa. Leurs opinions, toutes identiques sur l'armée française, résument bien d'ailleurs la vérité, et ils jugent déjà cette campagne comme la jugera l'histoire : *Soldats, bons; officiers, malheur; francs-tireurs, méchants; marins, bons; mobiles, innocents.* A ce mot *innocents,* mot éloquent, plein de tristesse et peut-être de retour sur eux-mêmes, ils sourient. Ils semblent plaindre ces malheureux enfants envoyés avec de méchants fusils, des vareuses légères et de mauvais souliers, à ces combats qui étaient des boucheries.

Il faut, sur les promenades, voir manœuvrer les soldats saxons. Le spectacle est pénible. Tout homme asservi à la dure discipline germanique n'est plus qu'une machine rompue à diverses combinaisons mécaniques; la précision des mouvements, la rectitude du geste, l'ensemble automatique et net avec lequel les pelotons exécutent un commandement, tout cela est prodigieux. Le corps humain est plié par le sergent instructeur comme celui d'un enfant dont les acrobates veulent faire un clown. On fait tourner, aller, marcher, ces recrues, jeunes gens paisibles, jusqu'à les abrutir. Un des exercices consiste à marcher, l'arme en avant, en tendant un jarret tout droit en l'air, tandis que le bout de l'autre pied soutient presque seul le poids du corps, comme le fait l'orteil d'une danseuse. En vérité, on croirait assister à une répétition de gymnastes. Les sous-officiers instructeurs déploient d'ailleurs un zèle étonnant dans l'accomplissement de leur tâche. Ils montrent comment on porte l'arme et comment on la manie, comment on la rejette brusquement, d'un coup sec, sur l'épaule; ils ordonnent, ils crient, s'égosillent, s'emportent, jurent, sacrent, tempêtent, insultent, saisissent très-souvent le canon du fusil d'un soldat qui manœuvre mal, et, pour lui faire mieux comprendre la manœuvre, le frappent à son crâne trop dur d'un coup de son arme. Le soldat reçoit les horions comme il reçoit les injures, sans sourciller. Silence dans les rangs. Pas un mot, pas un geste. On subit cet esclavage militaire,

cette école de peloton faite à coup de crosse tout naturellement, paisiblement, d'un air résigné.

Je me rappellerai longtemps un malheureux garçon qui ne manœuvrait pas plus mal qu'un autre, un peu mou sur ses jambes sans doute, médiocrement nerveux dans ses mouvements, et que son sous-officier, petit homme sec, énergique et roux, l'air foncièrement mauvais, torturait particulièrement, avec un évident plaisir. Il s'acharnait à faire de cette infortunée recrue un soldat d'élite. Il le faisait aller, virer, marcher, porter armes, présenter armes, et cela dix fois, vingt fois, cent fois, avec un redoublement de courroux, d'invectives et de coups sur le front lorsque le mouvement était mal exécuté, ce qui arrivait toujours, le pauvre Saxon, totalement abruti, suant, lassé, écrasé, et roulant autour de lui les yeux égarés d'un mouton qu'on mène à l'abattoir.

Jamais la vision terrible de l'autorité militaire dans ce qu'elle a de plus dur et de plus tyrannique ne m'était apparue sous une forme plus cruelle, et, regardant le malheureux se débattre, silencieux, entre les mains du petit sergent pâle et maigre, il me semblait vaguement assister à ces duels sinistres qu'on aperçoit dans les coins sombres entre les mouches et les araignées.

Encore les sous-officiers sont-ils cléments. Mais parfois les officiers, qui se promènent près de là, proprets, coquets, en gants blancs, s'approchent du peloton qui manœuvre. Ils font acte de commandement.

Ils lancent aussi le cri guttural qui précède toutes les manœuvres : *Batailloooon !* ou bien ils avisent dans le rang un pauvre diable qui se tient de deux centimètres en arrière ou dont le casque penche sur l'oreille droite. Un des officiers s'avance, prend le soldat par l'oreille et la lui tord ou la lui tire. Napoléon avait cette humaine habitude ; il pinçait jusqu'au sang, en manière de caresse, les oreilles de son valet de chambre ou de ses grenadiers. J'ai vu frapper ainsi, au visage ou aux jambes, des soldats, de braves gens, par des officiers courroucés et qui, cela fait, reprenaient tranquillement leur promenade ou leur inspection, et essayaient de sourire aux dames.

Et je parle de l'armée saxonne. La discipline y est douce, comparée à la discipline prussienne. La main de fer des officiers saxons porte encore un gant de velours. En Prusse, elle est brutale et rude jusqu'à la barbarie. Un officier maltraite facilement jusqu'au sang un soldat dont le treizième bouton de capote est mal astiqué. Ces messieurs commandent à coups de poing en plein visage. Brutalement ils écrasent un nez et font jaillir le sang. Le soldat, ainsi traité, s'essuie et reprend l'exercice.

Pauvres brutes humiliées, pauvres êtres bafoués, vos souverains et vos princes vous appellent des héros, et c'est avec ces souffrances, ces tortures, ces coups, ces hontes, que vous achetez vos victoires ! En vérité, c'est un peu cher.

Cependant Faidherbe, rentrant de nouveau dans le

quadrilatère du Nord, allait tenter une suprême bataille. Manteuffel était parti pour l'Est, maintenant von Gœben commandait. Le 17 janvier, à 6 heures du matin, une colonne commandée par le colonel Innard entrait à Saint-Quentin, dont les Prussiens étaient partis, et ramassait des traînards allemands demeurés là malgré l'évacuation de la ville. On versa aux soldats le vin d'honneur à l'hôtel de ville. On se crut délivré. Le 18, arriva Faidherbe venant d'Amiens. L'enthousiasme était à son comble. On criait, on répétait : *Vive Faidherbe!* Et lui, calme et grave :

— Non, répondait-il, ne criez pas *Vive Faidherbe!* criez *Vive la France!*

Le 18 on se battait du côté de Vermand, et les Prussiens étaient repoussés. Le soir, devant la commission municipale, Faidherbe, *digne comme un stoïcien* (le mot m'a été dit par M. Malézieux, président de la commission), disait froidement à peu près ce qui suit :

— Demain je donnerai ou plutôt j'accepterai la bataille. Gambetta l'ordonne et il faut faire une diversion, car Paris tente une sortie. Mon armée est une masse, mais une masse faible. Je serai battu, mais glorieusement. Les Prussiens pourraient nous repousser en deux heures; je les arrêterai toute la journée.

Le 19 au matin, les Prussiens attaquaient et, jusqu'à trois heures de l'après-midi, moment où entrè-

rent en ligne des masses ennemies venues de la Fère, de Laon, de Paris, nous résistâmes bravement.

J'ai visité naguère ce champ de bataille où, dans la neige, la boue collant aux pieds, les talons enfonçant dans la glaise, les mobiles et les soldats de Faidherbe combattirent[1].

La route de Saint-Quentin à Essigny, droite, légèrement encaissée entre des talus où l'on retrouve parfois la trace d'un sabot de cheval, d'une roue de caisson, d'un talon de fantassin ou des débris de cartouches brûlées, cette route, à travers un paysage peu accidenté, terrain uni, dénudé, gardait encore, lorsque nous y passâmes, deux mois après la bataille, la trace de l'action meurtrière. Le combat avait été presque tout entier d'artillerie et livré dans un vaste espace. Sur ces coteaux ou plutôt ces plaines aux ondulations légères, la charrue, les semailles de mars pouvaient avoir effacé les traces du carnage. Non. Cette terre, trempée de sang, gardait encore (pour combien de jours? pour combien d'heures?) le souvenir muet mais encore vivant de cette lutte entre deux armées.

Le terrain bouleversé, creusé, trépigné, labouré par les obus, témoignait de l'acharnement des hommes. Au *Moulin de Tout-Vent*, à la place où la plus terrible et la plus meurtrière des batteries françaises avait

1. Même temps boueux, même terrain détrempé, à Buzenval, ce même jour, 19 janvier.

tonné, la terre tourmentée sentait le carnage. De loin en loin des arbres coupés au tronc par la hache, démembrés par le canon ou déchirés par les balles, gisaient, lugubres comme des cadavres d'une autre espèce. Ces champs de betteraves ont des fosses profondes. On a creusé des trous au bord de la route, et là, dans la chaux, on a enfoui les morts par centaines, par milliers. A gauche de la route, presque en face de Grugies, le trou est immense. Ce sont presque tous des cadavres allemands. La terre mélangée de chaux, rendue pareille à une poudre brune et blanche, semble mouvante, et je ne sais quelle vie souterraine et mystérieuse paraît sourdre de ce tas sinistre de poussière et de pourriture.

Plus loin, le champ de bataille perd de son aspect lugubre. Essigny-le-Grand, d'où les canons prussiens faisaient feu, sourit au soleil et laisse grincer au vent ses enseignes d'auberge, en potence. L'une d'elles dit ironiquement : *Au Panier fleuri.* A quelques pas, des toits effondrés, des murs broyés. Nous entrons dans une auberge, et nous essayons d'obtenir des paysans quelques renseignements sur le combat. Ils n'ont rien vu ou ne veulent rien dire. Une certaine crainte vague plane sur les âmes. Impossible d'obtenir du paysan le fond de sa pensée sur les événements, sur les généraux. Il craint, il a peur pour son champ. Ce ne sont là ni des citoyens ni des *hommes*.

Sur la route du Grand-Seraucourt à Roupy, une autre fosse. Une croix de bois blanc la surmonte et

nous lisons cette inscription en allemand : *Aux héros tombés à Saint-Quentin.*

On nous raconte, en chemin, plus d'une anecdote ou touchante ou navrante. Ce jour-là le bataillon des mobiles d'Hazebrouck, effrayé, se jetait à genoux. Les mobiles du Gard cédèrent les premiers. Le bataillon d'Avesnes perdit bravement quatre cents hommes.

Un garde mobile blessé était tombé devant le logis d'un habitant près de l'Épine-de-Dallon, puis ramassé par un fourgon, était parti laissant là une mare de sang. Les Prussiens arrivent, voient ce sang et (le sang n'a pas de couleur) accusent :

— C'est un des nôtres que vous avez tué! — Le pauvre homme proteste, pâlit, se trouble. On le pousse contre la muraille et on lui met douze balles dans la poitrine.

Le vice capital des positions de Faidherbe, c'était la situation prise sur les deux rives de la Somme. Son armée se trouvait, pour ainsi parler, *à cheval* sur les deux côtés du canal de Saint-Quentin et la rivière, c'est-à-dire partagée en deux, divisée par les marais qui rendaient ses mouvements difficiles et la communication des régiments entre eux, et même des officiers d'ordonnance, presque impossible d'une rive à l'autre. Comment, en effet, se mouvoir dans des marais ? Comment manœuvrer sur cet impraticable terrain et entre ces deux cours d'eau ?

A dix heures et demie du matin, la bataille commencée, l'armée française, formée en demi-cercle,

tenait, en s'appuyant sur Saint-Quentin, tout le terrain qui va de Mesnil-Saint-Laurent à Rocourt. Les batteries, fortement établies entre Neuville-Saint-Amand et Gauchy, à droite, allaient battre bientôt à gauche, lorsque la bataille changea de terrain, le bois de Savy où, durant cette journée du 19, les pertes des Prussiens furent considérables.

L'armée allemande, puissante, soutenue par une cavalerie nombreuse (j'ai dit plus d'une fois que Faidherbe manquait absolument de cavaliers, pouvait à peine disposer de deux escadrons), cette armée, dont le nombre s'augmentait d'heure en heure, occupait Seraucourt, Essigny-le-Grand, Cérisy, et n'engageait qu'avec une prudente avarice ses réserves accumulées le long des routes de la Fère et de Chauny. En outre, prêt à soutenir ses fantassins qui combattaient à Itancourt ou ses batteries qui tonnaient devant Urvillers, le général von Gœben cachait, abritait derrière les maisons de ces villages des régiments entiers de dragons ou de chasseurs à cheval prêts à charger. Ces masses sombres de cavalerie apparaissent sur le plan de la bataille comme de formidables menaces, et semblent dissimulées derrière les villages comme autant de piéges.

Faidherbe se tenait à Rocourt, suivant les mouvements de cette longue bataille du haut d'un bâtiment qu'on nous montre. Que de traces de lutte acharnée ! Près de l'ancienne voie romaine qui, vers Soissons, rejoint la chaussée fameuse de Brunehaut, un moulin

de briques, sur la hauteur, semble montrer fièrement ses ailes brisées, sa bâtisse trouée d'obus. Le fer a creusé, taroté, broyé la brique. Une petite masure à toit d'ardoises est près de là, mise à jour par les projectiles. Mais le moulin le plus célèbre dans le pays est ce moulin de Tout-Vent dont le canon, la mitraille ou les balles ont fait une véritable dentelle, le trouant, le découpant comme une sinistre guipure. Ce squelette de moulin apparaît de loin et se détache sur le ciel comme une anatomie encore debout.

Le soir de ce jour funèbre, les soldats fuyaient, traversaient Saint-Quentin par la place de l'Hôtel-de-Ville ou par le faubourg Saint-Jean, poussés par les Prussiens et s'arrêtant encore pour tirer leurs derniers coups de feu. Quelques-uns, au bas de la rue d'Isle, ébauchèrent une barricade, à l'endroit où la garde nationale s'était défendue le 8 octobre, mais la résistance était inutile, impossible. Les bataillons fuyaient pêle-mêle, c'était, sur la place et dans les rues, le défilé hideux, l'égrénement ou le torrent de la déroute. On jetait ses équipements, on jetait ses armes, on buvait en hâte quelque verre de vin que tendait une main sortant d'une porte entr'ouverte, on changeait de vêtements, on se cachait, on se blottissait dans les caves. Des blessés tombaient parfois inanimés sur le pas des portes. Et là-bas, vers les faubourgs et vers la gare on entendait déjà la fusillade et les hourras des Allemands.

Cependant l'artillerie, après avoir protégé la

retraite, se retirait intacte. D'autres héros inconnus faisaient jusqu'à la fin bonne contenance. Ce sont ceux-là que l'histoire oublie, et qui, à l'heure où tout succombe, où la panique et le désordre jettent leurs cris farouches, restent calmes, combattent encore et font leur devoir jusqu'au bout. Être fidèle au drapeau vainqueur, le beau mérite! Il vous enveloppe dans son rayonnement. Mais la vraie gloire est de demeurer attaché au drapeau vaincu et de sourire encore à ses haillons. On retrouva, le lendemain, dans un angle de rue, le cadavre d'un marin, troué de baïonnettes et couché sur un tas de Prussiens qu'il avait immolés à coups de hache.

La nuit était venue. L'armée s'écoulait vers Cambrai. Encore une fois l'ennemi entrait dans la ville. Le sabot de ses chevaux retentissait sur la grande place. Ordre d'allumer des lumières, lanternes ou bougies, aux fenêtres des maisons; on tirerait sur chaque maison qui resterait sombre. Ordre de livrer les armes, de dénoncer les soldats réfugiés. Réquisitions partout, visites partout. L'invasion encore. Dans toutes les maisons, des blessés et des mourants, les hôpitaux encombrés, la collégiale pleine de prisonniers entassés, six mille malheureux mobiles, mobilisés, artilleurs ou soldats de la ligne étouffant dans les chapelles, couchés sur les dalles, accroupis contre les piliers, cette foule hurlant et grouillant dans les profondeurs gothiques du chœur.

Cette bataille de Saint-Quentin pouvait amener la

destruction totale, la capitulation de l'armée du Nord. Le soir, nos troupes étaient débandées, et, durant la nuit, les Allemands ramassaient, sur les routes, sept ou huit mille fuyards, mobiles ou mobilisés. Ces prisonniers leur suffirent. Ils n'osèrent poursuivre les troupes qui se retiraient, emmenant toute leur artillerie, seize batteries, et qui les avaient arrêtés, quoique de beaucoup inférieures en nombre, tout un jour.

— Ils ressemblaient, me disait le général Faidherbe, à ces gens qui, tout aises de s'être débarrassés d'un adversaire qui les a inquiétés, le laissent aller, et se garderaient bien de lui intercepter le chemin de peur de recevoir quelque mauvais coup.

Durant tout le jour, au surplus, je le répète encore, l'ennemi avait reçu de divers points des renforts importants. Ils arrivaient de La Fère, ou de Laon, ou même de Paris. Des régiments descendaient de chemin de fer pour entrer en ligne. C'est encore là un exemple de l'étonnante organisation militaire de la Confédération. Nous avons vu qu'à Spickeren (Forbach) les Allemands avaient fait de même. Cette entrée en ligne de troupes fraîches vers la fin de toutes ces terribles journées est un des triomphes de leur tactique. Le soir de la bataille de Saint-Quentin, les troupes ennemies qui occupèrent la ville venaient de sortir du wagon. Elles contrastaient étrangement par leur tenue correcte, la propreté de leurs vêtements et de leurs armes, fusils luisants, bottes cirées, avec les autres régiments allemands, engagés depuis le matin,

fatigués, harassés par les six derniers jours d'escarmouches et de marches, et, comme nos soldats, boueux, sordides, tuniques et pantalons en lambeaux.

L'armée battue, mais indomptée, rentrait à Cambrai et de là à Lille. Des soldats chantaient *Mourir pour la patrie*. D'autres, en montrant leurs rangs clair-semés, disaient avec bravade : *Voilà ce qui reste des chasseurs à pied !*

L'ennemi, dit un document officiel publié dans le *Progrès* et l'*Écho du Nord*, eut, dans les journées du 18 et 19 à Vermand et à Saint-Quentin, environ 5,000 hommes hors de combat et nous environ 3,000 seulement. Cela tient à ce que nos coups portaient sur des masses de troupes doubles des nôtres.

Grâce aux traînards qu'il ramassa sur les routes le 20 et le 21, l'ennemi dut avoir entre les mains, le surlendemain de la bataille, plus de 6,000 prisonniers, la plupart mobiles ou mobilisés, mais la moitié se sauva et rejoignit les corps au bout de quelques jours.

Le 20, un détachement prussien arriva à la suite de nos colonnes jusqu'aux portes de Cambrai et somma en vain la ville de se rendre. Une autre troupe alla bombarder Landrecies et en fut repoussée par l'artillerie de la place.

Les ennemis se retirèrent ensuite vers Saint-Quentin, et l'armistice, proclamé le 29 janvier, les maintint bientôt dans la limite du département de la Somme.

L'armée du Nord, cantonnée à la suite de la bataille de Saint-Quentin autour des villes d'Arras, Douai, Lille, Cambrai et Valenciennes, se réorganisa rapidement, et dès le

10 février, elle était susceptible de se représenter en ligne avec un effectif presque égal à celui qu'elle avait à Saint-Quentin, grâce à l'incorporation de quelques milliers de mobilisés.

Du reste, ce qui prouve que le général von Gœben savait très-bien que dans cette quatrième bataille il n'avait pas encore réduit l'armée du Nord à l'impuissance, c'est que, dans un ordre du 21, chargeant les généraux de division von Kummer, von Burnekow et von den Gœben d'observer Cambrai et Arras, il leur indique les lignes de retraite vers Amiens et Péronne dans le cas où ils seraient *pressés par l'armée française.*

Les Prussiens, qui prétendent nous avoir enlevé des pièces d'artillerie de campagne, ne s'emparèrent que de trois ou quatre petits canons de montagne placés en position au faubourg d'Isle, et Faidherbe, tout battu qu'il était, pouvait s'écrier, dans une proclamation à son armée :

Soldats,

C'est un devoir impérieux pour votre général de vous rendre justice devant vos concitoyens; vous pouvez être fiers de vous-mêmes, car vous avez bien mérité de la patrie.

Ce que vous avez souffert, ceux qui ne l'ont pas vu ne pourront jamais se l'imaginer. Et il n'y a personne à accuser de ces souffrances; les circonstances seules les ont causées.

En moins d'un mois, vous avez livré trois batailles à un ennemi dont l'Europe entière a peur; vous lui avez tenu tête, vous l'avez vu reculer maintes fois devant vous; vous

avez prouvé qu'il n'est pas invincible et que la défaite de la France n'est qu'une surprise amenée par l'ineptie d'un gouvernement absolu.

Les Prussiens ont trouvé dans de jeunes soldats à peine habillés, et dans des gardes nationaux des adversaires capables de les vaincre. Qu'ils ramassent nos traînards, et qu'ils s'en vantent dans leurs bulletins, peu importe ! Ces fameux preneurs de canons n'ont pas encore touché à une de vos batteries. Honneur à vous ! Quelques jours de repos, et ceux qui ont juré la ruine de la France nous retrouveront debout devant eux.

Le général commandant en chef
l'armée du Nord,

Signé : FAIDHERBE.

Malheureusement bien des soldats avaient, en fuyant, jeté leurs armes, les uns dans les champs, les autres dans les rues, d'autres encore dans le puits à ornements de fer de la place de l'Hôtel-de-Ville. Je l'ai vu vider, *curer* dernièrement. Un énorme soufflet tirait de ce puits les armes, les débris et les détritus de la retraite du 19 janvier, chassepots brisés, képis déformés, sabres en morceaux, souliers et sacs crevés jetés en hâte au moment de la fuite. Tous ces objets souillés, boueux, les cuirs pourris, les armes envasées, étaient hideux à voir. Des soldats saxons les regardaient en fumant leur pipe ou de loin, en montant leur faction, pistolet au poing, devant leurs fourgons et leurs canons.

Et voilà ce qui reste de la gloire !

D'autres villes du département de l'Aisne, Guise entre autres, eurent leur part d'épreuve.

L'histoire de Guise est toute simple. Ce petit pays, paisible dans sa vallée, entre l'Oise et l'Aisne, doucement assoupi, pouvait espérer qu'il ne connaîtrait pas l'invasion. Il n'avait point de garnison, quelques francs-tireurs défendaient le château, et des mobiles mal instruits tenaient la ville, lorsqu'un jour trois uhlans arrivent à Guise, au pas, et s'arrêtent sur la grand'place, demandant froidement le chemin de Bohain. — Le voilà le chemin, répond un ouvrier de la fabrique. Il saisit le uhlan par la botte, le tire et le précipite à bas de son cheval; les autres tournent bride et fuient au galop. On mène l'Allemand prisonnier à la mairie. Deux jours après, des bataillons prussiens arrivaient en vue de Guise. Les mobiles, postés au château, les accueillaient à coups de feu; mais les Allemands mettaient bientôt des pièces en batterie, et les obus éclataient sur la petite ville. On se rendit.

Les dragons saxons promènent maintenant leurs uniformes bleu clair à parements blancs sur la place, et, visitant la maison de Camille Desmoulins, j'ai vu ces Allemands installés et dormant dans la chambre où respira le pauvre enthousiaste qui donna sa vie pour cette unité française et républicaine que les stupides et les fous semblaient, dans un combat plus funeste encore que l'invasion, travailler à dissoudre.

Il y eut dans cette glorieuse et sanglante campagne

bien des taches aussi. Je rappelais au début de ce livre l'héroïque attitude des bourgeois de Douai à Mons-en-Puelle. C'étaient les aïeux, ces martyrs.

Voici pour les petits-fils. Devant un peloton de uhlans, les bataillons de mobilisés de Douai, m'a-t-on conté, se débandèrent, et l'on s'amuse fort dans la cité douaisienne d'un commandant de ces bataillons qui, dans son trouble, rendit son épée à un garde-barrière du chemin de fer, le prenant pour un colonel prussien.

Que de sinistres spectacles aussi ! Combien de lâchetés et d'égoïsmes jetant le masque et apparaissant, poussés par la peur, dans leur nudité hideuse ! — De telles crises mettent le cœur humain à vif. On y peut lire comme si tout homme portait sous la mamelle gauche cette fenêtre dont parle le philosophe. Qu'on se souvienne du jouisseur d'Aristophane, de ce Dicéopolis qui s'attable à l'heure où les autres vont mourir, et qui se fait apporter, souriant, des ramiers et des grives, tandis que l'héroïque dupe, son voisin, fourbit son armure et emporte son havre-sac. Que de fois nous l'avons coudoyé, cet homme, et que de fois nous l'avons écouté !

Des jeunes gens du département du Nord, de peur de voir leurs chevaux réquisitionnés, les faisaient passer et les vendaient en Belgique. Ils s'en vantaient à Bruxelles. Et combien se réfugiaient, pour ne point combattre, dans les intendances, les bureaux, les télégraphes, les magasins d'habillements, galonnant

leurs képis, chargeant et surchargeant leurs manches ou leurs poitrines de brandebourgs étincelants ou de torsades. Mascarade épouvantable, déguisements macabres. Les autres arboraient des costumes invraisemblables, bleu de ciel, noir, rouge ou vert.

La fantaisie, cette plaie de l'humeur française, la fantaisie se glissait partout, accaparait tout, régnait sur toutes choses, et cette agonie immense de la patrie ressemblait au carnaval gigantesque d'une grande nation. Si bien que les sceptiques et les amers, se vengeant par l'ironie de ce spectacle, raillant ces petits-crevés de la bataille et ce *high-life* militaire, pouvaient dire, parodiant un mot célèbre :

— Bah ! le patriotisme, on sait ce que c'est ! Le patriotisme, c'est le sang des autres !

A Busigny, où Prussiens et Français se retirèrent après avoir combattu et se croyant vaincus de part et d'autre, un clairon, sur le pont, sonnait la charge. — Canaille, tu seras puni, disait un capitaine en lui montrant le poing. Un commandant dirigeait la bataille, placé sur une locomotive prête à partir. Les hommes d'équipe du chemin de fer ramassèrent les fusils des mobiles et continuèrent le combat.

Après tout, c'était, reprenant l'arme abandonnée ainsi, c'était encore, c'était toujours le peuple de France, le plus généreux peuple et le meilleur lorsqu'il saura s'affranchir du double joug de ses tyrans et de ses flatteurs.

CHAPITRE X.

L'ARMÉE DE L'EST.

Un des projets les plus audacieux de cette campagne fut celui dont M. Gambetta confia l'exécution au général Bourbaki. Il s'agissait de la *trouée* fameuse, de débloquer Belfort assiégé, d'ouvrir cette porte sur l'Allemagne, de couper aux envahisseurs toute retraite et de menacer leurs communications, tandis que les autres armées marcheraient délibérément sur Paris. Ce projet, conçu par M. de Serre ou par M. Ponlevoy, n'avait qu'un inconvénient, mais il privait l'armée de secours en marche sur Paris d'une force considérable. Paris étant l'objectif absolu, les opérations de l'Est devenaient excentriques, sinon inutiles. Et pourtant si l'armée de la Loire eût poursuivi son premier avantage, si la fatalité eût permis que la France retrouvât sa fortune passée, les opérations autour de Belfort devenaient dangereuses pour l'ennemi. Mais il se passa pour

l'armée de l'Est marchant sur Belfort ce qui eut lieu pour l'armée de la Loire marchant sur Paris.

Depuis les premiers jours d'octobre, le 14e corps allemand, les 50,000 hommes de Werder qui venaient de prendre Strasbourg descendaient vers la Meurthe et les Vosges. Conter ou seulement indiquer tous les combats qui eurent lieu soit à Raon-l'Étape, soit à Saint-Dié, serait dépasser de beaucoup le cadre de ce livre. Nous n'avons pas la prétention d'écrire l'histoire complète de la guerre de 1870-71, mais seulement la volonté d'ajouter quelques pièces authentiques au dossier.

Le 22 octobre, Werder, après avoir repoussé Cambriels sur les bords de l'Oignon, le forçait à se retirer sur Besançon. Le 27, bataille près d'Épertenne, Werder continuant à marcher sur Gray. Puis, détachant von Beyer et le prince Guillaume de Bade sur Dijon, Werder leur donne ordre de s'en emparer. Le combat fut violent sur les hauteurs de Saint-Apollinaire. Dijon, après avoir reçu des grenades et vu s'allumer l'incendie, capitula. Mais ses paisibles remparts, ses rues bourgeoises où semble passer l'ombre joyeuse de Piron, avaient bravement reçu un nouveau baptême de feu. Dijon devait, au surplus, connaître comme Orléans les multiples angoisses de la délivrance et de la réoccupation. Le 26 et le 27 novembre, les garibaldiens essayaient de reprendre la ville, puis se repliaient sur Autun. Toute cette contrée paisible, cette riche Bourgogne, vit des combats, et la *Côte-*

d'Or, comme le disait Garibaldi, devint un moment *la Côte-de-Fer*.

On se battait à Nuits, le 18 décembre. Le général von Glümer et le général Cremer s'attribuèrent l'un et l'autre la victoire. Le bruit courut de la mort de Guillaume de Bade (son adjudant seul avait eu le bras cassé). La vérité est que les troupes de Cremer, après un combat vigoureux, abandonnaient Nuits. Portés sur les hauteurs, nos soldats avaient criblé l'ennemi d'une grêle de balles. « *Victoire chaudement disputée,* » disaient les bulletins prussiens. Si bien disputée que ce général improvisé, M. Cremer, put, sans passer pour trop hâbleur, la présenter comme un succès pour ses armes. Il n'en était rien, mais nos troupes s'étaient fièrement comportées, et le général ennemi von Glümer leur rendait hommage.

Cependant le moment approchait où, combinant les efforts des troupes garibaldiennes avec celles dont on confiait le commandement à Bourbaki, la direction militaire allait tenter son mouvement vers l'Est. Cette armée garibaldienne, cosmopolite et bizarre, mais intrépide, ardente, avec ses corps isolés, *chasseurs du Mont-Blanc, francs-tireurs de la Croix-de-Nice, francs-tireurs de la Mort, compagnie de la Revanche, bataillon des Enfants-Perdus de Paris, carabiniers de Gênes, compagnie Espagnole, compagnie Franco-Hispanienne,* etc.; ces bataillons aux costumes divers, pittoresques au point de l'être trop, feutres retroussés, plumes au vent, bottes au mollet, composés de héros dont le

cœur battait bravement sous des costumes d'opéra-comique, ayant à leur tête des audacieux et des braves, mais traînant un peu trop d'inconnus après eux, ces bataillons hybrides, qui retrouvaient sous le feu la communauté d'action et d'élan, avaient une unité, une pensée, une âme, dans Garibaldi.

Esprit politique médiocre (il l'a montré depuis la guerre), Garibaldi est surtout un cœur, un dévouement, un soldat, une idée. Il personnifie la patrie italienne. Il a voulu payer, lui tout seul, la dette de la France envers l'Italie. Il a apporté à la République française ce qu'il avait, son épée et sa vie.

Je me rappelle avec quelle ardeur fébrile ce peuple italien se précipitait, en 1866, sur les pas du général. Son *Galibardi* — car on ne l'appelle point là-bas, et je ne sais pourquoi, Garibaldi, mais *Galibardi* — c'est son Dieu. J'ai vu des femmes s'agenouiller devant lui et lui baiser les mains, ou le bas de ses vêtements. A Palerme, dans le couvent des religieuses où Garibaldi s'arrêta, lors de l'expédition de Sicile, les nonnes confectionnaient des sucreries où Giuseppe portait tout simplement le costume des saints. — Comme il ressemble à Jésus-Christ ! disaient ces filles. Elles en étaient toutes affolées.

A la vérité, il faut avoir vu Garibaldi pour le juger. Cet homme est simple et attire à lui les simples par ce magnétisme bizarre qui fait que les oiseaux viennent se poser sans peur sur les épaules de certaines personnes. L'œil bleu est profond, doux, infini, avec

des rayons; la voix a des caresses musicales, elle est énergique et timide à la fois. Il rhythme ses discours et les prononce sur une sorte de mélopée qui séduit ce peuple d'artistes et l'exalte. Sous son *sombrero* légendaire sa figure s'anime, toute ridée, barbe grise à reflets blonds, et si blonds que sous le soleil l'homme paraît jeune. Il a comme pas un le sens des foules, l'instinct du peuple. A Naples, débouchant sur la place de la Citadelle, il se trouve en face d'un régiment demeuré fidèle au Bourbon, soldats résolus, armes au bras et fusils chargés. Un commandement peut foudroyer Garibaldi et son escorte. Le général fait avancer sa voiture, et lorsqu'il est près du régiment massé là, il se lève droit, porte sa main à son front, et d'un mouvement si harmonieux et si résolu il fait le salut militaire, que les soldats, brusquement, portent les armes et acclament celui qu'ils allaient peut-être fusiller.

Les Prussiens, gens pratiques, narquois dans leur positivisme, plus éblouis par les faits que par les idées, disaient : « L'*oncle* Garibaldi ne battra jamais *le père* Moltke. » A la vérité, ils le redoutaient, et ses troupes se montrèrent redoutables. Tandis que Bourbaki et ses soldats, quittant Nevers, se dirigeaient vers la Côte-d'Or, Garibaldi (c'était vers la fin de décembre) s'avançait sur Dijon, et l'armée de Lyon (général Bressolles) montait vers Belfort en longeant la frontière suisse. La jonction devait s'opérer à Montbéliard. Mais la température combattait encore contre nous. Cette

armée, faite de recrues, de mobiles, commençait dès les premiers jours de janvier à souffrir terriblement du froid. On s'imagine ce qu'elle dut supporter. Elle s'avançait par étapes à travers cette France endormie sous un linceul de neige. Les roues des voitures laissaient sur la neige qu'elles fondaient une trace luisante, semblable à celle des limaçons. C'était un spectacle saisissant et triste que ces colonnes en marche. Les silhouettes des choses se découpaient nettement sur la neige, avec des formes géométriques, comme des ombres chinoises sur un fond de papier blanc. La plaine immense, blanche, un ciel gris et bas, infini, et sur cette double blancheur grise les fonds brûlés des arbres roussis par l'hiver.

Chose digne de remarque, et qu'on a notée, qu'on m'indique de divers côtés, chaque fois que la température fut plus clémente, le soldat combattit avec plus d'ardeur. Un pâle rayon de soleil donnait de l'âme aux plus abattus, rendait de l'électricité aux muscles. Ces pauvres gens n'avaient pas besoin pourtant que la neige et le gel combattissent contre eux.

Ces malheureux mobiles, et surtout ces mobilisés armés et équipés en hâte, allaient au combat, par ces rudes nuits d'un hiver sinistre, dans un équipage inquiétant. Mal vêtus, pauvrement couverts d'étoffes sans consistance, on les logeait, on les couchait comme au hasard, dans des bâtiments aux fenêtres sans vitres, sur des bottes de paille, sans toiles, sans couverture, avec moins de soin qu'on n'en prendrait

pour des troupeaux. Leurs casernes? des fabriques abandonnées ou des maisons neuves, à peine bâties. Leurs vêtements? il fut presque partout le même, pantalon et vareuse d'un tissu léger, mal cousu, les boutons tombant, les habits se déchirant et s'effiloquant. On croirait qu'on a calomnié les fournisseurs en disant qu'ils ont vendu des souliers garnis de carton. Cela est vrai cependant. Des gens ont condamné de pauvres diables à marcher avec de telles chaussures, dans la boue, dans la neige. Les misérables *soldats pieds nus, sans pain,* de Béranger, ont été en 1870, par la faute ou le crime de l'intendance, les soldats de notre armée. Le *Times* disait de ceux qui spéculaient sur ces détresses : *Il n'y aura jamais de potence assez haute pour pendre ces fournisseurs* [1].

Un officier de mobilisés établit au surplus, en prenant exemple sur ses soldats, l'état de l'équipement

1. M. d'Audiffret-Pasquier donnait naguère lecture à l'Assemblée nationale de son rapport sur les malversations de M. Place, consul français, achetant des vieux fusils à New-York et s'enrichissant de notre ruine.

Un autre, M. X..., était fournisseur d'armes et de munitions de guerre du gouvernement de Tours.

C'est à lui que l'on attribue ce mot odieux. Il y a quelques années, au moment où les hostilités semblaient inévitables entre la Turquie et la Grèce, il répondit à l'un de nos hommes d'État :

— Ah! vous pouvez bien les laisser se battre, allez! Ils ne se feront pas de mal : c'est moi qui ai fourni les fusils au roi Othon, et c'est Z... qui a vendu ceux des troupes ottomanes.

Et ces mêmes gens spéculèrent sur l'armement de nos soldats.

et de l'habillement de nos troupes : les képis étaient assez bons, mais mal confectionnés, les vareuses d'un drap détestable, les pantalons, trop étroits ou trop courts, s'usant facilement, les chaussures d'un cuir très-perméable, spongieux, sans solidité, les semelles à peine cousues; les guêtres de toile, les chaussettes de déplorable qualité, les fourreaux de baïonnette, les cartouchières, les havre-sacs exécrables, les gamelles, bidons, mal soudés, mal rivés; seules les chemises et les ceintures de flanelle lui ont paru assez bonnes.

Et c'est ainsi, mal équipés, mal instruits, à l'état de cohues plutôt qu'en ordre de bataillons, qu'on envoyait se battre les mobiles et les mobilisés. Et ils se battaient, les braves gens ; souvent même ils se battaient bien. Ils avaient, à défaut de la science qui fait le soldat, la résolution qui fait le citoyen ou l'abnégation qui fait le martyr.

— Dès qu'un certain nombre était instruit, me disait un membre du gouvernement de Tours, on l'envoyait au feu, *floc, floc,* par paquets (c'est le mot dont il se servait).

Quelquefois les *paquets* se comportaient bien, résistaient solidement, d'autres fois ils se débandaient, ils lâchaient pied. Ces troupes étaient démoralisées déjà avant de combattre. Le sentiment des imperfections matérielles abattait, dès avant toute rencontre, les courages. Sans doute, lorsque l'enthousiasme excite, la foi transporte les montagnes. Mais

la nation avait reçu en pleine poitrine la nouvelle inattendue de tant de désastres, qu'elle n'était point remise du contre-coup.

Il lui fallait du temps pour retrouver, dans le respect du devoir, le sentiment de l'individuelle responsabilité que les dernières années avaient étouffée.

Et comparez, hélas! notre intendance avec l'intendance prussienne! Chaque corps prussien recevant à heure fixe, tabac, pain, riz, orge, viande. Mais citons des chiffres. Les chiffres prouvent tout.

Les besoins de l'armée allemande devant Paris exigeaient, chaque jour, 148,000 pains de trois livres, 1,020 quintaux de riz ou d'orge, 595 bœufs ou 1,020 quintaux de lard, 144 quintaux de sel, 9,600 quintaux d'avoine, 24,000 quintaux de foin, 28,000 quarts d'eau-de-vie ou liqueurs spiritueuses. La fourniture du tabac est livrée tous les dix jours avec la même régularité.

Chaque corps d'armée (de 25 à 30,000 hommes) reçoit pour dix jours soixante quintaux de tabac à fumer, 1 million 100,000 cigares pour soldats et 50,000 cigares pour officiers. Le transport de ces gigantesques approvisionnements se fait par la ligne du chemin de fer de l'Est, qui, depuis le 5 octobre, était en activité jusqu'à Nanteuil, et qui, au 25 novembre, arrivait jusqu'aux lignes d'investissement devant Paris. Dans le courant de décembre et de janvier, les chemins de fer d'Amiens, d'Orléans et de Rouen ont pu être rétablis et utilisés pour le même service.

Et les menus soins pour les blessures du soldat! M. Esmarch, professeur de chirurgie à Kiel, a publié un petit livre : *Le premier pansement sur le champ de bataille*[1]. Cette sorte de guide pour les blessés est le vade-mecum du soldat allemand. Et les détails de simple hygiène!

Le journal médical de Londres, *the Lancet,* insiste sur l'opportunité d'un aliment de bonne qualité et suffisant pour les armées en campagne, sous un petit volume, dans le cas où le service de l'intendance viendrait à être en défaut ou le transport des provisions difficile. Les Prussiens ont été fournis, durant la dernière guerre, d'un aliment de ce genre, sous forme de saucisses, appelées *erbswurst,* et composées de pois et de viande fortement compressés. Le docteur Parkes, professeur d'hygiène à Netley, a soumis à l'analyse ces saucisses, et a trouvé pour leur composition, dans 100 parties, les éléments suivants : 16,2 d'eau; 7,19 de sel; 12,297 de matières azotées; 33,65 de graisse; 30,663 d'amidon, etc. La forte proportion de graisse contenue dans cette saucisse est surtout à noter. Une ration de six onces contient deux onces de graisse. Le professeur Parkes pense que cet aliment est excellent, surtout pour des hommes ayant à faire de grands efforts corporels.

Quelle antithèse! quel désordre coupable chez nous! quelle rectitude implacable chez nos adversaires!

Un officier supérieur russe, qui a suivi la campagne de 1870, publiait dernièrement à Pétersbourg un tra-

1. Il a été traduit en français par M. Verneuil; mais qui le connaît chez nous?

vail où nous trouverions maint détail à puiser et qui donne une idée presque effrayante de cette organisation militaire prussienne que M. de Roon à cette heure même (14 juillet) trouve incomplète et qu'il travaille à perfectionner, âfin que (le mot est de M. de Moltke) la France, si elle se heurte encore à l'Allemagne, *se brise la tête contre le mur*. Il faudrait analyser complétement cet ouvrage du général-major Annenkof[1] pour montrer les incalculables services qu'ont rendus aux Prussiens les télégraphes et les chemins de fer. On ne saurait faire la guerre plus scientifiquement ; c'est une lutte d'ingénieurs. Le *Mobilisationsplan* met en dix jours un million d'hommes sous les armes. La *lecture des cartes* est d'ordonnance comme la gymnastique. On soigne le cerveau et les muscles tout à la fois. Un officier d'état-major y est ce qu'il doit être : un savant. M. Annenkof nous dit que le général von Kirchbach se plaisait à faire raconter dans tous ses détails à chacun de ses officiers la bataille de Woerth. C'était un véritable examen. Et les chemins de fer, les télégraphes, comme on les manœuvrait, comme on en tirait parti ! Une batterie d'artillerie fut amenée de Kœnigsberg à Saarbruck par chemin de fer et, de la gare, immédiatement conduite au feu. Pas un accident, et les trains étaient doublés, triplés. En *quinze jours* on construisait un pont (sur la Marne, à Trilport), en *trente jours* les 35 kilomètres de railway, de

1. *Notes et impressions d'un officier russe*, par le général-major Annenkof.

Rémilly à Pont-à-Mousson, étaient établis de façon à tourner Metz. Chaque jour douze trains, dont un express faisant 45 kilomètres à l'heure, mettaient en communication l'armée avec l'Allemagne par la ligne de Strasbourg à Paris. 2,000 employés des postes, 3,500 employés de chemin de fer fonctionnaient en France. La régularité était aussi complète qu'en temps de paix. Il faut, là-dessus, lire cette brochure du général-major russe. Quant aux ambulances, des lazarets avaient été organisés sur les lignes d'étape, mais ils servirent peu (trois ou cinq sur douze pour chaque corps), les blessés étant évacués sur l'Allemagne. On vit des blessés ramassés sur le champ de bataille et transportés directement au delà du Rhin. Double avantage moral : le soldat, comptant sur les soins, se battait mieux et n'était pas effrayé par la vue des blessures, des plaies, des amputations.

Quand on réfléchit à l'organisation prussienne, on se demande comment nos malheureuses armées improvisées pouvaient espérer de vaincre et purent résister.

La campagne de l'Est devait cependant s'ouvrir pleine de promesses pour nous. La bataille de Villersexel, dont Bourbaki et Werder se disputèrent le résultat dans leurs bulletins, fut une victoire pour nos armes. Cette journée du 9 janvier semblait présager des jours de succès. Il faisait beau, de la neige partout, mais une température supportable. On se battit bien. Seul, un bataillon corse se débanda, laissant tuer son commandant, le lieutenant-colonel Parent. On enleva des

positions en chantant. On bombarda les Prussiens, on les brûla dans le château. On avançait. Le soldat français ne demande qu'à marcher en avant.

Le 15 janvier, après s'être battu le 13 à Arcey, et avoir fait étape à Aibre, on établissait le quartier général à Trémoins. Alors commençaient ces rudes batailles entre Montbéliard et Belfort qui devaient, on l'espérait, hélas! débloquer Belfort. Batailles terribles. Werder avait devant lui des troupes nombreuses, mais ses positions étaient formidables et en quelque sorte inexpugnables. S'appuyant à la frontière suisse, longeant le ruisseau la Lisaine, son centre était à Héricourt. Il avait hérissé de canons de siége, protégés par des levées de terre, toutes ces positions. Les Prussiens même, creusant la terre, dissimulaient sous des branchages et de la neige des trous où tombèrent nos soldats. L'armée française attaqua résolûment. Les assiégés de Belfort entendaient cette furieuse canonnade qui les faisait tressaillir d'espoir. On se battit tout le jour, on emporta plus d'une position, on prit Chenetier en repoussant la droite de Werder. Le soir, lorsque l'ombre interrompit le combat, impossible d'allumer du feu. Il fallut coucher dans la neige. On grignota un peu de pain, du lard, rien de plus. On cassait à coups de sabre le vin gelé. Et le lendemain la bataille recommençait plus formidable, un duel d'artillerie. Mais que pouvaient nos canons de campagne contre les pièces de vingt-quatre et les énormes obus des Prussiens?

Montbéliard avait été pris par nous, moins le château qui domine la ville. Il fallut tout abandonner. Le 18, la retraite commençait, on se battait à l'arrière-garde, on repassait à Aibre, à Arcey, que les Prussiens occupaient dès que nous les avions quittés, et cette lugubre déroute, la plus sombre de la campagne, se continuait à travers les défilés, les gorges où les chevaux glissaient, mouraient, où les convois s'égrenaient tristement, où les cadavres s'engloutissaient silencieusement dans la neige.

Comment avait-on pu jeter dans ces montagnes, par ce temps, des troupes qui manœuvraient si difficilement dans les plaines de la Loire? Tandis que les chevaux prussiens, ferrés avec des fers à crampons, à clous d'acier, comme les chevaux russes qui courent sur la Neva, galopaient sans broncher, notre cavalerie glissait, périssait dans ces routes qui étaient des gouffres [1]. Nos soldats allaient pieds nus, d'autres les sabots aux pieds. Jamais nulle armée ne supporta de plus horribles douleurs. C'était la retraite de la Béré-

1. Ces malheureux chevaux mouraient de faim. Un voyageur, passant quelques jours après sur les lieux de cette retraite, disait: « Des renards, un loup même dépeçaient à larges coups de dents ces restes en putréfaction; une quantité innombrable de corneilles et de pies s'abattaient sur l'avoine répandue à profusion par les réquisitionnaires et donnaient au tableau un aspect de plus en plus lugubre. Tous les arbres qui bordaient la route impériale ont été littéralement rongés par les quadrupèdes affamés de l'armée française; il y en a qui sont étranglés jusqu'au cœur par la dent chevaline, et ce traitement a déterminé leur chute comme par la hache du pionnier. »

sina, mais en France, sur notre sol, la famine, la misère chez soi. L'horreur en paraissait doublée. Affolé de désespoir, Bourbaki, effrayé de passer pour traître, disait d'un ton vague et sombre : « Je sortirai de là comme je pourrai. »

Le 26 janvier, au soir, entre six et huit heures, Bourbaki, retiré, caché dans une maison particulière, à Besançon, se tira au front un coup de pistolet. La mort, une fois de plus bravée, ne voulut pas de lui. Le général Clinchant prit le commandement des troupes. La tâche qui lui incombait était lourde. Comment faire échapper, comment sauver cette armée débandée, perdue, incapable de résistance aux coups de l'ennemi ?

Il fallait reculer, battre en retraite — chaque minute était un siècle — et toujours mourant, toujours souffrant, toujours glacé, essayer de gagner Lyon ou la Suisse. L'ennemi, farouche, poursuivait ses avantages. Le succès de Ricciotti Garibaldi devant Dijon[1],

1. Cette bataille de Dijon du 21 janvier est éloquemment racontée par ces brèves dépêches :

« 4 heures 25 soir.

« *Général Pélissier à guerre.*

« Dijon très-violemment attaqué depuis une heure de l'après-midi par forte colonne prussienne, par le côté nord et le côté ouest.

« Tout le monde est à son poste. »

« 5 heures 16 soir.

« *Colonel Gauckler à guerre.*

« L'ennemi est à 1,500 mètres d'ici, occupe Pouilly et le château de Saint-Apollinaire. On dit Ricciotti cerné.

succès que les Prussiens ont depuis attribué à une manœuvre volontaire de Manteuffel envoyant six mille soldats *en rideau* pour plus facilement poursuivre Bourbaki, ce succès avait irrité les généraux allemands. Lorsque l'armistice fut signé à Paris, M. de Moltke exigea que Belfort et l'armée de l'Est fussent exclus de la suspension d'armes. Le dogue tenait sa proie et la voulait broyer.

Le 1er février, une convention signée entre le général Clinchant et le général suisse Herzog permettait à l'armée française de se réfugier sur le territoire helvétique avec armes et bagages. Chère petite république suisse, plus grande dans ton œuvre d'humanité que d'autres dans leurs insolents triomphes, quelle reconnaissance tout cœur français ne te doit-il pas? Les petits furent les plus grands, d'ailleurs, en cette épouvantable aventure. Comme la Suisse, la Belgique,

« 6 heures 15 soir.

« *Colonel Gauckler à guerre.*

« L'ennemi se retire battu. Ricciotti a pris le drapeau du 61e de ligne prussien. »

« 6 heures 45 soir.

« *Inspecteur des camps à guerre.*

« La déroute des Prussiens est complète.

« Leur attaque a eu lieu à une heure par la route de Langres.

« La brigade Ricciotti Garibaldi s'est couverte de gloire; elle a détruit le 61e régiment d'infanterie prussienne et lui a pris son drapeau. L'héroïsme dans cette armée est à l'ordre du jour. »

après Sédan, s'était montrée admirable et fraternelle.

On dit que les Suisses veulent élever à Neufchâtel une colonne commémorative de l'entrée de nos troupes sur leur territoire. Cette colonne devrait être faite du bronze ami des canons français.

Pauvre armée en lambeaux, pauvres soldats en haillons! Lorsque les Suisses les virent, pâles, exténués, mourants, tous pleurèrent. Une immense pitié s'empara de ces cantons qui se saignèrent pour fournir vivres, argent, vêtements, aux vaincus et aux exilés. Quelles plaies et quelles douleurs roulait cet immense flot de l'armée en déroute! Des fourgons de fiévreux, des voitures de malheureux aux pieds gelés. Des femmes se précipitaient sur ces hommes et, de leurs mains, lavaient, réchauffaient ces pieds glacés. Elles donnaient tout. Le gouvernement suisse avait demandé 15 millions : — le seul canton de Zurich en apporta en quelques heures 27, la Suisse entière 106. Il fallait par jour 30,000 pains de 3 livres, 150 bœufs, 600 quintaux de paille, 500 quintaux d'avoine. On trouva, on donna tout cela. Et quand de pauvres blessés disaient à des paysans aussi misérables qu'eux : « Mais vous, vous ne gardez rien, pas de provision pour vous », — les braves gens de Suisse répondaient : « Ne craignez rien, Dieu y pourvoira! »

Savez-vous ce que fut la Suisse tout entière pour cette France vaincue? Elle fut une nourrice, elle fut une mère. Que la Suisse soit bénie dans ses citoyens et dans ses enfants à venir!

Alphonse Karr, présent à ces misères, adressait alors la lettre qui suit au *Journal de Genève :*

Monsieur le rédacteur,

Aidez-moi, par le secours de votre publicité, à accomplir un devoir.

Je ne veux pas quitter Genève, où je viens de passer quelques jours, sans proclamer hautement les sentiments d'admiration attendrie et de profonde reconnaissance dont je suis ému en voyant avec quelle touchante fraternité la Suisse accueille nos malheureux soldats.

Pour nous autres Français, livrés aux souffrances et aux crimes de la guerre, tour à tour par la trahison, par l'ineptie et par les mesquines ambitions personnelles, lorsque nous ne trouvons autour de nous, chez ce qu'on appelle les « grandes » puissances de l'Europe, que l'ingratitude et l'égoïsme également aveugles, c'est un spectacle consolant que de voir que l'humanité et la fraternité, ces fleurs bénies, ne sont pas partout desséchées et mortes, et s'épanouissent encore sur cette petite terre libre et généreuse de la Suisse.

ALPHONSE KARR.

Et comme les journaux allemands raillaient la Suisse de sa compassion, et comme le *Journal d'Ulm* disait : « Tant mieux pour la Suisse, si la *canaille* de l'armée de Bourbaki est chez elle, la Suisse verra comment il est facile de traiter de telles gens, et ce qui lui en coûtera » ; le journal *l'Helvètie* répondait, insolent et brave, en républicain parlant à un esclave ;

« Que les rédacteurs du pays des Sept Souabes se rassurent : les quatre-vingt mille Français (et davantage s'il le fallait!) seront mieux traités dans notre riche et libre Suisse que ne le sont les mangeurs de saucisses et de choucroûte, de Knodel et de Nudel dans leur propre pays! »

Pendant ce temps, d'autres soldats français, poursuivis jusqu'aux Verrières de Suisse par les obus prussiens, continuaient à accourir. D'autres gagnaient Lyon. Le général qui protégeait la retraite faisait mettre à ses soldats la main sur la bouche pour que la toux de ces pauvres gens, presque tous enrhumés, n'avertît pas les embuscades prussiennes. Que de braves succombèrent dans ces dernières journées!

Un colonel eut un mot sublime. Chargé de défendre les derniers défilés, et voyant que ses soldats murmuraient :

« Qu'avez-vous donc? Vous restez en France, les autres passent en Suisse, et vous vous plaignez?

— C'est que, ici, nous allons nous faire tuer, colonel!

— Eh bien, c'est ce que je vous disais! Vous resterez en France. »

Une heure après, il mourait, frappé de deux balles, une au front, l'autre dans le ventre.

CHAPITRE XI.

BITCHE ET BELFORT.

(L'ALSACE, PHALSBOURG, SCHLESTADT.)

L'Alsace n'était pas tombée tout entière avec Strasbourg, cette *perle* de l'écrin lotharingo-alsacien, comme l'appellent les Allemands. Longtemps encore le drapeau tricolore flotta sur plus d'un rempart de nos provinces du Rhin. Il flotta sur la citadelle de Bitche jusqu'à la fin de la campagne.

Phalsbourg avait tenu dix-sept semaines. La fière petite ville ne se rendit que le 12 décembre, n'ayant plus de vivres. Le brave qui commandait la place pouvait affirmer qu'il n'avait pas capitulé; ni le bombardement ni le blocus n'avaient intimidé la faible garnison et les habitants. Cinquante-sept maisons avaient été détruites. Les Phalsbourgeois, habitués aux bombes, eussent résisté s'ils avaient eu du pain.

Les journaux français ont répété, — écrivait alors le commandant de place, — ils ont affirmé, d'après des journaux étrangers, que Phalsbourg avait capitulé. Phalsbourg n'a pas capitulé.

Après avoir repoussé deux attaques de vive force, subi quatre bombardements, et lorsque nous avons vu que les vivres allaient nous manquer absolument, nous avons noyé nos poudres, brisé les 11,000 fusils qui se trouvaient entre les mains de nos soldats et à l'arsenal, encloué nos 65 canons et scié nos affûts.

Le jour où le pain a manqué, nous avons ouvert nos portes, en avertissant les Prussiens que nous avions détruit tout notre matériel de guerre et que nous ne demandions rien.

Ce n'est certes pas là une capitulation.

Le colonel commandant la place
de Phalsbourg,

TAILLANT.

Le roi de Prusse, pour honorer la garnison dont la résistance avait été superbe, permit aux officiers de garder leur épée.

Phalsbourg est le pays de M. Erckmann, l'écrivain populaire, le patriote dont le cœur doit saigner à l'idée que sa patrie, sa chère Alsace, le pays du vieux père Goulden, est prussienne. Il semble que lui et M. Chatrian redoutaient cette sombre aventure lorsqu'ils écrivaient, il y a quelques années, ces livres faits pour rattacher à la France cette Alsace que nous avons méconnue et qui nous aime, et dont les battements de cœur iront à nous si nous savons entretenir chez elle

les traditions de 89, les souvenirs de la liberté française. M. Erckmann avait une sœur. La pauvre fille, qui n'a jamais quitté sa petite ville d'Alsace, était née pendant le premier siége de Phalsbourg, lors de la première invasion. Elle est morte pendant le second. Son existence pourrait se résumer ainsi, *du blocus au blocus.* La destinée a ses ironies ou ses superstitions.

Schlestadt est une place plus importante que Phalsbourg. Elle était investie dès le 9 octobre. Le général prussien von Schmeling demanda au gouverneur à quelles conditions il voulait rendre la ville :

« *Mes conditions,* répondit le gouverneur, M. de Reinach, *seront mes canons !* »

Il était cependant contraint, et assez tristément, à arborer le matin du 24 le drapeau parlementaire. Il y eut ce jour là des scènes douloureuses. Les soldats se révoltèrent et pillèrent. Quelle honte! trois bataillons prussiens firent la police dans Schlestadt rendue. Aussitôt commença le bombardement de Neuf-Brisach. La ville fut mal défendue, le fort Mortier qui la domine ayant capitulé. Les Allemands — ceci n'est pas à la gloire des défenseurs de Neuf-Brisach — ne comptent, dans ce siége, que huit morts et dix-huit artilleurs blessés [1].

En revanche, la petite ville de Bitche, brûlée, effondrée, rasée en quelque sorte par les obus, ne vit pas

1. Voyez sur tous ces petits siéges M. Leconte, *la Guerre franco-allemande.*

tomber sa forteresse. Du haut d'un roc le drapeau français domina jusqu'à la fin, et défia les assiégeants. Les étages superposés des ouvrages rendaient la forteresse imprenable. Les Bavarois, qui l'investissaient, durent renoncer à tout espoir. En revanche, ce furent, je le répète, les maisons particulières qui reçurent leurs coups. Le siége fini, il ne restait pas dans la malheureuse ville *trois* maisons habitables. Le 21 septembre, après onze jours de bombardement, l'ennemi, se sentant impuissant, abandonna le siége et se contenta d'observer la citadelle. De temps à autre cependant, le bombardement reprenait comme si les Bavarois cantonnés sur les routes de Sarreguemines, de Lomberg et de Niederbronn eussent éprouvé le besoin de tirer un feu d'artifice. Ils eurent un moment l'envie d'employer les gros canons de Metz contre cette héroïque petite ville qui se défendit pendant *sept mois*.

Sept mois de siége, de lutte, d'espoir, de déception, de courage, et cela pour aboutir, devant la nécessité cruelle, à la reddition de la place. Reddition fière d'ailleurs, ainsi que le montre cet article de la convention du 11 mars :

La garnison de Bitche sortira immédiatement de cette place avec les honneurs de la guerre. Elle emportera avec elle ses armes, bagages, matériel, et les archives se rapportant à la forteresse même. La garnison sera transportée en chemin de fer à Lunéville, et de cette ville au delà des districts occupés par l'armée allemande.

Lorsqu'on apprit, à Bitche, ce dénoûment, cet écroulement de rêves, « chacun, dit un témoin, s'abordait dans les rues, les larmes aux yeux; l'aspect de la ville était navrant. Les femmes surtout se faisaient remarquer par l'excès de leur douleur patriotique; aussi voulurent-elles donner à l'admirable garnison un souvenir de gratitude.

« Elles convinrent de broder un drapeau qui serait confié au commandant de la place, chargé de le remettre au chef de l'État, avec prière de le déposer au musée d'artillerie jusqu'au jour où il pourra être rapporté à Bitche par une armée française triomphante. En quelques jours, le drapeau fut terminé et apporté à la citadelle. »

Le 15 mars, un ordre du colonel Tessier, commandant la place de Bitche, était porté à la connaissance de la garnison :

Officiers, sous-officiers et soldats de la garnison, vous êtes appelés à vous réunir aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, au camp retranché, pour recevoir des délégués de Bitche un drapeau qui vous est offert par les habitants de la ville, et que leurs filles ont voulu broder de leurs mains.

Ce drapeau, glorieux témoignage de votre courage et de votre patience pendant les sept mois de siége ou de blocus de la place, sera présenté au chef de l'État, auquel je demanderai qu'il soit déposé au musée d'artillerie, jusqu'au jour où il pourra être rapporté ici par une armée française valeureuse et triomphante.

C'est un gage que la France voudra restituer un jour à

une population aussi malheureuse, aussi dévouée et si éminemment française de cœur et d'âme, sur laquelle le joug de l'étranger va s'appesantir.

Conservons tous le souvenir de cette cérémonie touchante, pour le faire passer au besoin comme une tradition vivante et ineffaçable dans le cœur de nos enfants.

N'oublions jamais que nous allons laisser ici des Français, des frères malheureux, dont le cœur reste plein d'espérance et de foi dans l'avenir.

Après réception du drapeau, la garnison défilera devant MM. les délégués de la ville et rentrera sans s'arrêter dans ses logements.

Une compagnie du 54e de marche, casernée au château, reconduira le drapeau chez le commandant de la place, où il restera déposé en attendant les dispositions à prendre pour le départ de la garnison.

Bitche, le 15 mars 1871.

Le lieutenant-colonel commandant la place,

TESSIER.

En conformité de cet ordre, toute la garnison était sous les armes à une heure. M. Lamberton, chef de la municipalité, arriva avec le drapeau, suivi de la garde nationale, des mobilisés de la ville, et le remit entre les mains du colonel Tessier. « Je vous offre ce drapeau, dit M. Lamberton, travail de nos enfants. En vous serrant les mains au nom de toute notre population si française par le cœur, je ne vous dis pas adieu, mais au revoir. » En prononçant ces paroles, M. Lamberton sanglotait.

Le colonel Tessier remercia au nom de la garnison; puis le défilé commença aux cris de : Vive la république! Vive Bitche! Toute la population était là et pleurait. « Je suis rentré chez moi le cœur navré, nous dit un correspondant, en admirant cette héroïque population, qui ne craignait pas, à la veille de voir l'ennemi entrer dans ses murs pour la dénationaliser, de manifester ses sentiments français d'une manière aussi digne et aussi ferme. »

Sur le drapeau offert à la garnison de Bitche se lit cette simple inscription : « La ville de Bitche à ses défenseurs, 5 août 1870, 12 mars 1871. »

Le 54e de marche entra à Versailles, musique en tête. Avec un autre régiment, le 134e, qui combattit à Champigny, sous Paris, il était le seul qui eût conservé sa musique. Le régiment de Bitche, acclamé, salué, célèbre, dut, après s'être battu contre les Allemands, se battre contre des Français.

La ville de Belfort est plus heureuse que la cité de Bitche : elle restera française. Oui, malgré ce traité funeste, malgré l'âpre appétit du vainqueur, un coin d'Alsace nous reste, comme il nous reste Nancy, la capitale de la Lorraine. Il y aura, dans la France amoindrie, des morceaux de terre qui sont et qui seront la Lorraine et l'Alsace. C'est assez pour que ces lambeaux de terrain nous servent à reconquérir le reste de la terre volée. L'Alsace a son député désormais dans toute chambre française, et sa voix retentira devant le monde. M. Keller aura eu l'honneur d'être le

premier des porte-parole de l'Alsace déchirée. La Lorraine a ses représentants, et les bannières aussi des deux provinces ont le droit de flotter encore à l'ombre de notre fraternel drapeau.

Mais si la France garde Belfort, si l'Alsace nous reste par cette parcelle, n'oublions pas que nous le devons à l'énergie d'un homme qu'on a discuté, critiqué, mais dont le nom glorieux mérite d'être à jamais illustre, le colonel Denfert-Rochereau.

M. Pierre Denfert-Rochereau est né à Saint-Maixent, dans les Deux-Sèvres, le 11 janvier 1823. Élève de l'École polytechnique et de l'École d'application de Metz, lieutenant du génie sous Niel, alors colonel, il fit la campagne de Rome, combattit bravement pour cette cause injuste, et, à l'assaut, eut sa tunique criblée de balles. Capitaine en 1852, il fut, en 1854, envoyé en Crimée, et dans les tranchées de *Sébastopol* il prit part au siége. Il était à l'affaire du Mamelon-Vert; un biscaïen, à Malakoff, lui broyait l'épaule. Il demeurait au feu pourtant. Une balle à la jambe le renversa. A Metz, professeur adjoint à l'École d'application, il demeura quatre ans. On l'envoya en Algérie, où il exécuta des ponts, des constructions importantes. Chef de bataillon en 1863, envoyé à Belfort en qualité de commandant du génie, il avait fait exécuter, il avait en quelque sorte improvisé les travaux de défense des forts des *Perches* et des *Barres*. Lieutenant-colonel le 7 octobre 1870, colonel le 19, c'est à ce dernier titre qu'il défendit Belfort.

Lorsque nous voulons connaître la valeur de nos hommes de guerre, demandons-la à nos ennemis. Ceux qu'ils haïssent bien, ceux-là méritent notre affection. Et certes, Denfert et Belfort sont deux noms que les Allemands ne prononcent point sans colère. Lorsque le 4 novembre, le général von Tresckow écrivit avec une politesse extrême et affectée à Denfert, en priant ce *très-honorable et très-honoré commandant* de livrer Belfort « pour éviter à la population du pays les horreurs de la guerre », l'Allemand dut voir bientôt à qui il avait affaire, lorsque le colonel lui répondit que « le seul moyen d'éviter à Belfort les horreurs d'un siége, c'était la retraite de l'armée prussienne. »

Denfert, en effet, ne fit pas comme Bazaine. Il resta fort peu en communication avec l'assiégeant. Remarquant que les parlementaires prussiens inspectaient, à l'abri du drapeau blanc, les fortifications, il déclara qu'il n'en recevrait plus. M. de Tresckow devait s'en venger en refusant à une députation suisse ce que Werder avait autorisé à Strasbourg, la sortie des femmes et des enfants.

Un témoin du siége, M. Léon Belin, a fait imprimer à Strasbourg une relation du *Siége de Belfort* [1]. Le livre, écrit sans prétention, est plein de faits et de chiffres. Quand il nous dit que les Allemands ont perdu sous Belfort de trois à quatre mille morts et de

1. 1 vol. in-18, avec portrait du colonel Denfert. C'est un homme à figure sympathique, d'une bonhomie énergique, avec moustache et barbiche, vrai type français décidé et sympathique.

huit à dix mille blessés, lorsqu'il nous apprend que les deux cents pièces mises par eux en batterie contre la forteresse ont envoyé, pendant la durée de ce bombardement de plusieurs mois, — Belfort tint de novembre à février, — 410,000 projectiles de toutes dimensions, soit en moyenne 5,816 projectiles par jour (Strasbourg en a reçu 194,000 seulement), son travail nous paraît de l'éloquence la plus tragique. Ce sont là des témoins irréfutables et terribles. Merlin (de Thionville) disait qu'à Mayence il ne se trouvait pas une place large comme son chapeau où un homme pût être en sûreté. On peut en dire autant de Belfort. Des officiers prussiens, prisonniers, reçurent des projectiles allemands. L'un d'eux, qu'on amenait à la forteresse, a pendant le trajet, dans la rue, la main emportée par un éclat d'obus prussien. Il sourit tristement :

— Allons, dit-il, tandis qu'on le conduit au chirurgien, je saurai maintenant le mal que fait notre artillerie !

En 1814, Belfort ne s'était rendue aux Bavarois qu'après l'abdication de Napoléon. En 1815, Lecourbe s'y maintint presque sans soldats et sans vivres. En 1871, on peut dire que Denfert ne l'a rendue que pressé par la nécessité politique. Le 10 novembre pourtant, les lignes d'investissement s'étendaient à 4 kilomètres autour de la ville ; le 16, les ouvrages allemands étaient déjà à 1,300 mètres. Dans la nuit du 16 au 17, 3,000 hommes sortaient et bouleversaient

tous les ouvrages. Mais du 18 au 30, les Prussiens ouvraient deux parallèles. Le 2 décembre, leurs batteries, établies sur la côte du Salbert, commençaient le bombardement, et le 6 l'état-major prussien télégraphiait à Berlin : *Belfort peut tenir cinq jours au plus.* Deux mois après, Belfort tenait encore.

Vers la fin de janvier, le 26, les Prussiens, établis devant les Perches qu'ils voulaient prendre et de là bombarder le château placé sur le roc, se risquèrent à enlever la position de vive force. L'assaut fut livré pendant la nuit : à huit reprises consécutives, les bataillons de la landwehr désignés revinrent à la charge; à huit reprises, l'attaque fut repoussée. Un seul bataillon défendait les Perches; il eut une trentaine d'hommes mis hors de combat. Au lever du jour, l'ennemi, décimé, battit en retraite, abandonnant ses blessés sur le champ de bataille. Les Allemands ont dit que *l'assaut* fut renouvelé le 8 février. Cela n'est pas exact. Ils n'occupèrent les Perches que parce que leur artillerie, bouleversant nos canons, nos travaux, rendait la position intenable.

Belfort donc résistait victorieusement, défiant le bombardement et les assauts. Les Allemands laissaient autour de ces murailles des morts par monceaux. Le chiffre a été grossi comme toujours, et on a dit, par exemple, que dans une seule attaque, lors du dernier assaut, les Prussiens virent tomber dix-huit mille morts autour de la ville. Cela est faux. Mais la vérité est que les Allemands donnaient avec terreur

un nom sinistre à ce coin de terre où bataillons et régiments allaient s'engouffrer, d'où ils revenaient écrasés et décimés. Ils l'appelaient *le Trou de la mort* ou *Rodten fabrik,* fabrique de morts. Partir pour Belfort, c'était, pour eux, aller à la boucherie. Et pourtant il fallait des troupes, du renfort et des soldats nouveaux. Vers les derniers jours, les soldats prussiens qu'on prenait à Strasbourg pour les conduire là, ne partaient point sans murmures. Malgré leur discipline de fer et leur étonnante soumission, ils hésitaient, ils semblaient prêts à reculer, à refuser d'avancer. Pour leur donner du cœur, on eut recours à une de ces ruses dont les Prussiens se servent volontiers contre leurs ennemis et contre leurs alliés, leurs ennemis d'hier : on mentit. On afficha cette nouvelle sur les murs de Strasbourg : *Belfort a capitulé. Des troupes vont y être envoyées pour tenir garnison dans la place, qui nous appartient. Vive l'Allemagne !*— Confiantes, les troupes partirent. Elles devaient se heurter, comme les autres, à l'héroïque et fière cité, frémissante de patriotisme entre les mains de son commandant.

La population de Belfort tout entière, au surplus, était vraiment héroïque. Elle haïssait la Prusse. Elle espérait la victoire. Ces deux forces la soutenaient pendant les longs jours de siége, où nulle nouvelle que de faux bruits de victoires impossibles qui rendaient la réalité plus sinistre, n'entrait dans la ville. Le maire, M. Mény, se multipliait ; le colonel Denfert, que des gens ont osé appeler *un colonel de casemates,* dirigeait,

ordonnait toutes choses. Un matin de janvier, quelle fut la joie, quelle fut l'ivresse de la pauvre ville ! Denfert avait envoyé à toutes les batteries de la place un ordre ainsi conçu : « *Tirez à blanc jusqu'à la nuit, en signe d'allégresse, cinq coups par pièce. L'armée française s'avance*[1]. » En effet, on entendait, là-bas, du côté d'Héricourt, le canon, les mitrailleuses, les feux des tirailleurs. Les Français ! C'était les Français ! Quelle fièvre ! « Le bruit se rapproche. Les nôtres ne reculent donc pas ! » On comptait les heures aux battements de son cœur. Le soir, la bataille cessait pour reprendre le lendemain 16 janvier, plus furieuse. Ce jour-là, — quelle émotion ! — on aperçoit du haut de la Miotte les batteries françaises installées au mont Vaudois. L'action se rapproche. Le bruit court que les Prussiens enclouent déjà leurs canons. Un bataillon sort aussitôt de Belfort, se porte sur Essert et décime les artilleurs allemands. Cependant le soir vient, et Belfort n'est point délivrée. Le 17, après une nuit d'anxiété, le bruit semble s'éloigner. On n'entend plus le canon. Que se passe-t-il ? Ce ne sont plus que des escarmouches. La pluie tombe, froide, mêlée de neige fondue.

Quelles angoisses ! Les Français seraient-ils repoussés ? Ils sont repoussés, hélas ! et la lugubre retraite de Bourbaki commence.

Ce même soir à Paris, le général Trochu disait, joyeux, dans une réunion des maires : « Je suis cer-

1. *Le Siége de Belfort*, par L. Belin, page 119 et suiv.

tain qu'à cette heure, Belfort débloquée est libre! »

Belfort était perdue. Le 26 janvier avait lieu l'assaut infructueux contre les Perches dont nous avons parlé, puis l'ennemi commençait et poursuivait très-activement des travaux d'approche devant ces ouvrages, dont il n'était éloigné, le 5 février, que de quatre-vingts mètres environ.

Le tir ennemi était formidable, tant par le nombre que par la nature et les dimensions des projectiles lancés. La place ne pouvait y répondre que très-faiblement et d'une manière peu efficace, par l'envoi de boulets pleins de 16 et de bombes, réservant les obus oblongs de 12 et de 24 qui lui restaient (environ 18,000 en tout) pour les jours d'attaque.

Et les maladies, la variole, faisaient des victimes nombreuses! L'écho des *Affiches de Thann* donnait naguère la liste des morts d'après les registres de l'état civil.

La liste en a été longue, disait ce journal, et elle l'eût été encore plus si tous les décès arrivés dans les postes avancés et aux grand'gardes avaient été déclarés. Les épidémies, plus que le feu ennemi, ont contribué à étendre la mortalité, qui s'est accrue par la maladie connue sous le nom de *pourriture d'hôpital,* espèce de gangrène qui survient aux plaies des blessés. Nos ambulances perdaient 95 malades sur 100; aussi ne faut-il pas s'étonner que, sur la fin des hostilités, les planches aient manqué pour la confection des cercueils. Les rats en ont fait leur profit en dévorant les cadavres entassés avant leur inhumation et dont on rencontrait les débris sur la voie publique.

Enfin, le 8 février, les Perches étaient abandonnées, et bientôt le colonel Denfert recevait du gouvernement l'ordre de rendre Belfort. Il adressait aussitôt à la population cette proclamation dernière :

Citoyens et soldats,

Le gouvernement de la défense nationale m'a donné, en vue des circonstances, l'ordre de rendre la place de Belfort. J'ai dû en conséquence traiter cette reddition avec M. le général de Tresckow, commandant en chef de l'armée assiégeante.

Si les malheurs du pays n'ont pas permis que la résistance vigoureuse offerte par la garnison, la garde nationale et la généralité de la population reçût la récompense qu'elle méritait, nous avons pu du moins avoir la satisfaction de conserver à la France notre garnison, qui va rallier, avec armes et bagages et libre de tout engagement, le poste français le plus voisin.

Connaissant l'esprit qui anime les habitants de la ville au milieu desquels je demeure depuis plusieurs années, je comprends mieux que personne l'amertume de la situation qui leur est faite. Cette situation est d'autant plus pénible qu'on prétend nous faire craindre qu'au mépris des principes et des idées modernes, le traité de paix que nous allons subir ne consacre une fois de plus le droit de la force et n'impose à l'Alsace tout entière la domination étrangère.

Mais je reste convaincu que la population de Belfort conservera toujours les sentiments français et républicains qu'elle vient de manifester avec tant d'énergie. En consultant du reste l'histoire même du siècle présent, elle y pui-

sera la légitime confiance que la force ne saurait prévaloir contre le droit.

Vive la France! Vive la République!

Le colonel-commandant,

DENFERT-ROCHEREAU.

Belfort, le 16 février 1871.

Puis, le 18 février, à midi, il sortait, à la tête de la dernière colonne de la garnison de la ville qu'il avait si bien défendue. Comme le capitaine du navire en détresse, le gouverneur quittait son bord le dernier.

Alors Belfort devenait comme un lieu de pèlerinage. De Porrentruy, du vallon de Saint-Imier, des Franches-Montagnes, les gens venaient pour contempler les ruines de la malheureuse cité. « Le cœur se serre, disait un témoin, à l'aspect de ces maisons sans toiture, dégarnies de fenêtres, lézardées, de ces murailles écroulées. Partout dans la ville on ne voit que boulets, éclats d'obus et même des projectiles qui n'ont pas fait explosion. »

Mais Belfort devait avoir, dans cet écroulement sinistre de tous les espoirs de la patrie, cette consolation, cette joie : la cité restait à la France, à la France qui en est fière et qui l'aime comme elle aime toute cette Alsace dont on l'a amputée comme de la chair de sa chair.

C'était à Sarrebruck. L'armée, confiante encore, pénétrait sur le territoire ennemi, renversant le poteau de la douane rayé noir et blanc qui disait : Ici l'Allemagne commence ! Les bataillons du 66e s'avançaient, protégés par l'artillerie, lorsqu'une balle prussienne jeta à terre un officier, un jeune homme, sous-lieutenant sorti de l'École, et qui, pour son premier jour de bataille, avait mis des gants glacés, des gants blancs, comme pour un bal.

Il tomba roide mort, frappé d'une balle au front, foudroyé. On le mit sur un brancard, ses bras ballants pendaient tandis qu'on l'emportait, et lui, les yeux ouverts, face au ciel, semblait regarder l'immensité bleue de ses prunelles fixes, et qui ne voyaient plus rien.

C'était le premier mort, le premier mort tombé un jour de bataille. Pâle, mais souriant, ironique, fier, ce jeune homme paraissait heureux d'être mort ainsi, en un jour de victoire, et d'être tombé dans son uniforme sans tache, galons luisants et képi neuf.

Il était mort heureux, en effet. Il avait pu croire que la patrie marchait au succès, et que le régiment rentrerait vainqueur, sous les bouquets de fleurs et les sourires des femmes. Il était mort heureux, en pleine illusion, en plein rêve.

Gloire et paix à ce premier mort !

C'était à Belfort. Au rempart, près des canons, des artilleurs se groupaient, énergiques, calmes sous les bombes. Ils chargeaient, pointaient, tiraient. La guerre

approchait de sa fin. On eût dit que ces hommes le sentaient. Leurs coups étaient plus précipités, plus violents et plus justes. Autour de Paris, dans le Nord, sur la Loire, l'armistice était signé. A Belfort, le canon grondait toujours.

Lorsque l'on vint dire aux canonniers de cesser le feu, une pièce était chargée encore. Bah! encore une volée de mitraille! Un artilleur s'approcha, y mit le feu, et au même moment, comme si le dernier obus prussien eût été pour lui, il tomba, le crâne fendu. *C'était le dernier mort.*

Belfort devait avoir cette gloire de tirer pour la patrie le dernier coup de canon sur l'ennemi. Tout allait être fini — pour combien d'années? — lorsque Belfort amènerait son pavillon. Et, comme s'il eût répondu à l'appel du premier mort de *Sarrebruck*, l'artilleur, le dernier mort de la campagne, *tombait* avec la cité courageuse.

Gloire et paix à ce dernier mort!

CHAPITRE XII.

LA PAIX DE BORDEAUX.

I.

Un soir de janvier, tandis que ce pauvre pays de France espérait encore dans la destinée qui se jouait amèrement de lui, le mystique roi Guillaume, certain maintenant de poser sur son front la couronne du *kaiser* allemand, envoyait cette dépêche à *son* peuple :

Versailles, 29 janvier.

Hier soir, un armistice de trois semaines a été signé. La ligne et la garde mobile seront internées, prisonnières de guerre, à Paris. La garde nationale sédentaire veille au maintien de l'ordre. Nous occupons tous les forts.

Paris restera cerné et pourra se ravitailler quand les armes auront été livrées.

Une Constituante est convoquée à Bordeaux dans quinze jours. Les armées restent en campagne, et conservent leurs positions respectives avec elles.

Voilà la première récompense pleine de bénédictions

pour le patriotisme, l'héroïsme et les durs sacrifices.

Je remercie Dieu pour cette nouvelle grâce. Puisse la paix suivre bientôt!

GUILLAUME.

La paix devait suivre, en effet, la paix atroce, disséquant et tailladant la patrie. A cette heure même, le général Pourcet, marchant sur Blois, emportait le faubourg de Vienne, chassait les Prussiens qui, battus, faisaient sauter le pont reliant le faubourg à la ville. A cette heure, Faidherbe réorganisait l'armée du Nord, Loysel était vers le Havre, Chanzy espérait encore. M. de Moltke a montré depuis le plan rapide et foudroyant qu'il comptait mettre à exécution pour en finir avec la résistance française. Mais M. de Bismarck a avoué, en revanche, qu'il n'était point fâché de conclure la paix. Son fameux et farouche mot à ses officiers après l'armistice : *Enfin la bête est tuée!* ressemble autant à un soupir de soulagement qu'à une plaisanterie de boucanier.

Il y avait de la terreur en effet dans la haine que nous portait la Prusse. Maintenant elle va affecter de remplacer la haine par l'insultante pitié. Mais la terreur subsistera vaguement. Elle éclatait, évidente, dans tous les actes de cette campagne, surtout dans cette féroce proclamation de Frédéric-Charles à son armée :

Sens, 1er décembre 1870.

Soldats, déployez toute votre activité; marchons *pour partager cette terre impie.*

Il faut *exterminer* cette BANDE DE BRIGANDS qu'on appelle l'armée française.

Le monde ne peut rester en repos TANT QU'IL EXISTERA UN PEUPLE FRANÇAIS.

Qu'on les divise en petites parties, ils se déchireront entre eux, mais l'Europe sera tranquille pour des siècles.

Soldats! vous qui avez du cœur, le moment est venu de vaincre ou de mourir!

FRÉDÉRIC-CHARLES[1].

Le digne pendant de cet ordre du jour du prince, c'est son mot farouche et menaçant : *Nous irons partout, partout, partout!*

Je n'ai pas voulu, on le remarquera, multiplier les exemples de cette haine et de cette sauvagerie. J'ai préféré raconter les rares dévouements français. D'autres ont écrit le livre noir de l'invasion prussienne[2].

1. La proclamation du grand-duc de Mecklembourg (17 septembre) disant à ses soldats de laisser *vendanger librement les vignes et de respecter les propriétés* est moins *allemande* mais plus humaine.

2. Un article de M. Pigonneau dans la *Revue des Deux Mondes* énumère, par exemple, la série des objets que les Prussiens ont dérobés à Versailles. « Princes et généraux s'offrent mutuellement, comme cadeau de Noël, les vases de Sèvres et les objets d'art pillés au château de Saint-Cloud. On peut demander au préfet de police allemand, M. Stieber, dans quel fourgon sont partis pour la Prusse la pendule, les vases et les statues de l'appartement qu'il occupait sur le boulevard du Roi. On sait quels sont les officiers du 47e et du 58e qui, à Ville-d'Avray, faisaient vider les caves, emballer les pianos, briser et souiller d'ordures le buste de Corot. On sait quels sont les gentilshommes qui ont volé l'argenterie de Mme Furtado, à Rocquencourt. On ne voyait

J'ai essayé de donner quelques feuillets du livre d'or français, ou plutôt du livre pourpre, pourpre de sang généreux.

Je voudrais maintenant tirer la morale de cette guerre. Eh! bien, il faut le déclarer, pour châtier les lâches par la honte, il faut le déclarer, après avoir montré les dévouements et les héroïsmes, que si beau-

que portes et fenêtres arrachées, parquets soulevés, meubles brisés, marbres de cheminée pulvérisés, glaces broyées sous les talons des bottes, jouets d'enfant déchiquetés à coups de sabre, robes de femme déchirées, lampes et ustensiles de ménage semés dans les champs, salons transformés en écuries à côté des écuries vides, cartes et livres jetés au vent; tel était l'aspect que présentait, dès la première quinzaine d'octobre, une zone de vingt kilomètres autour de Paris. » Depuis, le désordre est devenu ruine. Mais que voulez-vous, disaient les officiers prussiens aux habitants de Versailles, vous êtes trop riches!

En revanche, on a dit que M. de Bismarck avait, *le propriétaire* lui refusant de la vendre, fait enlever la pendule de l'*appartement* qu'il occupait rue de Provence. Il n'en est rien. M. de Bismarck voulut faire avec son hôtesse, car c'est une dame qui le logeait, échange de politesses. Il lui donna la plume avec laquelle il venait de signer la capitulation de Paris, autant valait dire le traité de paix. — « C'est une relique », fit-il. Le lendemain, il demandait à Mme *** si elle voulait lui céder sa pendule. — « Je voudrais la garder arrêtée à l'heure où nous avons signé le traité. » — Mme *** refusa. — « Madame, dit M. de Bismarck, vous ne m'avez pas compris, je payerai votre pendule le prix que vous voudrez. » — Nouveau refus. « Eh bien, madame, fit le diplomate, vous n'êtes pas aimable! » — Et il n'ajouta plus un mot. L'hôtesse de M. de Bismarck était persuadée qu'en se retirant le chancelier de la Confédération avait emporté à Berlin la pendule. Point du tout : elle retrouva la pendule à sa place et elle n'en a pas moins gardé la fameuse plume du traité de Versailles. Triste *souvenir* pour des Français.

coup ont fait noblement leur devoir, le plus grand nombre a failli à sa tâche. Pourquoi? L'idée de sacrifice était morte depuis longtemps en France, le *sursum corda* était un cri oublié : « Ayons une armée qui sache mourir, disait sur son lit de mort le général Ladreyt de la Charrière, tué à Montmesly (2 décembre), et la France est sauvée! » Le courageux soldat disait: *Une armée.* Nous dirions, nous : *Une nation.* Mais quelle France, hélas! nous laissait l'empire!

La France d'ailleurs a eu trop longtemps la réputation d'un peuple frondeur, ingouvernable, emporté. Je ne crois pas, au contraire, qu'une nation soit aussi facilement dirigeable que celle-ci. Quel peuple subirait avec une pareille condescendance des gouvernements si divers, des dictatures si intolérables? Grandes ou petites tyrannies, despotismes de compatriotes ou d'étrangers, la France baisse la tête devant tout cela. Elle a pris l'habitude de servir.

Je me rappelle l'étonnement d'un officier de l'armée du Rhin rentrant en France après sa captivité. Il s'attendait à trouver la patrie en deuil, les cités en larmes. Tant de souffrances et tant de hontes avaient été accumulées en ces derniers mois!

« — J'avais peur de me montrer, disait-il. Sans doute nous et nos soldats nous avions fait notre devoir, mais rentrer au pays, vaincus, prisonniers, retrouver une patrie qui pourrait nous dire : Pourquoi ne m'avez-vous pas mieux défendue? C'était dur! Ah! qui se fût attendu au spectacle offert par la France! Quelle

surprise! quel sans-souci et quel sans-façon dans la défaite! Des toilettes, des sourires, des frissons de soie aux rayons du printemps, une profusion de retroussis aux jupes féminines et de galons aux képis masculins, un oubli du malheur, une gaieté, une santé, tout cela merveilleux et pimpant! D'autres en riraient. Moquez-vous de moi : j'en ai pleuré. »

C'est que la France éprouvait encore alors le besoin de s'étourdir. Elle a dû depuis reconnaître la nécessité de s'amender sous peine de périr.

C'est que la pauvre France aussi, soyons juste, a tant de fois été trompée, déçue; c'est qu'elle est tant de fois tombée du haut de ses enthousiasmes, qu'elle en est demeurée toute meurtrie. Elle est lasse de ses désillusions et de ses chutes. Elle ne croit plus à rien ni à personne. Tour à tour, ceux à qui elle s'est abandonnée avec le plus de passion l'ont, pense-t-elle, odieusement trahie. Les plus honnêtes l'ont délaissée, les plus purs l'ont livrée. Toutes ses espérances ont brutalement crevé comme des bulles de savon. Elle ressemble à ces amoureux torturés qui se vengent de leur déception par le scepticisme et le dédain. Sa devise nouvelle est celle de la désespérée Valentine de Milan. *Plus ne lui est rien, rien ne lui est plus.* Elle laisse passer le flot bourbeux des événements roulant dans leur écume, elle ne sait quels hommes inconnus, puissants d'une minute, nés d'un orage comme les batraciens, et qui vont on ne sait où, emportés par une popularité boueuse. Que lui importe! Et qui sait

si céux qu'elle ignore ne la serviront pas mieux que ceux en qui elle croyait, elle espérait? Sa foi éteinte la condamne à l'ironie. Nation à prendre. Indifférente et molle, elle appartient à qui voudra l'enchaîner ou la violer, soudard ou bandit. Elle n'a pourtant qu'à s'en prendre à elle-même de ses chutes. Après avoir tout subi, était-elle digne de tout effacer? Quoi! elle aura acclamé durant vingt ans le despotisme et la débauche sous toutes leurs formes, elle aura bafoué de toutes façons l'honnêteté et la grandeur, elle aura raillé tous les dévouements, haussé les épaules devant tous les héroïsmes, sifflé tous les martyrs; elle aura tout accepté, tout acclamé, tout contre-signé, cela par des millions de paraphes; et le jour où la rude main d'un Borusse, d'un Frédéric-Charles, pulvérisera le pouvoir qu'elle subit, elle, la France, cette grande nation, croira qu'il suffit — sans avoir même eu l'honneur d'abattre le colosse abhorré, — de jeter au vent un mot sublime et grand, République, pour se laver de toutes ses lâchetés passées, de ses servilités, de ses complaisances, pour se donner des mœurs libres, un sang nouveau, et pour faire des hommes? Allons donc!

Le châtiment des despotes est dans leur cœur, le châtiment des peuples esclaves est dans leur échine. Habitués à se courber, ils se courbent devant tout et devant tous. Ils ne choisissent pas, ils ne décernent pas le pouvoir au mérite, fût-il obscur. Ils acceptent et ils acclament. Ils placent leur suprême espoir en des

mains dont ils ne connaissent ni la fermeté ni la pureté. Que leur importe ! je le répète. Il leur faut un maître, il leur faut déléguer cette puissance à quelqu'un, se décharger de l'accablant fardeau de veiller et de travailler soi-même à son propre salut. Il leur faut abdiquer, en un mot. Et ils abdiquent, et, après avoir élevé au rang d'idole le maître nouveau, ils l'injurient bientôt et le traînent, farouches et menaçants, aux gémonies.

Et pourquoi donc se plaindrait la France? Se jeter ainsi aux gens, se livrer, se pavaner au bras du dernier venu, qu'est-ce donc que cela, sinon le fait de la courtisane? Il faut choisir, il faut penser, peser, deviner! Il faut, si l'on veut des chefs intègres et des guides sûrs, aller, non aux flatteurs, mais aux conseillers, non aux parleurs faciles, mais aux travailleurs timides. Il faut discerner dans l'ombre l'homme qui mérite la lumière. Il faut surveiller aussi et guider ses surveillants. Lorsque la nation se met au labeur elle-même, a-t-elle à se plaindre ensuite si le travail est insuffisant? S'abandonner tout entière pour se lamenter ensuite, cela n'est que vil. Il faut qu'un peuple s'attelle à l'œuvre commune, au char embourbé. Aide-toi, le ciel t'aidera. Aux nations comme aux citoyens, le conseil est bon.

Au moment où croulait l'espoir national, l'homme qui, jeune, ardent, patriote, avait voulu secouer la peur, — *l'alto tremente,* comme dit Alfieri, — du peuple conquis et réveiller en lui l'âme du passé, l'homme

qui condamnait à vaincre la nation habituée à servir, Gambetta adressait à Jules Favre une dépêche attristée et superbe, qui ressemblait à un testament de patriote et se terminait par ce dernier appel et ce dernier cri de confiance dans la France écrasée et la République vaincue [1] :

« ... Nous ignorons encore quelle est la vérité officielle, et, jusqu'à ce que nous ayons reçu de vous l'assurance que vous vous êtes décidés à une si lamentable fin, nous tenons les bruits anglais pour mal fondés, et nous y voyons une nouvelle manœuvre de M. de Bismarck. Toutefois la situation intérieure de Paris apparaît comme fortement troublée; l'expulsion du général Trochu de toutes fonctions et commandements militaires et sa conservation, dès lors inexplicable, à la tête du gouvernement, le choix ridicule d'un sénateur de soixante-quinze ans pour présider aux suprêmes efforts de l'héroïque capitale, la suppression du droit de réunion et des journaux révolutionnaires, ainsi que les tentatives faites sur Mazas et l'Hôtel de ville, tout accuse clairement que dans la population, comme dans le gouvernement, il n'y a plus ni accord, ni fermeté, ni clairvoyance.

« Je ne puis croire cependant que ces négociations pour la reddition de notre capitale aient pu être entamées sans qu'on ait fait ce gigantesque et puissant effort qu'on promet et qu'on annonce depuis quatre mois, et qui n'a pu être retardé, incessamment ajourné, que par incapacité ou

1. Cette dépêche, datée du 27 janvier, est absolument inédite. Nous regrettons que le défaut d'espace nous oblige à n'en citer que ce passage. Mais on la trouvera bientôt tout entière dans le recueil de *Documents* que prépare M. Gambetta.

esprit de méfiance, mais qu'il faut faire, pour pouvoir arborer avec honneur, s'il échoue, le drapeau parlementaire. L'initiateur de la révolution et le premier moteur de la défense de la France ne peut être supprimé qu'en appelant la province au devoir, comme à l'honneur de le venger, et cet appel ne peut être adressé au pays et écouté par lui qu'à la condition que Paris, comme c'est sa tradition et son rôle, se sera réellement sacrifié pour la patrie et pour la république. Mais si, au contraire, cette province, qui depuis trois mois prodigue son sang et son or, supporte l'invasion et l'incendie de ses villes, apprenait — ce qui paraît être la triste et cruelle vérité — que Paris a été systématétiquement amolli, énervé, découragé par ceux qui le gouvernent, et dont le mandat n'était sacré que parce qu'il avait pour but d'organiser et d'employer les forces militaires et révolutionnaires de Paris, c'est l'indignation chez les uns, la défaillance chez les autres, qui feraient place à l'enthousiasme qu'excitait parmi eux le gouvernement du 4 septembre. Que dira cette province, si surtout elle apprend que ce chef militaire introduit dans le gouvernement civil, et doté de la prépotence, n'était qu'un discoureur infatigable et un militaire irrésolu, que ses collègues le connaissent sous cette double face et qu'ils ont préféré, pour ne pas blesser cette présomption personnelle, laisser capituler Paris et compromettre la France; qu'ils ont poussé l'inertie, la culpabilité, par leur solidarité avec ce chef, jusqu'à ce point de rester sourds aux réclamations unanimes de l'opinion parisienne;... et c'est ainsi que vous vous êtes laissé conduire jusqu'aux derniers jours, subissant, vous républicains, un pouvoir personnel, méconnaissant la première règle de la tradition révolutionnaire qui est de subordonner les chefs militaires, quels qu'ils soient,

à la magistrature politique et civile. A ces fautes vous allez en ajouter une autre, et, après vous être laissé traîner en longueur par le général Trochu, vous allez, si les renseignements anglais sont véridiques, vous laisser mener jusqu'à vos derniers grains de blé par les lenteurs habiles et calculées de notre ennemi le plus redoutable, M. de Bismarck. Mais non, ces renseignements sont faux ; je n'y crois pas, n'y veux pas croire : vous changerez les généraux qui manquent de cœur, et ce ne sera qu'après une grande bataille perdue que vous vous résignerez sous la force.

. . . .

« Quant à la guerre et à la situation militaire où nous sommes placés depuis nos derniers revers, je n'ai que peu de choses à vous dire ; dans le Nord, Faidherbe, dont la contenance et le patriotisme, ainsi que les talents militaires, sont au-dessus de tout éloge, répare ses pertes et refait ses troupes, en couvrant d'ailleurs les places du Nord ; il ne pourra guère rien tenter avant le 1er février. J'ai fait passer au général Chanzy, dont la situation est un peu dégagée, les nobles paroles que vous me chargez de lui transmettre ; elles seront la plus belle récompense due au plus intrépide et au plus confiant de nos chefs militaires ; il a reçu des renforts et pourra, je pense, sortir bientôt de ses positions de retraite. Les lignes de la Loire et du Cher sont actuellement le théâtre d'une opération militaire confiée au 20e corps et qui pourra permettre à Chanzy une offensive plus prompte. Nous réoccupons, avec les forces tirées de Nevers, une partie d'Auxerre et Laval. Garibaldi a remporté une véritable victoire en avant de Dijon, dans une bataille qui a duré trois jours et qui a mis plus de 10,000 Prussiens hors de combat. Un drapeau

ennemi, pour la première fois, est resté entre nos mains. Malheureusement l'armée de l'Est est dans une situation critique. A la suite de cette marche glorieuse marquée par cinq journées et cinq succès : Villersexel, Arcey, Montbéliard et Lizaine, Bourbaki est venu le deuxième jour devant Héricourt. Accablé par le nombre, il s'est vu forcé de reculer. Il aurait promptement perdu l'esprit, sa tête s'est égarée, et se voyant poursuivi et, presque cerné, il s'est tué d'un coup de pistolet. Un jour avant ce douloureux événement, il avait demandé à être remplacé, et désigné pour son successeur le général Clinchant. C'est lui qui vient de prendre le commandement de l'armée et qui cherche à la sauver des étreintes de l'ennemi et de la mauvaise situation où elle se trouve. Certes le tableau est sombre, et la fortune nous est bien contraire. Cependant il ne faut pas se laisser aller au découragement, car plus que jamais j'ai la conviction que la prolongation de la lutte, en nous ramenant la fortune, épuisera nos envahisseurs, et, s'ils savaient bien qu'il faudra arroser de sang allemand chaque motte de terre française pour la conquérir et la garder, ils sentiraient l'impossibilité de s'acharner à la lutte, à l'extermination de la France.

« Donnons-leur, à force de constance dans les revers et d'activité dans l'organisation de nos forces, la conviction que nous resterons inflexibles dans la politique de la guerre à outrance, et nous aurons gagné sur eux une grande victoire. Le printemps viendra, et ils n'auront pas réalisé le fruit de leur conquête; et, au milieu de l'Europe inquiète et jalouse, ils n'auront pas obtenu de sanction pour l'œuvre de la force. Nous les condamnons à une occupation aussi ruineuse pour eux que pour nous, et nous n'aurons pas compromis l'intégrité de la France, et à la première occa-

sion de trouble ou de conflit européen, nous serons l'allié nécessaire de tous ceux qui auront à se venger des prétentions germaniques... Au moment de finir nous recevons à l'instant une dépêche de Londres qui annonce votre retour de Versailles à Paris avec les conditions de la capitulation. La précision de la dépêche ne laisse guère de doute dans mon esprit, et je reste muet devant une telle catastrophe. Le ballon que vous avez lancé ce matin 27 janvier est passé au-dessus de Niort, de Rochefort, vers le milieu du jour; il est probablement allé à l'Océan, et nous sommes sans nouvelles officielles de vous. Tout, jusqu'à la nature, conspire contre la France. L'expiation est rude, le châtiment démesuré; seul le souffle de la révolution française peut encore nous sauver. C'est lui que j'appelle et que j'invoque. C'est par lui seul que je compte vivifier ce qui reste encore dans le pays de vitalité et d'énergie.

« Vive la France! vive la République!

« LÉON GAMBETTA. »

Qu'aura-t-il manqué à ceux qui espérèrent qu'on pouvait galvaniser la nation et la conduire à la victoire? Cette chose que ne rencontrent pas les plus dévoués et les meilleurs, au courant de la vie humaine, ce jet de lumière qui ne va pas toujours au plus digne, qui met trop souvent en relief les médiocrités ou les pervers, et qui s'appelle *le succès;* le succès, seule règle des jugements des hommes, balance qui pèse les actions et rejette trop souvent les résolutions les plus fières, accepte les hasards, les loteries du destin; le succès, qui n'est réellement pesé à sa juste

valeur que par la conscience des sages et n'est remis en sa place que par l'histoire.

De quelles acclamations poursuivraient, s'ils avaient réussi, les organisateurs de la défense, ceux-là mêmes qui les accusent ou les calomnient! Le monde entier eût applaudi. Mais le monde est du parti de la force. Il n'aime le droit que platoniquement.

Disons le bien haut cependant : s'il nous a manqué la fortune, du moins nous sommes nous montrés plus d'une fois dignes de la mériter. Il suffisait d'un juste pour que Gomorrhe fût épargnée. Il aura suffi de quelques braves, de citoyens dévoués, de villes décidées à la ruine pour que la France mérite de sortir de son abaissement et de reprendre sa place; — consolation amère, mais réelle. Dans la tourbe de la France impériale, la vraie France palpitait, respirait encore. Elle s'est incarnée dans certains hommes, dans certaines cités, et l'on peut dire qu'en dépit de toutes ses hontes et de toutes ses misères la France ne mourra pas.

Il se trompait l'écrivain allemand qui disait après la capitulation de Paris : *Telle fut la petite fin de la grande nation.* — La France n'est pas morte, ou plutôt la vieille France seule est morte, mais pour renaître et plus jeune et plus fière, cessant d'être la France centralisée et despotique pour redevenir la libre Gaule, *Gallia rediviva!*

II.

1er mars 1871 ! Date sinistre et navrante qui restera dans notre souvenir comme un des jours néfastes de l'histoire de cette noble France, condamnée par la destinée à la douleur et à la honte.

C'est le 1er mars 1871 qu'une assemblée française a voté, le couteau prussien sur la gorge, l'amputation, la séparation de l'*Alsace* et d'une partie de la *Lorraine*, le démembrement de la patrie, la fin de cette unité française que nos pères de 92 avaient cimentée de leur sang. Vous êtes morts, héros d'il y a cinquante ans ; vous êtes tombés, mais dignes et fiers, sur les champs de bataille ou sur l'échafaud, pour que vos fils, après avoir subi vingt ans de despotisme, s'inclinent devant six mois d'invasion triomphante, et pour que la Prusse que vous battiez, la Prusse maintenant victorieuse impose à la patrie que vous aimiez jusqu'à la rage, la honte et la plaie du plus affreux traité de votre histoire. J'ai présent encore et palpitant le souvenir de cette journée.

Dès la veille nous connaissions les dures conditions imposées par le vainqueur. Et tandis que M. Barthélemy Saint-Hilaire les apprenait à l'Assemblée, un bataillon de la garde nationale bordelaise passait, musique en tête et jouant une marche triomphale, devant le Grand-Théâtre où siégent les députés. La foule heureusement fit cesser la fanfare. Tous ces

gens anxieux, qui attendaient et qui semblaient écouter, épier les échos de l'Assemblée, poussèrent aussitôt une clameur furieuse.

— Pas de musique! A bas la musique! Pas de musique dans un jour de deuil!

Et les musiciens s'arrêtèrent, le bataillon continuant sa marche avec le sourd roulement du tambour.

Le soir, l'animation était grande sur cette place du Théâtre, où l'on a de la peine à s'ouvrir un passage. Il y avait de la fièvre et de la souffrance dans l'air. C'est peut-être pour cela que, dès le matin, à l'heure de l'ouverture de la séance, les abords de l'Assemblée étaient occupés par des troupes plus nombreuses que de coutume, soldats de la ligne et de l'infanterie de marine, avec un escadron de cuirassiers en réserve sur les Quinconces, et dont le soleil faisait scintiller les armes et les casques.

Au dehors la foule et l'inquiétude. Au dedans, le spectacle irritant et attristant d'une assemblée qui se rue vers la paix et qui cède, abandonne des milliers de citoyens français sans avoir la douleur et la dignité qui conviennent devant une telle catastrophe. Elle est imposante pourtant cette grande salle pleine de monde, comble du parterre au faîte, avec des lustres qui éclairent le fond rouge et blanc rehaussé d'or de ce magnifique théâtre. Là, sur la scène, la tribune se dresse, haute, fière, et d'où peut tomber la protestation dernière du vaincu, le soufflet à la victoire et le verbe vengeur. Des draperies rouges donnent à

la tribune, au bureau du président, l'aspect solennel d'un tribunal. Les secrétaires rapporteurs, des deux côtés de la scène, écoutent et écrivent. Debout, à côté de lampes à abat-jour verts, des huissiers en cravate blanche, suivent les gestes du président, M. Grévy, qui se tient droit, les bras croisés, impassible, et surveillant l'assemblée. On doit être ému jusqu'aux entrailles en franchissant les degrés de cette tribune d'où tout ce qui va tomber sera recueilli par la France, par le monde et par l'histoire.

Imaginez, en pareille circonstance et dans une heure aussi terrible, une séance à la Convention. Quelles paroles ardentes, quelles résolutions follement mais héroïquement téméraires, quelles fureurs et quels orages! Le jour où l'on vota la mort du roi n'était pas plus solennel que le jour où l'on va voter la perte de trois départements français! Mais les tribunes sont pleines de dames en toilettes élégantes; on lorgne, on est lorgné, on écoute, on questionne : Quel est-ce député? Et celui-là? Et cet autre? Ce zouave pontifical portant son bras en écharpe? Ce jeune homme à peine échappé du collége? Ce vieillard, tout à l'heure sorti de Sainte-Périne? On rit, on fait des mots. On se montre M. Gambetta, debout, appuyé contre une colonne de la salle, au fond du parterre, l'air soucieux et dédaigneux, M. Trochu souriant avec sarcasme, Louis Blanc, tout ému; nul ne se doute que ce petit vieillard silencieux assis à gauche dans les fauteuils du pourtour, et qui semble

juger toutes choses avec l'ironie d'un Machiavel, est un des grands esprits de ce siècle, et s'appelle Littré. On ne regarde guère que les bruyants. On est moins anxieux, hélas! que curieux. O patrie! —Je reconnais des Parisiens, des Parisiennes, des boulevardiers venus là pour assister, avides de primeur, à la *première* du traité.

La chose après tout en vaut la peine.

La tribune est tour à tour occupée par tout ce que l'Assemblée compte d'esprits vigoureux, nobles et patriotes. A chaque parole audacieuse, téméraire, qui descend de là-haut comme un trait de flamme, la majorité se cabre. Elle est prudente, elle tient à la paix, elle l'a résolue d'avance. Toute autre pensée la trouble. Je ne vois dans le soin qu'elle apporte à ne pas laisser la discussion s'égarer sur d'autre point que celui-ci, *la paix;* je ne vois qu'un seul bon symptôme, la haine de la phrase pour la phrase et de la déclamation à effet. « Plus de *calebasses sonores* », disait un esprit piquant. Il avait raison. La nation n'a plus le temps, elle n'aura plus le loisir de se payer de mots.

Mais plus d'un, j'en suis sûr, je le sens, je le voyais, plus d'un lorsque, par la parole de leurs représentants, les voix suppliantes des Lorrains, des Alsaciens, venaient, montaient, grandissaient, plus d'un s'est senti remué et prêt à la lutte suprême en entendant ces fils de notre France, ces frères, ces enfants de notre mère commune, crier, répéter : « Un même pacte nous unit! La France monarchique nous avait con-

quis! Mais nous nous sommes librement donnés à la France de 89 et de 90. Donnés à vous, et nous ne nous reprenons pas! Gardez-nous!-Défendez-nous! Nous avons encore du sang à verser pour vous! Faut-il nous ouvrir les veines? Allons, un signe, un mot, frères, frères de France, les Alsaciens, les Lorrains, les paysans des Vosges sont prêts! »

Y a-t-il eu rien de plus poignant dans l'histoire que ce terrible débat? Nous avons assisté à ce tragique spectacle. La France répondait : « Je suis trop faible, je suis vaincue, terrassée, désarmée. » La mère répliquait à ses fils : « Soyez esclaves, je n'ai ni or, ni sang, ni fer pour vous racheter! »

Tour à tour, cependant, Louis Blanc, Edgar Quinet, Hugo, Tachard, Keller ont jeté le cri de résistance. Tour à tour on a supplié et menacé, la majorité de l'Assemblée nationale a voté l'abandon de l'Alsace et de la plus grande partie de la Lorraine; 546 voix contre 107 ont répondu : « Vous n'êtes plus des nôtres, la fatalité nous sépare. Nous nous courbons sous le talon prussien. Tout est dit, tout est fini. Adieu! »

M. Keller dont nous sommes séparés par bien des idées, M. Keller, catholique et ultramontain, mais Français avant tout, a du moins eu le temps de protester contre le traité que l'injustice et la brutalité arrachent à l'intérêt et à la terreur. Il en a appelé à la postérité, il en a appelé à la virilité des peuples et à l'épée des hommes d'honneur. La Prusse sème la haine, la Prusse récoltera la haine. Cette paix est

grosse de massacre. La France redeviendra la France en dépit de ceux qui la veulent anéantir, qui la déchirent et qui l'insultent.

Ah ! que la patrie paye cher les années de hontes, d'affaissement et de courtisanerie qu'elle a traversées, qu'elle paye cher ces vingt ans de césarisme et d'empire! Elle a eu, du moins, le courage de jeter hors la loi, comme on le jetterait à la voirie, le gouvernement qui lui a trop longtemps pesé sur la poitrine. Elle a voté d'acclamation, d'un cri sorti du cœur même de la patrie, la déchéance de l'empereur et de la dynastie impériale, et elle l'a voté, comme par un instinctif et irrésistible mouvement de justice, deux heures avant de voter la perte passagère de la Lorraine et de l'Alsace. Elle a voulu, eût-on dit, flétrir le criminel avant d'expier le crime. Elle a marqué au front le coupable avant d'accepter la responsabilité de la faute. C'est M. Conti qui l'a voulu. L'ex-secrétaire de l'ex-empereur a été au-devant de ce verdict. Il s'est dressé, blême et insolent, devant la nation entière, réclamant, revendiquant des droits qui soulevaient la fureur d'une assemblée contrainte à la honte par la lâcheté du gouvernement impérial. Il a osé, devant cette nation que frappe le malheur, parler de la famille d'aventuriers qu'atteint enfin le châtiment. Il a parlé des Bonaparte, et soudain l'Assemblée entière s'est dressée furieuse, terrible, soulevée par un irrésistible mouvement de justice, et elle a rejeté au néant la *réclame* impériale faite par un serviteur trop

dévoué et assez maladroit pour ne pas comprendre que le silence et le remords sont les seuls refuges des grands coupables.

Voilà ce qui, dans l'écroulement de nos espérances, dans la chute profonde de la patrie, dans le désespoir de ceux qui comprennent, savent, aiment le pays, redoutent l'avenir, voilà ce qui console et ce qui venge. L'auteur de tant de maux est exécuté par la conscience publique au moment où il faut s'incliner devant les effroyables désastres qu'il a causés.

N'importe, ce sera un des plus cruels souvenirs de ma vie que le spectacle de ces représentants montant l'un après l'autre à la tribune pour déposer dans l'urne le bulletin qui disait la guerre ou qui consentait à la paix. Quel défilé sinistre, et quel tableau! Tous groupés au pied de la tribune attendaient leur tour. Chacun montait, tenant en main son vote. Le bulletin *blanc* signifiait la paix avec la cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, le bulletin *bleu* signifiait la guerre. Et qu'ils tombaient pressés, fréquents, l'un après l'autre ces bulletins blancs! Ils montaient, les députés, ils jetaient dans l'urne verte ce morceau de carton qui voulait dire : « Strasbourg est à l'Allemagne! Le drapeau blanc et l'aigle noir s'étendront sur Colmar! Nos soldats alsaciens porteront le casque prussien dans deux mois! Adieu, les monts d'Alsace, les houblonnières, les villages pensifs, les honnêtes travailleurs lorrains, les populations patriotes des vallées de l'Est! Adieu, Phalsbourg, qui n'a cédé

qu'au nombre ! Adieu, Bitche, qui ne s'est pas rendue, Sarreguemines où nous allions en juillet plein d'espoir dans les destinées de la France, et Wissembourg, terre arrosée de notre sang, et Metz, que nul étranger n'avait violée avant la capitulation de Bazaine, et Thionville et toutes ces fières et mâles cités, françaises hier, françaises jusqu'à l'âme, allemandes, pis que cela, prussiennes demain ! »

Douleur inoubliable. Eux, les députés de la majorité, opéraient froidement, sans être émus, l'amputation. Ils causaient, souriaient, songeaient peut-être que les places devaient être prises au restaurant de Bayonne, et qu'ils dîneraient un peu tard. Lorsque le président Grévy lut le résultat du scrutin, lorsque la sentence tomba du haut de la tribune, il y eut un frémissement dans le public, et des larmes dans bien des yeux. La majorité, elle, écoutait vaguement ces chiffres, et plus d'un député, même de ceux de la gauche, n'était plus là pour écouter le résultat d'un tel vote. Et lorsque, au nom des députés d'Alsace et de Lorraine, un représentant vint déposer sur la tribune française les remercîments à la mère patrie pour tout ce qu'elle avait fait dans le passé et l'expression des vastes espoirs de ce qu'elle pourrait faire dans l'avenir, lorsque ces députés déclarèrent qu'ils quittaient dès à présent une assemblée où ils ne représentaient plus rien, nulle voix ne s'est élevée pour affirmer la sympathie éternelle de la France, la foi de tous dans le droit et la revanche des vaincus ; nul ne s'est opposé

à cette retraite déchirante des délégués de nos frères d'Alsace et de Lorraine.

Qu'on ait voté la paix avec la persuasion qu'on empêchait des malheurs plus grands de fondre sur la patrie, qu'on ait abandonné des départements entiers pour sauver le reste de la nation, nul n'a le droit de demander compte à un homme du vote qu'il émet dans le calme inébranlable de sa conscience. J'en ai vu plus d'un de ceux qui votaient la paix, pâlir devant la résolution que lui dictait son devoir. M. Henri Martin, l'honnête et patriotique écrivain, chancelait, prêt à défaillir, se rattachant aux tentures, le teint livide, après avoir déposé dans l'urne le bulletin blanc qui disait : « Je cède et me reconnais vaincu » ; mais qu'on n'ait point trouvé dans son âme, dans son cœur, un cri, une expression de consolation et d'espoir pour ces Alsaciens et ces Lorrains qui partaient; qu'on les ait laissés sortir sans leur jeter une parole de certitude pour l'avenir et de reconnaissance, c'est là ce qui navre et ce qui paraît impossible et affreusement cruel. Quoi! pas un de ces accents qui sortent du profond de l'être? Rien, et c'est tout! Et par une petite porte les députés de l'Alsace et de la Lorraine s'en vont! C'est épouvantable. Heureux les morts, heureuses les dupes sublimes qui sont tombées sur les champs de bataille pour affirmer l'idée, trop vieille, paraît-il, et presque ridée, de patrie!

Et c'est ainsi que finiraient les nations si les générations nouvelles n'étaient point là, leur apportant

leur contingent d'efforts, d'idées et de dévouements.

Certes nous avons entendu bien d'éloquentes paroles, des plus autorisées et des plus belles; mais le cri de la jeune et vaillante France, la protestation vengeresse de la patrie, virile et vivace, l'avons-nous entendue? Non! Il nous reste donc à l'affirmer et à en appeler, pour refaire la patrie, à son courage et à son dévouement.

III.

Ainsi finit la *Guerre sainte.*

J'aurais voulu, je le répète, qu'elle fût plus implacable et faite par une nation plus résolue.

Le roi Joseph, chassé de Madrid, écrivait de Briviesca, le 24 août 1808, à son frère Napoléon Ier :

« Il faut deux cent mille Français pour comprimer les Espagnols, et cent mille échafauds pour maintenir le prince qui sera condamné à régner sur eux. Sire, on ne connaît pas ce peuple : chaque maison sera une forteresse, et chaque homme a la volonté de la majorité. Deux mille domestiques m'ont quitté à la fois, malgré les forts appointements que j'avais donnés; *nous ne trouvons pas un guide, pas un espion.* »

Voilà l'exemple qu'il fallait suivre.

Mais assez de nobles pages se rencontrent dans le livre de notre deuil. Que si beaucoup trop se sont contentés de hurler leur patriotisme ou de le mettre

en cantates, d'autres l'ont affirmé en ouvrant leurs veines [1].

Jamais l'héroïsme n'est perdu. Il devient à la fois un exemple et un remords.

Et puis, après tout, comme a dit un Anglais, Harrisson : *Qu'on me trouve une nation qui ait eu un si vaillant réveil! Est-ce la Prusse après Iéna? Est-ce l'Autriche après Sadowa? Ah! si l'Angleterre voyait tout à coup aux portes de Londres un million d'ennemis après qu'on aurait livré ses armées, si elle avait dans sa capitale un gouvernement traître qui paralyse la défense — comme l'empire avant septembre — et fasse perdre un mois dans cette crise suprême, ah! que*

1. J'aurais voulu, dans ce livre, donner place à la marine ou plutôt marquer cette place par une page bien due certes à ces hommes qui avaient su conserver et surent montrer à l'ennemi les vieilles qualités françaises, l'intrépidité chevaleresque unie à l'attachement au devoir, la résolution virile et le sans-souci dans le péril, l'alacrité joyeuse et l'amour du danger, l'habitude du sacrifice stoïque. Certes on était en droit d'attendre autre chose de cette flotte dont on célébrait, par avance, les exploits dans la Baltique. Mais il en était d'elle comme de nos autres institutions *que l'Europe nous enviait*. Lorsqu'il fut question de céder la moitié de notre flotte à la Prusse : « Qu'on la cède donc tout entière et qu'on en refasse une autre, dit un amiral, c'est un service que la Prusse nous aura rendu. » Les défauts de notre organisation maritime ont été énumérés; nos vaisseaux étaient des monuments, mais non maniables, des colosses trop lourds, mais en revanche le personnel de notre marine était et il est tout à fait supérieur. Devant les marins prisonniers, les Prussiens faisaient le salut militaire. Ils avaient raison. La marine française a conquis, en cette funeste guerre, un renom impérissable. Partout où furent les marins, là furent le dévouement

l'Angleterre alors ait ce réveil héroïque de la France, je le souhaite, je le désire, je veux le croire et je l'espère !

Et maintenant, chantez l'empereur d'Allemagne, poëtes de Germanie ! Peintres, jetez sur la toile l'image de ses hauts faits ! Professeurs de blason, ôtez une de ses têtes à l'aigle germanique : l'Allemagne est une, l'aigle héraldique n'a plus qu'un front et qu'un bec. Fondez de nouveaux canons, mangez vos milliards à préparer de nouvelles ruines ! Rêvez la paix, le calme, le repos, avec ce rouge vieillard à votre tête ! Il faudra pourtant se battre encore. Avec qui? Avec tous ! N'y a-t-il pas le Limbourg à prendre, et la Hollande et la Belgique ne sont-elles pas « les frontières naturelles du nouvel empire prussien? » L'*In*-

et l'honnêteté. Officiers instruits, soldats disciplinés. Les canonniers, les pointeurs étaient admirables, les fusiliers intrépides jusqu'à la témérité. Ils se lançaient contre les fusils Dreysse avec la hache d'abordage. La marine, séparée du continent, où s'agitait la désorganisation, la marine, fille de la mer, avait su garder intacte la vertu française ; elle vint à terre et montra aux soldats ce qu'est le Devoir.

Et plus d'une fois, loin du pays, elle combattit. Dans les eaux de la Chine, *la Vénus,* frégate française, coulait la *Hertha* après un combat de deux heures. Le commandant prussien avait adressé un défi à l'amiral Duperré qui le releva. Lorsque l'armistice interrompit les hostilités, la corvette *l'Augusta,* qui avait capturé plusieurs de nos petits navires marchands, était tenue en respect dans la baie de Vigo par un navire français qui la voulait couler. L'armistice la sauva. Encore une fois la marine ou plutôt les marins français ont sauvé l'honneur du pavillon.

dustrie Zeitung le proclamait en toutes lettres, l'autre jour. L'aigle de Prusse étend vers toi ses serres, ô lion belge, et vers tes léopards, Angleterre ! L'aigle est vorace ! L'aigle de France a longtemps vécu de chair humaine. Le Germain a pris sa place et son appétit.

Au temps passé, Voltaire souhaitait aux Allemands plus d'esprit et moins de consonnes. Je leur souhaiterais moins de lauriers et plus de liberté. Mais la liberté est étouffée sous le poids de ces feuilles vertes et saignantes. Le militarisme va régner, le progrès humain a reculé.

« C'est le testament du grand Frédéric, disait M. de Bismarck en 1859 [1]. Il faut rendre la Prusse plus allemande et l'Allemagne plus prussienne. La Prusse alors aura accompli sa mission. Elle cessera d'être comme Prusse, mais elle sera devenue l'Allemagne (*es wird oufgegangen sein in Deutschland*). »

Non, M. de Bismarck se trompe, l'Allemagne au contraire cessera d'être Allemagne et deviendra Prusse. Luther est oublié pour Blücher. La *forêt hercynienne* n'entendra plus que le *wer da?* des soldats.

Eh bien, nous, vengeons-nous en sachant être libres. Redevenons dignes des aïeux. La France ressemble à une convalescente qui respire à peine entre la mort qui fuit et la vie qui revient. Sachons entourer de soins pieux cette mère, la faire passer sans

1. *La Prusse et la Question italienne,* brochure.

secousses de cette demi-agonie à la santé féconde. Dévouons-nous tous, nous oubliant nous-mêmes au salut de la patrie. Il ne suffit pas de l'avoir défendue l'épée à la main, il faut l'entourer de notre honnêteté, de notre intelligence et de notre amour.

Après quoi, elle reprendra, par la pensée, la place qu'elle occupait jadis, la seule qu'elle ambitionne, celle de l'initiatrice, celle de l'étoile annonçant aux rois barbares en quelle étable est né le dieu qui délivre.

Soyons, en un mot, et pour parler la langue pittoresque, non plus chauvins, mais patriotes. Le chauvinisme, ce frère Caïn du patriotisme, nous a perdus. Les rugissements de certains écrivains lors de la déclaration de guerre nous ont attiré la haine passagère du monde. S'ils continuaient, ils nous attireraient sa risée. Le patriotisme consiste à bien aimer son pays, et à le bien servir, par la dignité, le travail et l'honneur.

Aimons-la donc, aimons-la, cette France meurtrie, et travaillons à maintenir l'affection qu'ont pour elle nos frères de Lorraine et d'Alsace. Soyons libres et fiers pour être dignes d'eux. Que la dignité dans le malheur les attire plus que le rayonnement de la victoire. Soyons au moins de grands vaincus pour mériter de redevenir des vainqueurs.

L'histoire fait quelquefois bien ce qu'elle fait. Le dernier maire français de Metz, M. Félix Maréchal, et le dernier maire français de Strasbourg, M. Küss,

sont morts à peu de jours l'un de l'autre, comme si les derniers magistrats de la France en Alsace et en Lorraine ne pouvaient supporter le poids du sort. Ce sont ces deux morts, ces deux martyrs de la fatigue et du devoir désespéré, qui rattacheront les souvenirs *lotharingo-alsaciens*, comme disent les Allemands, à la tradition française. La Prusse aura beau donner aux provinces annexées les avantages matériels distribués par la rude main des hobereaux, des *juncker*, avantages dont M. de Bismarck et le féodalisme disposent, les Alsaciens et les Lorrains ne se souviendront, je l'espère, que des avantages moraux qu'ils ont perdus. Ils ne se sont jusqu'à présent souvenus que de ceux-là. « N'ayons qu'une pensée et qu'un seul cri, écrivait en décembre 1870, un Alsacien, M. Schuré : *De la poudre et des balles !* » Depuis, la prussification n'a rencontré que plus d'obstacles. M. de Bismarck aura beau faire réimprimer et distribuer par les campagnes les vieux chants populaires alsaciens qui célèbrent l'attachement de l'Alsace à l'Allemagne, 89 a fait oublier ces *lieds*. Les Prussiens ne se souviennent-ils pas que la *Marseillaise* est née à Strasbourg, à l'ombre du chef-d'œuvre gothique d'Erwin de Steinbach ?

Non, Strasbourg ne sera jamais le *joyau de la couronne germanique*. Strasbourg est à la France, ou plutôt la France est à Strasbourg. On le vit bien durant les batailles lorsque 17,000 volontaires alsaciens rejoignirent nos armées. On le vit bien naguère, aux

funérailles de cette jeune fille écrasée par un wagon en allant porter des rafraîchissements aux prisonniers français arrivant de Kehl à Strasbourg. On le vit bien lors des funérailles de M. Küss.

«Au cimetière, raconte M. A. Dumont[1], un membre de l'Assemblée de Bordeaux, M. Teutch, rappela le patriotisme du mort; quand il acheva son discours, un cri immense de « Vive la France! » s'échappa de toutes les poitrines. En rentrant en ville, la milice bourgeoise qui avait accompagné le cortége rencontra à la porte une sentinelle prussienne, et fut arrêtée par le « *Qui vive?* » habituel. L'officier, s'avançant, répondit à haute voix : «*France!* » La foule répéta ce mot sacré. »

Un jour, Strasbourgeois, un jour vous l'entendrez encore ce nom, ce grand nom d'un pays tombé qui se relèvera. Un jour la sentinelle prussienne dira à une foule accourue sous les murs de la ville: « *Wer da?* Qui vive, et qui êtes-vous? » Et la foule répondra: « *France!* » Ce jour-là, le drapeau tricolore ne sera pas loin, et les échos de la forêt entendront encore les chansons françaises.

Mais ne poussons point trop tôt ni follement les cris de *revanche!* N'en appelons pas encore aux armes. Soyons libres, devenons forts par la vertu et le caractère. Refaisons des hommes pour avoir un peuple. Et ce jour-là, les ossements du vieux Küss de Strasbourg

1. *L'Alsace sous le régime prussien (Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1871).

et de Félix Maréchal, le maire de Metz, tressailleront de joie dans leur tombe.

En attendant, les poëtes germains célèbrent *Strasbourg, fille de l'Allemagne :* « O Strasbourg, ô Strasbourg, tu ne gémis plus dans les bras du *brigand welche!* » Le brigand, c'est la France. Le sauveur, c'est cette Allemagne qui venait, durant les nuits de bombardement, manger des gâteaux de myrtiles et boire de la bière, tout en regardant les bombes incendier la ville, brûler l'*Hortus deliciarum* et s'abattre sur ce monument, merveille d'art gothique que ces goths n'épargnaient même pas! M. Berthold Auerbach, un lettré, était — quelle honte! — de ce *train de plaisir*.

L'Alsace ne l'a pas oublié, ne l'oubliera pas, ne l'oubliera jamais!

Donc travaillons pour l'amour de cette France qu'on nous a prise, et pour l'honneur de celle qui nous reste.

Travail pacifique et profond, refais la France! Honnêteté morale, réédifie la patrie! Aimons la liberté et non plus la gloire. C'est le vrai moyen d'être glorieux.

Et c'est pour mettre en relief ces idées que j'ai écrit ce livre.

On n'y trouvera pas un tableau complet de la campagne, mais des choses précises et vraies, écrites au courant de l'émotion, et qui serviront dans quelques années au futur historien synthétique de cette guerre. Oui, nous avons voulu surtout être vrai, mais en

recherchant dans cette vérité, trop souvent cruelle, ce qui pouvait placer en lumière le devoir accompli et le viril courage. Après tout, je tiens à le redire bien haut, ces actes n'ont point manqué, et l'histoire de cette patriotique guerre montre qu'il y avait encore en France des gens dignes de rappeler la fierté du passé, de faire oublier l'amertume du présent et de préparer la revanche de l'avenir.

16 juillet 1871.

Un an après la déclaration de guerre faite par l'empire.

APPENDICE

NOTE A.

LA REDDITION DE STRASBOURG.

L'auteur d'une brochure imprimée à Neuchâtel, *Quarante Jours de bombardement. Strasbourg* (avec cette épitaphe : *Français ne puis, Prussien ne daigne, Strasbourgeois suis*) nous donne sur ce siége de Strasbourg et sur la capitulation des renseignements particuliers et dignes de foi. M. le baron Pron, préfet de l'empire à Strasbourg, rêvait d'y faire un coup d'État; cachant aux habitants les mauvaises nouvelles, il eût volontiers traduit devant une cour martiale les patriotes qui disaient la vérité et s'inquiétaient des dangers courus par la France. Le général Uhrich ne se prêta point à ses manœuvres. « Si le général y eût consenti, les meilleurs citoyens de Strasbourg étaient arrêtés, conduits à la citadelle et jugés sommairement par les conseils de guerre (page 37). »

A propos de l'entrée du préfet républicain Valentin à Strasbourg (nous crûmes longtemps à Paris que M. Valentin avait été fusillé par les Prussiens), l'auteur de la brochure

s'exprime ainsi : « M. Valentin, après avoir tenté vainement de franchir les lignes prussiennes du côté du Rhin, était parvenu, au prix de fatigues et de dangers sans nombre, à entrer à Schiltigheim. De là, il observa les habitudes des soldats qui gardaient les tranchées, et il s'aperçut qu'à un certain moment un couloir restait libre entre deux gardes assez distantes. Il se glissa jusqu'à l'endroit choisi, sauta dans la tranchée, franchit le talus opposé, essuya le feu de l'ennemi et celui de nos remparts, se précipita dans les fossés remplis d'eau, aborda au milieu d'une pluie de balles, se constitua prisonnier et se fit conduire incontinent auprès du général. Là, il fit reconnaître sa qualité de préfet, en décousant la manche de son habit et en tirant le décret officiel, signé Gambetta, qui l'envoyait à Strasbourg. Si la France n'avait eu que des serviteurs pareils, elle ne serait pas en ce moment ce qu'elle est. »

Plus loin, l'auteur peint avec un réalisme attristant (l'*âpre vérité* dont parle Danton est toujours salubre) la sortie de nos soldats après la capitulation :

« Ils pouvaient quitter la ville avec leurs armes et avec les honneurs de la guerre. Les Prussiens les attendaient, rangés en bataille, sur les glacis, et quand les premiers soldats français parurent sous la porte, le tambour battit aux champs, et l'ennemi porta les armes. Il les déposa bientôt, à l'aspect de la foule désordonnée qui roulait vers lui. Seuls, les artilleurs, les marins et les douaniers défilèrent comme de braves et vaillants militaires, pleurant leur défaite, mais fiers, résignés et dignes. Quant aux autres, ah! le triste cortége en vérité! ils passèrent, sans ordre, brandissant des tronçons d'armes, jetant à l'ennemi l'injure et à leur propre général. Je me trouvais dans la foule, à côté du consul des États-Unis, au moment où les

troupes défilèrent; de ma vie je n'oublierai la stupéfaction indignée de cet Américain : « C'est la seconde fois, me « dit-il, que j'assiste à la capitulation d'une armée. La « première fois, ce fut l'armée de Lee qui se rendait aux « troupes du Nord : ces hommes arrivèrent vers nous, « portant le fusil baissé contre terre, comme pour un « enterrement, marchant en bon ordre, silencieux et « graves. Nous les saluâmes comme des héros. Ici... » Je ne dirai pas ce que le consul ajouta. » L'armée césarienne avait besoin de se refaire une âme.

NOTE B.

DE LA RESPONSABILITÉ DU CHEF D'ARMÉE.

L'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, un des tacticiens remarquables de ce temps, dit dans sa brochure sur la *Responsabilité dans la guerre* (Vienne, 1869, Faesy et Frick, édit. — Traduction française par le capitaine d'artillerie Dufour) :

« L'instruction des troupes et l'équipement constituent les éléments préalables d'une guerre heureuse; les négligences à cet égard retombent donc à la charge de tous ceux qui dès longtemps étaient appelés à exercer leur influence en ce point, et elles ne retombent à la charge du général en chef qu'en tant qu'il avait mission d'y veiller ou pour la part d'influence qu'il avait à y exercer. Mais ce général doit au contraire répondre de toutes les négligences qui depuis le moment où il a pris le commandement, ou depuis que l'armée dont il est chef a été mobi-

lisée, ont été commises par sa faute dans les derniers préparatifs précédant le commencement des hostilités. — Tels sont : les travaux à faire sur le théâtre de la guerre (construction de fortifications, ouverture de communications), la concentration des troupes au point favorable, les efforts énergiques pour se procurer ce qui manque encore, le parti qu'on peut avec de l'initiative tirer de toutes ses ressources. Sous ce rapport, rien n'est futile, rien n'est indifférent. *Il ne doit pas s'écouler un jour qui ne soit mis à profit.* »

Si la première partie de l'opinion de l'archiduc retombe de tout son poids sur le maréchal Le Bœuf, la seconde n'est-elle point l'accusation même de Bazaine?

NOTE C.

TRAITEMENT DES PRISONNIERS FRANÇAIS.

On lit dans le *Daily Telegraph* (septembre 1870) :

« J'écris dans l'intérêt de l'humanité plutôt qu'avec l'intention ou l'espérance de vous donner des nouvelles. J'écris, non pour vous raconter ce que j'ai entendu, mais pour décrire ce que j'ai vu. J'écris à la requête de 10,000 pauvres Français qui, apprenant que j'étais Anglais, m'ont demandé par une députation de venir et de juger par moi-même, et de faire connaître au monde civilisé comment, eux, captifs, sont traités par les vainqueurs.

« Puisse mon récit vous donner quelque idée de la vérité !

« Vendredi dernier, l'armée de Mac-Mahon, au nombre de 80,000 hommes, se rendit prisonnière de guerre. Pou-

vez-vous croire que depuis ce temps (cinq jours pleins) tous les hommes de cette armée et les officiers qui n'avaient pas voulu signer l'engagement de ne pas porter les armes contre la Prusse pendant la guerre ont été laissés à découvert dans un champ, sans tentes, sans couvertures d'aucune sorte et avec une nourriture à peine suffisante pour les empêcher de mourir? J'appris hier la situation affreuse de ces malheureux, mais je ne voulus pas croire ce qui m'était dit.

« Je viens donc aujourd'hui de Florenville pour voir et juger par moi-même. Dans un étroit espace, 80,000 hommes sont entassés comme du bétail depuis qu'ils ont été faits prisonniers, le 2 de ce mois. 20,000 d'entre eux ont déjà été dirigés sur l'Allemagne, et aujourd'hui, pendant que j'étais présent, 10,000 hommes et environ 300 officiers furent mis en route par le chemin de fer qui doit les conduire en Prusse. Mais je les vis avant leur départ, et j'assistai à la scène la plus douloureuse qu'on puisse imaginer.

« Depuis qu'ils se sont rendus, ces infortunés n'ont pas reçu une once de viande, et ils n'ont eu pour vivre qu'un dur biscuit pour deux jours.

« Parmi les officiers prisonniers j'avais quelques connaissances et deux ou trois amis. Ils m'assurèrent, et leur air affamé confirmait leurs paroles, que littéralement, et non au figuré, ils mouraient de faim. L'un d'eux, gentleman de noble naissance, et d'un courage reconnu, me demanda si je ne pouvais lui procurer un peu de nourriture. Je courus à ma voiture; j'en rapportai un pain, quelques tranches de viande froide, avec la moitié d'une volaille que j'avais prise à Florenville pour mon lunch. Mon ami, qui, quelques mois auparavant, n'aurait pas daigné dîner dans un restaurant de second ordre, dévora ce que je lui offrais, comme

22.

un loup affamé, toutefois après avoir partagé avec son ordonnance.

« Je lui offris quelques billets de banque, mais il m'assura que lui et ses compagnons avaient assez d'argent pour parer aux éventualités. Les autorités prussiennes, cependant, ne leur permettent pas d'acheter ce dont ils ont besoin. Quant aux hommes, ils étaient, si faire se peut, dans un état plus pitoyable encore que les officiers. Ils avaient été laissés pendant quatre jours dans un champ, exposés à la pluie. Ils ne pouvaient changer de vêtements. Ils étaient mouillés comme s'ils eussent été plongés dans l'eau. Un grand nombre grelottaient de fièvre, d'autres souffraient de toutes sortes de maladies.

« Des centaines d'entre eux pouvaient à peine se tenir debout, tant ils étaient roidis par des rhumatismes; mais pas un médecin n'avait été appelé près d'eux. Les médecins français, retenus comme prisonniers, avaient été envoyés aux blessés de leur propre armée, et la plupart des malades étaient misérablement abandonnés.

« C'était un lamentable spectacle.

« Si l'armée prussienne avait souffert du manque de provisions, ses prisonniers devaient naturellement supporter les mêmes privations. Mais il n'en est pas ainsi. L'armée prussienne est abondamment pourvue à Sedan. Les hommes, chaque jour, ont deux excellents repas de viande.

« Tout le pays a été mis à contribution par eux, et il est inutile de parler de l'énormité de ces contributions imposées aux villes et villages qui, s'ils ne peuvent payer, sont pillés par les soldats. Aujourd'hui, je vis quelques milliers de prisonniers français mis en route pour la Prusse. Les soldats ouvraient la marche, les officiers venaient ensuite. Il eût été d'une vulgaire courtoisie de laisser ces

prisonniers s'en aller en paix; mais non; ils étaient précédés par une musique militaire jouant des airs de triomphe.

« On les faisait marcher par sections comme à la parade, et même quand les officiers restaient un instant en arrière, ils étaient battus à coups de crosse et poussés aux cris de : « — En avant! en avant! »

« Affaiblis, malades, se tenant à peine, souffrant de fièvre, de dyssenterie, mouillés jusqu'aux os, perclus de rhumatismes, ces hommes, officiers et soldats, étaient poussés le long de la route, pendant dix milles, à un pas rapide.

« J'ai longtemps servi dans l'armée anglaise; j'ai eu la mauvaise fortune d'être prisonnier des Sickes qui, certes, ne me traitèrent pas bien. J'ai été longtemps en Syrie, en Asie Mineure, et j'ai été témoin de ce qu'on peut traiter de brutalité en fait de traitement de prisonniers (*sic*).

« Eh bien, en prenant toute chose en considération, *je le jure devant Dieu, je ne vis jamais rien de plus inhumain que le traitement de prisonniers français de Sedan.* Si les hommes en lesquels j'ai le plus de confiance m'avaient raconté ce dont j'ai été témoin, jamais je ne l'aurais cru. Aujourd'hui encore, après avoir eu devant les yeux des scènes d'une cruauté inouïe, exercée de sang-froid, *je puis à peine me croire moi-même, et j'hésite à écrire ce dont j'ai été témoin.*

« Mais j'affirme que mes paroles ne représentent que faiblement la réalité, et que, si la presse anglaise ne la fait connaître, des milliers de vies seront à ajouter à celles que coûte déjà cette horrible guerre.

« On me demandera pourquoi je n'ai pas informé quelques officiers supérieurs prussiens de ce dont j'ai été témoin aujourd'hui. Je répondrai que je l'ai fait, et qu'aux deux ou trois tentatives que j'ai faites, je fus poliment prié

de me mêler de mes propres affaires; une quatrième fois, je fus reçu par une volée d'imprécations contre la nation française et contre l'armée française en particulier.

« Quant aux officiers, sur le traitement desquels j'appelle l'attention de l'Angleterre, il y a une chose qu'il ne faut pas oublier. Quand, le 2 de ce mois, le général de Wimpffen, qui remplaçait le maréchal Mac-Mahon, blessé, se rendit avec l'armée prisonnier de guerre, tous les officiers qui consentirent à signer une déclaration, par laquelle ils s'engageaient sur parole à ne pas servir contre la Prusse, pendant la guerre, furent mis en liberté avec la faculté de vivre où ils voudraient.

« Une moitié à peu près accepta cette condition. Ils passèrent par la Belgique pour rentrer en France; car les autorités prussiennes ne leur permettaient pas de passer à travers les lignes dans la direction du Sud ou de l'Ouest.

« Les officiers qui refusèrent de signer cette déclaration, dans l'espoir que la guerre n'était pas finie, et qu'ils pourraient s'échapper de captivité ou être compris dans un échange de prisonniers, ne furent pas les moins courageux de l'armée.

« C'est en faveur de ces hommes que j'écris.

« Que les sociétés anglaises envoient des délégués dans la vallée de la Meuse pour recueillir des renseignements sur les faits que je rapporte. Ils verront que tout le pays occupé par les troupes prussiennes a été pillé, ravagé.

« Si les Prussiens, selon leur invariable habitude, font des réquisitions dans nos villages, et si les habitants ne peuvent payer la totalité de la contribution, le village est livré au pillage. J'admettrais le système des réquisitions s'il était limité aux besoins. Mais quand on voit des villages, dont le revenu annuel n'excède pas 2,000 livres sterling,

sommés de payer 1,000 livres en espèces, 600 cigares de première qualité, 18,000 de qualité moyenne et 600 de qualité inférieure, sans compter 60 bouteilles de champagne, 200 de bourgogne et 1,000 de bordeaux, *on se demande ce que ferait la puissance prussienne si elle était maîtresse en Europe.*

En Alsace et en Lorraine, les Prussiens sont haïs, redoutés et regardés comme un fléau envoyé par Dieu pour le châtiment du peuple. Si jamais ces provinces sont annexées à la Prusse, je suis certain que le peuple se soulèvera, comme firent les juifs en Égypte, et fera tout au monde pour se débarrasser de ses tyrans.

NOTE D.

REPRISE D'ORLÉANS PAR LES PRUSSIENS.

Un Français, prisonnier à Orléans, décrit ainsi l'entrée des Prussiens dans cette ville :

« Orléans, 20 décembre 1870.

« La rentrée des Prussiens dans cette ville a offert le plus navrant spectacle. Des femmes en deuil parcouraient les rues, cherchant les traces de leurs fils, de leurs frères, de leurs maris. La voie publique était jonchée de cadavres d'hommes et de chevaux. On a ramassé deux gendarmes prussiens qui avaient été tués pendant qu'ils marquaient à la craie les volets des maisons destinées à recevoir des loge-

ments militaires. Le grand-duc de Mecklembourg descendit à l'hôtel d'Orléans, et ses soldats le forcèrent à se montrer pour lui faire une ovation.

« Par le froid glacial qui régnait, les mobiles prisonniers venaient demander à pouvoir se réchauffer aux feux des Prussiens. Ceux-ci firent ouvrir les magasins pour se procurer des gants, des camisoles de flanelle, des cartes photographiques et tous les objets indispensables.

« Le trait le plus extraordinaire de la physionomie d'Orléans, c'est la cathédrale. On y enferma des prisonniers. Ceux-ci, pressés par le froid, mirent le feu à toutes les chaises de l'église. Ces bûchers allumés au milieu du temple produisaient une épaisse fumée au milieu de laquelle les soldats s'agitaient comme des ombres fantastiques. On ne peut s'imaginer de pareil coup d'œil.

« Tout à coup, le bruit assourdissant des conversations de cette multitude fut interrompu par le son de l'orgue, qui se mit à jouer... une gigue, tandis que les prisonniers cuisaient leur repas sur le feu allumé dans la nef. Derrière moi, un prêtre versait des larmes; à côté de lui, des femmes en deuil distribuaient du pain aux prisonniers... Les prisonniers français ne sont pas nourris par les Prussiens. Ce soin est laissé à la générosité des habitants, qui malheureusement est souvent insuffisante. Je dois ajouter que si le soldat français connaissait les souffrances de tout genre qui l'attendent, il n'y en a pas un seul qui ne préférât mille fois se laisser tuer sur le champ de bataille. »

NOTE E.

LES TERRITOIRES CÉDÉS A LA PRUSSE.

CE QUE NOUS PERDONS.

Lorsque les négociateurs français voulurent se récrier au sujet des cessions territoriales que demandait M. de Bismarck, celui-ci répondit qu'il se bornait à imiter l'exemple de la France, et que la cession de l'Alsace et de la Lorraine compensait l'annexion de Nice et de la Savoie. On va voir comment l'amputation que nous venons de subir est compensée par l'annexion que nous avons faite.

La cession faite par la France à l'Allemagne en vertu des conventions du 26 février 1871 comprend :

	Habitants.
Le Bas-Rhin, 190 communes et.	588,970
Le Haut-Rhin, moins une partie de l'arrondissement de Belfort.	520,285
La Moselle, arrondissement de Metz, 204 communes sur 223, et environ.	160,000
La Moselle, arrondissement de Sarreguemines, 156 communes et.	131,876
La Moselle, arrondissement de Thionville, défalcation faite des communes restant à la France.	84,000
La Meurthe, arrondissement de Sarrebourg, 116 communes et.	71,019
La Meurthe, arrondissement de Château-Salins, 147 communes et.	60,626
Total à reporter.	1,616,776

Report.		1,616,77
L'annexion de la Savoie et de Nice a donné à la France, savoir :		
La Savoie.	271,663	673,85
La Haute-Savoie.	273,268	
Alpes-Maritimes (moins l'arrondissement de Grasse)	128,926	
		942,91

C'est donc un million d'habitants que nous perdons.

Voici la nomenclature des établissements nationaux e des administrations qui, par suite du traité de paix deviennent la propriété de l'empire allemand :

Administration judiciaire. — Les tribunaux de pre mière instance de Metz, Sarreguemines et Thionvill (Moselle), Sarrebourg et Vic (Meurthe), Colmar et Mulhous (Haut-Rhin), Strasbourg, Schlestadt, Saverne et Wissem bourg (Bas-Rhin); les tribunaux de commerce et conseil de prud'hommes de Metz, Strasbourg, Colmar, Mulhouse Thann et Sainte-Marie-aux-Mines, se trouvent supprimés

Agriculture. — Les richesses agricoles des pays pris la France consistent surtout en céréales, chanvres et mû riers. On y élève principalement les porcs et la volaille.

A Strasbourg, il y a un dépôt d'étalons.

Eaux minérales. — Les eaux salines de Châtenois (Bas Rhin), bicarbonatées de Rosheim (id.), chloro-sodique bromurées de Sierke (Moselle), chlorurées-sodiques d Soultz-s.-Forêt (Bas-Rhin), ferrugineuses de Soultzbac (id.), enfin les eaux ferrugineuses de Wattwiller (id.), n se trouveront plus en France.

Forêts. — L'administration des forêts perd les arrondis sements forestiers de Vic, Sarrebourg, Sarreguemines

Bitche, Thionville, Metz, Strasbourg, Haguenau, Schlestadt, Wissembourg, Saverne, la Petite-Pierre et une partie de ceux de Senones et de Fraize (Vosges).

Industrie. — Les pertes éprouvées par l'industrie portent sur les villes ci-après :

Comestibles : Strasbourg, Obernai et Metz.

Coutellerie : Klingenthal (Bas-Rhin).

Draps : Mulhouse (Haut-Rhin), Bischwiller (Bas-Rhin), Metz (Moselle).

Fers, forges, fonderies, fabriques d'armes : Mutzig, Klingenthal, Niederbronn (Bas-Rhin), Thionville (Moselle).

Filatures et tissages de coton, bonneterie, molletons, futaines : Colmar, Sainte-Marie-aux-Mines, Guebwiller, Munster, Ensisheim, Rouffach, Mulhouse, Bischwiller, Cernay, Thann, Wesserling (Haut-Rhin), Haguenau (Bas-Rhin).

Glaces : Cirey-les-Forges, Saint-Quiris (Meurthe).

Industrie de la laine, filatures, chaînes, châles, bonneterie : Wasselonne, Wissembourg (Bas-Rhin).

Orfévrerie : Strasbourg.

Papiers peints : Rixheim (Haut-Rhin).

Porcelaines, faïences, poteries : Château-Salins (Meurthe).

Quincaillerie et clouterie : Saverne et Molsheim (Bas-Rhin), Beaucourt (Haut-Rhin), Boulay (Moselle).

Savons : Strasbourg et Wissembourg.

Tanneries, mégisseries : Metz, Saint-Avold, Sierck (Moselle).

Toiles, coutils, fils : Thionville.

Toiles peintes : Colmar, Munster, Mulhouse, Annay, Thann, Wesserling (Haut-Rhin).

Verreries et cristaux : Forbach et Bitche (Moselle), Château-Salins et Sarrebourg (Meurthe).

Instruction publique. — Les établissements d'instruction publique qui vont passer sous le régime prussien sont :

L'Université de Strasbourg, si l'on peut nommer ainsi la réunion de cinq Facultés de théologie, de droit, de médecine, des sciences et des lettres que cette ville possède seule avec Paris ;

L'École supérieure de pharmacie de Strasbourg ;

Les lycées de Metz, de Strasbourg et de Colmar ;

L'École des sciences et des lettres de Mulhouse ;

Les colléges de Dieuze, Sarreguemines, Thionville, Bouxwiller, Haguenau, Obernai, Saverne, Schlestadt, Wissembourg, Altkirch, Guebwiller, Mulhouse, Rouffach et Thann ;

Les écoles professionnelles de Metz et de Mulhouse ;

Les écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices de Metz, Strasbourg et Colmar.

Mines. — Le département de la Moselle est un de ceux qui ont le plus de fer et d'usines. Il est le neuvième sur la liste.

La Meurthe renferme la mine de sel gemme de Château-Salins ; le Haut et le Bas-Rhin, beaucoup de bitume.

Pour compléter ce travail, il faudrait, avec l'aide des derniers tableaux de douane, établir le chiffre total de la production, de la consommation, de l'exportation en ce qui touche les districts pris par l'ennemi, et donner la valeur territoriale des canaux, des chemins de fer, des établissements de l'État, des forêts, etc. ; mais tel qu'il est, le résumé que nous avons fait peut donner une idée des pertes en population, en territoire, en travail, en industrie et en commerce que subit la France, en dehors de celles

que la guerre a directement causées, et qui augmentent celles-ci d'un chiffre énorme.

NOTE F.

NOS NOUVELLES LIGNES DE DÉFENSE.

POINT DE VUE DÉFENSIF FRANÇAIS.

Par la perte de nos trois lignes défensives éventuelles, celle du Rhin (de Lauterbourg à Bâle), celle des Vosges (de Bitche à Belfort), celle de la Moselle (de Thionville à Ars), la France et sa capitale se trouvent à découvert et protégées par une ligne unique, la Meuse (de Mézières à Commercy); et comme avancée, par la crête boisée qui sépare les bassins de la Meuse et de la Moselle.

Cette crête elle-même, qui n'a de valeur défensive que depuis Esch jusqu'à la hauteur de Briey, est de fait annulée sur un point par la cession fâcheuse de Saint-Privat-la-Montagne et de Sainte-Marie-aux-Chênes, ces clefs de Metz, de la vallée de l'Orne, des routes de Briey, Thionville, Verdun, Saint-Mihiel, Toul et Nancy, ce théâtre, enfin, de la bataille du 18 août 1870, si glorieuse pour nos soldats et si ignominieuse pour le maréchal Bazaine.

Trois chemins de fer, avec leurs routes corollaires, abordent cette ligne de la Meuse :

Paris à Lunéville,

Paris à Verdun,

Mézières à Thionville.

Deux chemins de fer seulement traversent la crête de séparation des deux bassins :

Paris à Lunéville,

Mézières et Thionville.

De Thionville à Mézières et Montmédy, la route passe par la vallée de la Feusch, par Fontoy, remonte sur la crête, atteint la côte 403, point le plus élevé du pays, point stratégique énorme, nœud de cinq routes et cinq vallées, d'où l'on est maître absolu des deux bassins.

De Thionville à Mézières, le chemin de fer suit également la vallée encaissée de la Feusch, passe sur sa rive droite près de Fontoy, au moyen d'un aqueduc de sept arches, puis par une pente en corniche, facilement destructible, arrive sur le plateau, d'où il parvient, sans travaux d'art, par des rampes douces, jusqu'à Longuyon, Montmédy.

Chemin de fer et route sont dominés par les hauteurs situées à droite et à gauche de la Feusch, particulièrement celle du sud, au nord de Neufchef, au milieu de la forêt des Tillots à la cote 366.

Maître donc de cette position d'Aumetz et de Fontoy, on empêche totalement les Prussiens de déboucher dans les vallées de la Meuse, du Chiers et de l'Othain.

On ne peut être tourné sur la gauche.

Enfin, avec les hauteurs de Briey, Conflans, Fresnes, Verdun, l'Orne, on retrouve avoir, de Villerupt à Verdun, la plus belle position défensive qu'on puisse rechercher, ligne également défensive, appuyée sur deux routes, deux chemins de fer et trois places fortes.

Cette position nous permet d'attendre les Prussiens, d'annuler la valeur de Thionville, de les forcer, s'ils veu-

lent marcher sur Paris, de se présenter de flanc et de s'avancer difficilement dans le vaste entonnoir formé par la Champagne.

Remarquons enfin que nous n'avons entre Paris et la frontière que deux lignes de chemin de fer parallèles à nos bases d'opérations éventuelles :

La première (d'Avesnes par Hirson, Mézières, Montmédy, Longuyon à Thionville);

La deuxième (d'Amiens par Laon, Reims, Châlons, Vitry à Chaumont).

Il est donc important de ne pas annuler une portion de la première, en en remettant la clef à nos envahisseurs.

Exemple militaire : Pour indiquer la valeur capitale de ces points de crête, il suffira de rappeler que, dans leur mouvement tournant autour de Metz, les Prussiens ont eu pour unique et principal objectif Saint-Privat-la-Montagne. Maîtres de ce point qui leur livrait la route de Paris, ils firent occuper de suite Longuyon, Aumetz et Fontoy. Quant à Thionville, Montmédy, ils ne s'en occupèrent que subsidiairement après la chute de Metz.

POINT DE VUE DÉFENSIF ALLEMAND.

Possesseurs de ces positions d'Aumetz, Audun et Fontoy, les Prussiens nous empêchent de déboucher sur leur extrême droite, de dominer les vallées de la Moselle, de l'Alzette, de l'Orne, de la Feusch, de tourner à volonté les points de Thionville et de Metz, de nous jeter sur Luxembourg, d'être maître enfin du plateau des Ardennes.

Leur front de la Moselle parfaitement couvert par les positions d'Aumetz, Fontoy, Saint-Privat-la-Montagne, l'Orne, ils nous forcent, si nous voulons prendre l'offen-

sive, à nous engager dans l'entonnoir formé par Lunéville, Nancy, Sarrebourg ; c'est-à-dire à faire la guerre sur notre territoire, et à nous ruiner nous-mêmes, sans profit et avec danger.

NOTE G.

LES PRUSSIENS A CHERISY.

. . . En se retirant, les trente-deux uhlans demandèrent à Cherisy, charmant village situé sur la route de *Paris* à Dreux, une contribution d'avoine et de bestiaux, qu'ils ne purent emmener avec eux, grâce aux francs-tireurs de Dreux qui les poursuivaient activement. Le lendemain dimanche, 9 octobre, un détachement plus considérable retourna au village pour réclamer le montant de la réquisition de la veille.

On lui en donna livraison ; mais au moment où il s'éloignait avec son butin, le détachement fut attaqué par les mêmes francs-tireurs, qui lui tuèrent quatre hommes, firent sept prisonniers, et l'obligèrent à abandonner sa proie.

Cet échec décida du sort de Cherisy. . . Un officier logé à Goussainville déclara à son hôte, non sans beaucoup d'émotion, qu'il avait l'ordre de brûler Cherizy. En effet, le lundi 10 octobre, un corps considérable marcha sur le village de trois points différents. . . Les uhlans se massèrent à un kilomètre environ de ma maison et restèrent près d'une heure immobiles.

Alors ils s'élancèrent au galop comme des furieux dan la direction de Cherizy. Un des uhlans arriva sur moi le pistolet à la main en criant : « Gardes mobiles ! gardes mobiles ! »

Je lui fis signe qu'il n'y en avait point dans le village.

Les uhlans se conduisirent en vrais démons, frappant ceux qui ne pouvaient s'écarter assez vite sur leur passage, brandissant leurs sabres, poussant des cris effrayants.

J'avais sous les yeux une scène de la vie sauvage comme celles dépeintes par Livingstone ou Baker.

L'infanterie prit place sur une hauteur d'où elle commandait le village. L'artillerie tirait dans toutes les directions pour faire évacuer le village, puis, lorsque l'officier qui commandait jugea que les habitants devaient s'être éloignés, il envoya un détachement pour mettre le feu.

Si Cherizy eût été un village purement agricole, l'accomplissement du crime n'aurait pas été difficile. Il aurait suffi de mettre le feu aux granges et de laisser l'élément destructeur achever son œuvre.

Mais comme la route était bordée de maisons bourgeoises ne renfermant ni foin ni paille, on s'y prit différemment.

Le cas était prévu; aussi les incendiaires étaient-ils munis d'une composition de pétrole dont *ils arrosèrent les meubles, lits, tables, etc., puis ils y mirent le feu.*

Un tel moyen ne pouvait manquer de réussir. *Quarante maisons s'enflammèrent aussitôt;* une seule ne prit pas feu, celle d'un épicier. Les soldats, ne trouvant dans la boutique que des barils de sel, de soude, de savon et d'autres matières peu inflammables, pénétrèrent dans une chambre du fond et arrosèrent de pétrole un coin du lit et un matelas préparés par le propriétaire pour un soldat blessé; puis ils y mirent le feu; mais la flamme ne fit que lécher

le pétrole sur le bois de lit et brûler une partie du matelas qui était mouillé. . . Des maisons vastes ont été brûlées sans qu'on se fût inquiété de savoir si elles ne renfermaient pas des personnes que l'âge ou la maladie rendaient incapables de s'enfuir. . . Mais ce n'est pas tout. . . En arrivant au hameau de Mezengen, ils entrèrent dans la première ferme, magnifique établissement agricole. . . Le fermier, terrifié par le sort de Cherisy, chercha à s'y soustraire en offrant tout ce qu'il possédait. Les soldats acceptèrent des rafraîchissements, mais n'en témoignèrent pas moins la sinistre intention d'exécuter les ordres barbares qu'ils avaient reçus. Lorsque le fermier les vit prendre tranquillement des allumettes sur la cheminée, il les supplia avec des larmes, au nom de sa femme et de ses cinq enfants, de l'épargner. Vaines supplications, pleurs inutiles: les soldats, sans émotion, sans remords, se dirigèrent vers les granges, pleines des produits de plusieurs années de travail, et y mirent le feu.

J'ai vu de ma fenêtre quatre habitations, sur l'espace de trois kilomètres, qui rougissaient le ciel de cette lumière funèbre. C'était une scène qui remplissait le cœur d'une indicible tristesse. Vingt-quatre heures plus tard, je me rendis au hameau, dont les maisons n'étaient plus qu'un monceau de cendres. . .

C. Caillatte, pasteur.

TABLE.

APPENDICE.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, 7, RUE SAINT-BENOIT. [28



PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, 7, RUE SAINT-BENOIT. — [284]


WIDENER
SEP 1 0 2001